

IBISCUS

CRISTOM

RÉSEAUX DOCUMENTAIRES
POUR LE DÉVELOPPEMENT

Femmes du Sud

Sources d'information
pour le développement



AOÛT 1995

IBISCUS

L'activité d'IBISCUS, système d'information pour le développement, initié en 1983 par le ministère de la Coopération, s'articule autour de trois pôles :

Un réseau : 45 centres et organismes français et étrangers mettent en commun leurs données : ministère des Affaires étrangères, ministère de la Coopération, BCEOM, BDPA, CEGET-CNRS, CFD, CIRAD, GRET, IIAP, ISTED, ISTOM, ORSTOM, CEFOD (Tchad), CEDUST (Guinée), CID (Burkina Faso etc.), CIDES (Niger), CITE (Madagascar), ENDA (Sénégal), INADES (Côte d'Ivoire), IUED (Suisse), RIBAT (Mauritanie)...

Une banque de données : elle propose 80 000 références bibliographiques avec résumés, un descriptif complet de 1 100 organismes français acteurs du développement et un fichier des offres d'emploi à l'étranger.

Des services : ingénierie documentaire (missions d'assistance technique en Afrique, formations en France et à l'étranger), service questions-réponses, publications.

LES PUBLICATIONS IBISCUS

- **Outils méthodologiques** : thésaurus thématique et géographique, catalogue collectif de périodiques, lexiques d'organismes, manuels divers.
- **Bibliographies commentées** : extractions choisies de la banque de données sur un thème ou un pays, en coproduction avec d'autres organismes francophones.
- **Sources d'information** : recensement sur un thème ou un pays des fournisseurs d'information, de conseil, de financement, de formation..., des principaux ouvrages de référence, des banques de données (bibliographiques, statistiques, factuelles...) et de répertoires divers.
- **Aide au métier de l'information** : ouvrages techniques ou de réflexion à l'intention des professionnels de l'information et de la documentation concernés par le développement.
- **Nouveau support** : disque optique compact (CD ROM) reprenant la banque de données Ibiscus.

Femmes du Sud

Sources d'information
pour le développement

Août 1995

IBISCUS

Réseaux Documentaires
pour le Développement

**ORSTOM
CEDID**

Femmes du Sud

Sources d'information
pour le développement

Colette GALLAND, Christiane LALONDE, Thérèse TREFEU

Préface de Jeanne BISILLIAT

**Ministère de la
Coopération**

Août 1995

Réalisation :

Colette GALLAND
Christiane LALONDE (IBISCUS)
Thérèse TREFEU (ORSTOM, Paris)

Ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage :

Corinne CECILIA
Zakieh KHAWAM

Ont collaboré à la collecte des informations :

INADES Formation (Cameroun)
CEFOD Documentation (Tchad)
Ainsi que les Missions françaises de Coopération
et d'Action Culturelle (MCAC) en Afrique

Valérie ROTIVAL-LEBLANC (ORSTOM, Dakar)
Nirina RAJAobelina (Madagascar)

*Nous tenons à remercier tout particulièrement,
pour son aide et ses précieux conseils,
Mme Michèle GALLIBOUR,
chargé de mission à la Sous-Direction de la Santé et du Développement social du
Ministère de la Coopération*

Les opinions émises dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs.

Tous droits d'adaptation de traduction et de reproduction
y compris la photographie et le microfilm réservés pour tous pays.

© Association IBISCUS, Paris, 1995.

© ORSTOM, Paris, 1995.

ISBN : 2 - 909994 - 12 - 0

AVANT PROPOS

La parution de "Femmes du Sud " est pour moi une occasion privilégiée de témoigner l'intérêt que le gouvernement français porte à la question fondamentale de la place de la femme dans les sociétés en développement et tout particulièrement africaines.

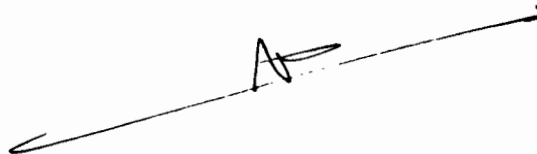
L'année 1995 sera féconde à cet égard dans la mesure où elle permettra l'expression d'une présence africaine plurielle au sein de la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes.

La politique menée en la matière a, en effet, essayé de répondre au mieux au cours de ces dernières années aux attentes des institutions et de la société civile et de soutenir les initiatives de terrain les plus prometteuses.

L'action de la coopération française a par ailleurs visé à mieux intégrer cette dimension dans les différents projets sectoriels initiés par les gouvernements ou les associations.

Mais la promotion de la femme passe aussi par l'accélération de la mise en oeuvre de mesures visant à faciliter l'égalité et permettant une participation accrue des femmes à tous les niveaux de décision.

Je forme le voeu que cet ouvrage à l'initiative de la Coopération française contribue à une meilleure information de tous les acteurs francophones du développement et favorise ainsi la concrétisation de cette espérance.



Jacques GODFRAIN
Ministre délégué à la Coopération

S o m m a i r e

Avant propos, <i>Jacques Godfrain, ministre délégué à la Coopération</i>	5
--	---

Introduction	9
--------------	---

Présentation de l'ouvrage	9
Douter pour savoir, préface de <i>Jeanne Bisilliat</i>	11
Savoir que c'est possible, <i>Monique Ilboudo</i>	13
Inégalités de genre et Développement, <i>Catherine Barme</i>	17

Sélection d'organismes et de centres de documentation	23
---	----

Index des noms d'organismes	24
Descriptifs	30

L'action de la Coopération française	139
--------------------------------------	-----

Sources documentaires	149
-----------------------	-----

Sélection de périodiques	151
Manuels et outils documentaires	
(Aide à la création d'un centre de documentation spécialisé)	167

Bibliographie sélective	169
-------------------------	-----

Présentation de l'ouvrage

1985, la Décennie de la femme s'achevait. Au cours de ces dix années, les femmes ont beaucoup écrit et parlé. Elles se sont mobilisées et organisées. Ce foisonnement d'expériences, d'études et de recherches se devait d'être conservé et poursuivi.

A l'époque, IBISCUS venait de publier un répertoire intitulé "Femmes et développement, quelle place? quel rôle ? quel poids ? Analyse des sources d'information", qui soulignait la dispersion et l'indigence des fonds spécialisés disponibles en France. A l'ORSTOM, sous l'impulsion de Jeanne Bisilliat, anthropologue et de Marie-Hélène Perrot, alors responsable du Centre de documentation et d'information scientifique (CEDID) de Paris, naissait l'idée de constituer un fonds documentaire spécialisé. Grâce à l'appui financier du ministère français de la Coopération et du Développement et du legs des documents collectés par Jeanne Bisilliat pendant cette décennie, le projet documentaire "Femmes du Tiers Monde" voyait le jour en 1987.

Aujourd'hui, en dépit des difficultés rencontrées, la banque de données couvre l'ensemble des thèmes relatifs aux femmes des pays du Sud, avec une dominante sur le rôle économique des femmes, les droits des femmes, le pouvoir et le statut des femmes, les relations de genre et leurs conditions de vie dans les différentes sociétés. Chaque notice bibliographique comporte un résumé de l'ouvrage ou de l'article traité. L'ensemble de ces données est reversé dans la banque de données IBISCUS.

Parallèlement, le CEDID développait des relations avec d'autres centres de documentation ou de recherche travaillant sur la même problématique en France, dans les pays du Nord et plus particulièrement du Sud. Echange de documents avec le Nord, avec des agences du système des Nations Unies, envois d'ouvrages, de bibliographies, de photocopies avec des associations, des centres de recherches et de documentation dans les pays du Sud, créant ainsi des liens de travail et d'amitié. Peu à peu les demandes des pays du Sud se faisaient plus pressantes, plus diversifiées. Ce n'était plus seulement des documents, mais des conseils méthodologiques et techniques pour créer et gérer l'information sur place qui étaient sollicités.

Le but de cet ouvrage est donc de fournir aux chercheurs, aux documentalistes, aux ONG et à tout acteur du développement un outil de travail permettant de trouver une information pertinente concernant l'intégration des femmes du Sud dans les processus de développement. Il présente les principaux organismes nationaux et internationaux impliqués dans ce domaine, ainsi que les centres de documentation spécialisés, l'action de la Coopération française, les sources documentaires et une bibliographie sélective.

Nous voulons dans ce document transmettre notre expérience de documentaliste et faire connaître les différentes sources d'information que nous avons identifiées au cours de ces années. Il va de soi que ce document n'est nullement exhaustif. Enfin, nous tenons à souligner que ce projet a été une expérience exemplaire de collaboration entre la recherche et la documentation.

Sélection d'organismes et de centres de documentation

L'ensemble de l'ouvrage est formé de quatre parties :

- une sélection de 29 organismes internationaux et de 255 organismes nationaux ayant des activités régulières liées au soutien à l'intégration des femmes au développement. Ils sont classés par pays selon leur statut (administration, association etc.) et l'ordre alphabétique des sigles. Outre l'adresse et le statut, nombre de descriptifs ont un petit résumé qui renseigne sur la nature et les actions entreprises par l'organisme. Un bref récapitulatif de la situation des femmes ainsi que des données socio-économiques introduisent la plupart des sélections nationales africaines. Enfin, un index des développés de sigles, situé en début de chapitre, renvoie au numéro de la fiche descriptive de l'organisme.
- la plupart des sélections nationales sont complétées par les coordonnées d'un ou de plusieurs centres de documentation spécialisés ou ayant une documentation importante sur les femmes.
- surtout axé sur les pays africains, ce chapitre présente aussi les organismes latino-américains partenaires du projet documentaire "Femmes du Tiers-Monde" du CEDID-ORSTOM.

L'action de la Coopération française

Ce chapitre présente l'action de la Coopération française envers les femmes dans la plupart des pays relevant de sa compétence. Il a été réalisé grâce à l'aide des Missions de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC).

Sources documentaires

On trouve ici :

- une sélection de 75 périodiques spécialisés avec résumé de leur contenu
- des manuels et outils documentaires pour créer un centre de documentation spécialisé

Bibliographie sélective

Tout à la fin, une sélection bibliographique présente succinctement 87 références d'ouvrages, d'études ou d'articles de périodiques. Cette bibliographie ne prétend pas à l'exhaustivité : elle propose quelques titres à partir desquels une recherche plus approfondie pourra être menée. Les domaines couverts sont : Milieu rural et Environnement, Rôle économique des femmes, Santé et Population, Relation de genre, Droits et Statuts, Education.

Colette Galland
Thérèse Trefeu, ORSTOM Paris
Christiane Lalonde, IBISCUS

Douter pour savoir

*« Les propositions
auxquelles, comme
envoutés, nous
sommes sans cesse
ramenés, je
voudrais les
extirper du langage
philosophique »*

Ludwig Wittgenstein

La parution de cet ouvrage et sa nature démontrent clairement les progrès accomplis depuis vingt ans dans la constitution et le renforcement de ce nouveau domaine scientifique qui a émergé avec la première Conférence Internationale de Mexico sur les Femmes. La nature même de ce progrès, et son intérêt fondamental, c'est le doute que les études féministes ont suscité sur la nature andropocentrique des savoirs acquis et trop souvent considérés comme étant immuables.

Encore invisibles en 1975, les travaux et les combats des féministes, au Sud - de plus en plus - comme au Nord, ont permis de montrer que les femmes avaient été et seraient toujours des partenaires actives de la vie socio-économique et des changements qui s'y produisent. Pendant ces deux dernières décennies on a étudié de plus en plus finement, dans une thématique de plus en plus diversifiée, l'ensemble des facteurs socio-économiques et religieux qui, dans toutes les situations, affectent les femmes de manière différenciée et perpétuent leur subordination. Ceci afin de pouvoir construire de manière cohérente, et donc plus efficace, les revendications à faire valoir.

Il faut en effet souligner ici que les féministes refusent de séparer les acquis épistémologiques des implications et actions concrètes nécessaires aux transformations menant à l'égalité juridique, économique et civique. En cela, féminisme et militantisme mais aussi féminisme et légalisme sont indissociables.

Les changements terminologiques sont, à cet égard, révélateurs: l'expression "Femmes et Développement" et "Intégration des Femmes dans le Développement" employées fréquemment au début de la première Décennie, semblaient sous-entendre non seulement qu'il y avait deux entités séparées que l'on se devait de relier - mettre les femmes «dans» - comme s'ils elles n'y avaient pas toujours été, mais encore qu'on les considérait telles des objets passifs pouvant, à volonté, être posés ou enlevés d'un endroit. Cette conception quelque peu paternaliste fut rapidement l'objet de nombreuses critiques et remplacée dans les années 80, sous la pression des travaux féministes, par "Relations de Genre et Développement" (RG&D).

La notion de *genre*, correspondant au sexe socialement construit, est plus exacte que celle de *femme* trop liée au déterminisme biologique. Les problèmes étaient enfin situés là où ils sont: dans la relation inégale entre hommes et femmes, dont les fondements sont sociologiques. Cette nouvelle dénomination permet d'aller plus loin dans l'analyse des obstacles toujours renouvelés à l'obtention de l'égalité mais aussi permet d'investir de nouveaux domaines du social et de l'économique, par exemple l'analyse des effets différenciés de la pauvreté ou des politiques d'ajustement structurel sur les femmes.

Le genre, notion essentiellement dynamique, fonde l'explication des différences en même temps qu'elle permet de laisser entrevoir leur évolution.

Là encore, le doute est venu miner les théories trop fixistes des fonctionnalistes. Les travaux préparatoires de la Conférence de Beijing se situent résolument dans cette perspective de changement puisqu'ils ne cessent d'affirmer **simplement** que les femmes doivent enfin avoir droit aux "Droits de l'Homme", tout en proposant la mise en place des stratégies nécessaires à l'obtention de cette revendication qui permet et justifie toutes les autres. Cette approche globale, fermement exprimée, remplace les approches précédentes plus pointillistes.

Un autre terme montre également cette évolution, c'est celui d'*empowerment*, que l'on peut traduire par "attribution du pouvoir". Fondé sur l'expérience et la réflexion des féministes du Tiers Monde, il souligne le rôle que l'oppression coloniale et néocoloniale a joué dans la subordination des femmes et veut aider ces dernières à accroître leurs forces et à obtenir le pouvoir auquel elles ont «théoriquement» droit.

Cette approche distingue les stratégies à court et à moyen terme reposant sur les réalités des relations de genre. Les premières sont destinées à apporter une réponse aux crises actuelles, par exemple dans la production alimentaire, dans les secteurs de l'emploi formel et informel alors que les secondes, nettement plus politiques, cherchent à identifier les structures d'inégalité entre les genres, les classes et les nations pour pouvoir les dépasser. Ce terme accepté avec beaucoup de réticence, on peut le comprendre, semble soudain conquérir un certain droit de cité. En fait, l'enjeu n'est pas mince. Grâce à leur triple journée de travail (travail de production, de reproduction mais aussi communautaire), les femmes ont permis aux groupes sociaux d'amortir les effets des crises économiques. Les Etats, alors que la mondialisation de l'économie les oblige et les obligera encore longtemps à effectuer des coupes drastiques dans leurs budgets sociaux et leurs politiques publiques, ont tout intérêt à ce que ce bénévolat productif continue, même s'il faut pour cela donner des gages à certaines notions révolutionnaires: Paris vaut bien une messe !

Les graves difficultés politiques, économiques et religieuses que la plupart des pays connaissent entraîneront, nul ne peut en douter, des effets de stagnation voire de régression dont on voit déjà certains à l'oeuvre. Peu importe. Dans le grand mouvement de l'évolution historique, ce ne sont plus seulement les hommes - ce neutre pluriel dévastateur de toutes les formes d'égalité - "qui font l'histoire" mais les hommes *et* les femmes et ils continueront, malgré tous les aléas, à la faire.

Comment imaginer autrement que ce livre, qui est aussi le résultat de huit ans de travail dynamique réalisé par l'équipe du CEDID-ORSTOM, eût pu paraître ?

Jeanne BISILLIAT
Anthropologue à l'ORSTOM

Savoir que c'est possible

Saponé est une localité située à environ 35 km de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. En dépit de l'état désastreux de la piste qui y conduit, on peut légitimement penser que 35 km ne constituent pas une longue distance à l'ère de l'automobile et du téléphone.

On s'attend à ce que les changements qui interviennent à Ouagadougou soient vite répercutés à Saponé. C'est compter sans la grande centralisation de l'Etat d'une part, et les barrières dues à l'analphabétisme de l'autre. A 35 km, on peut être complètement ignorant des réformes (législatives, sociales, politiques...) entreprises dans la capitale, et les femmes encore plus que les hommes, car fréquentant peu les lieux où circule ce type d'information. Lors d'une expérience récente, j'ai pu me rendre compte à quel point le manque d'information pouvait isoler les femmes et inhiber leur volonté de changement.

Invitée à prononcer une conférence en *moore* (une des langues nationales), à l'intention des femmes de Saponé sur le thème des droits de la femme, j'ai pu constater l'intérêt que les paysannes portaient à la connaissance des textes qui consacrent leurs droits, que l'on croit généralement trop éloignés de leurs préoccupations quotidiennes. Après mon exposé, j'ai vu avec quel enthousiasme elles prenaient la parole, se mettant même en rang pour cela, tant leur soif d'expression était grande. Nous étions entre femmes, ce qui a contribué à les rendre moins timides. Mais je reste persuadée que si la parole des femmes et spécialement des paysannes reste entravée, c'est aussi pour une raison d'ignorance qui entraîne un manque total de confiance en elles.

La confiance en soi suppose deux termes :

- l'audace : ce qui manque souvent aux femmes, et pour cause. Tout est mis en oeuvre pour les en préserver - une femme est courageuse, pas audacieuse. Mère courage se sacrifiant pour ses enfants, épouse vestale entravée par son amour oblatif...Oui! mais une femme sûre d'elle, décidée, ambitieuse, devient vite suspecte. Par ailleurs, tout dans l'organisation socio-économique indique à la petite fille et à la femme sa seconde place : de la scolarisation sélective à la dévalorisation du travail féminin, rien n'est fait pour valoriser l'image de la femme. Or la confiance en soi est d'abord et avant tout une estime de soi.

- le savoir : lorsqu'on sait, lorsqu'on maîtrise certaines connaissances, on acquiert de l'assurance et on évolue avec plus d'aisance. Certes le savoir n'est pas toujours nécessaire pour avoir confiance en soi, et tous ceux qui osent s'exprimer et donner leur point de vue à tout propos ne savent pas forcément - ne dit-on pas que les tonneaux vides sont ceux qui font le plus de bruit ? Mais il est aussi certain que l'instruction des filles, l'alphabétisation des femmes, leur formation contribueront à leur donner plus d'assurance, plus de hardiesse pour entreprendre et s'exprimer plus librement.

Je ne crois pas naïvement que la seule connaissance de leurs droits va bouleverser la vie des femmes alors que le fossé entre droit et pratiques sociales est si profond dans notre société. Mais je suis persuadée qu'elle ouvre d'énormes perspectives aux femmes.

Savoir d'abord que ça existe

Savoir que les instruments juridiques du changement existent, mais surtout savoir qu'il existe d'autres femmes qui tentent de s'en sortir. Lorsque les femmes savent qu'elles ne sont pas isolées, que d'autres rencontrent les mêmes difficultés et surtout qu'il existe des expériences dont elles peuvent s'inspirer pour résoudre leurs problèmes, cela crée une chaîne qui galvanise leurs efforts.

Pour nous autres Africaines, s'inspirer de l'expérience des autres et particulièrement de celle des Occidentales n'est pas toujours aisé. Au nom d'une certaine "authenticité" en effet, on conseille aux Africaines de rester comme elles sont (soumises et malléables) et surtout de ne pas emprunter le même chemin que les Occidentales, "car on voit bien la cassure que le mouvement féministe a créé dans les relations hommes-femmes dans ces pays".

Les intellectuelles africaines sont bien souvent accusées de chercher des problèmes où il n'y en a pas en voulant éveiller la conscience des autres femmes qui dit-on, vivent leur condition actuelle de façon harmonieuse. Le travail d'information que doivent jouer les femmes instruites et ayant plus aisément accès aux sources de l'information s'en trouve compliqué. Et certaines d'entre elles se laissent ainsi intimider. Bien sûr, si celles qui savent ne peuvent pas ou n'osent pas informer celles qui ne savent pas, le statu quo durera encore longtemps.

Savoir que c'est possible

C'est un drame d'être esclave, c'est un pire drame encore que de croire sa condition d'esclave immuable. Prendre conscience de sa dépendance, savoir qu'elle n'est pas inéluctable, qu'il est possible de conquérir son indépendance, c'est déjà un peu se libérer. Rien dans la condition des femmes africaines ne bougera véritablement si elles ne prennent pas conscience, dans leur majorité, que la situation actuelle peut et doit évoluer et qu'elles doivent être les principales actrices de ce changement.

C'est donc à elles d'abord de restaurer cette image négative des femmes qui prévaut et qui ne correspond pas au rôle véritable qu'elles jouent dans la société. Dénoncer les préjugés, les idées reçues, les stéréotypes que continuent à véhiculer la tradition orale, les livres scolaires, les médias. Rendre visible l'important rôle qu'elles jouent dans leur famille et dans la société. S'exprimer sur leurs besoins nouveaux, sur leur volonté de plus en plus marquée de participer au pouvoir politique par exemple. Refuser à ce sujet qu'on continue à leur attribuer un pouvoir occulte pour mieux les écarter du pouvoir réel. Le jour, dit un adage ici, la barbe répète ce que la tresse lui a soufflé la nuit ! Que la tresse exige de dire tout haut ce qu'elle pense !

***Communication
plus
qu'information***

Informar, c'est recueillir des renseignements et les diffuser à un public donné. Il y a donc d'un côté celui qui est censé savoir, et de l'autre celui qui ne sait pas et qui attend qu'on l'éclaire. La promotion des droits des femmes exige de toutes une réaction individuelle et collective contre les injustices et les discriminations et une action en faveur du changement. Elle exige donc, plus qu'une information, une véritable communication entre les femmes tant au niveau local qu'international. Communiquer pour survivre. Quand on pense par exemple à la situation des femmes algériennes si isolées, on comprend qu'elles puissent avoir besoin, non seulement de nous dire les horreurs qu'elles vivent quotidiennement, mais aussi de savoir que nous sommes de cœur avec elles.

De façon générale, ce n'est ni suffisant ni satisfaisant que l'information soit unilatérale. Les femmes d'ailleurs doivent aussi savoir ce qui se passe ici. L'image stéréotypée de l'Afrique et spécialement des Africaines doit changer, et ce n'est qu'à travers une meilleure communication qu'on y parviendra. Il faut qu'ailleurs on sache que nous, femmes africaines, nous ne baissons pas les bras.

Un des intérêts des "grandes messes" des femmes comme Pékin, c'est de permettre la rencontre des diverses régions du monde. Mais ces rencontres ne peuvent être fructueuses que si les femmes qui y vont sont représentatives et motivées. Au niveau interne, la communication entre femmes instruites urbaines et paysannes est nécessaire pour un meilleur engagement des unes et des autres. Ce que l'on constate malheureusement, c'est qu'à l'issue des grandes rencontres régionales ou internationales, les comptes rendus sont rares et leur diffusion généralement circonscrite aux grandes localités.

Cela pose le problème de l'utilité et même de la légitimité de ces grandes messes des femmes. Est-il légitime d'aller à Pékin, quand à Saponé les femmes ignorent tout de ce que prévoient les textes pour leurs droits ?

Monique ILBOUDO
Journaliste
Professeur de droit
Burkina Faso



Inégalités de genre et développement

Face à la féminisation croissante de la pauvreté, il fallait un outil conceptuel et méthodologique spécifique afin de rendre plus intelligible le phénomène et d'élaborer un diagnostic des populations féminines marginalisées dans des contextes très diversifiés (pays industrialisés / pays en transition d'économie de marché / pays en développement).

Cette approche repose principalement sur une étude approfondie des mécanismes de marginalisation socio-économique, de discrimination salariale et de ségrégation professionnelle dont sont victimes les groupes sociaux défavorisés (secteurs informels urbains ou zones rurales déprimées) et du transfert de ces acquis à une autre catégorie sociale d'exclus : les femmes.

L'inégalité dans l'accès aux ressources productives et aux services se retrouve avec une intensité variable dans toutes les populations défavorisées et sert fréquemment de paramètre pour évaluer leur degré de marginalisation.

C'est pourquoi, la grille d'analyse binaire (production/reproduction), traditionnellement appliquée aux populations féminines, a été abandonnée au profit d'indicateurs socio-économiques employés pour les diagnostics des populations marginalisées. Des études comparatives avec les autres groupes sociaux marginalisés seront possibles et permettront la mise en évidence des disparités et des inégalités de genre.

A partir d'une typologie des inégalités de genre, il sera possible de recenser et d'analyser les *contraintes* (obligations) et les *obstacles* (mécanismes discriminatoires et déficits cumulés ou handicaps) à l'intégration des femmes aux politiques de croissance économique.

Cette information, une fois systématisée et enregistrée sur une base de données, offrira des diagnostics régionaux et constituera le cadre de références idoines pour toute identification de programmes et formulation de politiques.

Aujourd'hui encore, quelle que soit la catégorie sociale considérée, l'interprétation des données socio-économiques ventilées par sexe met en lumière une amplitude toujours croissante du phénomène de marginalisation économique, sociale et culturelle dans la population féminine.

De fait, force est de constater l'insuffisance des assignations budgétaires et des moyens humains accordés aux composantes femmes dans le cadre de la coopération technique internationale, au regard de l'ampleur et de la gravité de ce phénomène de marginalisation. Notables sont aussi leurs fréquents échecs, faute d'avoir su identifier les priorités, les besoins et les contraintes spécifiques aux populations féminines.

Pourtant, depuis plusieurs décennies les femmes se sont mobilisées pour contribuer au développement économique de leur région et assurer la survie alimentaire de la famille. De nombreuses évaluations s'accordent à reconnaître que malgré les contraintes qui pèsent sur elles, les femmes se sont révélées les partenaires et interlocuteurs privilégiés des projets (meilleure qualité et rentabilité de leur travail comparées à celles des hommes).

Cependant, en dépit de ces atouts, tout tend à démontrer que les populations féminines se retrouvent encore proportionnellement plus représentées que les hommes parmi les catégories d'exclus (analphabètes, monolingues indigènes, travailleurs non rémunérés, chômeurs, travailleurs du secteur informel).

Il est également prouvé que dans une population défavorisée, les femmes présenteront des indices de marginalité supérieurs à ceux des hommes du même groupe social. Ainsi, plutôt que d'affirmer que les femmes ont des obligations de *production* et de *reproduction*, il convient de caractériser la spécificité de la condition féminine en démontrant que les sous-populations féminines non seulement partagent, avec les autres populations défavorisées, toutes les modalités d'exclusion qui les marginalisent de domaines aussi variés que ceux de l'éducation, de la formation, des ressources naturelles et financières etc., mais qu'elles subissent également d'autres formes de ségrégation et de discrimination, propres et inhérentes au statut ou à la condition sociale de femme.

On peut organiser et établir une typologie des mécanismes et des facteurs qui influent sur l'accès des femmes aux ressources et aux opportunités économiques, sociales et politiques, en distinguant différents mécanismes de marginalisation socio-économique et culturelle dans le processus d'exclusion dont elles sont victimes. Il apparaît que cette marginalisation est un processus complexe dont l'intensité varie selon les catégories sociales et culturelles considérées. A l'origine des situations d'inégalité de genre, on retrouve deux grands groupes de mécanismes d'exclusion : les mécanismes de marginalisation d'une part, et les pratiques discriminatoires additionnelles, d'autre part.

Les mécanismes de marginalisation se distinguent des pratiques discriminatoires par le fait qu'ils s'appliquent à la population défavorisée en général, sans distinction de sexe. Ils désignent tous les processus de marginalisation économique ou sociale à l'encontre d'une population ou catégorie sociale donnée, qu'il s'agisse de chômeurs, de réfugiés politiques, de populations indigènes, de paysans défavorisés, de migrants nationaux et internationaux, d'individus victimes de catastrophes naturelles ou victimes de préjugés religieux, comme le sont les intouchables. Ces processus de marginalisation trouvent leur origine dans les mutations structurelles des économies nationales, dans des phénomènes conjoncturels, dans des processus historiques ou dans des interdits religieux....

Les pratiques discriminatoires additionnelles ne concernent, elles, que les femmes. Comme le souligne Jeanne Bisilliat ¹, elles sont de caractère social. En allant du général au particulier, on peut les regrouper en trois catégories principales :

- les pratiques discriminatoires à l'encontre de la population féminine en général : le partage inéquitable des rôles et des responsabilités entre les hommes et les femmes au sein de la société, dans leur univers familial et professionnel;
- les pratiques discriminatoires à l'intérieur du groupe considéré : les inégalités de genre transmises par la tradition, le droit coutumier ou la législation nationale et dont seules en sont victimes les femmes appartenant à ce groupe social;
- les pratiques discriminatoires à l'encontre de femmes socialement vulnérables au sein du groupe considéré : les femmes chefs de famille (veuves, femmes abandonnées, parent seul), dont l'importance numérique ne cesse de croître un peu partout dans le monde, et les femmes âgées.

De fait, dans un contexte d'ajustement structurel et de désengagement de l'État dans le domaine social, la permanence de pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes rend plus difficile encore la mise en œuvre de stratégies de survie. Les difficultés croissantes que rencontrent les femmes chefs de famille (affaiblissement des réseaux de solidarité, contraction et instabilité du marché du travail, niveaux de rémunération à la baisse) mettent en péril leur précaire équilibre familial et ont de graves répercussions sur l'éducation et la santé de ces femmes et de leurs enfants.

Les femmes âgées constituent également une catégorie sociale de plus en plus vulnérable, en particulier dans les pays industrialisés, compte tenu des systèmes de retraite en vigueur et du phénomène croissant de la déstructuration de la famille.

Dans un premier temps, la condition féminine peut donc être caractérisée comme un *CUMUL de mécanismes de marginalisation et de discrimination*.

Il convient cependant d'affiner cette caractérisation en lui adjoignant d'autres éléments-clés comme le partage inéquitable des rôles et des responsabilités entre les hommes et les femmes au sein de la société, lequel se traduit en général par une subordination des femmes à l'autorité masculine et par l'inégalité des obligations au sein du ménage. Le *CUMUL des Obligations* sera le terme générique choisi pour désigner trois types distincts de contraintes imposées aux femmes:

- les obligations domestiques : désignent les tâches domestiques (travaux alimentaires, approvisionnement en eau et en combustibles, etc.) et les responsabilités morales (éducation des enfants, soins, hygiène, etc.) qui incombent aux femmes;

¹ BISILLIAT, Jeanne. Relations de genre et développement. Paris : ORSTOM, 1992. p. 12

- les obligations productives (agriculture, élevage, cueillette, artisanat et commerce);
- les obligations sociales (gardienne des traditions, médiatrice au sein de la famille et dans les relations extra-familiales).

L'inégalité de genre dans l'accès au savoir, aux ressources, et aux opportunités économiques, politiques, associatives et sociales, est une autre caractéristique de la condition féminine. Associée au cumul des obligations féminines, elles forment un ensemble de contraintes-obstacles qui sont à l'origine, dans la population féminine, de déficits graves ou retards cumulés dans une multitude de domaines (éducation, formation professionnelle, connaissances technologiques, expériences associatives, ressources naturelles, financières, productives et technologiques) et qui entravent son incorporation aux projets sur une base équitable.

Il semble bien que les facteurs socioculturels (schémas culturels et tradition) expliquent pour une large part les *retards cumulés* des femmes et leur marginalisation. L'appartenance à un groupe culturel est une donnée importante pour la nature et l'ampleur des pratiques discriminatoires.

En résumé, le poids des obligations féminines, la diversité des pratiques discriminatoires et l'importance des déficits féminins, sont des variables déterminantes pour l'impact d'un projet de développement puisqu'elles peuvent restreindre l'accès des femmes aux opportunités et aux bénéfices du projet. C'est pourquoi, la compréhension de la spécificité de la condition féminine doit être le point focal d'une stratégie de développement si l'on veut que les femmes cessent d'être de simples agents du développement et se convertissent en bénéficiaires directes du développement qu'elles auront su générer.

Elle constitue, au même titre que les indicateurs socio-économiques d'un contexte local donné, une information essentielle et incontournable à la formulation de la méthodologie d'intervention et devrait faire l'objet, dans chacune de ces zones, d'une étude et d'un inventaire quantitatif et qualitatif qui aiderait à la formulation d'une approche flexible, apte à résoudre ou à contourner les contraintes- obstacles identifiés localement.

La méconnaissance des modalités de financement, des principes de base de gestion et autres techniques liées aux activités économiques, sont pour des femmes non ou peu scolarisées, des handicaps insurmontables qui leur ferment toute perspective de développement personnel ou vouent à l'échec leurs initiatives économiques.

Viennent s'ajouter de graves problèmes liés à la perte de confiance en soi, lesquels se manifestent par des difficultés à s'exprimer en public, à défendre ses idées et ses intérêts, et plus particulièrement lorsqu'il faut le faire en présence d'éléments masculins (hommes de la communauté, décideurs politiques locaux ou bailleurs de fonds).

Dans la plupart des cas, l'incorporation immédiate des populations féminines très marginalisées aux projets mixtes ne semble pas réaliste. Il faut envisager au préalable la mise en place d'une "stratégie compensatoire" (dispositif provisoire) qui puisse agir en priorité sur les déficits et les obligations cumulés de la population féminine ciblée, afin d'élargir la participation des femmes aux activités génératrices de revenus et leur donner les moyens réels de s'incorporer à des projets mixtes sur un pied d'égalité avec les hommes.

Cette stratégie compensatoire aura recours à quatre outils distincts : la formation compensatoire (alphabétisation, formations modulaires, ateliers), une dynamique d'accompagnement et de tutelle afin de soutenir et développer les capacités de réflexion, de prise de décision, de direction et de négociation; la fourniture de biens et services de compensation (équipements permettant d'alléger les obligations domestiques et productives et stimulant les activités génératrices de revenus, création de services tels que garderies, cantines); enfin, la capitalisation de l'expérience (suivi précis et évaluations des acquis).

Cette stratégie compensatoire doit être appuyée par l'ouverture de débouchés professionnels locaux et la suppression des obstacles qui entravent la participation des femmes aux activités économiques.

Tel est le défi qui s'impose.

Catherine BARME
Consultante en développement social

Sélection d'organismes

Index des noms d'organismes p. 24

Descriptifs

Organismes internationaux p. 30

Organismes nationaux p. 38

Les organismes internationaux sont classés par localisation.

Les organismes nationaux sont classés d'abord selon leur statut puis par ordre alphabétique des sigles. Les administrations publiques apparaissant toujours en premier, les autres statuts sont : association, établissement d'enseignement et de recherche, établissement ou service para-public, organisation non gouvernementale, société privée. Les centres de documentation spécialisés ou offrant une documentation importante sur les femmes sont mentionnés à la fin de la plupart des sélections nationales.

Outre l'adresse et le statut, nombre de descriptifs ont un petit résumé qui renseigne sur la nature et les actions entreprises par l'organisme. Un bref récapitulatif de la situation des femmes ainsi que des données socio-économiques introduisent la plupart des sélections nationales africaines.

Index des noms d'organismes

AAPF : Association Algérienne pour la Planification Familiale - 00033
ABDES: Agence Baha'ie pour le Développement Economique et Social - 00081
ACABEF : Association Centrafricaine pour le Bien-Etre Familial - 00107
Académie Malagasy Tsimbazaza. Sciences et Femmes de Madagascar - 00182
ACAFEJ: Association Camerounaise des Femmes Juristes - 00076
ACCT : Agence de Coopération Culturelle et Technique. Femmes et Francophonie - 00011
ACSD: Association Camerounaise pour la Santé et le Développement - 00082
ACWW/UMFR : Associated Country Women of the World/Union Mondiale des Femmes Rurales - 00158
ADFM : Association Démocratique des Femmes du Maroc - 00201
AFACEB: Association des Femmes d'Affaires et Chefs d'Entreprises du Bénin - 00051
AFAO : Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest - 00235
AFDDB : Alliance des Femmes pour la Démocratie et le Développement - 00052
AFJB : Association des Femmes Juristes du Bénin - 00053
AFJCI : Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire - 00118
AFJG : Association des Femmes Juristes du Gabon - 00155
AFJM : Association des Femmes Journalistes Malgaches - 00180
AFJN: Association des Femmes Juristes du Niger - 00212
AFRIQUE DU SUD. Ministry of Welfare and Population Development - 00030
AGCD : Femmes et Développement - 00038
AIDF : Association Ivoirienne pour la Défense des Droits des Femmes - 00121
AIDOS : Association Italienne des Femmes pour le Développement - 00173
AIFEN: Association pour l'Intégration des Femmes dans l'Economie Nigérienne - 00213
AIFF: Association Internationale des Femmes Francophones - 00208
Alan Guttmacher Institute - 00132
ALGERIE. Secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité et de la Famille - 00032
Alliance des Femmes Mauriciennes - 00205
AMEP : Association Maghrébine pour l'Etude de la Population - 00198

AMRAD : Association Malienne de Recherche-Action pour le Développement - 00191
AMULP : Association des Femmes Uruguayennes Lourdes Pinto - 00149
APDF: Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes maliennes - 00187
APEM : Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar - 00181
APFEM : Association pour la Promotion de la Femme en Milieu Rural - 00054
APROFES : Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise - 00238
APROTESID : Association pour la Promotion des Techniques Simples de Développement - 00209
AQOCI : Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale. Comité Québécois Femmes et Développement - 00095
AQUI NOSOTRAS : Red Europea-Latinoamericana de Mujeres - 00039
ARAFD : Association Recherche Action Femmes et Développement - 00192
ASAFE (Cameroun) : Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur - 00083
ASAFE (Gabon) : Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur - 00153
ASAFED : Association Africaine d'Education pour le Développement - 00263
ASC : Boston University. African Studies Center - 00126
Association Femmes et Développement - 00183
ATSCE: Association Tunisienne au Service du Couple et de l'Enfant - 00268

BELACD : Bureau d'Etudes et de Liaison d'Action Caritative et de Développement - 00257
BENIN. MTEAS. Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires Sociales. Direction des Affaires Sociales - 00050
BID : Banque Interaméricaine de Développement. Femmes et Développement - 00002
BIT : Bureau International du Travail. Département du Développement et de la Coopération Technique. Femmes et Développement et Groupes Sociaux - 00024
BIT : Bureau International du Travail. Programme d'Action Globale en Faveur de l'Egalité des Chances et le Traitement des Femmes - 00025
Brandes et Apsel Verlag GmbH - 00035
BURKINA FASO. Ministère de l'Action Sociale et de la Famille - 00065

BURUNDI. Ministère des Droits de la Personne Humaine, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme - 00074

CADEF (Cameroun) : Comité National d'Action des Droits de l'Enfant et de la Femme - 00084

CADEF (Mali) : Comité d'Action pour les Droits de l'Enfant et de la Femme - 00193

CAEF : Centre Africain de l'Entrepreneuriat Féminin - 00242

CAFRA : Caribbean Association For Feminist Research and Action - 00266

CAMEROUN. MINASCOF. Ministère des Affaires Sociales et de la Condition Féminine - 00075

CAMNAFAW : Cameroun National Association for Family Welfare - 00085

CAWNA : Cameroun Women's Networking Association - 00086

CAWTAR : Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche - 00269

CBDIBA-ONG : Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base - 00055

CDPF : Centre Djoliba - Promotion féminine - 00188

CECI : Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale. Comité Femmes et Développement - 00104

CEE/WID : Communauté Economique Européenne. DG VIII. Femmes et Développement - 00037

CENAFOD : Centre Africain de Formation pour le Développement - 00165

CENTRAFRIQUE. MPFAS. Ministère de la Promotion de la Femme et de l'Action Sociale - 00106

CEPED : Centre Français sur la Population et le Développement - 00147

CERPOD : Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement - 00190

CESAO : Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique Occidentale - 00068

CFAR : Centre de Formation pour l'Artisanat Rural - 00277

CFFSB : Centre Féminin de Bohicon - 00056

CFRC-IWACU : Centre de Formation et de Recherche Coopérationnelles IWACU - 00233

CGIAR : Consultative Group on International Agricultural Research. Gender Program - 00127

CHANGE : Change, Women and Society - 00159

CIDEM : Centro de Informacion y Desarrollo de la Mujer - 00060

CIDEP : Centre International de Formation et de Recherche en Population et Développement - 00048

CIEA : Conseil International pour l'Education des Adultes. Programme des Femmes - 00001

CIEDEL : Université Catholique de Lyon. Centre International d'Etudes pour le Développement Local - 00145

CIEDUR/DATES : Centro Inderdisciplinario de Estudios sobre el Desarrollo. Departamento de Asesoramiento Technico Economico y Social - 00274

CIFAD (Burkina Faso) : Comité International des Femmes Africaines pour le Développement - 00069

CIFAD (Centrafrique) : Comité International des Femmes Africaines pour le Développement - 00108

CIFAD (Côte d'Ivoire) : Comité International des Femmes Africaines pour le Développement - 00122

CIFEASS : Centre d'Information, de Formation, d'Education et d'Assistance - 00243

CINEP : Centro de Investigacion y Educacion Popular - 00113

CIPCA : Centro de Investigacion y Promocion del Campesinado - 00231

CIRES : Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales - 00120

City University of New York. Medgar Evers College. Black Women's Summer Institute/Institut International d'Eté d'Etudes Transculturelles sur les Femmes Noires - 00129

CLÉI : Centre de Liaison pour l'Environnement International. Projet Femmes, Environnement et Développement - 00176

Club Unesco Féminin La Colombe - 00264

CNAFM : Conseil National des Associations de Femmes à Madagascar - 00184

CNFCE : Chambre Nationale des Femmes Chefs d'Entreprise - 00270

CNFTC : Comité National des Femmes Travailleuses de Centrafrique - 00109

CODESRIA : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique - 00239

COFEG : Coordination des ONG Féminines de Guinée - 00164

COFEM : Collectif des Femmes du Mali - 00189

Collectif 95 Maghreb Egalité - 00202

Comité Femmes et Développement - 00166

CONGAC : Confédération des ONG d'Environnement et de Développement d'Afrique Centrale - 00087

CONGAD : Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement - 00240

CONGO. Ministère de l'Intégration et du Développement de la Femme - 00114

COTE D'IVOIRE. Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme - 00117

Côté-Femmes Editions - 00136

CPS : Cabinet de Prospective Sociale - 00273

CRDI/GDD : Centre de Recherches pour le Développement International. Genre et Développement Durable - 00103
 CREW : Centre de Recherche sur les Femmes Européennes - 00049
 CRIFF : Centre de Recherche, d'Information et de Formation pour la Femme - 00261
 CTIF/IWTC : Centre de la Tribune Internationale de la Femme/International Women's Tribune Centre. Projet "La Part des Femmes" - 00133
 CWGL : Douglas College. Center for Women's Global Leadership - 00128

DEFI SUD : Développement, Etude, Formation, Information - 00236

EADI : Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement. "Genre et Développement" - 00250
 EFB : Entraide Féminine Burkinabé - 00066
 EFI : Espace Femmes International - 00248
 EIRENE : Service Chrétien International pour la Paix - 00216
 ENDA TM : Environnement et Développement du Tiers Monde. Délégation Europe - 00150
 ENDA : Environnement et Développement du Tiers-Monde. Synergie Femmes et développement - 00237
 EPOD : Espace Point de Départ - 00199

FAFCAM : Fédération des Associations Féminines du Cameroun - 00077
 FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Programme de Population - 00015
 FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Economic and Social Policy Department. Women in Agricultural Production and Rural Development Service - 00016
 FAO/ESHW : Service des Sciences Humaines Spécialisées "Femmes" - 00017
 FDEA : Femme Développement Entreprise en Afrique - 00241
 Femmes et Changements - 00138
 FEMNET : African Women's Development and Communication Network - 00177
 FEMO : Femmes du Moyen-Ogooué - 00154
 FEMPRESS : Red de Comunicacion Alternativa de la Mujer - 00111
 FESADE : Association Femme Santé Développement en Afrique Subsaharienne - 00088
 FIDA : Fonds International de Développement Agricole - 00018
 FIDA : Fonds International de Développement Agricole. Gender and Household Security Issues - 00019

FIFDU/IFUW : Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités/International Federation of University Women - 00249
 FLORA TRISTAN : Centro de la Mujer Peruana - 00230
 FMB : Fondation Marie Bouanga - 00115
 FNAFB : Fédération Nationale des Associations de Femmes du Bénin - 00057
 FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population - 00003
 FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population. Bureau de Liaison - 00026
 Fondation Roi Baudouin. Projet DIMITRA : Femmes Rurales et Développement - 00040
 FONGTO : Fédération des ONG du Togo - 00265
 FSDS : Université Laval. Centre Sahel. Femmes, Société et Développement au Sahel - 00097
 FSLM/WLUML : Femmes sous Lois Musulmanes/Women Living under Muslim Laws - 00137
 FUGN : Fédération des Unions des Groupements Naam - 00070
 Fundacion Carlos Chagas. Proyecto Mulher - 00064

GABON. Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports et de la Condition Féminine. Direction Générale de la Condition Féminine - 00152
 GAJES : Groupe d'Action pour la Justice et l'Egalité Sociale - 00058
 GAMS : Groupe Femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles - 00139
 GFAG : Groupement des Femmes d'Affaires de Guinée - 00167
 GIRAF : Groupe Informel de Recherche sur les Femmes - 00256
 GRADE-FRB : Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement Endogène / Femmes Rurales du Burkina - 00067
 GRD (CONGO) : Groupe de Recherche Démographique - 00116
 GRDR : Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural. Femmes et Développement - 00151
 GRECMU : Grupo de Estudios sobre la Condicion de la Mujer en el Uruguay - 00275
 GREF/CCA-ONG : Comité de Coordination des Actions des ONG au Mali. Groupe de Réflexion Femmes et Développement - 00194
 GREFFA : Groupe de Recherche, d'Etudes et de Formation "Femmes-Action" - 00071
 GREMF : Université Laval. Groupe de Recherche Multidisciplinaire Féministe - 00098
 GRIF : Groupe de Recherches et d'Informations féministes - 00041

GUINEE BISSAU. MASPFF. Ministério dos Assuntos Sociais e Promocao Feminina - 00168
 GUINEE. Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales - 00163

HAITI. Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme - 00171

ICRW : International Centre for Research on Women - 00004

IDS : University of Sussex. Institute of Development Studies - 00157

IEDES : Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne. Institut d'Etude du Développement Economique et Social - 00146

INADES (Côte d'Ivoire) : Institut Africain pour le Développement Economique et Social - 00119

INADES FORMATION (Cameroun) : Institut Africain pour le Développement Economique et Social - 00089

INADES FORMATION (Tchad) : Institut Africain pour le Développement Economique et Social - 00258

INSTRAW : International Research and Training Institute for the Advancement of Women - 00021

IPD: Institut Panafricain pour le Développement - 00090

IPPF/AWR : Fédération Internationale pour la Planification Familiale. Région du Monde Arabe - 00272

IQRAA : Association Algérienne d'Alphabétisation - 00034

IREC - SEAG: Service d'Echanges et d'Appui à la Gestion pour les Associations Locales de Développement d'Afrique Centrale et de l'Ouest - 00214

IRENE : International Restructuring Education Network Europe - 00225

IREP : Institut de Recherches et d'Etudes sur la Population - 00271

IRIS : Réseau Européen pour la Formation des Femmes - 00042

ISIS : Isis International - 00112

ISIS-WICCE : ISIS Women's International Cross-Cultural Exchange - 00222

ISM/FIA : Inter-Service Migrants. Femmes Inter-Associations - 00140

ISNAR : International Service for National Agricultural Research. Project on Professional Women in Agricultural Research - 00020

IUPERJ : Instituto Universitario de Pesquisa Rio de Janeiro - 00061

IWEN : Irish Women's Environmental Network - 00172

IWHC : International Women's Health Coalition - 00123

KENGO : Kenya Energy and Environment Organizations - 00178

KENYA. Ministry of Culture and Social Services - 00175

Le Monde selon les Femmes - 00044

LEF : Lobby Européen des Femmes/European Women's Lobby - 00043

LEWCE : League for Woman and Child Education - 00078

MACOSS : Mauritius Council of Social Service - 00206

MADAGASCAR. Ministère de la Population, de la Jeunesse et des Sports. Direction de la Condition de la Femme et de l'Enfant - 00179

MALI. Ministère de la Santé et des Affaires Sociales - 00186

MAROC. Ministère de l'Emploi et des Affaires sociales - 00197

MATCH : Centre International MATCH - 00105

MAURICE. Ministère des Droits de la Femme, du Développement de l'Enfant et du Bien-Etre de la Famille - 00204

MAURITANIE. Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine - 00207

Ministère délégué à la Coopération. Sous-Direction de la Santé et du Développement Social - 00135

MODEFEN : Mouvement pour la Défense des Droits de la Femme Noire - 00141

MSU / WID : Michigan State University. Women and International Development Program - 00130

NCCWEDT : National Center for Counselling and Women Entrepreneurship Development Training - 00091

NIGER : Ministère du Développement Social, de la Population et de la Promotion de la Femme - 00211

NIGERIA. Ministry of Women's Affairs - 00219

NSI/INS : North South Institute/Institut Nord Sud. Progress for Women Program - 00099

OCDE/CAD : Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Comité d'Aide au Développement. - 00012

OCDE/PFD : Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Direction de la Coopération pour le Développement. Participation des Femmes au Développement - 00013

ODFEBD : Organisation Démocratique des Femmes Béninoises pour le Développement - 00059

OFCA : Organisation des Femmes Centrafricaines - 00110

OMS : Organisation Mondiale de la santé. Division Santé de la Famille - 00027

ONU/DAW : Nations Unies. Département de la Coordination des Politiques et du Développement Durable. Division pour la Promotion de la Femme - 00005

ORAP : Organization of Rural Associations for Progress - 00281

ORSTOM : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération. (Voir aussi Centres de documentation - France) - 00148

OUGANDA. Ministry of Gender and Community Development - 00221

Paysannes Africaines - 00142

PLUNA : Port Loko United Nations Association - 00245

PNUD/SEPED/BPPS : Programme des Nations Unies pour le Développement. Division du Développement Social et de la Lutte contre la Pauvreté. - 00006

POPULATION COUNCIL - 00007

Population et Qualité de la Vie : Commission Indépendante - 00143

RADEF: Réseau d'Appui au Développement Féminin - 00092

RAFEL: Regroupement des Associations de Femmes du Département de la Lékié - 00079

RAGFEV : Fédération des Groupes d'Initiative Commune des Femmes pour le Développement Agro-Pastoral d'Evodoula - 00080

RECIF ONG-BF: Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes dans les ONG du Burkina Faso - 00072

REFAD: Réseau Sous-Régional Femmes Africaines et Droits Humains - 00073

REPREF: Réseau Camerounais de Promotion de l'Entreprenariat Féminin - 00093

RFD : Réseau Femmes et Développement - 00144

RFR/DRF : Ontario Institute For Studies Education/Institut d'Etudes Pédagogiques de l'Ontario. Resources for Feminist

Research/Documentation sur la Recherche Féministe - 00096

RIAF-DLVF : Réseau Inter-Africain Francophone des Femmes pour la Défense des Droits et la Lutte Contre la Violence Faite aux Femmes - 00195

RIDD - FITILA: Réseau d'Intégration et de Diffusion du Droit en Milieu Rural - 00217

RMFDR/WGNRR : Réseau Mondial des Femmes pour les Droits sur la Reproduction/Women's Global Network for Reproductive Rights - 00228

ROUTLEDGE : Routledge Development Studies - 00162

RWANDA. Ministère de la Famille et de la Condition Féminine - 00232

SAILD: Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement - 00094

SENEGAL. Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - 00234

SIAS : Scandinavian Institute of African Studies - 00247

SIERRA LEONE. Department of Health and Social Affairs - 00244

SLNG : Service de Liaison non Gouvernemental des Nations Unies. Programme "Femmes et Développement" - 00028

SOLIDAMI : Solidarité et Amitié - 00169

Solidarité Féminine - 00200

SOROPTIMIST International - 00160

SWODA : Soroti Women's Development Association - 00223

TANZANIE. Ministry of Community Development, Women's Affairs and Children - 00252

TCHAD. MASPF. Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - 00255

TGNP: Tanzania Gender Networking Programme - 00253

The Population Council: Bureau Régional pour l'Afrique - 00023

TINIGUENA : Association pour la Promotion du Développement Participatif à la Base et Gestion Durable des Ressources Naturelles - 00170

TOGO. DGPF. Direction Générale de la Promotion Féminine - 00259

TOGO. Ministère de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale - 00260

TUNISIE. Ministère délégué chargé des Affaires de la Femme et de la Famille - 00267

TWOWS : Third World Organization for Women in Science - 00174

Uganda Gender Resource Centre - 00224

UIUC/OWID : University of Illinois at Urbana-Champaign. Office of Women International Development - 00131

UMAFEC : Union Mauritanienne des Femmes Entrepreneurs et Commerçantes - 00210

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture - 00014

UNFM : Union Nationale des Femmes Marocaines - 00203

UNICAMP/PAGU : Universidade Estadual de Campinas. Nucleo de Estudos de Genero - 00062
 UNICEF : "ANAAKAVY AMIN-DRENY" - 00185
 UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance - 00008
 UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Bureau Européen - 00029
 UNIFEM (DAKAR): Fonds De Développement des Nations Unies pour les Femmes. Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale - 00022
 UNIFEM : Fonds des Nations Unies pour les Femmes - 00009
 Universidade federal do Rio Grande Do Norte - 00063
 Université d'Etat de Leyde. Institut d'Anthropologie Culturelle et de Sociologie des Peuples. Centre de Recherche et de Documentation "Femmes et Développement" - 00226
 Université de Louvain. Département d'Anthropologie - 00046
 Université des Femmes - 00047
 Université du Bénin. URD : Unité de Recherche Démographique - 00262
 Université Laval. Chaire d'Etude sur la Condition des Femmes - 00101
 Université Laval. Faculté des Sciences Sociales. Département d'Anthropologie. Atelier International sur les Femmes et le Développement - 00102
 University of the West Indies. Extra Mural Department. Women and Development Unit - 00036
 UPFN: Union pour la Promotion de la Femme Nigérienne - 00215
 UQAM : Université du Québec à Montréal. Département des Sciences Politiques - 00100

VENA : State University of Leiden. Institute for Cultural and Social Studies. Centre Femmes et Autonomie/ Women and Autonomy Centre - 00227

WAND: Women's Association for National Development - 00246
 WEN : Women's Environmental Network - 00161
 WEP International : Women's Exchange Programme International - 00229
 WEYBI - 00218
 WHEDA : Women's Health and Economic Development Association of Nigeria - 00220
 WI : Windrock International. Programm Leader - Environment and Sustainable Development Program - 00134
 WIDE : Network Women in Development Europe - 00045
 WILDAF : Women in Law and Development in Africa - 00282

WILPF : Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - 00251
 WIN : Women's International Network - 00124
 WOIOY KONDEYE - 00196
 Women's Development Banking - 00031
 Women's International Resource Centre - 00156
 Women's Struggle in Tanzania Progress and Oppression: Women's Research and Documentation Project - 00254
 WORDWIDE : Worldwide Network. World Women in the Environment - 00125
 WWB : Banque Mondiale. Women's World Banking - 00010

ZAMBIA. Ministère des Affaires Sociales - 00276
 Zambia Alliance of Women - 00278
 ZARD: Zambia Association for Research and Development - 00279
 ZIMBABWE. Ministry of National Affairs, Employment Creation and Cooperatives - 00280
 ZWFT : Zimbabwe Women Finance Trust - 00283
 ZWRCN: Zimbabwe Women's Resource Center and Network - 00284

ORGANISMES INTERNATIONAUX (par localisation)

00004

CIEA

Conseil International pour l'Education des Adultes.

Programme des Femmes

720 Bathurst Street - 5th Floor

TORONTO, ONT. M5S 2R4 **CANADA**

Organisation internationale non gouvernementale

Types d'activités : Information; Coopération internationale; Publication d'un bulletin : A pleine voix : les femmes et l'éducation populaire

Domaines d'intervention : FEMME; EDUCATION

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

00001

BID

Banque Interaméricaine de Développement.

Femmes et Développement

1300 New York Avenue

WASHINGTON DC 20577 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 202) 623 1753

Organisation internationale publique

Contact: BERGER, Marguerite

Domaines d'intervention : PROJET DE

DEVELOPPEMENT; ECONOMIE

INTERNATIONALE; FEMME; ENFANT

Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE;

AMERIQUE DU SUD

00002

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la Population

220 E 42nd Street

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 297 5011 Télécopie: (1 212) 557 6416

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale; Education au développement; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ENFANT; DEMOGRAPHIE; SANTE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00003

ICRW

International Centre for Research on Women

1717 Massachussets avenue N.W. - suite 302.

WASHINGTON DC. 20036 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 202) 797 0007 Télécopie: (1 202) 797 0020

Organisation internationale publique

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Centre de documentation; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; NUTRITION; AGRICULTURE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT; PAUVRETE

Pays d'intervention : TIERS MONDE

L'ICRW est une organisation à but non lucratif qui s'attache à promouvoir le développement social et économique des femmes. Il travaille avec les décideurs, les praticiens et les chercheurs - en Afrique, Asie, Amérique latine - pour définir des politiques qui prennent en compte les femmes des pays du Sud dans les domaines suivants : droits des femmes, statut de la femme, situation des femmes pauvres etc.

00005

ONU/DAW

Nations Unies. Département de la Coordination des Politiques et du Développement Durable. Division pour la Promotion de la Femme

2 United Nations Plaza - Rm DC2-1220.

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 963 3177; 963 3171

Télécopie: (1 212) 963 3143

Organisation internationale publique

Contact: GUMAPAC, Alicia / Responsable

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Centre de documentation; Education au développement; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication de bulletins : Dépêche Femmes (bimestriel) - Femmes 2000 (trimestriel); Production d'une banque de données : WIS (Women's Information System)

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; MIGRATION; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; ETUDE FEMINISTE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; SECTEUR

INFORMEL; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES;
INFORMATION; HABITAT; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE;
AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE;
AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE
ILES; EUROPE; AMERIQUE DU NORD

Ce service s'efforce de créer le dialogue et de promouvoir la coopération entre les institutions du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les groupes de base, les organisations régionales et les administrations nationales, sur tout ce qui concerne la promotion et l'avancement des droits des femmes. Ses programmes concernent l'application des stratégies prospectives définies au cours de la Décennie de la Femme (1975-1985). Ses activités consistent à coordonner des travaux de recherche, des colloques d'experts et des réunions consultatives.

00007

POPULATION COUNCIL

1 Dag Hammarskjöld Plaza

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 339 0500; 339 0637 (Matt Burkhard);

339 0676 (Kirsten Moore)

Télécopie: (1 212) 755 6052

Organisation internationale publique

Contact: BURKHARD, Matt; MOORE, Kirsten

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : POPULATION; FEMME;
ENFANT; SANTE; PROTECTION MATERNELLE
ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE;
RELATION DE GENRE; CONDITION FEMININE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00006

00008

PNUD/SEPED/BPPS

**Programme des Nations Unies pour le
Développement. Division du Développement Social
et de la Lutte contre la Pauvreté.**

Nations Plaza - DC1-2058

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 906 6029 *Télécopie*: (1 212) 906 5313

Internet: thierry.lemaresquier@undp.org

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: LEMARESQUIER, Thierry / Directeur de la
Division du Développement Social

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Education au
développement; Réalisation d'opérations; Publication
d'une revue : CHOIX : la revue du développement
humain; Publication d'un rapport annuel : Rapport
mondial sur le développement humain; Production
d'une banque de données : INRES (Système
d'Orientation de l'Information)

Domaines d'intervention : DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE; PROMOTION FEMININE; DROITS
DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE;
AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU
NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU
SUD; ASIE; PACIFIQUE ILES

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

3 United Nations Plaza

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 326 7000

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: LEWIS, Stephen

Types d'activités : Coopération internationale; Action
socioculturelle; Action sociale

Domaines d'intervention : ENFANT; PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE; EDUCATION
SANITAIRE; PROMOTION FEMININE;
ALIMENTATION HUMAINE; EAU;
ASSAINISSEMENT; DROITS DES FEMMES;
NUTRITION; SANTE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

L'UNICEF développe son action pour améliorer la vie des femmes et des enfants dans le monde. En créant des services de base pour les enfants et en favorisant le développement communautaire, l'UNICEF agit de manière concrète sur le terrain. Il intervient dans les pays en guerre et ceux qui sont atteints par la famine.

00009

UNIFEM

Fonds des Nations Unies pour les Femmes

304 East 45 Street - Room 1120

NEW YORK, N.Y. 10017 **ETATS-UNIS**

Tél.: (1 212) 906 6400 *Télécopie*: (1 212) 906 6705

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Financement d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : Nouvelles de l'UNIFEM

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; ENVIRONNEMENT; ACTIVITE ECONOMIQUE; CONDITION FEMININE; DROITS DES FEMMES; MATERIEL PEDAGOGIQUE

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE ILES

L'UNIFEM a été créé en 1976. Il est depuis 1985 un organisme autonome, associé au programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). Son mandat est double : servir de catalyseur dans le but de faire participer les femmes aux principales activités de développement et d'appuyer des activités en faveur des femmes dans le cadre des priorités nationales et régionales. L'UNIFEM s'efforce donc de contribuer à libérer les femmes pauvres des pays en développement des tâches peu productives et d'augmenter la productivité de leur travail. Pour ce faire, le Fonds finance des projets spécifiquement destinés à des femmes qui pourront en tirer un bénéfice direct, mais il soutient également des initiatives visant à garantir que toutes les politiques, ainsi que tous les plans, programmes et projets de développement prennent en compte les besoins des femmes.

00010

WWB

Banque Mondiale. Women's World Banking

1818 H. Street N.W

WASHINGTON, DC. 20433 ETATS-UNIS

Tél.: (1 202) 477 0643

Organisation internationale publique

Contact: MUSIC CHAPMAN, Vanda; CHAULDHRY, Sayede

Ressources : Financement international

Types d'activités : Financement d'opérations; Coopération internationale; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTIVITE ECONOMIQUE; ENTREPRISE; FINANCEMENT

Pays d'intervention : MONDE; AFRIQUE; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE ILES; EUROPE; AMERIQUE DU NORD

La Banque Mondiale pour les Femmes (WWB) a été fondée pour promouvoir l'esprit d'entreprise des

femmes, en particulier celles qui n'ont pas accès aux services des institutions financières établies. Celle-ci leur permet donc de pouvoir emprunter pour les aider à créer leur propre entreprise.

00011

ACCT

Agence de Coopération Culturelle et Technique.

Femmes et Francophonie

13 quai André Citroën

75015 PARIS FRANCE

Tél.: (33 1) 44 37 33 00 Télécopie: (33 1) 44 37 33 45

Organisation internationale publique

Contact: DESOUCHES, Christine; DUMONT, Marie-Catherine

Types d'activités : Coopération internationale; Publication d'un CD-ROM : Bibliothèque du Droit francophone

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; CONDITION FEMININE

Activités en réseau : ACCT

Pays d'intervention : ASIE; EUROPE DE L'EST; AFRIQUE; AMERIQUE DU NORD; EUROPE

Le groupe "Femmes et francophonie" de l'ACCT a été mandaté par le Ministère français de la Coopération pour réaliser des projets d'appui aux femmes et aux institutions judiciaires. Dans le cadre de la préparation de la conférence mondiale de Beijing, il a mené une enquête dans les pays francophones à propos de la situation juridique des femmes qui devrait permettre la publication d'un document. L'ACCT finance des projets d'assistance juridique.

00012

OCDE/CAD

Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Comité d'Aide au Développement.

2 rue André Pascal

75016 PARIS FRANCE

Tél.: (33 1) 45 24 90 08

Organisation internationale publique

Contact: COOK, Francesca

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale; Réalisation d'opérations; Publication d'un rapport annuel : Coopération pour le développement (chapitre sur les femmes)

Domaines d'intervention : FEMME; PROJET DE DEVELOPPEMENT; AIDE AU DEVELOPPEMENT; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE

00013

OCDE/PFD

Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Direction de la Coopération pour le Développement. Participation des Femmes au Développement

2 rue André Pascal

75016 PARIS **FRANCE**

Tél.: (33 1) 45 24 82 00 Télécopie: (33 1) 45 24 85 00

Organisation internationale publique

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale; Etudes conseil; Publication d'ouvrages; Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : FEMME; PROJET DE DEVELOPPEMENT; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

A noter la publication d'études sur l'intégration des femmes dans les projets de développement.

00014

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

7 place Fontenoy

75007 PARIS **FRANCE**

Tél.: (33 1) 45 68 10 00

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Types d'activités : Coopération internationale; Recherche; Education au développement; Information; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication de revues; Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : FEMME; ENFANT; EDUCATION; CULTURE; DROITS DE L'HOMME; SCIENCE; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE

00015

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Programme de Population

Via delle Terme di Caracalla

00100 ROME **ITALIE**

Tél.: (39 6) 5225 3816 Télécopie: (39 6) 5797 3152

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: de GUERNY, Jacques

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Recherche; Financement d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication d'une revue : Cérès; Production d'une banque de données : AGRIS

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE;

POPULATION; PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE;

ALIMENTATION HUMAINE; AGRONOMIE;

ELEVAGE; PECHE; ENVIRONNEMENT;

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE;

COOPERATIVE; REFORME AGRAIRE; FEMME

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE;

AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE;

AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE

ILES

00016

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Economic and Social Policy Department. Women in Agricultural Production and Rural Development Service

Via delle Terme di Caracalla. Room B-560

00100 ROME **ITALIE**

Tél.: (39 6) 5225 3932; 5225 6135

Télécopie: (39 6) 5225 3152

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Recherche; Enseignement et formation; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE;

PROJET DE DEVELOPPEMENT; ROLE

ECONOMIQUE DES FEMMES; ACTIVITE

ECONOMIQUE; AGRICULTURE; PECHE;

ELEVAGE

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE;

AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE;

AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE

ILES; EUROPE

00017

FAO/ESHW

Service des Sciences Humaines Spécialisées "Femmes"

Via delle Terme di Caracalla

00100 ROME ITALIE

Tél.: (39 6) 5225 3816 Télécopie: (39 6) 5797 3152

Organisation internationale publique

Contact: MERMILLOD, Marie-Jeanne

Ressources : Financement international

Types d'activités : Financement d'opérations; Etudes conseil; Coopération internationale; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; FEMME

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE ILES

00018

FIDA

Fonds International de Développement Agricole

107 Via del Serafico

00142 ROME ITALIE

Tél.: (39 6) 54591 Télécopie: (39 6) 5043 3463

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Ressources : Financement international

Types d'activités : Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Action socioculturelle; Soutien logistique et matériel; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : FIDA actualités; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE; PROMOTION FEMININE; MILIEU DEFAVORISE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; AGRICULTURE; PROMOTION RURALE; PROJET DE DEVELOPPEMENT; FINANCEMENT; FEMME

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; MOYEN ORIENT; ASIE; PACIFIQUE ILES

Le FIDA est chargé d'aider les populations rurales les plus pauvres, principalement dans les pays en développement : petits exploitants, éleveurs nomades, paysans sans terre, femmes et autres groupes socio-économiques démunis. L'objectif du Fonds est l'augmentation de la production vivrière, l'amélioration de la nutrition et la lutte contre la misère, en élaborant et en finançant des projets qui accroissent les revenus. Le FIDA a animé un programme de promotion économique de la femme rurale.

00019

FIDA

Fonds International de Développement Agricole.

Gender and Household Security Issues

107 Via del Serafico

00142 ROME ITALIE

Tél.: (39 6) 54591 Télécopie: (39 6) 5459 2296

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: FIKRI, Mona

Types d'activités : Coopération internationale; Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTIVITE ECONOMIQUE; AGRICULTURE; RELATION DE GENRE; SECURITE ALIMENTAIRE; FEMME

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00020

ISNAR

International Service for National Agricultural Research. Project on Professional Women in Agricultural Research

Laan van Nieuw Oost Indie 133. PO Box 93375

2509 AJ LA HAYE. PAYS-BAS

Tél.: (31 70) 349 6100 Télécopie: (31 70) 381 9677

Organisation internationale publique

Contact: DELY P. GAPAZIN

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale

Domaines d'intervention : AGRICULTURE; SOCIETE RURALE; ACTIVITE ECONOMIQUE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; FEMME

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00021

INSTRAW**International Research and Training Institute for the Advancement of Women**

Calle Cesar Nicolas Penson 102-A. PO Box 21747
SAINT DOMINGUE DN REPUBLIQUE DOMINICAINE
Tél.: (500 809) 685 2111

Télécopie: (500 809) 685 2117

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: ARISTI, Marie-Paule

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Information; Coopération internationale; Publication d'un bulletin : INSTRAW Nouvelles : Femmes et Développement; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; RELATION DE GENRE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; ENVIRONNEMENT; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; FORMATION PROFESSIONNELLE; ENTREPRISE; TECHNOLOGIE; INFORMATION; CONDITION FEMININE

Pays d'intervention : AFRIQUE; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; PACIFIQUE ILES; ASIE

L'INSTRAW est un organisme autonome relevant du système des Nations unies. Ses principaux objectifs sont : d'entreprendre des recherches et d'établir des programmes de formation pour contribuer à l'intégration des femmes au développement, de favoriser la prise de conscience sur les questions relatives aux femmes et de préparer les femmes à s'adapter à l'évolution de la société.

00022

UNIFEM (DAKAR)**Fonds De Développement des Nations Unies pour les Femmes. Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale**

19 rue Parchappe; Immeuble Fayçal. BP 154
DAKAR SENEGAL

Tél: (221) 23 52 07 (ligne directe); 23 15 49
(standard) Télécopie: (221) 23 50 02

Organisation internationale

Organisme de tutelle: PNUD. Programme des Nations Unies pour le Développement

Contact: ZAOUDE, Aster / Coordinatrice régionale
Personnel salarié : 4

Ressources : Financement international

Types d'activités : Financement d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Education au développement; Transfert de technologie; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Assistance juridique; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin : WIDA (trimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : AFRIQUE

Le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) est un organisme autonome associé au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis 1985. L'UNIFEM s'efforce de contribuer à libérer les femmes des pays en développement des tâches peu productives et d'augmenter la productivité de leur travail afin de faciliter leur participation au processus de développement. L'UNIFEM finance des projets de développement spécifiquement destinés aux femmes permettant de mettre en valeur leur potentiel économique, social et politique.

00023

POPULATION COUNCIL. Bureau Régional pour l'Afrique

Stèle Mermoz; 4 route Pyrotechnie. BP 21027
DAKAR-PONTY SENEGAL

Tél: (221) 24 19 93; 24 19 94

Télécopie: (221) 24 19 98

Organisation internationale publique

Contact: BOP, Codou / Responsable du Programme Famille, Genre et Développement

Personnel salarié : 10

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : ETUDE FEMINISTE; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE

Pays d'intervention : AFRIQUE

Le Population Council est une organisation internationale spécialisée dans la recherche liée à la population (planification familiale, recherche biomédicale, recherche sur le genre et sur les comportements démographiques). Le Bureau régional de Dakar met en oeuvre un programme de recherche intitulé "Famille, genre et développement" : son objectif est d'accroître la sensibilisation sur

l'accroissement des rôles économiques des femmes, le désengagement des pères, l'absence d'amélioration du statut social des femmes et la nécessité de mettre en oeuvre des politiques prenant en considération les nouvelles tendances dans les familles.

00024

BIT

Bureau International du Travail. Département du Développement et de la Coopération Technique.

Femmes et Développement et Groupes Sociaux

4 Route des Morillons

CH 1211 GENEVE 22 SUISSE

Tél.: (41 22) 799 69 06 Télécopie: (41 22) 798 86 85

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: BERAR AWAD, Azita

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale ; Production d'une banque de données : LABORDOC

Domaines d'intervention : TRAVAIL; POLITIQUE DE L'EMPLOI; TRAVAIL DES FEMMES; ENFANT; CONDITIONS DE TRAVAIL; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00025

BIT

Bureau International du Travail. Programme d'Action Globale en Faveur de l'Egalité des Chances et le Traitement des Femmes

4 Route des Morillons

CH 1211 GENEVE 22 SUISSE

Tél.: (41 22) 799 61 11 (standard); 799 67 30

(Madame Solbeig Johansson)

Télécopie: (41 22) 798 86 86

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: JOHANSSON, Solveig / Conseillère du Programme

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Centre de documentation; Enseignement et formation; Production audiovisuelle; Publication d'ouvrages (collections spécialisées sur le travail des femmes); Publication d'une revue : Travail : le magazine de l'OIT (cinq fois par an); Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MIGRATION; DROITS DES FEMMES; DROIT DU TRAVAIL;

POLITIQUE DE L'EMPLOI; TRAVAIL DES FEMMES; ENFANT; CONDITIONS DE TRAVAIL; RELATION DE GENRE; PROMOTION FEMININE; TRAVAIL

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CARAIBE; ASIE; PACIFIQUE ILES; EUROPE

Le BIT est le secrétariat permanent de l'Organisation internationale du travail (OIT), créée en 1919 et qui regroupe les gouvernements, les employeurs et les travailleurs de ses 161 Etats membres. L'OIT a pour mission l'avancement de la protection sociale et l'amélioration des conditions de vie et de travail partout dans le monde. Par ailleurs, l'OIT a élaboré un plan d'action sur l'égalité des chances et de traitement entre les travailleurs et les travailleuses en matière d'emploi. Le BIT publie de nombreuses études sur la question du travail des femmes, en particulier dans les pays en développement.

00026

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la Population.

Bureau de Liaison

Palais des Nations

CH 1211 GENEVE 10 SUISSE

Tél.: (41 22) 798 58 50

Télécopie: (41 22) 733 08 75 - Poste 253

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale; Education au développement; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ENFANT; DEMOGRAPHIE; SANTE; POPULATION

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00027

OMS

Organisation Mondiale de la santé. Division Santé de la Famille

Avenue Appia

CH 1211 GENEVE 27 SUISSE

Tél.: (41 22) 791 21 11 (standard); 791 4447 (direct)

Télécopie: (41 22) 791 07 46

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Ressources : Financement international

Types d'activités : Coopération internationale; Information; Recherche; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un

bulletin : Maternité sans Risques (trois fois par an);
Production audiovisuelle; Production d'une banque de
données : WHOLIS (bibliographique)

Domaines d'intervention : FEMME; ENFANT;
SANTÉ; PROTECTION MATERNELLE ET
INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE;
DROITS DES FEMMES; MATÉRIEL
PÉDAGOGIQUE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE;
AFRIQUE DU NORD; AFRIQUE
SUBSAHARIENNE; AMÉRIQUE CENTRALE;
AMÉRIQUE DU SUD; ASIE; PACIFIQUE ÎLES;
EUROPE; AMÉRIQUE DU NORD

00029

SLNG

Service de Liaison non Gouvernemental des Nations Unies. Programme "Femmes et Développement"

Palais des Nations

CH 1211 GENEVE 10 SUISSE

Tél.: (41 22) 798 58 50 Télécopie: (41 22) 788 73 66

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: FLOOR, Kirsti

Ressources : Financement international

Types d'activités : Education au développement;
Coopération internationale; Information; Publication
d'un bulletin : Go-Between; Publication d'ouvrages :
Collection "Women and World Development Series",
répertoires

Domaines d'intervention : DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE; INTÉGRATION DES FEMMES AU
DÉVELOPPEMENT; ENVIRONNEMENT;
PROMOTION FÉMININE; PROJET DE
DÉVELOPPEMENT

Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE;
AFRIQUE; ASIE; AMÉRIQUE CENTRALE;
AMÉRIQUE DU SUD; PACIFIQUE ÎLES; EUROPE;
AMÉRIQUE DU NORD

Le SLNG a pour mission de faciliter les relations entre les ONG et le système des Nations unies. Il publie dans son bulletin Go-Between de nombreuses informations sur les conférences organisées par les Nations Unies, les actions menées par les ONG de développement, les grands problèmes du monde tels que le développement durable et l'environnement. Le programme "Femmes et Développement" a pour mission essentiel de faciliter la connaissance des acteurs de développement et des organisations de la société civile sur les questions relatives aux femmes.

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Bureau Européen

Palais des Nations

CH 1211 GENEVE 10 SUISSE

Tél.: (41 22) 798 58 50 Télécopie: (41 22) 798 08 22

Organisation internationale publique

Organisme de tutelle: Nations unies

Contact: HEUZE, Marie

Ressources : Financement international

Types d'activités : Etudes conseil; Information;
Recherche; Coopération internationale; Action sociale;
Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un
rapport annuel : La situation des enfants dans le
monde; Publication de rapports sur la situation des
femmes et des enfants dans chaque pays

Domaines d'intervention : PROMOTION FÉMININE;
DROITS DES FEMMES; ENFANT; NUTRITION;
ACTION SOCIALE; SOCIÉTÉ; FAMILLE;
PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE; SANTÉ
PUBLIQUE; LUTTE CONTRE LES GRANDES
ENDEMIES; ÉDUCATION SANITAIRE; MATÉRIEL
PÉDAGOGIQUE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE;
AFRIQUE DU NORD; AFRIQUE
SUBSAHARIENNE; ASIE; AMÉRIQUE CENTRALE;
AMÉRIQUE DU SUD; PACIFIQUE ÎLES

AFRIQUE DU SUD

00030

Ministry of Welfare and Population Development
Private Bag X399. PRETORIA 0001
Tél: (27 12) 325 7071 *Télécopie:* (27 12) 328 4600
Administration publique

00031

Women's Development Banking
PO Box 592. AUCKLAND PARK 2006
Tél: (27 11) 726 4230 *Télécopie:* (27 11) 726 1938
Organisation non gouvernementale
Contact: WHITEHEAD, Toto / Responsable de l'organisme
Personnel salarié : 26
Ressources : Financement national
Types d'activités : Financement d'opérations; Centre de documentation
Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ENTREPRISE; FINANCEMENT
Activités en réseau : Women's World Banking
Pays d'intervention : AFRIQUE DU SUD

ALGERIE

00032

Secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité et de la Famille
Allée du Gouvernement. Rue du Docteur Sadane. ALGER
Tél: (213) 73 23 40 *Télécopie:* (213) 73 59 96
Administration publique
Contact: SEMICHI, Houria / Secrétaire d'Etat

00033

AAPF
Association Algérienne pour la Planification Familiale
49 rue des Jardins Hydra. ALGER
Tél: (213 2) 60 31 68 *Télécopie:* (213 2) 61 07 83
Association
Personnel salarié : 18
Ressources : Financement international; Dons, cotisations; Financement national
Types d'activités : Etudes conseil; Enseignement et formation; Soutien logistique et matériel; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Production audiovisuelle
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; INFORMATION
Pays d'intervention : ALGERIE

00034

IQRAA
Association Algérienne d'Alphabétisation
2 rue Idriss Bey. ALGER CENTRE
Tél: (213 2) 73 82 56 *Télécopie:* (213 2) 73 52 51
Association
Contact: BARKI, Aïcha / Présidente
Ressources : Financement local ou régional; Budget de l'Etat ou des collectivités locales
Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Information
Domaines d'intervention : ALPHABETISATION; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : ENDA; ICAE : Conseil International pour l'Education des Adultes
Pays d'intervention : ALGERIE

L'IQRAA met en oeuvre avec l'UNICEF un projet d'ouverture de classes d'alphabétisation visant particulièrement les femmes. Mais l'association travaille aussi avec l'ensemble de la population algérienne et est bien implantée sur le territoire national.

Centres de documentation

CRIDSSH: Centre de Recherche et d'Information Documentaire en Sciences Sociales et Humaines
 87-89 rue Larbi Ben M'hidi. 31009 ORAN
Tél.: (213 6) 39 70 50

Organisme de tutelle: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Contact: DJEBBAR, A.

Domaines couverts: Psychologie, Religion, Sociologie, Démographie, Anthropologie, Politique, Droit, Histoire, Immigration, Travail, Famille, Education, Féminisme

Publications: Cahiers du Centre

ALLEMAGNE

B0035

Brandes et Apsel Verlag GmbH

Zeilweg 20. 60439 FRANCFORT

Tél.: (069) 58 86 13 *Télécopie:* (069) 58 70 35 9

Société privée

Types d'activités : Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; FEMME; SCIENCES SOCIALES

Pays d'intervention : AFRIQUE; ALLEMAGNE

BARBADES

B0036

University of the West Indies. Extra Mural Department. Women and Development Unit
 Pinelands. SAINT MICHAEL

Tél.: (436) 6312

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: PEACOCK, Gaston / Responsable des publications

Domaines d'intervention : FEMME

Pays d'intervention : CARAIBE

BELGIQUE

00039

00037

CEE/WID**Communauté Economique Européenne. DG VIII.****Femmes et Développement**

200 rue de la Loi - G12 7/21. 1049 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 295 00 30 Télécopie: (32 2) 299 29 07

Administration publique

Contact: CHAPMAN, Cherri; FRANCIOSI, P.

Personnel salarié : 2

Ressources : Fonds des Etats membres et du budget général de la CEE

Types d'activités : Etudes conseil; Education au développement; Enseignement et formation;

Information; Publication d'ouvrages; Production d'une banque de données d'expertises en "Genre local" aux Caraïbes

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE; DEVELOPPEMENT REGIONAL; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES

Pays d'intervention : AFRIQUE; CARAIBE; PACIFIQUE ILES

Le bureau "Femmes et Développement" de la Communauté européenne intervient dans les 70 pays qui ont signé la Convention de Lomé IV. Un de ses objectifs est de faciliter l'intégration des femmes au développement dans les projets de développement dans une perspective de "genre" et de publier des documents.

Associations

00038

AGCD**Femmes et Développement**

6 rue de Brédérode. 1000 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 500 65 27 Télécopie: (32 2) 344 38 29

Association

Contact: de GROOT, Sophie

Types d'activités : Coopération internationale

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : TIERS MONDE

AQUI NOSOTRAS**Red Europea-Latinoamericana de Mujeres**

Lange Lozanastraat 14. SAGO. 2018 ANVERS

Tél.: (32 3) 237 56 30 Télécopie: (32 3) 248 66 82

Internet: sago@gn.apc.org

Association

Contact: RAMIREZ, Elia

Types d'activités : Action socioculturelle; Education au développement; Publication d'un bulletin : Aqui Nosotras

Domaines d'intervention : VIOLENCE CONTRE LES FEMMES; IMMIGRATION; DISCRIMINATION RACIALE; MOUVEMENT DE FEMMES; RELATION DE GENRE

Activités en réseau : AQUI NOSOTRAS

Pays d'intervention : AMERIQUE DU SUD; AMERIQUE CENTRALE; BELGIQUE; PAYS BAS; GRANDE BRETAGNE; SUISSE; AUTRICHE; ESPAGNE; ALLEMAGNE; DANEMARK

AQUI NOSOTRAS est une association qui a pour objectif de permettre l'échange des expériences de vie et de travail entre des femmes de différents pays ayant en commun leur attachement à l'Amérique latine. Elle réalise une campagne sur "Immigration et Racisme" ayant pour but de montrer la réalité de la vie des immigrantes latino-américaines vivant en Europe et de proposer une articulation avec le mouvement des femmes européennes, afin de réfléchir et agir conjointement face aux problèmes de racisme et de marginalisation ici et là-bas. Un autre objectif est de proposer des espaces de rencontre entre les femmes du Nord et du Sud dans un projet commun pour faire avancer des relations justes entre les deux continents.

00040

Fondation Roi Baudouin. Projet DIMITRA :**Femmes Rurales et Développement**

21 rue Brédérode. 1000 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 511 1840; 511 0310 (Madame Eliane

Najros) Télécopie: (32 2) 549 03 14

Association

Contact: NAJROS, Eliane / Coordinatrice du Répertoire bibliographique; RAMIREZ, Elia / Comité Directeur International (CDI)

Personnel salarié : 2

Ressources : Financement national

Types d'activités : Coopération internationale; Financement d'opérations; Education au développement; Echange d'expériences; Publication d'un bulletin : DIMITRA : Femmes rurales et développement (trimestriel - français, anglais,

néerlandais); Production d'une banque de données;
Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE;
PROJET DE DEVELOPPEMENT; PROMOTION
FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; ACTIVITE ECONOMIQUE;
AGRICULTURE; INFORMATION ; FEMME

Pays d'intervention : BELGIQUE; TIERS MONDE

Le projet "Femmes Rurales et Développement : DIMITRA", du nom de la déesse grecque antique de l'agriculture, est consacré aux femmes des zones rurales du Tiers-Monde. L'objectif du projet est de sensibiliser l'opinion publique et les partenaires de développement à la promotion du rôle des femmes rurales et d'aider à la décentralisation et au partage des expériences et des informations avec les pays du Sud. Le Projet DIMITRA s'intègre dans le programme de solidarité internationale de la Fondation Roi Baudoin. Il comprend deux volets distincts : le Secrétariat du comité Directeur International (CDI) qui travaille pour la promotion économique et sociale des femmes rurales et l'élaboration d'un guide répertoire "Femmes Rurales et Développement" pour faciliter l'accès à l'information et contribuer à l'échange des idées et des expériences. Ce guide qui est en préparation contiendra d'une part une sélection bibliographique et d'autre part il présentera les ONG et les instituts de recherche européens se consacrant aux femmes rurales.

00041

GRIF

**Groupe de Recherches et d'Informations
Féministes**

29 rue Blanche. 1050 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 538 84 87 Télécopie: (32 2) 537 55 96

Association

Contact: BOLAIN, Nancy; BABACUIR, Farida

Ressources : Financement national; Financement local
ou régional

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Action
socioculturelle; Enseignement et formation; Education
au développement; Publication d'une revue : Les
Cahiers du GRIF; Production d'une banque de données
: GRACE (études féministes); Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : ETUDE FEMINISTE;

DROITS DES FEMMES; INFORMATION;

RELATION DE GENRE; PROMOTION FEMININE

Pays d'intervention : EUROPE

GRACE est un projet européen d'études féministes conçu et réalisé par les Cahiers du GRIF avec le soutien de l'Unité pour l'égalité des chances de la Commission Européenne. Le projet comporte une banque de données, une série de publications, un guide étudiant et des séminaires sur l'enseignement et les recherches féministes. GRACE est un outil d'information utile et accessible aux chercheurs. Une

série de séminaires visant à examiner la situation actuelle et l'évolution future des études féministes dans l'ensemble des Etats de la CEE sont organisés à Bruxelles dans le cadre de ce projet. Le GRIF a également pour objectif d'intéresser le public et particulièrement les jeunes à la problématique "femme".

00042

IRIS

Réseau Européen pour la Formation des Femmes

21 rue de la Tourelle. 1040 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 230 51 58; 230 58 37

Télécopie: (32 2) 230 62 30

Internet: (GeoNet) MCR:IRIS

Association

Organisme de tutelle: CEE

Types d'activités : Enseignement et formation;

Publication de bulletins : Bulletin IRIS et Info Némé

Domaines d'intervention : FEMME; FORMATION
PROFESSIONNELLE; INFORMATION

Activités en réseau : IRIS

Pays d'intervention : EUROPE

IRIS fédère près de 1000 organismes de formation.

00043

LEF/EWL

**Lobby Européen des Femmes/European Women's
Lobby**

22 rue du Méridien. 1030 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 217 90 20 Télécopie: (32 2) 219 84 51

Association

Contact: HELFFERICH, Barbara / Présidente

Types d'activités : Groupe de pression; Action

socioculturelle; Information; Publication d'un bulletin

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
DROITS DES FEMMES; POUVOIR; MIGRATION;
CONDITION FEMININE; CHANGEMENT SOCIAL

Pays d'intervention : EUROPE

Le Lobby européen des femmes (LEF) a pour objectif de défendre les intérêts des femmes dans la Communauté européenne, de promouvoir l'égalité des droits et des chances, d'influencer les politiques européennes, de promouvoir la coopération entre les femmes, dans la Communauté et ailleurs. Le LEF mène des recherches sur les expériences des femmes immigrées appartenant à des minorités ethniques et sur les femmes des milieux défavorisés. Il s'agit d'éclairer les problèmes spécifiques de ces femmes dans la vie économique et sociale, en collaboration avec les divers groupes d'action en Europe. Le LEF s'efforce d'influencer les instances politiques et de faire des propositions pour une politique sociale européenne qui

permette aux femmes de bénéficier des progrès économiques et sociaux. Il regroupe des ONG européennes.

00044

Le Monde selon les Femmes

9 quai du Commerce. 1000 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 218 47 27 Télécopie: (32 2) 217 60 78

Association

Contact: CHOQUE, M.T.

Types d'activités : Information; Organisation de conférences ou séminaires; Echange d'expériences; Education au développement; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; RELATION DE GENRE; MOUVEMENT DE FEMMES; DROITS DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Activités en réseau : WIDE (Women in Development Europe)

Pays d'intervention : BELGIQUE; TIERS MONDE

L'association belge "Le Monde selon les Femmes" a été créée en 1986 à l'initiative de femmes travaillant dans les ONG. Son but est de sensibiliser la population belge aux problèmes de développement dans le Tiers-Monde et à la condition des femmes. Cette association s'efforce de promouvoir, au Nord et au Sud, la place des femmes dans la coopération au développement qui soit à la mesure de leurs responsabilités réelles et quotidiennes dans les sociétés en développement. Elle s'efforce de faire prendre en compte la notion de "genre" dans les projets de développement.

00045

WIDE

Network Women in Development Europe

10 square Ambiorix. 1040 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 732 44 10 Télécopie: (32 2) 732 19 34

Association

Contact: VAN DER VEKE, Mieke

Types d'activités : Groupe de pression; Information; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin :

WIDE : Network Women in Development Europe (bimensuel)

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; INFORMATION; DROITS DES FEMMES; RELATION DE GENRE

Activités en réseau : WIDE

Pays d'intervention : MONDE; EUROPE; TIERS MONDE

WIDE est un groupe de pression qui joue un rôle très important auprès des institutions internationales, de la

Communauté européenne et des différentes instances politiques officielles à propos des thèmes de l'intégration des femmes au développement et de l'approche genre et développement. Pour la Conférence de Copenhague (1980) ou celle de Beijing (1995), des groupes de travail ont produit des articles et différentes publications.

Etablissements d'enseignement et de recherche

00046

Université de Louvain.

Département d'Anthropologie

Meerbeke 42. LOUVAIN

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: CHEQUIERE, Kathleen

Domaines d'intervention : FEMME; ANTHROPOLOGIE; ETUDE FEMINISTE; RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00047

Université des Femmes

1a Place Quetelet. 1030 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 219 61 07 Télécopie: (32 2) 219 29 43

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: CAZE, Joëlle / Présidente

Ressources : Financement local; Financement national; Financement international

Types d'activités : Etudes conseil; Action socioculturelle; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Recherche; Organisation de conférences ou séminaires; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication d'une revue : Chronique féministe (trimestriel); Production d'une banque de données bibliographique spécialisée sur la thématique Femme et études féministes

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES; ETUDE FEMINISTE; RELATION DE GENRE; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; FORMATION PERMANENTE; INFORMATION; PAIX; TRAVAIL DES FEMMES; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Pays d'intervention : EUROPE; BELGIQUE; TIERS MONDE

Centre de recherche et d'études féministes, l'Université des Femmes s'efforce d'introduire la problématique des rapports sociaux de sexe dans les savoirs universitaires. Le travail de l'Université des Femmes consiste à développer la recherche féministe et à

susciter chez les femmes la prise de conscience du caractère collectif de problèmes considérés le plus souvent comme individuels. L'Université des femmes veut donner aux femmes la force et les moyens de provoquer le changement. Elle est un Service général d'éducation permanente reconnu par le Ministère de la Communauté française de Belgique.

Autres

00048

CIDEP

Centre International de Formation et de Recherche en Population et Développement

1 place Montesquieu - Boite 17. 1348

LOUVAIN LA NEUVE

Tél.: (32 10) 47 45 42 Télécopie: (32 10) 47 29 52

Etablissement ou service parapublic

Ressources : Financement national; Financement international

Types d'activités : Enseignement et formation; Recherche; Centre de documentation; Etudes conseil; Publication d'un bulletin : La lettre du CIDEP; Publication d'ouvrages : Collection Les Cahiers du CIDEP

Domaines d'intervention : POPULATION; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; DEMOGRAPHIE

Activités en réseau : Le CIDEP est membre du Programme Global en Population et Développement du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population).

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le CIDEP est un établissement de recherche, d'enseignement et de formation de 3e cycle en matière d'intégration "Population et Développement". Son activité principale est d'assurer la formation post-universitaire de fonctionnaires des administrations des pays du Sud. Celle-ci exige de mener des recherches de haut niveau qui donne lieu à des publications.

00049

CREW

Centre de Recherche sur les Femmes Européennes

21 rue de la Tourelle. 1040 BRUXELLES

Tél.: (32 2) 230 51 58 Télécopie: (32 2) 230 62 30

Société privée

Contact: FRANCESKIDES, Rebecca; MORRISON, Liz; DE BISSCHOP, Catherine

Personnel salarié : 14

Types d'activités : Etudes conseil; Réalisation d'opérations; Recherche; Enseignement et formation;

Publication d'un bulletin : CREW Reports; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle; Production de banques de données bibliographiques dans le domaine de l'emploi, des politiques sociales et de la formation professionnelle; Production d'une banque de données sur les organismes travaillant dans le domaine de l'emploi

Domaines d'intervention : FEMME; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; TRAVAIL DES FEMMES; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; ARTISANAT; COMMERCE; FORMATION PROFESSIONNELLE; MATERIEL PEDAGOGIQUE; INFORMATION

Pays d'intervention : EUROPE

CREW est un centre de recherche et de formation qui travaille en partenariat avec des centres de formation, des organismes publics ou privés, des employeurs, des syndicats à travers l'Europe, ainsi qu'avec des institutions internationales telles que le BIT. Il a une expérience importante dans la promotion, la gestion et la coordination des projets et programmes trans-européens. Il a aussi développé des méthodes, du matériel et des outils innovants de formation. Il intervient dans les douze Etats membres de l'Union européenne et en Europe de l'Est (Russie, Tchéquie, Roumanie).

Centres de documentation

GRIF : Groupe de Recherches et d'Informations Féministes. Centre de Documentation

29 rue Blanche. 1050 BRUXELLES. BELGIQUE

Tél.: (32 2) 538 84 87 Télécopie: (32 2) 537 55 96

Contact: BOLAIN, Nancy / Responsable du service

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Droits Des Femmes; Etude Féministe; Relation De Genre; Information

Publications: Les Cahiers du GRIF; Revue thématique GRACE

Banque de données: GRACE : répertorie les coordonnées de 2 000 chercheurs avec leurs thèmes de recherche et publications ainsi que des données sur les programmes de cours dans le champ des études féministes et sur les femmes dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne.

Pays couverts: EUROPE

Université des Femmes. Centre de Documentation Léonie la Fontaine

1a Place Quetelet. 1030 BRUXELLES. BELGIQUE

Tél.: (32 2) 219 61 07 Télécopie: (32 2) 219 29 43

Contact: VAN SEYMORTIER, Anne; CAZE, Joëlle / Responsables du service

Accès, horaires: Accès tout public : lundi au vendredi de 10h à 17h

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Femme; Etude Féministe; Promotion Féminine; Mouvement De Femmes; Vie Politique; Relation De Genre; Education; Travail Des Femmes; Famille; Santé; Droits Des Femmes; Egalité Des Chances; Information

Fonds documentaire: 6 000 Ouvrages; Périodiques; Dossiers Documentaires; Bibliographies

Publications: "Etudes féministes et sur les femmes : thésaurus francophone".- Bruxelles, Université des Femmes, Décembre 1994.- 84 p.

Activités en réseau: Réseau francophone de documentation féministe sur les femmes (fondé en association avec le Centre Marie Delcourt); Ressources documentaires francophones Femmes

Pays couverts: EUROPE; AMERIQUE DU NORD; AMERIQUE LATINE; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; ASIE; PACIFIQUE

Créé au début des années 1980, le centre de documentation répond aux besoins que nécessitent la recherche et l'enseignement féministes. Il a élaboré un thésaurus spécialisé sur la problématique des femmes.

BENIN

Indicateurs socio-économiques

Population :

4 915 555 Hab. *Source* : Recensement de 1992

Superficie : 112 622 km²

PIB par habitant (1990) : 432\$ US

Taux d'urbanisation (1979) : 26,5%

Pourcentage de femmes (1992) : 51,4%

Scolarisation primaire des filles (1992) : 27,7%

Nombre d'enfants par femme : 7,1

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies 2000

Population 6 269 000

Taux d'urbanisation 45,5%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, politique

Le droit de vote a été accordé aux femmes béninoises en 1946. Le gouvernement a ratifié plusieurs Conventions internationales touchant aux droits des femmes : entre autres, la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (1989); la Convention sur la rémunération égale à travail de valeur égale (1968). Par contre, la Convention sur les droits politiques de la femme n'a pas encore été ratifiée.

L'article 26 de la Constitution adoptée en 1990 garantit à tous l'égalité devant la loi. Un code de la famille est en préparation afin de remplacer le "Coutumier du Dahomey" rédigé en 1931 et toujours en vigueur. La femme, selon le "Coutumier", est juridiquement incapable et doit être placée sous l'autorité du père, du mari ou du frère. Considérée comme un "objet", elle peut être transmise aux héritiers du mari. Le système successoral du Bénin est patrilinéaire. La femme dans la tradition béninoise ne peut hériter de biens fonciers.

Education

Le taux de scolarisation primaire des filles n'atteint que 27,7%, selon des chiffres de 1992. Ce taux diminue au secondaire et encore plus dans l'enseignement supérieur. On parle d'un taux d'analphabétisation féminin oscillant autour de 85% (62% pour les hommes).

Santé, Population

00058

Le paludisme reste très présent au Bénin, comme d'ailleurs beaucoup de maladies infectieuses et parasitaires, dû à la persistance des problèmes d'assainissement, d'approvisionnement en eau potable, d'hygiène.

La couverture sanitaire est insuffisante et engendre des risques accrus pour les femmes accouchantes. On parle d'un taux de mortalité maternelle oscillant entre 13 et 16%. La mortalité infantile selon les estimations de l'ONU est d'environ 91/1000 mais les chiffres provisoires du dernier recensement de 1992 font état d'un taux de 129,7/1000, en légère hausse par rapport à l'enquête de 1982. La contraception reste largement sous-utilisée.

Agriculture

L'agriculture emploie 70% de la population active et n'a pas atteint son plein rendement puisqu'environ 15% seulement des terres cultivables sont mises en culture. Si les femmes représentent plus de 60% de la population agricole active, elles restent cependant peu organisées entre elles, malgré la création de plusieurs groupements informels ces dernières années. Elles doivent obligatoirement participer aux travaux sur le champ de leur mari avant de pouvoir cultiver leur lopin de terre personnel.

Emploi, entreprises

Les femmes sont employées surtout dans l'agriculture et le commerce et évoluent en grande partie dans le secteur informel, générateur de faibles revenus. Dans le secteur formel, les femmes ne représenteraient à peine que 12% des effectifs, en grande majorité dans le secteur public. Elles sont pratiquement absentes du secteur privé.

Dans le secteur informel, elles monopolisent les activités liées à la fabrication artisanale et se retrouvent également en grand nombre dans la coiffure, la couture et la restauration. Elles constituent plus de 90% des effectifs du commerce informel et contrôlent la plupart des circuits marchands.

Crédit, Epargne

La très forte participation des femmes au commerce appelle en retour une forte demande de crédit pour constituer les capitaux, les fonds de roulement et acheter les marchandises. Leur accès au crédit est rendu possible, dans une large mesure, grâce aux "tontines" traditionnelles. Mais traiter avec les banques pour établir des procédures de crédit et d'épargne reste pratiquement impossible.

MTEAS. Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires Sociales. Direction des Affaires Sociales

BP 907. COTONOU

Tél: (229) 31 31 12 Télécopie: (229) 31 50 84

Administration publique

Contact: OSSENI, Kuburath / Ministre; Mme la Directrice des Affaires Sociales

Ressources : Budget de l'Etat ou des collectivités locales; Financement national; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Enseignement et formation; Recherche; Action socioculturelle; Etudes conseil; Assistance juridique; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : ACTION SOCIALE; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; MIGRATION; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; NUTRITION; SANTE PUBLIQUE; FORMATION PROFESSIONNELLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

00051

AFACEB

Association des Femmes d'Affaires et Chefs d'Entreprises du Bénin

BP 1226. COTONOU

Tél: (229) 33 16 17; 33 53 15

Télécopie: (229) 33 26 27

Association

Contact: LAWANI, Grâce / Présidente

Ressources : Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Enseignement et formation; Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ELEVAGE; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT

Activités en réseau : FAFB : Fédération des Associations de Femmes du Bénin; OFECAO : Organisation des Femmes Entrepreneures et Commerçantes de l'Afrique de l'Ouest ; OMFCE :

Organisation Mondiale des Femmes Chefs d'Entreprises

Pays d'intervention : BENIN

L'AFACEB regroupe plusieurs secteurs d'activités : commerçantes, hôtelières, couturières, restauratrices, coiffeuses, pharmaciennes, avocats, agricultrices etc. Elle organise des formations d'entrepreneuriat de 6 mois pour les jeunes diplômées sans emploi et est actuellement en train de mobiliser des fonds pour créer une caisse de solidarité.

00052

AFDDB

Alliance des Femmes pour la Démocratie et le Développement

BP 378. PORTO NOVO

Tél: (229) 21 30 98 *Télécopie:* (229) 21 30 98

Organisation non gouvernementale

Contact: GBADAMASSI, Marguerite / Présidente

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Financement d'opérations; Soutien logistique et matériel

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; ACTION SOCIALE; ALPHABETISATION; COOPERATIVE

Activités en réseau : FNAFB : Fédération Nationale des Associations de Femmes Béninoises

Pays d'intervention : BENIN

L'AFDDB est une organisation au service des femmes, des jeunes filles et des enfants pour leur épanouissement physique, intellectuel, économique, politique et culturel.

00053

AFJB

Association des Femmes Juristes du Bénin

BP 04-331. COTONOU

Tél: (229) 33 16 96; 32 17 11

Télécopie: (229) 32 27 86

Organisation non gouvernementale

Contact: D'ALMEIDA ADAMON, Grâce / Présidente; AYAYI, Félicienne / Directrice du Centre d'Aide Juridique

Personnel salarié : 5

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Assistance juridique; Publication d'ouvrages : Guide juridique de la femme béninoise

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; PROMOTION FEMININE; FINANCEMENT

Activités en réseau : FJA : Fédération des Juristes Africaines; WILDAF : Women in Law and Development

Pays d'intervention : BENIN

L'AFJB a pour objectif de participer à la promotion de la femme, de contribuer au développement et à la connaissance des sciences juridiques, de défendre les droits de l'homme et en particulier ceux des femmes et des enfants et enfin d'oeuvrer pour que toutes les carrières deviennent accessibles aux femmes sans aucune discrimination. En plus du Centre d'Aide Juridique de Cotonou, l'AFJB a mis sur pied un réseau de Centres d'Aide Juridique mobiles qui lui permet d'accéder à la population rurale.

00054

APFEM

Association pour la Promotion de la Femme en Milieu Rural

BP 03-2010. COTONOU

Tél: (229) 31 38 14 *Télécopie:* (229) 32 21 32

Organisation non gouvernementale

Contact: GUEDEGBEI, Innocentia

Personnel salarié : 7

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Financement d'opérations; Enseignement et formation; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : RIAF-DLVF; FOVAD; CIFAD; Coalition des ONG pour le Développement Durable

Pays d'intervention : BENIN

00055

CBDIBA-ONG

Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base

BP 256. BOHICON

Tél: (229) 51 04 85 *Télécopie:* (229) 51 07 33

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: MPRE. Ministère du Plan et de la Restructuration Economique

Contact: LOVESSE, Patrice / Président

Personnel salarié : 23

Ressources : Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Assistance juridique; Soutien logistique et matériel; Financement d'opérations; Etudes conseil

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; ALPHABETISATION; FINANCEMENT; COMMERCE; ETUDE FEMINISTE; COOPERATIVE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE

Activités en réseau : CONGAB

Pays d'intervention : BENIN

Le CBDIBA a pour but l'appui aux organisations paysannes, notamment les groupements de femmes. Il a pour objectif d'assurer une formation permanente aux femmes et de les assister dans la réalisation de leurs activités génératrices de revenus et dans la mise en place d'infrastructures socio-économiques. Ses activités principales sont l'animation, la formation, l'assistance financière, l'organisation de séminaires et voyages d'étude, la sensibilisation.

00056

CFFSB

Centre Féminin de Bohicon

BP 56. BOHICON

Tél: (229) 51 02 62

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: FCM : Filles du Coeur de Marie

Contact: BERGER, Anne-Marie / Responsable du FCM; HANGNOUN, Rose / Responsable du Centre Féminin de Bohicon

Personnel salarié : 20

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Action socioculturelle; Education au développement; Soutien logistique et matériel; Etudes conseil; Financement d'opérations; Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ALPHABETISATION; EDUCATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; COMMERCE; COOPERATIVE

Pays d'intervention : BENIN

FNAFB

Fédération Nationale des Associations de Femmes du Bénin

BP 937. COTONOU

Tél: (229) 31 48 07; 31 44 17

Organisation non gouvernementale

Contact: OSSENI, Kuburath / Présidente

Types d'activités : Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Soutien logistique et matériel

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; COMMERCE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; DROITS DES FEMMES

Activités en réseau : RENAFEP : Réseau National des Femmes pour la Parité

Pays d'intervention : BENIN

Le FNAFB regroupe 80 associations et groupements de femmes. Ses objectifs : défendre la femme et l'enfant dans les domaines socio-économique et politique; veiller à la promotion sociale et politique des femmes béninoises; lutter pour la parité. Le FNAFB finance des micro-projets, des petits commerces et a créé une caisse de solidarité féminine afin d'offrir des crédits à faible intérêt.

00058

GAJES

Groupe d'Action pour la Justice et l'Egalité Sociale

BP 04-0778. COTONOU

Tél: (229) 32 14 23

Organisation non gouvernementale

Contact: MIDIOHOUAN, Theda

Ressources : Financement local ou régional;

Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; EDUCATION; ALPHABETISATION

Activités en réseau : CONGAB; FNAFB

Pays d'intervention : BENIN

Les activités de l'association sont avant tout axées vers l'éducation des filles et des femmes.

00059

ODFEBD

Organisation Démocratique des Femmes Béninoises pour le Développement

BP 06-2531. COTONOU

Tél: (229) 33 12 58 *Télécopie:* (229) 31 28 78

Organisation non gouvernementale

Contact: KARIM, Rafiatou / Présidente

Ressources : Financement local ou régional;

Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations;

Education au développement; Action socioculturelle

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ARTISANAT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : REFAD; FDIF : Fédération

Démocratique Internationale des Femmes; CIF :

Comité International des Femmes

Pays d'intervention : BENIN

L'ODFEBD œuvre pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes par l'éducation, la sensibilisation et la formation. Elle soutient, grâce à une mutuelle, divers groupements de femmes en leur accordant des prêts. Des séminaires sur la production, la gestion, l'environnement sont organisés.

Centres de documentation

SAD : Centre de Documentation sur la Promotion Féminine

BP 394. COTONOU. BENIN

Tél.: (229) 30 14 04 Télécopie: (229) 30 14 04

Contact: DOGBEH, Lucia / Responsable du service

Accès, horaires: Libre et gratuit. Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30

Services: Consultation sur place

Publications: Bibliographies

Pays couverts: BENIN

BOLIVIE

00060

CIDEM

Centro de Informacion y Desarrollo de la Mujer

Casilla 22433. LA PAZ

Tél.: (591 2) 329760

Association

Types d'activités : Information; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; EDUCATION;

MOUVEMENT DE FEMMES; SANTE

Pays d'intervention : BOLIVIE

BRESIL

00061

IUPERJ

Instituto Universitario de Pesquisa Rio de Janeiro

Rua Paulino Fernandes 32. BOTAFOGO

RIO DE JANEIRO. RJ 22270

Tél.: (55 21) 286 0996 Télécopie: (55 21) 286 7146

Etablissement ou service parapublic

Contact: AGUIAR, Neuma

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Publication d'ouvrages; Production d'une banque de données : URBANDATA

Domaines d'intervention : URBANISATION; SOCIETE URBAINE; ENFANT; SOCIOLOGIE URBAINE; FEMME

Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; BRESIL

00062

UNICAMP/PAGU

Universidade Estadual de Campinas. Nucleo de Estudos de Genero

Caixa Postal 6110 - CEP 13081-970. CAMPINAS. SP.

Etablissement ou service parapublic

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Publication d'une revue

Domaines d'intervention : FEMME; RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : BRESIL

00063

Universidade federal do Rio Grande Do Norte
 Campus Universitario. Caixa Posta 1671 . LAGOA
 NOVA. NATAL. RN. CEP 59072
 Tél.: (55 84) 281 1266 Télécopie: (55 84) 231 4487
 Etablissement ou service parapublic
Types d'activités : Recherche; Enseignement et
 formation
Domaines d'intervention : FEMME; RELATION DE
 GENRE; SANTE; ENVIRONNEMENT; VIOLENCE
 CONTRE LES FEMMES; SCIENCE; IDENTITE
 CULTURELLE
Pays d'intervention : BRESIL

00064

Fundacion Carlos Chagas. Proyecto Mulher
 Rua Professor Francisco Morato 1565
 SAO PAULO. SP 05513
 Société privée
Ressources : Financement international; Financement
 national
Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages
Domaines d'intervention : FEMME; RELATION DE
 GENRE; ETUDE FEMINISTE
Pays d'intervention : BRESIL

L'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE) est une ONG brésilienne qui joue un rôle primordial au Brésil mais aussi en Amérique latine, en matière de communication populaire mais aussi en terme de recherche action pour le développement. Son influence politique est reconnue par les organisations nationales et internationales. IBASE est le centre du réseau de télécommunications ALTERNEX qui unit de nombreux centres de documentation situés dans les différents pays d'Amérique latine. Le centre de documentation d'IBASE fait partie du réseau d'information "Dialogue et documents pour le progrès de l'homme" animé par la "Fondation pour le progrès de l'homme" (FPH) située à Paris.

Centres de documentation

IBASE : Instituto Brasileiro de Analises Sociais e Economicas. Centre de Documentation
 Rua Vicente de Souza, 29. BOTAFOGO
 RIO DE JANEIRO. RJ
 Tél.: (55 21) 286 0348 Télécopie: (55 21) 286 0541
 Contact: FIGUEIREDO, Hermila / Responsable du service; CORREIA, Sonia / Secteur Femmes
Accès, horaires: Consultation sur place
Domaines couverts: Politique Internationale; Economie Internationale; Programme D'ajustement Structurel; Droits De L'homme; Vie Politique; Système Agraire; Paysannerie; Syndicalisme; Communication; Femme; Droits Des Femmes; Mouvement De Femmes; Intégration Des Femmes Au Développement; Etude Féministe; Relation De Genre; Culture; Environnement; Role Economique Des Femmes
Activités en réseau: DPH (Dialogue et Documents pour le Progrès de l'Homme); ALTERNEX
Pays couverts: BRESIL; AMERIQUE LATINE

BURKINA FASO

Indicateurs socio-économiques

Population :

7 964 705 Hab. *Source* : Recensement de 1985

9 190 791 Hab. *Source* : Enquête INSD 1991

Superficie : 274 200 km²

PIB par habitant (1992) : 328\$ US

Taux d'urbanisation (1991) : 14 %

Pourcentage de femmes (1985) : 51,9%

Scolarisation primaire des filles (1992) : 25,2 %

(*Source* : Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation des masses)

Nombre d'enfants par femme : 7,3

(Enquête INSD 1991)

Estimation des Nations unies 2000

Population 11 833 000

Taux d'urbanisation 24,2%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, Politique

Le droit de vote a été accordé aux femmes burkinabé en 1956. Plusieurs conventions internationales touchant aux droits des femmes ont été ratifiées par le Burkina Faso : citons, entre autres, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1987) et la Convention sur l'égalité de la rémunération pour un travail de valeur égale (1989). L'article 1er de la Constitution adoptée en juin 1992 interdit, entre autres, la discrimination basée sur le sexe; l'article 18 reconnaît le droit à l'éducation, l'instruction, l'emploi, le logement, la santé et la protection maternelle. Le Code des Personnes et de la Famille en vigueur depuis 1990 consacre l'égalité de tous les citoyens en matière des droits civils. Il interdit, entre autres, le mariage forcé et la distinction en matière successorale entre garçons et filles. Il permet la polygamie sous réserve de l'accord de la première épouse, le droit commun étant la monogamie.

Education

Le Burkina Faso se situe parmi les pays du continent africain ayant un des plus faibles taux de scolarisation et d'alphabétisation. Au primaire, le taux d'inscription des filles reste très inférieur à celui des garçons (25,2 contre 38 %, avec de fortes disparités régionales). Le taux d'analphabetisation des filles de 15 ans et plus oscille autour de 90%. Au secondaire, on estimait en 1992-93 que le nombre de filles inscrites représentait seulement la moitié de celui des

garçons (6% contre 11%). Quant aux études universitaires, les filles ne représenteraient que 23% des effectifs.

Face à cette situation, le gouvernement a mis en place de nouvelles structures : ainsi en 1989, le ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation des Masses (MEBAM) s'est vu doté d'un service spécifique chargé de la promotion de la scolarisation des filles; en 1990, le gouvernement a créé des Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation. Enfin, la Direction de l'Education en Matière de Population (DEMP), au sein du ministère des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique, a pour but, entre autres, de promouvoir la condition féminine.

Les contraintes socio-culturelles à l'éducation des filles restant toutefois importantes, le MEBAM a programmé un plan d'action sur 5 ans.

Santé, Population

La situation des structures de santé burkinabé reste difficile, ce qui se traduit pour les femmes par une faible couverture obstétricale. Des chiffres de 1991 font état d'une mortalité due à la maternité qui représenterait 14,7% de la mortalité féminine 15-49 ans. La mortalité infantile reste élevée, autour de 106/1000 pour les filles et de 123/1000 pour les garçons (1991). La malnutrition chez les femmes enceintes ou qui allaitent reste forte.

En parallèle, un taux de fécondité élevé, une faible utilisation des moyens contraceptifs, le manque d'hygiène concourent à fragiliser la santé des femmes, dont l'espérance de vie est de 53 ans (1991).

Un certain nombre de programmes de santé et de nutrition ont été mis en place, suite à l'adoption d'une politique nationale en matière de planification familiale et la mise en oeuvre de l'Initiative de Bamako.

Agriculture

Plus de 95% des femmes burkinabé travaillent dans l'agriculture de subsistance, le petit élevage et le secteur informel. Mais elles souffrent d'un manque d'accès aux bonnes terres, à la technologie, au crédit. Leur productivité et leur revenu en sont par conséquent affectés notablement. L'émergence de nombreux groupements féminins (1960 groupements en 1992) apporte une réponse collective à ces difficultés.

Les Bureaux de Promotion des Activités des Femmes (BPAF) s'occupent, au sein des Centres Régionaux de Promotion Agricole (CRPA), de formation et de promotion des activités de transformation et de commercialisation.

Emploi

Grossesses fréquentes, responsabilités domestiques, faible éducation, tels sont les facteurs qui déterminent la faible participation des femmes au secteur de l'emploi. Le secteur informel (petit commerce), en général peu rémunérateur, occupe encore, tant dans les villes qu'en milieu rural, une place importante dans les activités des femmes.

Dans le secteur formel, les femmes représentaient en 1992 environ 23% des effectifs de la fonction publique, surtout dans les domaines de l'enseignement, de la santé et du social. Dans le secteur privé, le taux de participation est encore moins élevé : des chiffres font état de 4 à 5% dans le secteur industriel, 12% dans celui des services.

Crédit, Epargne

Dans la plupart des cas, l'accès au financement et à l'épargne reste difficile. Entre autres raisons, l'analphabétisation, le manque d'informations, l'éloignement des banques pour les femmes rurales qui ne peuvent se déplacer facilement. Au Burkina, comme dans d'autres pays africains, un système de crédit et d'entraide (tontines) géré par les femmes, permet de collecter de l'argent ou des grains pour l'ensemencement.

Le plan d'action 1991-1995 du gouvernement pour le renforcement du rôle des femmes dans le processus de développement a tenté d'apporter des solutions en vue d'une amélioration de la situation socio-économique des femmes. Ainsi, un "Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes" (FAARF) a été mis sur pied avec l'aide du PNUD afin de leur faciliter le crédit. Son action devrait maintenant s'étendre à l'ensemble du pays, après une expérience pilote de 3 ans.

Les CRPA peuvent également financer des projets. Le gouvernement, par le biais de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, accorde des crédits aux femmes rurales. Enfin, le nombre des ONG dont l'action vise à faciliter l'accès au crédit ne cesse de croître.

En conclusion, signalons que l'Etat a également créé un Bureau d'Intégration des Femmes au Développement (IFD) au sein du ministère des Finances et du Plan.

00065

Ministère de l'Action Sociale et de la Famille

BP 515. OUAGADOUGOU

Tél: (226) 30 79 15 Télécopie: (226) 31 67 37

Administration publique

Contact: BELEMBOGO, Akila / Ministre;
LAMIZANA, Mariam / Conseiller technique

Associations

00066

EFB**Entraide Féminine Burkinabé**

01 BP 339. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 30 81 39

Association

Contact: SANDWIDI, Rose-Marie / Secrétaire générale

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Réalisation d'opérations; Financement d'opérations; Education au développement

Domaines d'intervention : ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; GESTION; ENVIRONNEMENT; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Activités en réseau : SPONG

Pays d'intervention : BURKINA FASO

00067

GRADE-FRB**Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement Endogène / Femmes Rurales du Burkina**

01 BP 3656. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 30 32 92 Télécopie: (226) 31 18 85

Association

Contact: OUEDRAOGO, Bernadette / Secrétaire générale; BAYALA, Clémentine

Personnel salarié : 4

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Action socioculturelle; Financement d'opérations; Recherche

Domaines d'intervention : FINANCEMENT; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; NUTRITION; ALPHABETISATION; ELEVAGE; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : RECIF/ONG-BF; FOUAD;

Comité scientifique Femmes et Développement

Pays d'intervention : BURKINA FASO

Organisations non gouvernementales

00068

CESAO

Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique Occidentale

01 BP 305. BOBO DIOULASSO 01

Tél: (226) 97 10 17; 97 16 84

Télécopie: (226) 97 08 02

Organisation non gouvernementale

Contact: OUOBA, Rosalie

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Information;

Publication de bulletins : Construire ensemble (bimestriel) et Echanges (dossiers d'information); Publication d'ouvrages : Collections Appui au monde rural et Cahiers ruraux.; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; SANTE PUBLIQUE; FORMATION PROFESSIONNELLE; INFORMATION

Pays d'intervention : AFRIQUE DE L'OUEST

Le CESAO vise la promotion d'un développement global et participatif en Afrique de l'Ouest. En plus du centre international de Bobo-Dioulasso, l'association dispose aussi d'un pôle régional à Kaolack (Sénégal). Ces deux centres ont pour activités la formation, l'appui et les études dans une perspective d'autopromotion paysanne. Au départ axée sur la formation, l'action du CESAO s'étend maintenant vers une stratégie d'intervention plus continue et diversifiée, à travers des programmes d'accompagnement à court, moyen et long terme. Tous les paramètres qui concourent à l'autopromotion des organisations paysannes peuvent faire l'objet d'un appui du CESAO, dont la promotion de la femme est un des principaux domaines d'intervention.

00069

CIFAD (Burkina Faso)

Comité International des Femmes Africaines pour le Développement

BP 1496. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 30 73 42; 33 22 21

Télécopie: (226) 31 46 25

Organisation non gouvernementale

Contact: SOME, Salimata / Responsable du CIFAD

Ressources : Financement national; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Action socioculturelle; Education au développement; Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; ARTISANAT; GESTION; SECTEUR INFORMEL; FINANCEMENT; AGRICULTURE

Activités en réseau : COA/FEB : Coordination des ONG et Associations Féminines du Burkina

Pays d'intervention : BURKINA FASO

00070

FUGN

Fédération des Unions des Groupements Naam

BP 100. OUAHIGOUYA

Tél: (226) 55 01 10; 55 04 11

Télécopie: (226) 55 01 62

Organisation non gouvernementale

Contact: OUEDRAOGO, Bernard Lédéa / Responsable du FUGN; MAIGA, Marianne / Responsable du secteur Femmes

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Education au développement; Enseignement et formation; Centre de documentation; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : BURKINA FASO

Les Groupements Naam sont nés des traditionnels "Kombi Naam", associations de travail communautaire de jeunes. Ils ont évolué vers des formes associatives modernes permettant de dégager des excédents de ressources pour soutenir le développement durable. La FUGN compte aujourd'hui 4700 groupements, dont 2500 groupements féminins. Une "Cellule Promotion Féminine" est chargée d'assurer la coordination technique au niveau national grâce entre autres à la présence sur le terrain d'animatrices dont l'action est tournée vers 4 grands secteurs : santé, hygiène, activités économiques (crédit épargne) et gestion domestique.

00071

GREFFA**Groupe de Recherche, d'Etudes et de Formation
"Femmes-Action"**

01 BP 633. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 36 36 89 Télécopie: (226) 30 67 67

Organisation non gouvernementale

Contact: PALLE, Bernadette / Chargée de programme

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Enseignement et formation; Recherche; Etudes conseil; Centre de documentation; Information; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; FINANCEMENT; GESTION; INFORMATION

Activités en réseau : AFARD : Association des Femmes Africaines pour la Recherche sur le Développement; REFAD : Réseau Femmes Africaines et Droits Humains

Pays d'intervention : BURKINA FASO

La mission principale du GREFFA est de contribuer à l'accès des femmes à l'épargne-crédit, l'information et la formation en matière de droits humains. Il privilégie l'approche participative et la recherche-action.

00072

RECIF ONG-BF**Réseau de Communication, d'Information et de
Formation des Femmes dans les ONG du Burkina**

Faso

01 BP 6473. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 31 22 25 Télécopie: (226) 31 30 19

Organisation non gouvernementale

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Centre de documentation; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Publication d'un bulletin : Quoi Quoi (trimestriel); Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; MATERIEL PEDAGOGIQUE; INFORMATION

Pays d'intervention : BURKINA FASO

REFAD**Réseau Sous-Régional Femmes Africaines et Droits Humains**

01 BP 633. OUAGADOUGOU 01

Tél: (226) 36 33 70; 36 36 89

Télécopie: (226) 30 67 67

Organisation non gouvernementale

Contact: PALLE, Bernadette / Coordonnatrice

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Assistance juridique; Information; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : Droits des Femmes en Afrique (semestriel)

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INFORMATION

Activités en réseau : Membre observateur de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Banjul)

Pays d'intervention : BENIN; BURKINA FASO; MALI; NIGER; TOGO

Le réseau REFAD soutient la promotion, la protection et la défense des droits des femmes. Il soutient la diffusion de la connaissance des lois par les femmes grâce entre autres à la caravane "Promotion des Droits des Femmes". En tant que groupe de pression, il utilise le droit comme instrument d'un changement positif au profit des femmes. Parmi ses activités, notons la formation de parajuristes.

Centres de documentation**CESAO : Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique Occidentale. Bibliothèque**

01 BP 305. BOBO-DIOULASSO 01.

Tél.: (226) 97 10 17; 97 23 06

Télécopie: (226) 97 08 02

Contact: OUANDORAH, Jean / Responsable du service

Domaines couverts: Renforcement Institutionnel Des Organisations Paysannes; Promotion Féminine; Santé Communautaire; Gestion Des Exploitations Agricoles Familiales; Environnement Et Gestion Des Terroirs; Epargne Et Investissement En Milieu Rural; Projets Et Entreprises Dans Le Cadre Du Développement Local; Formation En Milieu Rural; Foi Et Promotion Humaine

Publications: Bibliographies sélectives

BURUNDI**Indicateurs socio-économiques****Population :**5 356 258 Hab. *Source* : Recensement de 19905 823 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992*Superficie* : 25 950 km²*PIB par habitant (1989)* : 185\$ US*Taux d'urbanisation (1990)* : 5%

(résultat provisoire)

Pourcentage de femmes (1990) : 51,2%

(résultat provisoire)

Scolarisation primaire des filles : non disponible*Nombre d'enfants par femme* : 6,8

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies 2000

Population 7 237 000

Taux d'urbanisation 7%

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, politique**

Les femmes burundaises ont obtenu le droit de vote en 1961. Seule la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été signée et ratifiée par le Burundi, en 1979.

Le code de la famille adopté en 1980 a permis une amélioration du statut juridique de la femme, même si certaines lois discriminatoires ont toujours cours, comme l'autorisation maritale pour l'exercice d'une profession ou d'un commerce. De même, le système successoral est patrilinéaire, privant la femme du droit à la terre et du droit à la propriété.

Quant à la vie politique, malgré l'action de l'Union des Femmes Burundaises (UFB), la place des femmes reste marginale, surtout dans les instances de décision et les lieux de pouvoir réel.

Un ministère de la Condition féminine a été créé en 1983. Depuis, c'est le ministère des Droits de la Personne Humaine, de l'Action Sociale et de la Promotion Féminine qui a repris la condition féminine.

Education

En l'absence de chiffres officiels, on parle d'un taux d'analphabétisme touchant près de 75% de la population.

Dans l'enseignement, les femmes sont faiblement représentées aux échelons intermédiaire et supérieur. Au secondaire par exemple, la représentation des femmes serait égale à la moitié seulement de celle des hommes. Les femmes sont majoritairement orientées

vers les enseignements courts et à caractère social comme institutrice ou assistante sociale. Dans le secteur supérieur, les femmes représentent 25% seulement des effectifs. L'abandon scolaire est beaucoup plus toléré chez les femmes.

Santé, Population

Le système de santé burundais pâtit d'une carence en effectif, en matériel et en médicaments. L'accès aux centres de santé reste difficile dans certaines régions compte tenu de la distance à parcourir pour y parvenir (parfois 1 à 3 heures de marche).

Le problème de la malnutrition entraîne des taux d'anémie importants chez les femmes enceintes. Le taux de séroprévalence chez les femmes enceintes en milieu urbain atteint environ 20%.

Moins de 5% des femmes utilisent une méthode de contraception moderne.

Agriculture

Les femmes travaillant dans le secteur agricole font face à une triple contrainte : le nonaccès à la terre, au crédit et à la vulgarisation. Elles sont écartées de la gestion des produits agricoles, alors qu'elles assurent la plupart des travaux agro-pastoraux du ménage. Elles seraient environ 25% des chefs de ménage en milieu rural.

Emploi, entreprises

Le manque d'instruction des femmes, les freins socioculturels font que les femmes sont sous-représentées dans le secteur de l'emploi structuré et au niveau des postes de responsabilité. La majorité des femmes économiquement actives sont engagées dans les secteurs primaire (agriculture) et secondaire (artisanat). Une faible part occupe un emploi salarié dans le secteur public ou privé.

00074

Ministère des Droits de la Personne Humaine, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme

BP 824. BUJUMBURA

Télécopie : (257) 22 9382 *Télex* : 5065; 5188

Administration publique

Contact : MUJAWAHA, Marcienne / Ministre

CAMEROUN

Indicateurs socio-économiques

Population :

10 516 232 Hab. *Source* : Recensement de 1987
12 198 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 465 458 km²

PIB par habitant (1993) : 792\$ US

Taux d'urbanisation (1987) : 38,3%

Pourcentage de femmes (1987) : 50,8%

Scolarisation primaire des filles (1987) : 70,4%

Nombre d'enfants par femme : 6,1

(estimation ONU 1985-1990)

<i>Estimation des Nations unies</i>	2000
Population	15 293 000
Taux d'urbanisation	49,3%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, politique

La Constitution garantit l'égalité de tous devant la loi. Le Cameroun n'a signé et ratifié qu'une seule Convention internationale affectant directement les femmes, celle ayant trait à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1988).

En politique, la participation des femmes camerounaises reste faible malgré la présence de femmes qualifiées en diplomatie, magistrature ou administration publique. On compte environ 12% de femmes à l'Assemblée nationale. Deux femmes sont actuellement au gouvernement.

Education

Les chiffres de 1987 indiquent un taux d'analphabétisme de 50% chez les femmes. Si près de 70% d'entre elles sont inscrites dans l'enseignement primaire, la déperdition est plus forte que pour l'élément masculin et le pourcentage reste faible à l'Université, surtout au niveau du troisième cycle. La formation professionnelle a par ailleurs vu le taux de participation féminin augmenter ces dernières années.

Un problème préoccupant est la croissance de la différence géographique : la déscolarisation touche surtout les filles du Nord islamisé.

Santé, Population

Le taux de mortalité infantile a connu ces dernières années une baisse sensible pour atteindre 54 pour 1000 selon les estimations de l'ONU sur la période 1985-1990. Les chiffres du recensement laissent apparaître

une surmortalité infantile en milieu rural, due entre autres à une chute de la couverture vaccinale.

Il semble que plus de la moitié des femmes accouchent avec l'aide d'un professionnel de la santé.

Agriculture

La femme a un rôle déterminant dans le secteur agricole, contribuant à 90% de la production des aliments de base (Banque mondiale, 1990). On recense près de 1000 associations et coopératives de femmes camerounaises. Mais leurs conditions de travail restent difficiles et elles restent exclues de la propriété foncière.

Emploi, Entreprises

Dans la fonction publique, la proportion des femmes chez les fonctionnaires est très faible, encore plus dans les grades plus élevés où elles ne seraient qu'environ 10%.

En revanche, même si leur nombre reste faible, les femmes exerçant une profession libérale ont vu leur effectif augmenter (avocats, notaires, architectes...).

Divers ONG financent ou ont financé des projets visant à soutenir la création d'entreprises féminines.

80075

MINASCOF. Ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine

YAOUNDE

Tél: (237) 22 41 48

Administration publique

Contact: YAOU, Aïssatou / Ministre

Associations

80076

ACAFEJ

Association Camerounaise des Femmes Juristes

BP 14057. YAOUNDE

Tél: (237) 22 68 26

Association

Contact: NDOKO, Nicole; ACHA MORFAW, Diane

Ressources : Financement national; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Enseignement et formation; Assistance juridique; Information; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; PROMOTION FÉMININE; INFORMATION

Activités en réseau : Association des Juristes Africaines

L'objectif principal de l'ACAFEJ est la vulgarisation du droit auprès des femmes et du grand public. L'association travaille également à l'amélioration et la promotion des droits des femmes et de la personne ainsi qu'à la formation de ses membres. Parmi les activités, mentionnons les "cliniques mobiles" d'aide juridique, l'édition de documents de vulgarisation, l'aide juridique aux femmes victimes de violence, la visite des femmes et des enfants emprisonnés afin d'améliorer leurs conditions de détention. Un centre de documentation et une bibliothèque juridique spécialisée dans le domaine Femmes et Enfants sont en cours de création.

00077

FAFCAM

Fédération des Associations Féminines du Cameroun

BP 13729. YAOUNDE

Tél: (237) 22 40 01 Télécopie: (237) 23 14 53

Association

Contact: BIYONG, Pauline / Responsable de l'association

Personnel salarié : 2

Ressources : Financement local ou régional; Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Centre de documentation; Information; Publication d'un bulletin : FAFCAM Infos (mensuel); Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; FINANCEMENT; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : FEMNET

Pays d'intervention : CAMEROUN

Le FAFCAM a pour objectif de coordonner les activités de ses associations membres, de mettre en oeuvre des programmes minimum communs d'action et de servir de mécanisme d'appui et d'interlocuteur aux structures nationales et internationales dans le domaine de la promotion féminine.

00078

LEWCE

League for Woman and Child Education
BP 14702. YAOUNDE

Tél: (237) 22 40 01 Télécopie: (237) 23 14 53

Association

Contact: DICKO, Kadjida / Responsable de l'association

Personnel salarié : 3

Ressources : Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Etudes conseil; Centre de documentation; Information; Publication d'un bulletin : La Cité (mensuel); Production d'une banque de données sur les carrières et compétences féminines
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; NUTRITION; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; COMMERCE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : FEMNET

Pays d'intervention : CAMEROUN

La LEWCE oeuvre par l'éducation civique et sanitaire ainsi que par l'instruction, au plein épanouissement de la femme et de l'enfant pour leur active participation au développement grâce à la mobilisation et au volontariat. La LEWCE fait des consultations sur des sujets tels la pauvreté, l'environnement ou encore la participation populaire. Elle a signé avec le gouvernement camerounais un contrat relatif au Programme Social d'Urgence pour l'assainissement de Yaoundé et de Douala.

00079

RAFEL

Regroupement des Associations de Femmes du Département de la Léké

BP 193. YAOUNDE

Tél: (237) 20 73 95; 20 68 93 (laisser le message)

Association

Contact: LEKOA BIBI, Marie-Jeanne / Présidente

Ressources : Financement local ou régional; Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Action socioculturelle; Soutien logistique et matériel

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; AGRICULTURE; ELEVAGE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL

Activités en réseau : Réseau Femmes et Développement

Pays d'intervention : CAMEROUN

Le RAFEL oeuvre pour la promotion de la femme en milieu rural, son développement économique et socio-culturel. Parmi ses activités, notons : la création de champs communautaires de manioc, maïs, ignames etc.; la création d'un atelier multi-services à Obala qui offre des services de photocopie, secrétariat, location de matériel pour des manifestations etc. Sur le plan social, le RAFEL organise des campagnes de vaccination dans les villages enclavés.

00080

RAGFEV

Fédération des Groupes d'Initiative Commune des Femmes pour le Développement Agro-Pastoral d'Evodoula

S/C OWONYEBE, Berthe. BP 12552. YAOUNDE Association

Contact: OWONYEBE, Berthe / Déléguée

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; SANTE PUBLIQUE; ELEPAGE; ENVIRONNEMENT; FINANCEMENT; GESTION

Activités en réseau : Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun

Pays d'intervention : CAMEROUN

Le RAGFEV a pour but d'améliorer le niveau de vie des femmes rurales en passant par l'information et la formation ainsi que par la réalisation de petits projets.

Organisations non gouvernementales

00081

ABDES

Agence Baha'ie pour le Développement

Economique et Social

BP 4230. YAOUNDE

Tél: (237) 23 05 75 Télécopie: (237) 21 09 89

Organisation non gouvernementale

Contact: YEGANEH, Naz

Ressources : Financement local ou régional;

Financement national; Financement international

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : CAMEROUN

Un projet de promotion du statut de la femme intitulé "Médias traditionnels comme agent de changement" a été réalisé dans la province de l'Est en 1991-1993 avec l'aide de l'UNIFEM. Le but du projet est d'induire un changement d'attitude envers la femme à travers les médias traditionnels tels que la danse, le chant, les contes, le théâtre folklorique. Le projet entame cette année sa deuxième phase.

00082

ACSD

Association Camerounaise pour la Santé et le Développement

BP 45. DSCHANG

Tél: (237) 45 13 66

Télécopie: (237) 45 16 00; 45 19 32

Organisation non gouvernementale

Contact: METANGMO, Pierre-Marie / Responsable de l'organisme; SANDJE ETOUKE, Françoise / Responsable du secteur Femmes

Personnel salarié : 11

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Education au développement

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; SANTE PUBLIQUE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; EDUCATION; ALPHABETISATION; GESTION; AGRICULTURE; ELEPAGE; COOPERATIVE; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : COPAD

Pays d'intervention : CAMEROUN

L'ACSD a pour objet la promotion de la santé et du développement endogène intégré et participatif des communautés locales. Ses activités envers les femmes sont dirigées en priorité vers les secteurs de la santé, de l'agro-pastoral et de la formation.

00083

ASAFE (Cameroun)

Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur

26 rue Castelnau. BP 5213. DOUALA

Tél: (237) 42 29 70; 30 86 90

Télécopie: (237) 42 29 70

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: AFARD; NARWA; ABANTU

Contact: MANKAMTE YITAMBEN, Gisèle

Personnel salarié : 8

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Production d'une banque de données sur les femmes entrepreneurs du Cameroun

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; AGRICULTURE; FINANCEMENT;

ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE;
COOPERATIVE; GESTION

Pays d'intervention : BENIN; CAMEROUN;
CENTRAFRIQUE; RWANDA

Parmi les activités de l'ASAFE, notons un Programme "Femmes Crédit Epargne" pour le financement de micro-projets à caractère productif grâce à un système de caution solidaire; un Projet d'Apiculture Intégrée de Petite Dimension combinant la formation, l'aide à l'installation, un fonds de prêts tournant et l'organisation en coopérative; des formations en management adaptées à la petite entreprise : marketing, calcul de prix de revient, organisation.

00004

CADEF (Cameroun)

Comité National d'Action des Droits de l'Enfant et de la Femme

BP 1984. YAOUNDE

Tél: (237) 20 66 75 *Télécopie:* (237) 20 45 02

Organisation non gouvernementale

Contact: ASIAN, Princesse; AYISSI NGONO, J.

Ressources : Financement local ou régional;
Financement national; Financement international;
Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement;
Recherche; Etudes conseil; Enseignement et formation;
Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES;
PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION
SOCIALE; PROTECTION MATERNELLE ET
INFANTILE; ALPHABETISATION; FORMATION
PROFESSIONNELLE; SECTEUR INFORMEL;
COMMERCE; ENTREPRISE; AGRICULTURE

Activités en réseau : FAFCAM : Fédération des
Association Féminines du Cameroun

Pays d'intervention : CAMEROUN

Le CADEF a pour but de défendre et promouvoir les droits de la femme et plus particulièrement les droits économiques. En plus de la vulgarisation des Conventions des Nations unies portant sur les droits de la femme et les droits de l'enfant, le CADEF encadre des groupes de femmes travaillant à la mise sur pied de petits projets générateurs de revenus. Il enquête sur les conditions de vie des femmes dans les prisons camerounaises. Le CADEF a également mis sur pied un projet, baptisé "Happiness Center", de création d'une école (de la crèche au secondaire) et d'un centre de formation en informatique. La crèche et la maternelle fonctionnent depuis 1992.

CAMNAFAW

Cameroun National Association for Family Welfare
BP 11994. YAOUNDE

Tél: (237) 23 79 84 *Télécopie:* (237) 23 79 84

Organisation non gouvernementale

Contact: WALLA, Grâce / Présidente

Personnel salarié : 19

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation;
Information

Domaines d'intervention : PLANIFICATION DE LA
FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET
INFANTILE; PROMOTION FEMININE; DROITS
DES FEMMES; MATERIEL PEDAGOGIQUE;
INFORMATION

Activités en réseau : IPPF : International Planned
Parenthood Federation

Pays d'intervention : CAMEROUN

00005

00006

CAWNA

Cameroun Women's Networking Association
BP 546. YAOUNDE

Tél: (237) 22 13 89; 20 60 06

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: MINASCOF. Ministère des
Affaires Sociales et de la Condition féminine

Contact: SHANG, Olive / Présidente; MUNDI AMA,
Agnès

Personnel salarié : 5

Ressources : Auto-financement, vente de services;
Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement;
Soutien logistique et matériel; Enseignement et
formation; Réalisation d'opérations; Action
socioculturelle; Information

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; COOPERATIVE;
PROMOTION FEMININE; INFORMATION;
ARTISANAT; NUTRITION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : REFEDE; GROOTS International

Pays d'intervention : CAMEROUN

Le CAWNA est un réseau d'associations pour femmes rurales et urbaines démunies. L'accent est mis sur la création de coopératives agro-alimentaires et d'artisanat féminines. L'organisme donne aussi des formations en gestion de projet et en développement humain (droits de la femme).

00087

CONGAC

Confédération des ONG d'Environnement et de Développement d'Afrique Centrale

BP 6912. DOUALA

Tél: (237) 40 26 02 Télécopie: (237) 43 29 17

Organisation non gouvernementale

Contact: NKOYOCK, Jacqueline / Secrétaire exécutive

Personnel salarié : 7

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Financement d'opérations; Etudes conseil; Education au développement; Enseignement et formation; Centre de documentation

Domaines d'intervention : POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ENVIRONNEMENT; AGRICULTURE

Activités en réseau : AFARD

Pays d'intervention : CAMEROUN; CENTRAFRIQUE; CONGO; GABON; RWANDA; TCHAD; ZAIRE

Le FESADE travaille à l'amélioration de la santé des femmes afin de leur permettre de mieux faire face aux problèmes de développement. Elle a pour stratégie d'intervention la formation, l'information et la recherche-action.

00089

INADES FORMATION (Cameroun)

Institut Africain pour le Développement

Economique et Social

BP 11. YAOUNDE

Tél: (237) 21 15 51; 21 17 48

Télécopie: (237) 21 11 44

Organisation non gouvernementale

Contact: ZINGUI MESSOMO, Xavier

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement

Domaines d'intervention : AGRICULTURE; ELEVAGE; GESTION; FINANCEMENT; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : CAMEROUN

Education permanente des adultes ruraux.

00088

00088

FESADE

Association Femme Santé Développement en Afrique Subsaharienne

BP 724. YAOUNDE

Tél: (237) 23 50 44

Organisation non gouvernementale

Contact: MOUNLOM, Damaris / Coordinatrice

Personnel salarié : 13

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Centre de documentation; Recherche; Action socioculturelle; Production d'une banque de données sur les problèmes de santé des femmes; Publication de revues : FANTA (bimestriel) et Femmes et Santé (semestriel); Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Activités en réseau : WILDAF

Pays d'intervention : BURKINA FASO; CAMEROUN; CENTRAFRIQUE; TOGO

IPD

Institut Panafricain pour le Développement

BP 4056. DOUALA

Tél: (237) 42 10 61 Télécopie: (237) 42 43 35

Organisation non gouvernementale

Contact: KOUASSI, Bernard / Secrétaire général; MOUNLOM, Damaris / Responsable du projet "Femmes et Santé"

Personnel salarié : 164

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE

Pays d'intervention : BURKINA FASO; CAMEROUN; CENTRAFRIQUE; TOGO

L'IPD anime entre autres un important projet intitulé "Femmes et Santé en Afrique subsaharienne".

00091

NCCWEDT

**National Center for Counselling and Women
Entrepreneurship Development Training**
S/C BP 767. YAOUNDE

Tél: (237) 31 73 20

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: MINASCOF. Ministère des
Affaires Sociales et de la Condition Féminine

Contact: FOMENKY, Cecilia / Directrice

Ressources: Auto-financement, vente de services;
Dons, cotisations

Types d'activités: Enseignement et formation;
Transfert de technologie; Etudes conseil; Centre de
documentation; Information; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention: PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; FORMATION
PROFESSIONNELLE; INFORMATION; MATERIEL
PEDAGOGIQUE; ARTISANAT; AGRICULTURE;
FINANCEMENT; COOPERATIVE

Activités en réseau: REFED: Réseau Femme et
Développement (Cameroun)

Pays d'intervention: CAMEROUN

La NCCWEDT travaille pour la promotion de
l'entrepreneuriat féminin. Les projets individuels et de
groupes sont étudiés selon la nécessité, l'intérêt, le
milieu et les moyens mis en oeuvre. Pour 1995, les
projets sont la création de 4 centres d'artisanat, la
formation de 10 animatrices en entrepreneuriat et
l'extension du projet pilote d'épargne.

00092

RADEF

Réseau d'Appui au Développement Féminin
BP 7165. YAOUNDE

Tél: (237) 23 48 73 *Télécopie:* (237) 23 59 23

Organisation non gouvernementale

Ressources: Auto-financement, vente de services;
Dons, cotisations

Types d'activités: Financement d'opérations;
Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Education au
développement; Enseignement et formation;
Publication d'un bulletin: Inter-Femmes (bimestriel)

Domaines d'intervention: PROMOTION FEMININE;
DROITS DES FEMMES; INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE
PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE;
FINANCEMENT

Pays d'intervention: CAMEROUN

Le RADEF veut contribuer à l'amélioration des
conditions de vie des femmes par le soutien et la
valorisation de leurs activités économiques, sociales et
culturelles.

00093

REPREF

**Réseau Camerounais de Promotion de
l'Entrepreneuriat Féminin**
BP 1927. YAOUNDE

Tél: (237) 22 97 76 *Télécopie:* (237) 22 97 76

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: RPPF: Réseau Panafricain de
Partenariat Féminin (Siège Kigali)

Contact: NOUFELE, Sarra / Responsable;

NGOYOGO, Jeanne

Personnel salarié: 20

Ressources: Auto-financement, vente de services;
Dons, cotisations

Types d'activités: Réalisation d'opérations; Etudes
conseil; Enseignement et formation

Domaines d'intervention: PROMOTION FEMININE;
AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT;
COMMERCE; ENTREPRISE; GESTION

Pays d'intervention: CAMEROUN

00094

SAILD

**Service d'Appui aux Initiatives Locales de
Développement**

BP 11955. YAOUNDE

Tél: (237) 22 46 82; 22 62 44

Télécopie: (237) 22 51 62

Organisation non gouvernementale

Contact: NJONGA, Bernard / Secrétaire général;
YOBOL, Marie-Martine / Responsable du secteur
Femmes

Personnel salarié: 69

Ressources: Financement international; Auto-
financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités: Financement d'opérations; Etudes
conseil; Education au développement; Transfert de
technologie; Soutien logistique et matériel;
Enseignement et formation; Centre de documentation;
Information; Publication d'ouvrages: Collection
Expériences paysannes; Publication d'un bulletin: La
Voix du Paysan (mensuel)

Domaines d'intervention: PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE;
NUTRITION; MATERIEL PEDAGOGIQUE;
AGRICULTURE; ARTISANAT; COMMERCE;
GESTION; FINANCEMENT; INFORMATION;
ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention: CAMEROUN; TCHAD

Le SAILD vise l'émergence d'organisations paysannes fortes et auto-gérées. Il veille particulièrement à l'intégration de la femme dans tous les processus et appuie par ailleurs des projets spécifiques "femmes" (maraîchage, pharmacie villageoise, petites fabriques artisanales etc.).

Centres de documentation

CNADIF : Centre National de Documentation sur la Femme

Ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine. YAOUNDE

Tél.: (237) 23 40 15

Organisme de tutelle: MINASCOF. Ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine. Service de l'information et de la documentation

Contact: NDJOCK, Lucien / Responsable du service

Domaines couverts: Philosophie; Psychologie; Medias; Sociologie; Démographie; Anthropologie; Politique; Droit; Développement; Travail; Famille; Education; Féminisme; Santé

Pays couverts: CAMEROUN

CANADA

Associations

00095

AQOCI

Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale. Comité Québécois Femmes et Développement

801 rue Sherbrooke Est - Suite 400

MONTREAL, QUE. H2L 1K7

Tél.: (1 514) 597 2288 Télécopie: (1 514) 597 2334

Association

Ressources : Financement national

Types d'activités : Groupe de pression; Coopération internationale; Education au développement

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES

Activités en réseau : Conseil canadien de coopération internationale

Association qui regroupe 50 organismes québécois d'éducation au développement et de coopération internationale.

00096

RFR/DRF

Ontario Institute For Studies Education/Institut d'Etudes Pédagogiques de l'Ontario. Resources for Feminist Research/Documentation sur la Recherche Féministe

252, rue Bloor Street Ouest

TORONTO, ONT. M5S 2R4

Association

Ressources : Financement national

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE FEMINISTE; DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; ACTION SOCIALE

Pays d'intervention : CANADA; TIERS MONDE

Etablissements d'enseignement et de recherche

00098

FSDS

Université Laval. Centre Sahel. Femmes, Société et Développement au Sahel

Pavillon Jean-Charles Bonenfant - Bureau 3380.

QUEBEC, QUE. G1K 7P4

Tél.: (1 418) 656 2131 poste 8378

Télécopie: (1 418) 656 461

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: DE KONING, Marie / Responsable du
Centre Sahel

Ressources : Financement national

Types d'activités : Recherche; Enseignement et
formation; Coopération internationale; Etudes conseil;
Information; Publication de bulletins : Bulletin
d'information du Centre Sahel, Lettre d'information du
Centre Sahel; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE
FEMINISTE; RELATION DE GENRE; SCIENCES
SOCIALES; INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; SANTE; AGRICULTURE;
ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; CONDITION
FEMININE; DROITS DES FEMMES; FORMATION;
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; BESOIN EN
EAU; NUTRITION; SECTEUR INFORMEL;
ENTREPRISE; SECURITE ALIMENTAIRE;
SOCIETE RURALE; SOCIETE URBAINE

Pays d'intervention : ZONE SAHELIEENNE; MALI;
BURKINA FASO; SENEGAL; NIGER; TCHAD;
GUINEE BISSAU

Le Centre Sahel de l'Université Laval veut faciliter la
compréhension des milieux sahéliens. Sa mission est
de favoriser l'information, la recherche, la réflexion, la
formation et aussi la collaboration scientifique et
technique avec le Sahel. Le Centre bénéficie de la
participation financière de l'Agence canadienne de
développement international (ACDI) et du
Gouvernement du Québec. Centre de recherche, il
contribue à l'avancement des connaissances
fondamentales concernant l'aménagement des espaces
et les conditions de vie des populations sahéliennes
dans leur problématique de développement face aux
enjeux internationaux contemporains. La composante
"Femmes, société et développement au Sahel" (FSDS)
est intéressée essentiellement par la condition des
femmes. Elle dirige ses travaux dans une approche
multidisciplinaire, principalement sur l'analyse du
pouvoir et du savoir des femmes sahéliennes, sur leur
rôle dans le développement de leur société et sur
l'étude de certains aspects de leur formation. Les
activités de la composante se sont déroulées selon trois
axes d'intervention : la formation, la recherche et les
services à la collectivité.

00097

GREMF

Université Laval. Groupe de Recherche

Multidisciplinaire Féministe

Edifice Jean-Durand - Local 3800

QUEBEC, QUE. G1K 7P4

Tél.: (1 418) 656 2922 Télécopie: (1 418) 656 3266

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: DAGENAIS, Huguette; LABRECQUE,
Marie-France

Persomnel salarié : 2

Ressources : Financement local; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle;
Réalisation d'opérations; Enseignement et formation;
Centre de documentation; Publication d'une revue :
Revue Recherches féministes; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; SCIENCES
SOCIALES; PROMOTION FEMININE; DROITS DES
FEMMES; ETUDE FEMINISTE; INTEGRATION
DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : AMERIQUE DU NORD;
CANADA; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE
DU NORD; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE
DU SUD; CARAIBE; MOYEN ORIENT

Le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe
(GREMF) a été créé par des professeurs, des
professionnelles et des étudiants de diverses écoles et
facultés intéressés à la constitution d'une base
permanente de recherche et d'échanges féministes à
l'Université Laval. Les recherches réalisées par les
membres du GREMF procèdent d'une analyse
théorique et politique de la situation des femmes dans
les structures inégalitaires de sexe et de classes. De
par leur caractère multidisciplinaire, les recherches du
GREMF tentent de dépasser les limites courantes et
restrictives des diverses disciplines et peuvent prendre
aussi bien la forme de créations artistiques, de
réflexions philosophiques ou théologiques, de
recherches historiques que d'enquêtes sociologiques.

00099

NSI/INS

North South Institute/Institut Nord Sud. Progress for Women Program

55 rue Murray - Suite 200

OTTAWA, ONT. K1N 5M3

Tél.: (1 613) 241 3535 Télécopie: (1 613) 241 7435

Internet: nsi@web.apc.org

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: KERR, Joanna

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages;
Publication d'un bulletin : Revue : un bulletin de
l'Institut Nord-Sud

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
DROITS DES FEMMES; DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE; DROITS DE L'HOMME;
COMMERCE INTERNATIONAL
Pays d'intervention : TIERS MONDE

00100

UQAM

**Université du Québec à Montréal. Département des
Sciences Politiques**

Succursale Centre Ville. CP 8888

MONTREAL, QUE. H3C 3P8

Tél.: (1 514) 987 4540 Télécopie: (1 514) 987 4749

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: RONDEAU, Chantal / Professeur de Sciences
Politiques

Types d'activités : Recherche; Enseignement et
formation; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION
DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; POUVOIR;
CHANGEMENT SOCIAL; ETUDE FEMINISTE;
ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES;
COMMERCE; SECTEUR INFORMEL; HABITAT;
RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : MALI

00101

**Université Laval. Chaire d'Etude sur la Condition
des Femmes**

Edifice Jean-Durand - Local 3200

QUEBEC, QUE. G1K 7P4

Tél.: (1 418) 656 2922 Télécopie: (1 418) 656 3266

Etablissement d'enseignement et de recherche

Personnel salarié : 3

Ressources : Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle;
Enseignement et formation; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE
FEMINISTE; PROMOTION FEMININE; RELATION
DE GENRE; CONDITION FEMININE;
CHANGEMENT SOCIAL

Pays d'intervention : CANADA

La Chaire d'étude sur la condition des femmes de l'Université Laval a été créée en juin 1988. Elle consacre ses activités au développement des connaissances sur les femmes dans une perspective de changement social. Les objectifs de celle-ci se situent principalement sur trois plans : au plan de l'avancement des connaissances concernant les conditions de la vie des femmes et les changements socio-économiques et technologiques, les idéologies, les images et représentations au sujet des femmes; au plan de la collaboration avec le milieu. La Chaire d'étude favorise l'échange, la concertation et la

collaboration des chercheuses intéressées par l'étude de la condition des femmes et l'approche féministe à l'Université Laval. Au plan du rayonnement : la Chaire d'étude sur la condition des femmes participe aux grands débats concernant ces problématiques, par l'organisation de séminaires, de conférences, de colloques et en produisant différents types de publications sur les femmes africaines dont certaines en collaboration avec le Groupe d'étude multidisciplinaire féministe (GREMF).

00102

Université Laval. Faculté des Sciences Sociales.

Département d'Anthropologie. Atelier

International sur les Femmes et le Développement

Pavillon Charles De Koninck

QUEBEC, QUE. G1K 7P4

Tél.: (1 418) 656 7422 Télécopie: (1 418) 656 2831

Internet: marie-france labrecque@ant.ulaval.ca

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: BOULIANE, Manon / Directrice, Professeur
au Département d'Anthropologie

Ressources : Financement national

Types d'activités : Enseignement et formation;

Recherche; Echange d'expériences

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES;

FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE;
ETUDE FEMINISTE; CHANGEMENT SOCIAL

Pays d'intervention : CANADA; MALI

L'Atelier international sur les femmes et le développement est un cours de maîtrise offert par le Département d'Anthropologie de l'Université Laval de Québec. Une première session a eu lieu en juin 1990, une autre en juin 1991 et la prochaine aura lieu au Mali avec la participation du Programme régional de formation et de perfectionnement (PREFEP). Ce cours intensif d'une durée de trois semaines devrait permettre aux participantes de renforcer leurs capacités de recherche sur des problématiques concernant les relations de genre et le changement social dans un contexte de développement.

00103

CRDI/GDD

Centre de Recherches pour le Développement

International. Genre et Développement Durable

250 rue Albert. BP 8500. OTTAWA, ONT. K1G 3H9

Tél.: (1 613) 236 6163 Télécopie: (1 613) 563 3858

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: WILTSHIRE, Rosina

Ressources : Financement national

Types d'activités : Information; Recherche; Financement d'opérations; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication d'une revue : Explore (trimestriel); Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE; ENERGIE; AGRICULTURE; RELATION DE GENRE; PROMOTION FEMININE; ENVIRONNEMENT; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; TECHNOLOGIE APPROPRIÉE; INFORMATION; NUTRITION; DROITS DES FEMMES

Pays d'intervention : CANADA; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; ASIE; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD

Le CRDI subventionne la recherche dans les pays en développement pour les aider à trouver des moyens d'améliorer les conditions de vie de leur communauté. Les projets ont tous le même objectif : soulager les populations défavorisées, accroître l'utilisation des ressources locales, renforcer les capacités des collectivités et de leurs institutions. Le CRDI a fait du rôle des hommes et des femmes dans le développement une dimension fondamentale de tous ses travaux, car il estime que le développement durable passe par l'égalité des sexes. L'initiative "genre et développement durable" (GDD) vise à incorporer cette perspective à tous ses programmes : recherche, formation, vulgarisation, organisation de réseaux qui sont ses quatre moyens d'action privilégiés.

Organisations non gouvernementales

00104

CECI

Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale. Comité Femmes et Développement

180 Sainte Catherine Est
MONTREAL, QUE. H2X 1K9

Tél.: (1 514) 875 9911 Télécopie: (1 514) 875 6469

Organisation non gouvernementale

Contact: PARISEAU, Nicole / Responsable du Comité Femmes et Développement

Ressources : Financement national

Types d'activités : Coopération internationale; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Education au développement; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'un bulletin : Ceci dit (trimestriel)

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; ACTIVITE ECONOMIQUE; AGRICULTURE; ARTISANAT; COMMERCE;

GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ALPHABETISATION; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Pays d'intervention : AFRIQUE; OCEAN INDIEN; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; ASIE

Le CECI dispose de bureaux dans de nombreux pays d'Afrique : Niger, Mali, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Burundi, Gabon, Cap Vert, et dans l'Océan Indien : Comores, Madagascar. Cet organisme de solidarité internationale sans but lucratif poursuit une double mission : contribuer par des ressources humaines et financières à l'avancement des peuples du Tiers Monde, promouvoir par la coopération internationale un développement durable et participatif.

00105

MATCH

Centre International MATCH

1102-200 Elgin. OTTAWA, ONT. K2P 1L5

Tél.: (1 613) 238 1312 Télécopie: (1 613) 238 6867

Organisation non gouvernementale

Types d'activités : Financement d'opérations; Information; Education au développement; Publication d'un bulletin : Bulletin MATCH (trimestriel)

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; PROJET DE DEVELOPPEMENT; TRAVAIL DES FEMMES; DROITS DES FEMMES; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE; CANADA

Le Centre international MATCH est un organisme de développement, sans but lucratif et non gouvernemental, qui soutient les femmes en finançant des projets dans les pays en développement et en faisant de l'éducation au Canada. Il s'est engagé à promouvoir, en coopération avec les femmes des pays du Sud, une vision féministe du développement qui passe par l'élimination de toute forme d'injustice, notamment l'exploitation et la marginalisation.

Centres de documentation

CRDI : Centre de Recherches pour le Développement International. Bibliothèque

250 rue Albert. BP 8500

OTTAWA, ONT. K1G 3H9

Tél.: (1 613) 236 6163 poste 2578

Télécopie: (1 613) 563 9463

Internet: reference@idrc.ca

Services: Service questions-réponses; Accès à plusieurs banques de données internationales sur le développement

Domaines couverts: Santé; Environnement; Développement; Technologie Appropriée; Information; Agriculture; Biodiversité; Femme; Intégration Des Femmes Au Développement; Promotion Féminine; Droits Des Femmes; Relation De Genre; Population

Banque de données: BIBLIOLL (fonds documentaire de la bibliothèque du CRDI); ACRONYM (sigles reliés aux activités du CRDI); IDRIS (système inter-organisations d'information sur les projets du CRDI et de plusieurs organismes de développement)

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE LATINE; ASIE; PACIFIQUE

La bibliothèque du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) possède 70 000 ouvrages et donne accès à de nombreuses sources d'information et des banques de données sur le développement international. Elle dessert le personnel du Centre et les chercheurs intéressés par le développement au Canada et dans le monde. Elle participe au Système d'information inter-organismes sur la recherche-développement (IDRIS) et à des réseaux de recherche

Cinquième Monde. Centre de Documentation

454 Caron. QUEBEC, QUE. G1K 8K8

Tél.: (1 418) 647 5855 **Télécopie:** (1 418) 647 5719

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Société Et Famille; Droits Des Femmes; Etude Féministe; Relation De Genre; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Planing Familial; Alphabétisation; Education Des Filles; Femme Rurale; Femme Migrante; Formation; Role Economique Des Femmes; Environnement; Culture

Pays couverts: AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; ASIE; PACIFIQUE

CENTRAFRIQUE

Indicateurs socio-économiques

Population :

2 688 426 Hab. **Source :** Recensement de 1988

3 173 000 Hab. **Source :** Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 622 436 km²

PIB par habitant (1993) : 450\$ US

Taux d'urbanisation (1993) : 45%

Pourcentage de femmes (1988) : 50,8%

Taux de scolarisation primaire des filles (1992) : 52,8%

Nombre d'enfants par femme : 6,2
(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies 2000

Population 4 074 000

Taux d'urbanisation 54,6%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, politique

Les femmes centrafricaines ont obtenu le droit de vote en 1956. Le préambule de la Constitution adoptée en 1986 garantit l'égalité de tous devant la loi. Parmi les Conventions internationales signées et ratifiées par le Centrafrique, citons la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1991) et la Convention sur les droits politiques de la femme (1962).

Mais la femme est encore de nos jours considérée comme inférieure à l'homme et les questions ayant trait à la famille sont toujours réglées par l'application du droit traditionnel qui est en général défavorable à l'émancipation des femmes. L'article 223 du code civil fait de l'homme le chef de famille. Un code de la famille est cependant en préparation.

Une Direction Générale de la Promotion de la Femme a été créée en 1994 au sein du ministère des Affaires sociales. Une politique de promotion de la femme a été adoptée par le gouvernement en 1989.

Education

Les chiffres de 1988 indiquent un taux d'analphabétisme de 79,7% chez les femmes. Par ailleurs, le taux brut de scolarisation pour 1990 démontre un écart très important entre les filles et les garçons. L'abandon scolaire des filles au secondaire est largement supérieur à la moyenne.

En général, on dirige les filles plutôt vers des formations telles l'artisanat ou la cuisine.

Le gouvernement a mis sur pied ces dernières années des projets d'incitation à la scolarisation des jeunes filles.

00106

Santé, Population

La persistance des maladies endémiques et parasitaires, les grossesses à répétition, la malnutrition, le manque de suivi, tout cela concourt à fragiliser la santé des femmes centrafricaines. Le taux de mortalité maternelle reste préoccupant. Quant à la mortalité infantile, les estimations de l'ONU donnaient un taux de 109 décès pour 1000 naissances.

La prévalence élevée des maladies transmises sexuellement, les avortements pratiqués dans de mauvaises conditions expliquent un taux de stérilité de 26% chez les femmes. Quant au SIDA, on évalue le pourcentage de femmes séropositives entre 25 et 29 ans à 21%.

Enfin, malgré l'abolition en 1966 des pratiques de mutilation sexuelle, on estime que 20% des femmes de nos jours subissent encore l'excision.

Agriculture

L'importance de la participation des femmes dans le secteur agricole n'est malheureusement pas suivie d'effets. Si on estime qu'elles produisent, transforment et commercialisent environ 80% des récoltes, elles n'ont toutefois pas accès, ou difficilement, au crédit et à la formation.

Emploi, entreprises

Les femmes sont présentes surtout dans les secteurs primaire et informel de l'économie, principalement dans l'agriculture. Elles détiennent pratiquement toutes les activités du secteur informel, que ce soit dans la restauration ou le commerce. Mais le manque de financements et d'infrastructures adéquates freinent le développement d'activités rémunératrices et durables.

Dans le secteur formel, elles représentent environ 15% des employés du service public. Au privé, leur présence tend à augmenter, surtout dans les secteurs pharmaceutique, du transport et de la cosmétique.

Crédit, épargne

L'accès des femmes au crédit est pratiquement impossible, comme il l'est également d'ailleurs pour beaucoup d'hommes. Le recours aux arrangements informels reste la règle et les femmes utilisent souvent entre elles le système des tontines.

MPFAS. Ministère de la Promotion de la Femme et de l'Action Sociale

BP 917. BANGUI

Tél: (236) 61 02 44; 61 07 20

Télécopie: (236) 61 79 83

Administration publique

Organisme de tutelle: DGRP : Direction Générale de la Promotion Féminine

Ressources : Budget de l'Etat ou des collectivités locales; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Centre de documentation; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Recherche; Etudes conseil; Action socioculturelle; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; ACTION SOCIALE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ETUDE FEMINISTE; DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; NUTRITION; ALPHABETISATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; COMMERCE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; HABITAT; ENVIRONNEMENT

00107

ACABEF

Association Centrafricaine pour le Bien-Etre

Familial

BP 1366. BANGUI

Tél: (236) 61 54 35 Télécopie: (236) 61 67 00

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: IPPF : International Planned Parenthood Federation

Contact: SEREKOISSE SAMBA, Marcel / Président; SOBELA, Suzanne / Responsable de l'association

Personnel salarié : 18

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Information

Domaines d'intervention : PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; INFORMATION

Pays d'intervention : CENTRAFRIQUE

00108

CIFAD (Centrafrique)**Comité International des Femmes Africaines pour le Développement**

BP 85. LAKOUANGA. BANGUI

Tél: (236) 61 44 37

Organisation non gouvernementale

Contact: MBOKA, Lucienne / Responsable du CIFAD

Personnel salarié : 3

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Transfert de technologie; Enseignement et formation; Etudes conseil; Centre de documentation; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; COMMERCE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION

Activités en réseau : CIFAD International

Pays d'intervention : CENTRAFRIQUE

00109

CNFTC**Comité National des Femmes Travailleuses de Centrafrique**

BP 1390. BANGUI

Tél: (236) 61 66 33 Télécopie: (236) 61 03 22

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: USTC : Union Syndicale des Travailleurs de Centrafrique

Contact: KOYASSOUM-DOUMTA, Léa /

Responsable de l'organisme

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; AGRICULTURE; SECTEUR INFORMEL; COOPERATIVE; FINANCEMENT

Pays d'intervention : CENTRAFRIQUE

Sensibilisation, mobilisation, formation et organisation des femmes des secteurs rural et informel.

00110

OFCA**Organisation des Femmes Centrafricaines**

BP 1121. BANGUI

Tél: (236) 61 44 37

Organisation non gouvernementale

Contact: ZANEFE TOUAM, B. / Présidente; AGBO, Lucie / Secrétaire générale

Personnel salarié : 6

Ressources : Financement local ou régional; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Assistance juridique; Réalisation d'opérations; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; DROITS DES FEMMES; ALPHABETISATION; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; COMMERCE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT; FORMATION PROFESSIONNELLE

Activités en réseau : CIONGCA

Pays d'intervention : CENTRAFRIQUE

L'OFCA regroupe des femmes et associations féminines sans distinction d'opinion politique, religieuse ou de classe sociale. Elle a pour objectif de sensibiliser les femmes sur la constitution de groupements économiques et de coopératives de production, de transformation et de commercialisation; d'identifier et d'organiser les groupes de femmes exerçant des petits commerces; mettre au point un programme de réinsertion et de formation des jeunes filles; créer des centres de stockage; établir un programme de commercialisation des produits.

CHILI

00111

FEMPRESS

Red de Comunicacion Alternativa de la Mujer

Casilla 16-637. SANTIAGO 9

Tél.: (56 2) 232 1242; 234 4183

Télécopie: (56 2) 233 3996; 273 6219

Association

Types d'activités : Information; Publication d'une revue: *Mujer / Fempress*

Domaines d'intervention : FEMME; MOUVEMENT DE FEMMES; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; INFORMATION

Activités en réseau : FEMPRESS

Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; ARGENTINE; BOLIVIE; BRÉSIL; CHILI; COLOMBIE; COSTA RICA; EQUATEUR; MEXIQUE; PARAGUAY; PEROU; PORTO RICO; DOMINICAINE REPUBLIQUE; URUGUAY; VENEZUELA

FEMPRESS est un réseau de communication alternative sur la femme en Amérique latine. Né en 1981, il a son siège à Santiago du Chili et des représentants permanents dans la majeure partie des pays de la région. FEMPRESS publie une revue "Mujer / Fempress" destinée aux personnes qui travaillent dans les champs de la recherche et pour les membres des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il publie une revue de presse mensuelle pour les médias et un service radiophonique qui est distribué chaque mois à une centaine de radios en Amérique latine.

00112

ISIS

Isis International

Correo Central. Casilla 2067. SANTIAGO

Tél.: (56 2) 633 45 82; 638 22 19

Télécopie: (56 2) 638 31 42 Internet: isis@ax.apc.org

Organisation non gouvernementale

Types d'activités : Coopération internationale; Action socioculturelle; Information; Centre de documentation; Publication de revues: Ediciones de la mujeres

(trimestriel) - Mujeres in accion (mensuel);

Publication d'ouvrages; Production d'une banque de données: MUJER (bibliographique); Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; INFORMATION; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES; SANTE; POUVOIR;

CHANGEMENT SOCIAL; MOUVEMENT DE FEMMES

Activités en réseau : ISIS

Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; CHILI; CARAIBE

ISIS International est une organisation non gouvernementale à caractère international qui a été créée en 1974 à Rome (Italie) comme service d'information et de communication alternative pour les femmes. Son siège se trouve maintenant à Santiago du Chili et ISIS possède également un centre à Kampala en Ouganda et à Manille aux Philippines. Le réseau ISIS International compte 50 000 contacts répartis dans 150 pays. ISIS produit de nombreuses publications (ouvrages, revues, répertoires) ainsi qu'une banque de données bibliographiques. Sa longue expérience lui confère un rôle incontournable.

Centres de documentation

ISIS : Servicio de Informacion y Comunicacion

Casilla 2067. Correo Central. SANTIAGO

Tél.: (56 2) 6334582 Télécopie: (56 2) 6383142

Contact: GOMES, Ana Maria / Responsable du service

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Vie Politique; Vie Associative; Société Et Famille; Femme Migrante; Femme Réfugiée; Femme Rurale; Droits Des Femmes; Etude Féministe; Violence Contre Les Femmes; Relation De Genre; Alphabétisation; Education; Role Economique Des Femmes; Travail Des Femmes; Artisanat; Commerce; Cooperative; Secteur Informel; Nutrition; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Planning Familial; Protection Maternelle Et Infantile; Information; Media

Publications: Listado de Descriptores en el tema de la Mujer = List of descriptors on the Theme of Women.- Santiago de Chile : ISIS, Enero 1994.- 179 p. (5e édition) Ediciones de las Mujeres (revue semestrielle); Mujeres in Accion (revue trimestrielle) *Activités en réseau*: ISIS; Red de Salud de la Mujeres Latino-Americanas y del Caribe; Programa de Informacion y Politica sobre Violencia en contra de la Mujer

Pays couverts: AMERIQUE LATINE; ASIE; CARAIBE; TIERS MONDE

Le service de documentation d'ISIS International produit une banque de données bibliographiques, "MUJER".

COLOMBIE

00113

CINEP**Centro de Investigacion y Educacion Popular**

Carrera 5 N° 33A 08 y Calle 33 N° 16-22. BOGOTA

Tél.: (57) 285 89 77

Organisation non gouvernementale

Contact: SAAVEDRA, Rosario

Types d'activités : Information; Recherche; Action socioculturelle; Publication d'un bulletin : Cien Dias (trimestriel); Production d'une banque de données sur les droits de l'homme

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ENVIRONNEMENT; INFORMATION; DROITS DES FEMMES; SANTE; RELATION DE GENRE

Activités en réseau : DPH (Dialogue pour le Progrès de l'Homme)

Pays d'intervention : COLOMBIE

Le CINEP développe des activités de recherche et d'éducation populaire en économie, sociologie, sciences politiques et anthropologie. Il anime différents projets : "Environnement et développement dans la ville de Bogota", "Santé communautaire pour les femmes et les mères à Bogota", "Développement et participation des femmes".

CONGO**Indicateurs socio-économiques***Population :*1 909 248 Hab. *Source* : Recensement de 19842 368 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992*Superficie* : 342 000 km²*PIB par habitant (1991)* : 952 \$US*Taux d'urbanisation (1984)* : 52 %*Pourcentage de femmes (1984)* : 51 %*Scolarisation primaire des filles* : non disponible*Nombre d'enfants par femme* : 6,3

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies **2000**

Population 2 976 000

Taux d'urbanisation 46,7 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, Politique**

Les femmes congolaises ont obtenu le droit de vote en 1963. Si le gouvernement a bien ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes en 1982, il reste cependant que la femme est soumise à un régime juridique différent de l'homme dans certains domaines (Code Pénal, Code de la Famille, Code des Impôts). La Constitution de 1992 reconnaît pourtant l'égalité des droits.

Sur le plan politique, la représentation féminine dans les organes de décision progresse. En 1992, un ministère délégué chargé de l'Intégration de la Femme au Développement est créé et sa titulaire devient ministre de plein exercice en 1995. La Communication et la Réinsertion sociale ont également été confiées à des femmes. L'Assemblée compte plusieurs députés féminines.

Education

De 53 % en 1984, le taux d'analphabétisme féminin a semble-t-il progressé depuis, atteignant plus de 60 %, cependant que le taux chez les hommes diminuait. A l'école primaire, des chiffres de 1985 indiquaient que 30 % des filles inscrites atteignaient la fin du cycle et 20 % seulement à l'école secondaire. Quant aux études universitaires, les filles ne représentaient en 1992 que 18,6 % des effectifs.

Santé, Population

La recrudescence des maladies infectieuses et parasitaires (paludisme, rougeole, maladies

diarrhéiques), la malnutrition ont grandement fragilisé la santé des Congolais ces dernières années, affectant les taux de mortalité maternelle et infantile de façon préoccupante.

Le SIDA cause un décès sur trois dans la tranche d'âge des 25-45 ans. Le taux moyen de prévalence du SIDA chez les femmes enceintes est pour 1994 de 9,4%. Le taux moyen de prévalence du SIDA chez les femmes enceintes est pour 1994 de 9,4%.

Agriculture

Les femmes représentaient en 1990, 70 % de la main d'œuvre agricole, mais la division sexuelle des tâches est très marquée et les hommes restent largement bénéficiaires de cette situation. Principale source de revenus pour les femmes, l'agriculture reste cependant une des activités les moins rémunératrices.

Emploi, Entreprises

Les femmes forment plus de 40 % de la population active. Elles sont surtout employées dans les secteurs primaire et tertiaire et forment la majorité des travailleurs indépendants dans le commerce et la vente.

Crédit, épargne

La plupart des femmes font appel au système des tontines. Le système bancaire congolais étant déficient, les possibilités de crédit sont limitées. Moins de 10 % des emprunteurs dans les banques commerciales seraient des femmes.

L'épargne est rendue possible par l'extension du réseau des mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (MUCODEC).

00114

Ministère de l'Intégration et du Développement de la Femme

BRAZZAVILLE

Administration publique

Contact: AVEMEKA, Marie-Thérèse / Ministre

00115

FMB

Fondation Marie Bouanga

BP 27. BRAZZAVILLE

Tél: (242) 83 00 65; 83 20 02

Télécopie: (242) 83 79 98; 83 10 42

Organisation non gouvernementale

Contact: LISSOUBA, Jocelyne / Présidente;

POIGNET, Georgette / Responsable du secteur

Femmes

Personnel salarié : 5

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Education au développement; Action socioculturelle; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Assistance juridique; Information; Publication d'un bulletin : Agir aujourd'hui (bimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; MIGRATION; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ARTISANAT; COOPERATIVE; INFORMATION; HABITAT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : WIN : Womens International Network

Pays d'intervention : CONGO

La fondation oeuvre à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus menacées, en priorité dans les zones rurales : enfants, jeunes, femmes, personnes âgées, handicapés, minorités marginalisées (toxicomanes, prisonniers, malades mentaux). Ses domaines d'intervention sont la santé, l'éducation, l'environnement et la réinsertion sociale.

00116

GRD

Groupe de Recherche Démographique

BP 14218. BRAZZAVILLE

Tél: (242) 83 43 24 Télécopie: (242) 83 43 36

Organisation non gouvernementale

Contact: TOTO, Jean-Paul / Directeur

Personnel salarié : 11

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Etudes conseil; Centre de documentation; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MIGRATION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; EDUCATION; ALPHABETISATION; SECTEUR INFORMEL; HABITAT

Pays d'intervention : CONGO

Le GRD mène des enquêtes et effectue des études sur les faits démographiques. Parmi les différents travaux, notons : Etude sur la déscolarisation féminine au Congo; Enquête sur l'éducation de la mère et les soins aux enfants à Brazzaville; Enquête sur les migrations de retour en zone rurale.

COTE D'IVOIRE**Indicateurs socio-économiques****Population :**10 815 694 Hab. *Source* : Recensement de 198812 910 000 Hab. *Source* : Estimation ONU en 1992*Superficie* : 320 762 km²*PIB par habitant (1990)* : 834 \$US*Taux d'urbanisation (1988)* : 39 %*Pourcentage de femmes (1988)* : 48,9 %*Scolarisation primaire des filles (1988)* : 46,2 %*Nombre d'enfants par femme* : 7,4

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 17 065 000

Taux d'urbanisation 46,9 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit et Politique**

Les femmes ivoiriennes ont obtenu le droit de vote en 1956. Un ministère de la Condition Féminine fut créé en 1976, remplacé en 1987 par le ministère de la Promotion Féminine (MPF). Le gouvernement ivoirien a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (1980) et la Convention sur la rémunération égale pour un travail de valeur égale (1961). L'article 6 de la Constitution garantit l'égalité de tous devant la loi. Un Code de la Famille adopté en 1964 a été révisé en 1983. Outre la réglementation entourant le mariage, il garantit également aux femmes le droit de propriété de la terre.

Education

Le taux d'analphabétisme féminin reste élevé (67,6% en 1988) et reflète la difficile situation des femmes quant à l'éducation. Le taux de déperdition scolaire féminin est important.

Santé, Population

Le nombre d'enfants par femme est l'un des plus élevés du continent africain et résulte d'une nuptialité précoce et des considérations socioculturelles toujours en vigueur.

L'infrastructure sanitaire, surtout en dehors des villes, est très insuffisante. La malnutrition et le manque d'eau potable contribuent à fragiliser grandement la santé des femmes, dont le taux de mortalité maternelle reste préoccupant.

Enfin, le SIDA, considéré comme l'une des premières causes de mortalité à Abidjan, touche de plus en plus les femmes enceintes.

Agriculture

Les femmes produisent les 3/4 de la récolte des produits alimentaires mais n'ont qu'un accès limité aux nouvelles technologies agricoles, réservées la plupart du temps aux hommes.

Emploi, Entreprises

Moins du quart des employés dans le secteur formel sont des femmes. Là encore, leur faible niveau d'éducation explique en grande partie cette situation.

C'est dans le secteur informel qu'on les retrouve en majorité où elles forment les 2/3 de la main d'œuvre, surtout dans les domaines de la restauration et de l'artisanat.

Crédit, épargne

Les femmes ivoiriennes font surtout appel au système des tontines. Le crédit formel leur reste difficile d'accès.

00117

Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme

BP V200. ABIDJAN

Tél: (225) 29 20 00

Administration publique

Contact: GNANAZAN HEPIE, Albertine / Ministre

Associations

00118

AFJCI**Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire**

01 BP 1427. ABIDJAN 01

Tél: (225) 21 69 51; 21 56 54

Télécopie: (225) 21 26 96

Association

Contact: MOROKRO KOUASSI, Angèle / Présidente

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Assistance juridique; Recherche;

Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES;

PROMOTION FÉMININE; INTEGRATION DES

FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE; COOPERATIVE;

INFORMATION

Activités en réseau : Fédération des Femmes Juristes

Pays d'intervention : COTE D'IVOIRE

L'AFJCI tente actuellement de mener un projet d'immatriculation de 100 parcelles de terrains appartenant à 100 femmes ayant des plantations de vivriers, café et cacao. Elle est pour l'instant en recherche de financements pour mener à terme ce projet particulier.

00119

INADES FORMATION(Côte d'Ivoire)

Institut Africain pour le Développement

Economique et Social

08 BP 08. ABIDJAN 08

Tél: (225) 44 15 94 Télécopie: (225) 44 84 38

Association

Contact: GUERY, Michel

Personnel salarié : 5

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Recherche; Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Financement d'opérations; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : ACTION SOCIALE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; SECTEUR INFORMEL; MATERIEL PEDAGOGIQUE; FORMATION PROFESSIONNELLE; GESTION; FINANCEMENT; ALPHABETISATION; SANTE PUBLIQUE; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : IBISCUS

Pays d'intervention : COTE D'IVOIRE

L'INADES de Côte d'Ivoire a mis sur pied un département "Action sociale en milieu urbain" afin de faire de la recherche-action dans les domaines de l'emploi, de l'artisanat, de l'apprentissage et de la santé.

Etablissement ou service para-public

00120

CIRES

Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales

BP 1295. ABIDJAN 08

Tél: (225) 44 43 63 Télécopie: (225) 44 08 29

Etablissement ou service parapublic

Organisme de tutelle: Université d'Abidjan

Contact: YAO, Yao Joseph

Personnel salarié : 50

Ressources : Financement national

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Etudes conseil; Centre de documentation; Publication d'un bulletin : Cahiers ivoiriens de recherche économique et sociale (trimestriel)

Domaines d'intervention : AGRICULTURE; ELEVAGE; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : COTE D'IVOIRE

Organisations non gouvernementales

00121

AIDF

Association Ivoirienne pour la Défense des Droits des Femmes

08 BP 1903. ABIDJAN 08

Tél: (225) 25 39 20; 26 15 46

Organisation non gouvernementale

Contact: TOMAM YAI, Constance

Types d'activités : Enseignement et formation; Assistance juridique; Action socioculturelle; Recherche; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Publication d'un bulletin : AMUGNAN (trimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MIGRATION; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ALPHABETISATION; COOPERATIVE; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : COTE D'IVOIRE

00122

CIFAD (Côte d'Ivoire)

Comité International des Femmes Africaines pour le Développement

01 BP 5147. ABIDJAN 01

Tél: (225) 22 93 84 Télécopie: (225) 22 70 23

Organisation non gouvernementale

Contact: BUGAIN, Jeannine

Personnel salarié : 10

Ressources : Financement international; Financement national; Financement local ou régional; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Education au développement; Centre de

documentation; Publication d'un bulletin : CIFAD Inter (trimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; COMMERCE; ENTREPRISE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le CIFAD est un réseau d'associations et de groupements féminins des pays africains ayant en commun l'usage du français. Il a été créé en juillet 1985, au forum des ONG réunies à Nairobi (Kenya) pour faire le bilan de la Décennie des Nations unies pour la femme. Le but du CIFAD est de favoriser et de promouvoir la participation active et l'intégration effective de la femme africaine au processus de développement socio-économique.

Centres de documentation

INADES (Documentation) : Institut Africain pour le Développement Economique et Social

08 BP 2088. ABIDJAN 08

Tél.: (225) 44 15 94; 44 20 59

Télécopie: (225) 44 84 38

Contact: MOREL, Yves / Directeur

Domaines couverts: Religion; Sociologie; Anthropologie; Histoire; Développement; Géographie; Agriculture

Publications: Fichier Afrique (articles de presse sur le développement, bi-hebdomadaire); Bibliographies commentées; Manuels de documentation

Activités en réseau: IBISCUS; Le Kolatier

Pays couverts: COTE D'IVOIRE

ETATS-UNIS

Associations

00123

IWHC

International Women's Health Coalition

24 East 21 Street. NEW YORK

Tél.: (1 212) 979 8500 Télécopie: (1 212) 979 9009

Association

Domaines d'intervention : FEMME; SANTE

Pays d'intervention : MONDE

00124

WIN

Women's International Network

107 Grant Street. LEXINGTON, M.A. 02173-2140

Tél.: (1 617) 862 9431

Association

Types d'activités : Information; Education au développement; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin : WIN News; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; SANTE; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES; REPRODUCTION HUMAINE; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00125

WORDWIDE

Wordwide Network. World Women in the Environment

1331 H Street - NW Suite 903

WASHINGTON, DC. 20005

Tél.: (1 202) 347 1514 Télécopie: (1 202) 347 1524

Association

Domaines d'intervention : FEMME; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : WORDWIDE NETWORK

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

**Etablissements d'enseignement
et de recherche**

00126

ASC

Boston University. African Studies Center
270 Bay State Road. BOSTON, MASS. 02215
Tél.: (1 617) 353 7306

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: WALSH, Gretchen

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : FEMME; SCIENCES SOCIALES

Pays d'intervention : AFRIQUE

00127

CGIAR

Consultative Group on International Agricultural Research. Gender Program

1818 H Street. WASHINGTON DC. 20433

Tél.: (1 202) 473 8951 Télécopie: (1 202) 334 8750

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: COLLINSON, Mike

Types d'activités : Recherche; Coopération internationale; Etudes conseil

Domaines d'intervention : AGRICULTURE; SOCIÉTÉ RURALE; RÔLE ÉCONOMIQUE DES FEMMES; PROMOTION FÉMININE; FEMME

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00128

CWGL

Douglas College. Center for Women's Global Leadership

27, Clifton Avenue

NEW BRUNSWICK, NEW JERSEY. 08903

Tél.: (1 908) 932 8732 Télécopie: (1 908) 932 1180

Etablissement d'enseignement et de recherche

00129

City University of New York. Medgar Evers College. Black Women's Summer Institute/Institut International d'Été d'Études Transculturelles sur les Femmes Noires

1150 Carroll Street. Brooklyn
NEW YORK, N.Y. 11125

Tél.: (1 718) 270 5051; 270 5011

Télécopie: (1 718) 270 5126; 270 4915

Etablissement d'enseignement et de recherche

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : PAIX; DROITS DES FEMMES; CIVILISATION; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; DROITS DE L'HOMME

Activités en réseau : Réseau des Universités d'Été

Pays d'intervention : TIERS MONDE; PACIFIQUE ILES; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AMÉRIQUE DU NORD; AMÉRIQUE CENTRALE; AMÉRIQUE DU SUD; CARAÏBES

Le Black Women's Summer Institute a pour mission d'encourager la coopération internationale et transculturelle pour promouvoir la paix, les droits de l'homme, des nations et la démocratie ainsi que le développement. Il offre aux femmes de pays et de cultures diverses l'opportunité d'échanger des informations, de partager des expériences, d'identifier leurs ressources et de créer des liens entre elles. L'un des principaux objectifs est d'aider les femmes dans leurs différents combats pour l'auto-détermination et l'autonomie.

00130

MSU / WID

Michigan State University. Women and International Development Program

202 Centre for International Programs Building
EAST LANSING, MIC. 48824-1035

Etablissement d'enseignement et de recherche

Types d'activités : Recherche; Education au développement; Publication d'ouvrages; Publication de revues : WID Forum et WID Bulletin

Domaines d'intervention : FEMME; DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE; ÉTUDE FÉMINISTE; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE

Programme de l'université de l'État du Michigan qui mène des recherches et produit des publications sur les femmes et le développement international.

00131

UIUC/OWID

University of Illinois at Urbana-Champaign. Office of Women International Development

910 South Fifth Street. International Studies Building.
CHAMPAIGN, ILL. 61820

Tél.: (1 217) 333 1994 Télécopie: (1 217) 333 6270

Etablissement d'enseignement et de recherche

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Education au développement; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : WID Information (trimestriel)

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE

L'enseignement dispensé par l'office concerne le rôle des femmes dans les sociétés en développement et l'impact du développement international sur les femmes. Il soutient de nombreux ateliers relevant des thèmes de recherche "Genre et développement". A noter la publication d'une bibliographie intitulée "Annotated Gender Training".

Organisations non gouvernementales

00132

Alan Guttmacher Institute

120 Wall Street. NEW YORK, N.Y. 10005

Tél.: (1 212) 248 1951 Télécopie: (1 212) 248 1951

Organisation non gouvernementale

Contact: ALTHAUS, A. Frances

Types d'activités : Publication d'une revue :

International Family Planning Perspectives (trimestriel - en français une fois par an)

Domaines d'intervention : POPULATION; DEMOGRAPHIE; FEMME; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; EDUCATION SANITAIRE; REPRODUCTION HUMAINE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00133

CTIF/IWTC

Centre de la Tribune Internationale de la Femme/International Women's Tribune Centre.
Projet "La Part des Femmes"

777 United Nations Plaza. NEW YORK, N.Y. 10017

Tél.: (1 212) 687 8633 Télécopie: (1 212) 661 2704

Organisation non gouvernementale

Contact: QUIN, Alice / Coordinatrice du projet "La Part des Femmes"

Types d'activités : Coopération internationale; Education au développement; Centre de documentation; Publication de bulletins : La Tribune et La part des femmes; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; TECHNOLOGIE APPROPRIÉE;

DROITS DES FEMMES; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES

Pays d'intervention : TIERS MONDE; AFRIQUE; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; PACIFIQUE ILES; CARAIBE; MOYEN ORIENT

Le CTIF a été créé lors la première Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes qui s'est tenue à Mexico en 1975. Il est aidé par les agences de développement des gouvernements du Canada; de la Suède, des Pays Bas, du Danemark, de la Finlande et de l'Australie, ainsi que par des églises et des fondations américaines. Son rôle est d'apporter aux groupements de femmes de 170 pays situés en Afrique, en Amérique latine, au Moyen Orient, dans les Caraïbes et le Pacifique un soutien en matière de formation, d'assistance technique, d'information et d'élaboration de projets de développement.

00134

WI

Windrock International. Programm Leader - Environment and Sustainable Development Program

Petit Jean Mountain . MORRILTON, ARK. 72110

Tél.: (1 501) 727 5435 Télécopie: (1 501) 727 5242

Organisation non gouvernementale

Contact: PERROT-MAITRE, Danièle / Présidente

Personnel salarié : 150

Ressources : Financement national; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Education au développement; Recherche; Transfert de technologie; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : ENVIRONNEMENT; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; PROMOTION FEMININE

Activités en réseau : Environmental Alliance

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

Centres de documentation

APHA : American Public Health Association.
Centre de Documentation sur l'Alimentation Infantile et la Nutrition Maternelle

1015 15 th Street N.W. WASHINGTON. D.C. 20005.

Tél.: (1 202) 789 56 00 Télécopie: (1 202) 789 56 61

Internet: aphach@gc.apc.org

Domaines couverts: Protection Maternelle Et Infantile; Nutrition; Information; Education Sanitaire
Publications: Mères et Enfants (bulletin publié trois fois par an)

Pays couverts: AFRIQUE SUBSaharienne; AMERIQUE LATINE

**ONU : Organisation des Nations Unies.
Department for Policy Coordination and
Sustainable Development. Division for the
Advancement of Women. Women's Information
System**

2 United Nations Plaza - Room DC2-1220

NEW YORK, NY. 10017

Tél.: (1 212) 963 3177 Télécopie: (1 212) 963 3143

Contact: GUMAPAC, Alicia / Responsable du service

Services: Service questions-réponses

Domaines couverts: Promotion Féminine; Intégration Des Femmes Au Développement; Droits des femmes; Femme Migrante; Etude Féministe; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Protection Maternelle Et Infantile; Secteur Informel; Information; Habitat; Environnement

Banque de données: WIS : Women's Information System

Activités en réseau: Nations Unies

Pays couverts: AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; AMERIQUE DU NORD; ASIE; EUROPE; PACIFIQUE

Le Système d'information sur les femmes (WIS) est une banque de données bibliographiques informatisée qui regroupe une grande partie de la documentation que le système des Nations Unies a consacré, depuis 1985, aux questions touchant les femmes. Il a pour objectif principal de fournir des informations sur la mise en oeuvre des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Il vise aussi à faciliter l'échange international systématique de données et à encourager les services nationaux à promouvoir leur propre système d'information sur ordinateur

FRANCE

00135

**Ministère de la Coopération. Sous-Direction de la
Santé et du Développement Social**

1 bis avenue de Villars. 75700 PARIS 07 SP

Tél.: (33 1) 47 83 01 72 Télécopie: (33 1) 45 51 34 30

Administration publique

Contact: GALLIBOUR, Michèle / Chargée de Mission

Ressources : Budget de l'Etat

Types d'activités : Coopération internationale; Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Assistance juridique; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ENVIRONNEMENT; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ALPHABETISATION; INFORMATION

Activités en réseau : Réseau Femmes et Développement de l'OCDE

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; ANGOLA; BENIN; BURKINA FASO; BURUNDI; CAMEROUN; CAP VERT; CENTRAFRIQUE; CONGO; COTE D'IVOIRE; DJIBOUTI; GABON; GUINEE; COMORES

Le Ministère français délégué à la Coopération s'est engagé depuis quelques années dans une politique plus active en faveur des femmes. La dimension "Femmes et Développement" est désormais intégrée, dans chacune des étapes, aux projets sectoriels bilatéraux (santé, développement rural, entreprise, urbanisme, formation, culture). La problématique retenue est basée sur l'approche "Genre". Parallèlement, il a été procédé à la mise en place, sur le terrain, de stages de formation pour les femmes africaines appartenant aux sphères décisionnelles et aux animatrices de projets sur le thème "Elaboration et gestion de projets". Plusieurs conférences ont été organisées : la Conférence de Paris "Femmes et développement" en novembre 1992, la Conférence régionale africaine, préparatoire à la Conférence de Beijing, en novembre 1994. Cette structure du Ministère délégué à la Coopération participe également aux négociations multilatérales, telles que celles organisées par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Associations

00136

Côté-Femmes Editions

4 rue de la Petite Pierre. 75011 PARIS

Tél.: (33 1) 43 79 74 79 Télécopie: (33 1) 43 79 75 24

Association

Contact: PALMA, Milagros / Directrice

Types d'activités : Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE FEMINISTE; PROMOTION FEMININE; INFORMATION; ETHNOGRAPHIE; DROITS DES FEMMES; RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : FRANCE; MONDE; TIERS MONDE

Les éditions Côté-Femmes se sont données pour objectif de publier des ouvrages permettant à la fois au spécialiste d'approfondir ses connaissances et au nouveau lecteur de découvrir ou de se familiariser avec son sujet. Les principales orientations sont la réédition de textes rares sur les femmes ou la question féminine, et la publication d'ouvrages de réflexion sur les rapports entre les sexes.

00137

FSLM/WLUM**Femmes sous Lois Musulmanes/Women Living under Muslim Laws**

BP 23. 34790 GRABELS

Association

Contact: LUCAS, Hélié / Coordinatrice du Réseau

Types d'activités : Action socioculturelle; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ISLAM; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Activités en réseau : Réseau International de Solidarité

Pays d'intervention : AFRIQUE DU NORD; MOYEN ORIENT; AFRIQUE; ASIE

00138

Femmes et Changements

14 Passage Dubail. 75010 PARIS

Tél.: (33 1) 44 65 00 66 Télécopie: (33 1) 44 68 00 66

Association

Contact: MALPEDE, Diana

Types d'activités : Action socioculturelle; Echange d'expériences; Publication d'ouvrages : Collection Femmes et Changements aux Editions Côté-Femmes

Domaines d'intervention : FEMME; INFORMATION; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; RELATION DE GENRE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : TIERS MONDE; FRANCE

Femmes et Changements est un réseau international d'échanges d'informations, de coopération et de solidarité entre les femmes engagées dans les changements de leurs sociétés. Il s'est donné comme objectif de sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques du rôle majeur des femmes dans les questions d'environnement, de développement et de société. L'association favorise la diffusion en français des recherches sur les cultures, les pratiques sociales et économiques, les modes d'organisation et les stratégies des femmes dans leurs pays respectifs. Elles mène des études et des actions de terrain et s'associe aux campagnes nationales et internationales qui partagent ses objectifs.

00139

GAMS**Groupe Femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles**

Maison des Femmes. 8 Cité Prost. 75011 PARIS

Tél.: (33 1) 43 48 10 87 Télécopie: (33 1) 42 09 52 99

Association

Contact: HARLEY, Marguerite / Formatrice; GILLETTE, Isabelle / Responsable administrative

Personnel salarié : 16

Ressources : Financement national

Types d'activités : Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES; SANTE; INFORMATION; EDUCATION SANITAIRE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Activités en réseau : Comité Inter-Africain

Pays d'intervention : FRANCE; MALI; BURKINA FASO; GUINEE; NIGER

Le GAMS contribue à promouvoir la santé des femmes et des enfants - en France et en Afrique - en luttant contre les pratiques traditionnelles nuisibles à leur santé (pratiques mutilatoires, mariages précoces, grossesses rapprochées, tabous) et en favorisant les pratiques traditionnelles qui leur sont bénéfiques (allaitement, massage, portage). Le GAMS privilégie l'information des familles et des professionnels qui les côtoient.

00140

ISM/FIA

Inter-Service Migrants. Femmes Inter-Associations

12 rue Guy de la Brosse. 75005 PARIS

Tél.: (33 1) 43 37 61 28

Association

Ressources : Financement national; Dons, cotisations; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Publication d'un bulletin : Regards, Femmes d'ici et d'ailleurs (3 numéros par an)

Domaines d'intervention : MIGRATION; PROMOTION FEMININE; CIVILISATION; MOUVEMENT DE FEMMES; ACTION SOCIALE; INFORMATION

Pays d'intervention : FRANCE

Femmes Inter-Association / Inter-Service Migrants offre des conseils pédagogiques et techniques pour les actions socio-éducatives en direction des associations de femmes immigrées, pour la définition de leurs projets, le suivi de leurs actions, l'évaluation et le montage de dossiers financiers.

00141

MODEFEN

Mouvement pour la Défense des Droits de la Femme Noire

94 Boulevard Masséna. 75010 PARIS

Tél.: (33 1) 45 85 59 52 Télécopie: (33 1) 45 84 13 45

Association

Ressources : Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Production audiovisuelle; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; MIGRATION; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; COOPERATIVE; INFORMATION; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES; DISCRIMINATION RACIALE

Pays d'intervention : FRANCE; CAMEROUN

Le MODEFEM a pour objectif la défense des droits des femmes noires en solidarité avec toutes les femmes en lutte pour la liberté, la dignité, la paix, l'égalité, contre la faim et l'exclusion. Il a pour projet la création d'une coopérative féminine à Douala.

00142

Paysannes Africaines

52 rue Liancourt. 75014 PARIS

Association

Contact: VERNY, Odile

Ressources : Financement local ou régional

Types d'activités : Information; Publication d'un bulletin : Paysannes Africaines (3 fois par an); Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; ACTIVITE ECONOMIQUE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; TECHNOLOGIE APPROPRIEE

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Association qui s'attache à produire des manuels d'éducation populaire et de vulgarisation agricole pour les femmes rurales d'Afrique francophone.

00143

Population et Qualité de la Vie : Commission

Indépendante

1 rue Miollis. 75732 PARIS CEDEX 15

Tél.: (33 1) 45 68 45 72 Télécopie: (33 1) 40 61 91 36

Association

Contact: GARCIA, Martha Olga / Présidente

Ressources : Financement international; Financement national

Types d'activités : Groupe de pression; Information; Recherche; Publication d'un bulletin : Population et Qualité de la Vie : Commission indépendante

Domaines d'intervention : POPULATION; DEMOGRAPHIE; DROITS DES FEMMES; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

La Commission indépendante pour la population et la qualité de la vie a pour vocation de renouveler la réflexion sur des questions de population et de promouvoir une vision capable d'inspirer et de susciter l'engagement et la participation concertés des multiples acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux, dont dépend la solution de ces problèmes. Au Nord comme au Sud, les politiques publiques doivent accorder une place centrale aux causes et aux conséquences des changements démographiques, et redonner sens et cohérence aux stratégies de développement économique et social et aux exigences éthiques et normatives qu'elles comportent. Il convient aussi de mobiliser et de renforcer les ressources qui seront spécifiquement consacrées aux différents aspects des politiques de population.

00144

RFD**Réseau Femmes et Développement**

s/c GRDR. 20 rue Voltaire. 93100 MONTREUIL

Tél.: (33 1) 48 57 75 80 Télécopie: (33 1) 48 57 59 75

Association

Contact: BENSLIMANE, Salika

Ressources : Financement national

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Recherche; Enseignement et formation; Etudes conseil; Publication d'un bulletin : Réseau Femmes et Développement

Domaines d'intervention : FEMME; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; FORMATION; DROITS DES FEMMES

Pays d'intervention : TIERS MONDE; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le Réseau Femmes et Développement vise à faire connaître le rôle économique des femmes, à promouvoir leur intégration sociale et leur insertion dans le développement. Il compte 950 membres et fonctionne avec l'appui financier du Ministère français de la Coopération. Le réseau est également un lieu d'expertise, d'étude et de recherche pour identifier, concevoir et évaluer des projets de développement où les femmes soient actrices et bénéficiaires des processus de changement.

**Etablissements d'enseignement
et de recherche**

00145

CIEDEL

**Université Catholique de Lyon. Centre
International d'Etudes pour le Développement
Local**

30 rue Ste Hélène. 69002 LYON

Tél.: (33) 78 37 83 24 Télécopie: (33) 72 41 99 88

Etablissement d'enseignement et de recherche

Organisme de tutelle: Université Catholique de Lyon

Contact: CORREZE, Annette; BIVERT, Marie Christine

Domaines d'intervention : DEVELOPPEMENT REGIONAL; FEMME

Activités en réseau : RITIMO

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00146

IEDES

**Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne. Institut
d'Etude du Développement Economique et Social**

58 Boulevard Arago. 75013 PARIS

Tél.: (33 1) 44 08 73 03 Télécopie: (33 1) 47 07 81 75

Etablissement d'enseignement et de recherche

Organisme de tutelle: Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Contact: BISILLIAT, Jeanne / Anthropologue

Ressources : Financement national

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'une revue : Revue Tiers-Monde (trimestriel)

Domaines d'intervention : RELATION DE GENRE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT; SCIENCES SOCIALES; PROMOTION RURALE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; SOCIOLOGIE RURALE; NUTRITION

Activités en réseau : IBISCUS

Pays d'intervention : TIERS MONDE

Créé en 1957, l'IEDES a été pionnier en matière de réflexion, de recherche et de formation sur les questions du développement économique et social relatif aux pays du Sud. De nombreux cadres de ces pays ont été formés à l'IEDES. Aujourd'hui, l'IEDES offre un enseignement spécialisé sur la question des femmes et du développement dans une approche de genre, conduit par Jeanne Bisilliat de l'Orstom. La Revue Tiers-Monde, de renommée internationale, présente des études multidisciplinaires dans le domaine des sciences sociales sur le développement.

00147

CEPED

**Centre Français sur la Population et le
Développement**

15 rue de l'Ecole de Médecine. 75006 PARIS

Tél.: (33 1) 46 33 99 41 Télécopie: (33 1) 43 25 45 78

Groupement d'Intérêt Scientifique

Organisme de tutelle: ORSTOM; INED; INSEE; EHESS; Université de Paris VI

Contact: LOCOH, Thérèse / Scientifique; GUBRY, Françoise / Documentaliste

Personnel salarié : 20

Ressources : Financement national; Financement international

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Etudes conseil; Centre de documentation; Coopération internationale; Publication d'ouvrages et de deux collections : La Chronique du CEPED et Les

Cahiers du CEPED; Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : ETUDE FEMINISTE; DEMOGRAPHIE; POPULATION; FEMME; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; FAMILLE; INFORMATION; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; CONDITION FEMININE; SECTEUR INFORMEL

Activités en réseau : IBISCUS

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DE L'OUEST

La création du CEPED répond à la volonté des organismes membres d'accroître l'efficacité de leurs actions en matière de recherche, de formation et de coopération avec les pays en développement, dans le domaine de la population et de ses relations avec le développement. Les activités de recherche du CEPED portent sur les facteurs de la dynamique des populations (santé, famille, fécondité, migration) et leurs relations avec le développement économique et social (éducation, urbanisation, emploi, activité économique, structures sociales, statut de la femme...) ainsi que sur les méthodes d'observation et d'analyse appropriées. Les travaux du CEPED sont définis et menés en liaison étroite avec les organismes du SUD (centres de recherche, universités, offices statistiques...) qui souhaitent développer des relations de partenariat (échanges scientifiques et techniques, actions de formation, documentation, accueil de chercheurs...).

Etablissement ou service para-public

00148

ORSTOM

Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

211 rue La Fayette. 75480 PARIS CEDEX 10
Tél.: (33 1) 48 03 77 77 Télécopie: (33 1) 48 03 08 29
Etablissement ou service parapublic

Organisme de tutelle: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche; Ministère de la Coopération

Contact: NEMO, Jean / Directeur;
BISILLIAT, Jeanne/ Anthropologue
Personnel salarié : 2622

Ressources : Financement national;
Types d'activités : Recherche; Organisation de conférences ou séminaires; Coopération internationale; Centres de documentation; Production d'une banque de données : HORIZON

Domaines d'intervention : RELATION DE GENRE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; POPULATION; FAMILLE; DEMOGRAPHIE; SANTE; POUVOIR;

CHANGEMENT SOCIAL; HABITAT;
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE;
ENVIRONNEMENT; AGRICULTURE; SCIENCES SOCIALES; SCIENCES DE LA TERRE; SCIENCES DE LA VIE; OCEANOGRAPHIE

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AMERIQUE DU SUD; AMERIQUE CENTRALE; ASIE; PACIFIQUE ILES

L'ORSTOM conduit, depuis plus de cinquante ans, des recherches sur les milieux intertropicaux. Il propose à ses partenaires du Sud et aux acteurs du développement des programmes et des résultats sur quatre grands thèmes : Environnement et grands écosystèmes océaniques, aquatiques et terrestres; Agriculture en milieux tropicaux fragiles; Environnement et santé; Hommes et sociétés en mutation. Le groupe de démographes de l'ORSTOM a publié de nombreuses études de population et sur la santé de la mère et de l'enfant. Jeanne Bisilliat, anthropologue, mène des recherches sur "Relation de genre et Développement". Un projet européen de formation universitaire sur le thème "Relation de genre et Développement" est en cours.

Organisations non gouvernementales

00149

AMULP

Association des Femmes Uruguayennes Lourdes Pinto

15 rue Paul Cézanne. 93600 AULNAY SOUS BOIS
Tél.: (33 1) 48 68 47 46

Organisation non gouvernementale

Ressources : Dons, cotisations; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Action socioculturelle; Information; Publication d'un bulletin : AMULP : Bulletin d'information

Domaines d'intervention : FEMME; ENFANT; ACTION SOCIALE; EDUCATION; FORMATION; SANTE PUBLIQUE; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INFORMATION

Pays d'intervention : FRANCE; URUGUAY

Cette association collecte des fonds en faisant fonctionner plusieurs centres d'économie sociale en France, finançant ainsi plusieurs projets en Uruguay. Elle a créé un système de santé populaire, relais des mairies, destiné à développer des crèches et des structures d'accueil pour les enfants de 2 à 7 ans. Mais elle souhaite développer des centres de soins, dispensaires municipaux, apporter des aides aux sinistrés, collecter et distribuer des vêtements, médicaments, appareils médicaux, jouets. Elle a constitué un collectif d'ONG pour favoriser la création de micro-entreprises par contrat avec la municipalité de Montevideo.

00150

ENDA TM**Environnement et Développement du Tiers Monde.****Délégation Europe**

5 rue des Immeubles Industriels. 75011 PARIS

Tél.: (33 1) 43 72 13 36; 43 72 19 70

Télécopie: (33 1) 43 72 16 81

Organisation non gouvernementale

Contact: CLAMENS, Christine; BESSIS, Sophie

Ressources : Financement local ou régional;

Financement international; Financement national;

Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations;

Réalisation d'opérations; Action socioculturelle; Lutte

contre les mutilations sexuelles; Publication

d'ouvrages; Publication de bulletins; Production

audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; MIGRATION; DROITS DES

FEMMES; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION

DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET

INFANTILE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES;

ALPHABETISATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE;

INFORMATION; HABITAT; ENVIRONNEMENT;

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; POUVOIR;

CHANGEMENT SOCIAL

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE;

AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD

00151

GRDR**Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural. Femmes et Développement**

20 rue Voltaire. 93100 MONTREUIL

Tél.: (33 1) 48 57 75 80 Télécopie: (33 1) 48 57 59 75

Organisation non gouvernementale

Contact: BONPOINT, Pascale / Directeur; DIABE

SOMARE / Président

Personnel salarié : 50

Ressources : Financement local; Financement national;

Financement international; Auto-financement, vente de

services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Education

au développement; Soutien logistique et matériel;

Enseignement et formation; Production d'une banque

de données

Domaines d'intervention : DEVELOPPEMENT

ECONOMIQUE; SOCIETE RURALE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; MIGRATION; FORMATION

PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; GESTION;
FINANCEMENT; PROTECTION MATERNELLE ET
INFANTILE; AMENAGEMENT RURAL; FEMME

Activités en réseau : CRID

Pays d'intervention : MALI; MAURITANIE;

SENEGAL

Le GRDR joue un rôle significatif à la fois vis-à-vis de l'insertion des migrants en France et vis-à-vis des migrants agissant pour le développement de leur village d'origine. Il mène une étude de terrain sur le rôle et la participation des femmes dans les projets de développement initiés par les migrants originaires de la zone du Fleuve Sénégal.

Centres de documentation**CEDIDELP : Centre de Documentation International pour le Développement, les Libertés et la Paix**

21 ter rue Voltaire. 75011 PARIS

Tél.: (33 1) 44 64 74 14 Télécopie: (33 1) 44 64 74 14

Contact: HUMBERSET, Suzanne / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public - lundi au vendredi de 14h à 18h et le matin sur rendez-vous

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Politique; Développement; Droit Des Peuples; Mouvement Populaire; Intégration Des Femmes Au Développement; Vie Politique; Vie Associative; Role Economique Des Femmes; Environnement; Droits Des Femmes; Mouvement De Femmes

Fonds documentaire: Ouvrages; Periodiques; Dossiers De Coupures De Presse; Colloques

Publications: Bibliotin : bulletin bibliographique trimestriel; Base Arrière : bibliographie analytique éditée avec la Fondation pour le Progrès de l'Homme; bibliographie "Femmes et Développement".- Lyon : CIEDEL, Paris : RITIMO, 1992.- 50 p. multigr.

Banque de données: RITIMO

Activités en réseau: RITIMO

Pays couverts: CARAIBE; AMERIQUE LATINE;

AFRIQUE AUSTRAL; AFRIQUE

SUBSAHARIENNE; ASIE

CEPED : Centre Français sur la Population et le Développement. Centre de Documentation

15 rue de l'Ecole de Médecine. 75006 PARIS

Tél.: (33 1) 46 33 99 41 Télécopie: (33 1) 43 25 45 78

Organisme de tutelle: ORSTOM; INED; INSEE; EHESS; Université de Paris VI

Contact: GUBRY, Françoise / Responsable du service

Accès, horaires: Accès réservé : mardi et jeudi de 14h à 18h

Services: Consultation sur rendez-vous

Domaines couverts: Planning Familial; Société Et Famille; Protection Maternelle Et Infantile; Population; Démographie

Activités en réseau: IBISCUS

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DE L'OUEST

CIE : Centre International de l'Enfance.

Centre de documentation

Château de Longchamp. Bois de Boulogne.

75016 PARIS

Tél.: (33 1) 44 30 20 56 *Télécopie:* (33 1) 44 30 20 65

Contact: BAUDIN, Daniel / Responsable du service; FORTIER, Maryvonne / Secteur Femmes

Accès, horaires: Accès tout public : Lundi au jeudi : 9h à 17h / vendredi : 9h à 16h

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses; Interrogation de banques de données

Domaines couverts: Santé; Santé Publique; Santé Communautaire; Nutrition; Intégration Des Femmes Au Développement; Société Et Famille; Santé De La Mère Et De L'enfant; Protection Maternelle Et Infantile; Planning Familial; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Travail Des Femmes

Fonds documentaire: Ouvrages; Périodiques; Etudes; Dossiers De Presse; Thèses

Publications: Recherches bibliographiques; Dossiers documentaires; MODOC (Module documentaire en Santé Publique); CD-ROM BIRD (3e édition 1995 : 130 000 références bibliographiques)

Banque de données: BIRD (Base d'Information Robert Debré)

Activités en réseau: BDSP (Santé publique); Droits de l'Enfant; IBISCUS

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; ASIE; AMERIQUE LATINE; EUROPE

Créé en 1950, c'est un centre de références pour la santé de l'enfant et de la famille. La Banque de données bibliographique BIRD Robert Debré, créée en 1982, contient plus de 130000 références sur les thèmes suivants: santé publique, éducation sanitaire, éthique, santé communautaire, soins de santé primaires, dans les pays industrialisés et dans les pays en développement. Le CD-ROM BIRD offre une présentation du CIE, les références bibliographiques stockées dans cette banque de données, mais aussi le catalogue des périodiques reçus à la bibliothèque, le catalogue de publications du CIE et une synthèse bibliographique sur le SIDA.

CIEDEL : Centre International d'Etude pour le Développement Local. Centre de Documentation
30 rue Sainte Hélène. 69002 LYON

Tél.: (33) 78 37 83 24 *Télécopie:* (33) 72 41 99 88

Organisme de tutelle: Institut des Facultés Catholiques de Lyon

Contact: BIVERT, Marie-Christine / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Développement; Relations Nord Sud; Coopération Internationale; Environnement; Projet De Développement; Intégration Des Femmes Au Développement; Relation De Genre; Société Et Famille; Droits Des Femmes; Planning Familial; Protection Maternelle Et Infantile; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Formation Professionnelle; Alphabétisation; Travail Des Femmes; Femme Rurale

Fonds documentaire: Ouvrages; Périodiques

Publications: Bibliographie : "Femmes et développement".- Lyon : CIEDEL, Paris : RITIMO, 1992.- 50 p. multigr.

Banque de données: Banque de données en local : DPH (Dialogue et Documents pour le Progrès de l'Homme)

Activités en réseau: DPH : Dialogue et Documents pour le Progrès de l'Homme; RITIMO

Pays couverts: AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; ASIE

Le service documentation du CIEDEL a repris le fonds documentaire de l'Association des Amis de Croissance des Jeunes Nations (AACCN) qui fut créé en 1962 par Gilbert Blardone et André Vallette.

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement. Centre d'Information et de Documentation Philippe Ariès

2477 avenue du Val de Montferrand. BP 5035

34032 MONTPELLIER

Tél.: (33) 67 61 58 00 *Télécopie:* (33) 67 61 58 20

Organisme de tutelle: Ministère de la Coopération; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Contact: BODART, Marie-Gabrielle / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public : tous les jours

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses; Service DSI; Service fournitures de documents; Produits bibliographiques (imprimés et sur CD-ROM); Service d'édition

Domaines couverts: Agronomie; Agriculture; Recherche Agronomique; Développement; Système

Agraire; Economie Rurale; Sociologie Rurale; Industrie Agroalimentaire; Production Végétale Tropicale; Production Animale; Forêt; Pisciculture; Aide Au Développement; Femme Rurale; Intégration Des Femmes Au Développement; Role Economique Des Femmes; Travail Des Femmes; Coopérative; Secteur Informel Rural

Fonds documentaire: Ouvrages; Periodiques; Rapports Annuels; Theses; Dossiers De Coupures De Presse ; Bibliographie Thematique

Publications: Bulletin Bibliographique AGRITROP; CD-ROM SESAME; SESAME

Banque de données: AGRITROP (bibliographiques)

Activités en réseau: AGRIS (FAO); IBISCUS

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AMERIQUE LATINE; ASIE; ZONE TROPICALE

Le Centre d'information et de documentation Philippe Ariès est une structure qui rassemble les moyens documentaires du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à travers une bibliothèque ouverte au public et disposant d'outils informatisés de recherche documentaire en libre accès et des services spécialisés de documentation. Le rôle et le travail des femmes dans l'agriculture des pays en développement est primordial. Le CIRAD, organisme spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales dont la mission est de contribuer au développement de ces régions, ne peut qu'être sensibilisé à cette question de la place de la femme dans le monde rural, et ce, plus particulièrement à travers les programmes de son département des Systèmes agroalimentaires et ruraux.

Comité français pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Centre de documentation

3 rue Duguay Trouin. 75006 PARIS

Tél.: (33 1) 44 39 77 26 (ligne directe)

Télécopie: (33 1) 44 39 77 78

Organisme de tutelle: UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Contact: MEILHAC, Isabelle / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Santé; Alimentation; Eau Et Assainissement; Education Au Développement; Développement; Organisation Internationale; Environnement; Femme; Enfant; Protection Maternelle Et Infantile; Nutrition; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Planning Familial; Enfant En Situation Difficile; Droits Des Enfants; Intégration Des Femmes Au Développement; Société Et Famille; Droits Des Femmes; Femme Migrante; Femme Réfugiée; Femme Rurale; Alphabétisation; Education Des Filles; Travail Des Femmes; Rôle Economique Des Femmes

Fonds documentaire: Rapports Nations Unies; Rapports Unicef; Dossiers De Presse; Periodiques; Ouvrages

Activités en réseau: UNICEF

Pays couverts: AFRIQUE; ASIE; AMERIQUE LATINE; MOYEN ORIENT; EUROPE DE L'EST

EIB. CIFDI : Ecole Internationale de Bordeaux. Centre International Francophone de Documentation et d'Information

3 rue Pierre de Noailles. 33405 TALENCE CEDEX

Tél.: (33) 56 84 25 00 Télécopie: (33) 56 04 42 01

Organisme de tutelle: ACCT : Agence de Coopération Culturelle et Technique

Contact: BOUHAEJ, Danielle / Responsable du service

Accès, horaires: Accès réservé aux stagiaires : tous les jours de 14h à 18h; Accès tout public : mardi, mercredi, jeudi de 14h à 18h

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Relations Internationales; Développement; Science Politique; Culture; Education; Science De L'information; Information Scientifique; Femme; Alphabétisation; Promotion Féminine; Travail Des Femmes

Fonds documentaire: Ouvrages; Periodiques; Theses; Dossiers De Coupures De Presse; Diapos; Videos

Publications: Bibliographies thématiques; Listes d'acquisitions

Banque de données: Le CIFDI possède plusieurs Banques de données : la banque de données bibliographiques KORA créée en 1989; la banque de données BALAFON consacrée aux périodiques

Activités en réseau: ACTT

Pays couverts: AFRIQUE FRANCOPHONE; CARAIBE; PACIFIQUE; TIERS MONDE

Le CIFDI possède un fonds documentaire très riche qui couvre les quatre grands thèmes suivants : Communication, culture et langue; Education et formation; Sciences et techniques (agriculture, environnement, information scientifique et technique); Développement économique et social. Les utilisateurs du CIFDI sont les stagiaires de l'école internationale de Bordeaux (EIB), première grande école de la francophonie qui offre des stages de perfectionnement aux ressortissants des Etat membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

IBISCUS : Système d'Information pour le Développement

1 bis rue du Havre. 75008 PARIS

Tél.: (33 1) 42 94 24 34 Télécopie: (33 1) 42 94 25 91

Minitel: 3615 CODE IBISCUS

Contact: CYROT, Catherine / Directrice technique;
GUIGNARD, Michel / Délégué général

Accès, horaires: Pas de consultation sur place

Services: Service questions-réponses; Accès Minitel:
3615 Ibisus; Serveur ASCII

Domaines couverts: Développement; Projet De
Développement; Agriculture; Ville; Santé; Transport;
Intégration Des Femmes Au Développement; Rôle
Economique Des Femmes; Travail Des Femmes;
Société Et Famille; Femme Rurale; Commerce;
Coopérative; Entreprise; Secteur Informel;
Environnement; Relation De Genre

Publications: Bibliographies; Ouvrages; Outils
documentaires (catalogue sur demande); CD ROM
"SUD"

Banque de données: IBISCUS : fichier
bibliographique, fichier des organismes, fichier des
emplois en coopération, notes de synthèses pays

Activités en réseau: IBISCUS

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE;
AFRIQUE DU NORD; ASIE; AMERIQUE LATINE;
PACIFIQUE

**IREMAM : Universités d'Aix en Provence-
Marseille I et III. Institut de Recherches et
d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman.
Bibliothèque Michel Seurat**

3-5 avenue Pasteur. 13100 AIX EN PROVENCE.

Tél.: (33) 42 21 59 88 **Télécopie:** (33) 42 21 52 75

Organisme de tutelle: Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche; Centre national de la
recherche scientifique (CNRS)

Contact: MICHEL, Viviane / Responsable du service;
PARIS, Mireille / Secteur Femmes

Accès, horaires: Accès réservé aux étudiants à partir
du DEA et aux chercheurs

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Sciences Sociales; Anthropologie;
Psychosociologie; Littérature; Géographie Humaine;
Histoire; Société Et Famille; Vie Politique; Intégration
Des Femmes Au Développement; Droits Des Femmes;
Etude Féministe; Relation De Genre; Planning
Familial; Formation Professionnelle; Alphabétisation;
Education Des Filles; Rôle Economique Des Femmes;
Travail Des Femmes; Artisanat; Commerce;
Entreprise; Secteur Informel; Culture; Islam

Publications: Bibliographie : Mireille Paris.- Femmes
et sociétés dans le monde arabe et musulman.- Aix en
Provence, 1989.- 254p. Vocabulaire spécialisé en
sciences sociales : Femmes du Monde Arabe

Banque de données: ARABASE

Pays couverts: AFRIQUE DU NORD; MOYEN
ORIENT; TURQUIE; IRAN; ALGERIE; TUNISIE;

MAROC; LIBYE; EGYPTTE; LIBAN; JORDANIE;
PALESTINE; ARABIE SAOUDITE; EMIRATS

Le fichier informatisé concernant les recherches en
sciences sociales sur les femmes dans le monde arabe
et musulman compte plus de 3000 références
bibliographiques en trois langues (français, anglais,
arabe). Etendu depuis 1994 aux questions de la famille
et resserré sur l'aire maghrébine, il est le résultat d'un
travail de collecte de données démarré en 1985 dans le
cadre du GIS-Méditerranée. Il remplit en France et en
Europe un créneau unique et fait le point de la
production scientifique sur le thème de la question
féminine dans cette aire géo-culturelle nouvellement
introduit dans les sciences sociales depuis les années
1960. Ce fichier est intégré dans la base générale de
l'IREMAM intitulée ARABASE.

**ORSTOM. CEDID : Institut Français de
Recherche Scientifique pour le Développement en
Coopération. Centre de Documentation et
d'Information Scientifique pour le Développement**
211 rue La Fayette. 75480 PARIS CEDEX

Tél.: (33 1) 48 03 75 96 **Télécopie:** (33 1) 48 03 08 29

Internet: trefeu@paris.orstom.fr

Organisme de tutelle: Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche; Ministère de la
Coopération

Contact: TREFEU, Thérèse / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Développement; Environnement;
Agriculture; Santé; Sciences Sociales; Sciences De La
Terre; Océanographie; Sciences De La Vie; Recherche
Scientifique; Science De L'ingénieur; Coopération
Internationale; Femme; Intégration Des Femmes Au
Développement; Rôle Economique Des Femmes;
Femme Rurale; Projet De Développement; Société Et
Famille; Droits Des Femmes; Relation De Genre;
Mouvement De Femmes; Protection Maternelle Et
Infantile; Planning Familial; Nutrition; Population;
Travail Des Femmes; Secteur Informel; Commerce;
Entreprise; Cooperative; Education; Vie Politique;
Religion

Fonds documentaire: Ouvrages; Thèses; Périodiques;
Dossiers De Presse; Microformes; Atlas

Publications: Les Biblios du CEDID

Banque de données: HORIZON : banque de données
bibliographiques multidisciplinaires qui produit un
bulletin bibliographique semestriel "HORIZON"

Activités en réseau: ORSTOM; IBISCUS; REDIAL :
Réseau Européen d'Information et de Documentation
sur l'Amérique Latine; Réseaux Documentaires pour le
Développement; Réseau Sources Femmes
Francophones

Pays couverts: AFRIQUE DU NORD; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AMERIQUE LATINE; ASIE; PACIFIQUE; ZONE TROPICALE

Créé en 1985, le CEDID donne accès à toute la production scientifique de l'ORSTOM. Celui-ci met à la disposition de ses utilisateurs un fonds généraliste sur le développement. Depuis 1987, il gère également un projet documentaire "Femmes du Tiers-Monde", avec l'appui du ministère français de la Coopération. Dans le cadre de ce projet, une banque de données bibliographiques a été constituée qui réunit des références provenant de nombreux pays, publiés en trois langues (français, anglais, espagnol), par des organismes émanant des secteurs public, privé et associatif et par les institutions du système des Nations unies. Chaque référence comporte un résumé et cette banque a été intégrée dans HORIZON et IBISCUS. Le CEDID possède également des documents théoriques en particulier sur "les relations de genre" et un nombre important d'études en économie, en anthropologie, en sociologie et en démographie.

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Centre de Documentation Secteur Education

7 Place Fontenoy. 75352 PARIS 07-SP

Tél.: (33 1) 45 68 10 00 Télécopie: (33 1) 45 67 16 90

Contact: CAJARVILLE, Sonia / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Education Des Femmes; Education Des Filles; Culture; Alphabétisation

Fonds documentaire: Ouvrages; Periodiques; Dossiers De Coupures De Presse

Banque de données: UNESBIB

Activités en réseau: UNESCO

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE LATINE; ASIE; PACIFIQUE

GABON

Indicateurs socio-économiques

Population :

1 011 710 Hab. Source : Recensement de 1993

(résultat provisoire)

1 237 000 Hab. Source : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 267 667 km²

PIB par habitant (1994) : 4000 \$US

Taux d'urbanisation (1993) : 73,2 %

(résultat provisoire)

Pourcentage de femmes : 50,5%

Scolarisation primaire des filles (1993) : 86,7 %

(recensement pilote)

Nombre d'enfants par femme : 5,0

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 1 604 000

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, Politique

Les femmes gabonaises ont obtenu le droit de vote en 1960. Le gouvernement a signé et ratifié les Conventions internationales suivantes : sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (1983); sur une rémunération égale pour un travail de valeur égale (1961). L'article premier de la Constitution interdit la discrimination au travail en raison du sexe. Les Codes Pénal et Civil contiennent cependant certaines dispositions discriminantes envers les femmes.

Sur le plan politique, les femmes ont enregistré une baisse importante de leur effectif à l'Assemblée Nationale lors des dernières élections législatives. Jusqu'en 1990 existait un ministère de la Condition Féminine, transformé en 1994 ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse, des Sports et de la Condition Féminine.

Education

Le gouvernement gabonais accorde une grande importance au système d'éducation. Cependant, le taux d'analphabétisme féminin en 1993 avoisinait les 80 %. Le taux de déperdition scolaire des filles reste lui aussi préoccupant : 60% des inscrits à l'école primaire n'atteignent pas la dernière année du cycle (UNESCO, 1993).

Santé, Population

00152

L'infrastructure sanitaire gabonaise a longtemps été considérée comme l'une des meilleures d'Afrique mais s'est fortement dégradée depuis le début de la crise économique en 1986. Des efforts importants ont été faits pour améliorer la fécondité et réduire le taux de mortalité infantile. Mais le Gabon, 42ème pays du monde en terme de PIB/Habitant, n'occupe que la 114ème place selon l'indice de développement humain.

Depuis 1990, les moyens de contraception modernes ne sont plus interdits. La législation a été amendée afin de faire face aux conséquences dramatiques des grossesses non désirées.

La malnutrition et l'insuffisance de la couverture vaccinale continuent à fragiliser la population.

Agriculture

L'agriculture contribue peu à l'économie gabonaise. Une part négligeable du sol est cultivée et la grande majorité des denrées est importée. La crise économique et ses conséquences sur l'emploi ont entraîné un report des activités vers l'agriculture, notamment à la périphérie des centres urbains où se développent des périmètres maraîchers et des petits élevages.

Cependant, les femmes constituent la grande majorité de la main d'œuvre agricole.

Emploi, Entreprises

Les femmes forment près de 40 % de la population active. Le pays, après plusieurs années florissantes, connaît une crise économique sévère. Les femmes, compte tenu de leur qualification professionnelle insuffisante, en ont beaucoup souffert. Elles forment environ le cinquième des effectifs de la fonction publique. C'est dans le secteur du commerce que les femmes connaissent une hausse de leur participation, en milieu urbain. En milieu rural, des perspectives d'auto-emploi existent en sous-traitance des grandes unités agro-industrielles et en activités annexes associées : agroforesterie, tourisme, artisanat.

Crédit, épargne

Malgré un système bancaire bien développé, les femmes représentent une faible proportion des demandeurs de crédit. Il arrive parfois que l'autorisation du mari soit demandée pour faire une demande de prêt. Le système des tontines semble s'être bien développé à Libreville et dans le Woleu Ntem.

Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports et de la Condition Féminine. Direction Générale de la Condition Féminine

BP 3953. LIBREVILLE

Tél: (241) 76 69 26

Administration publique

Contact: NISSAMBO, Paulette / Ministre; NDONG-NGUEMA, Célestine / Directrice Générale de la Condition Féminine

Associations

00153

ASAFE (Gabon)

Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur

S/C Mme Jacqueline YAYA. BP 8112. LIBREVILLE

Tél: (241) 76 14 63 Télécopie: (241) 76 14 63

Association

Contact: YAYA, Jacqueline / Présidente

Ressources : Auto-financement, vente de services

Pays d'intervention : GABON

00154

FEMO

Femmes du Moyen-Ogooué

BP 379. LAMBARENE

Tél: (241) 72 25 33 (Libreville); 58 11 13

(Lambaréné) Télécopie: (241) 73 00 48

Association

Contact: NDJAVE-NDJOY, Cécilia / Présidente

Ressources : Auto-financement, vente de services;

Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : AGRICULTURE; COOPERATIVE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; FINANCEMENT

Pays d'intervention : GABON

Les objectifs du FEMO sont d'aider, former et intéresser les femmes aux activités agricoles, industrielles et socioculturelles; encadrer et soutenir les femmes dans le cadre de groupements (coopératives, tontines); organiser des séminaires et journées d'information; établir des relations avec d'autres associations de femmes ayant des objectifs similaires, au Gabon et dans le monde.

Organisations non gouvernementale

00155

AFJG**Association des Femmes Juristes du Gabon**

BP 4025. LIBREVILLE

Tél: (241) 72 55 96

Organisation non gouvernementale

Contact: OKUMBA, Agathe / Présidente

Ressources : Auto-financement, vente de services;
Dons, cotisationsTypes d'activités : Assistance juridique; Centre de documentation; Recherche; Education au développement; Action socioculturelle; Publication d'un bulletin : *Légalité* (trimestriel); Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Activités en réseau : FJA : Fédération des Juristes Africaines

Pays d'intervention : GABON

GRANDE-BRETAGNE**Associations**

00156

Women's International Resource Centre

173 Archway Road. LONDRES

Tél.: (44 171) 341 44 03

Association

Domaines d'intervention : FEMME

Pays d'intervention : TIERS MONDE

**Etablissements d'enseignement
et de recherche**

00157

IDS**University of Sussex. Institute of Development
Studies**

Falmer. BRIGTON BN1 9RE

Tél.: (44 0273) 606261

Télécopie: (44 0273) 691647; 621202

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: KABEER, Naila; FERGUSON, Peter /
Service de diffusionTypes d'activités : Recherche; Information; Centre de documentation; Enseignement et formation;
Publication d'ouvrages; Publication d'une revue : *ISD Bulletin* (trimestriel)

Domaines d'intervention : FEMME; SCIENCES SOCIALES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; AGRICULTURE; ENVIRONNEMENT; SANTE; EDUCATION; EMPLOI; TECHNOLOGIE; SECURITE ALIMENTAIRE; RELATIONS INTERNATIONALES

Pays d'intervention : TIERS MONDE

Organisations non gouvernementales

00158

ACWW/UMFR**Associated Country Women of the World/Union
Mondiale des Femmes Rurales**

Vincent House, Vicent Square. LONDRES SW1P 2NB

Tél.: (44 71) 834 8635 Télécopie: (44 71) 233 6205

Organisation non gouvernementale

Contact: SUMMERS, Carol / Présidente

Types d'activités : Information; Groupe de pression;
Publication d'une revue : The Country Woman
Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION
FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL;
DROITS DES FEMMES
Activités en réseau : WORLDWIDE
Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

00159

CHANGE

Change, Women and Society

5 Central buildings - Rye Lane. PO Box 824.
LONDRES SE24 9JS
Tél.: (44 71) 277 6187 *Télécopie*: (44 71) 277 6187
Organisation non gouvernementale
Types d'activités : Enseignement et formation;
Education au développement; Recherche; Etudes
conseil; Centre de documentation; Publication
d'ouvrages
Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE
FEMINISTE; RELATION DE GENRE; PROMOTION
FEMININE; DROITS DES FEMMES;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; ROLE ECONOMIQUE DES
FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL;
MATERIEL PEDAGOGIQUE; MOUVEMENT DE
FEMMES
Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE;
AMERIQUE DU SUD; ASIE; AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

00160

SOROPTIMIST International

87 Glisson Road. CAMBRIDGE CB1 2HG
Tél.: (44 223) 311833 *Télécopie*: (44 223) 467951
Organisation non gouvernementale
Contact: PARRETT, Vicky / Responsable
administrative
Types d'activités : Groupe de pression; Information;
Enseignement et formation; Publication d'un bulletin :
The International soroptimist
Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION
FEMININE; DROITS DES FEMMES; CONDITION
FEMININE
Activités en réseau : Soroptimist
Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE

WEN

Women's Environmental Network

Aberdeen Studios - 22 Highbury Grove
LONDRES N5 2EA
Tél.: (44 71) 354 8823 *Télécopie*: (44 71) 354 0464
Organisation non gouvernementale
Contact: PELLAUMAIL, Karine / Directrice
Personnel salarié : 6
Ressources : Financement international; Dons,
cotisations
Types d'activités : Recherche; Information; Centre de
documentation; Publication d'ouvrages; Publication
d'un bulletin : Newsletter (trimestriel); Production
d'une banque de données : WENDI (sur les produits de
consommation)
Domaines d'intervention : FEMME;
ENVIRONNEMENT; INFORMATION;
PROMOTION FEMININE
Activités en réseau : WEN; ANPED (Alliance of
Northern Redge for Environment and development);
MAMA'86; Women in Europe for a Common Future)
Pays d'intervention : GRANDE BRETAGNE; TIERS
MONDE; MONDE

Réseau de femmes qui informe et forme les femmes
qui se préoccupent des problèmes de l'environnement.
Il anime des campagnes d'information sur les produits
de consommation, sur les questions de pollutions
atmosphériques et les diverses pollutions entraînées
par la consommation de produits non destructibles.

Autres

00162

ROUTLEDGE

Routledge Development Studies

11 New Fetter Lane. LONDRES EC4P 4EE
Tél.: (44 71) 842 2184 *Télécopie*: (44 71) 842 2303
Société privée
Contact: MACHIN, Louise
Types d'activités : Publication d'ouvrages
Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION
FEMININE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE;
ENVIRONNEMENT
Pays d'intervention : AFRIQUE; AMERIQUE
CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; ASIE
Routledge Development Studies est une maison
d'édition qui publie en association avec d'autres
organisations anglaises de développement.

GUINEE**Indicateurs socio-économiques****Population :**4 660 580 Hab. *Source* : Recensement de 19836 208 266 Hab. *Source* : PNUD, 1993*Superficie* : 250 069 km²*PIB par habitant (1993)* : 523 \$US*Taux d'urbanisation (1983)* : 26 %*Pourcentage de femmes (1983)* : 51,3 %*Scolarisation primaire des filles (1993)* : 32,7 %
(Banque Mondiale)*Nombre d'enfants par femme* : 7,0
(estimation ONU 1985-1990)**Estimation des Nations Unies 2000**

Population 7 759 000

Taux d'urbanisation 33,6 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, Politique**

Les femmes guinéennes ont obtenu le droit de vote en 1956. Le gouvernement a ratifié la plupart des Conventions internationales affectant les femmes, dont celle sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (1982). L'article 21 de la Constitution garantit aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes dans les domaines politique, économique, culturel et dans leur vie sociale, ainsi que le droit d'hériter.

Un Code des personnes et de la famille est actuellement soumis au gouvernement pour approbation.

Education

Peu d'information pour ce secteur. La Banque Mondiale estimait en 1993 que 40,14% des enfants fréquentaient l'école primaire, 8 % seulement l'école secondaire (en excluant les écoles coraniques).

L'analphabétisme chez les adultes atteindrait près de 73 % de la population et 83% chez les femmes.

Santé, Population

Les niveaux de mortalité infantile et maternelle restent très élevés et sont une des causes de la faible espérance de vie (43,9 ans en 1992). Très peu de Guinéens ont accès aux soins de santé.

Agriculture

Le secteur agricole fait vivre la grande majorité de la population, essentiellement par l'auto-subsistance et les échanges locaux. Les femmes assurent près de 80 % de la production alimentaire.

Emploi, Entreprises

Plus de 80 % des femmes sont employées dans le secteur agricole. Le secteur des services emploie de plus en plus de femmes.

Malgré un accroissement du nombre des femmes actives - elles représentent de nos jours 40 % de la force de travail - il semble cependant qu'elles soient de moins en moins employées dans le secteur formel. Les activités informelles sont majoritairement occupées par les femmes.

Crédit, épargne

Les femmes continuent à rencontrer des difficultés pour l'accès aux crédits, malgré l'implantation ces dernières années de plusieurs intermédiaires financiers (Crédit Rural, Fonds d'Appui aux Initiatives de Base, Fonds Rotatifs).

00163

Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales

CONAKRY

Tél: (224) 44 20 05; 44 20 10

Administration publique

Contact: LENOT, Guilao / Ministre

Associations

00164

COFEG**Coordination des ONG Féminines de Guinée**

1er étage Immeuble Kébé. Avenue de la République.

CONAKRY

Tél: (224) 44 27 77 Télécopie: (224) 44 20 47

Association

Contact: DARABA, Kaba Saran / Présidente; TOURE, Saran / Secrétaire générale

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Education au développement; Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Publication d'un bulletin : La Guinéenne en action (bimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : GUINEE

La COFEG a pour objectifs de créer un cadre permanent de concertation entre ONG membres; rechercher des fonds pour financer des programmes de développement; former les femmes travaillant dans les ONG membres; collecter et diffuser des informations; améliorer le statut et l'image de la femme guinéenne

Organisations non gouvernementales

00165

CENAFOD

Centre Africain de Formation pour le Développement

BP 1580. CONAKRY

Tél: (224) 42 12 09 Télécopie: (224) 42 12 09

Organisation non gouvernementale

Contact: SYLA, Ben Sékou / Directeur; DIALLO, Souadou / Responsable du secteur Femmes

Personnel salarié : 30

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Financement d'opérations; Etudes conseil; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; ALPHABETISATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; AGRICULTURE; ARTISANAT; GESTION; ENVIRONNEMENT; HABITAT

Pays d'intervention : GUINEE

Le CENAFOD vise d'une manière générale à participer aux efforts d'auto-promotion des populations et communautés locales. L'ensemble des activités tourne autour des projets de formation et des prestations de services. L'appui aux groupements féminins fait partie des grandes orientations du CENAFOD.

00166

Comité Femmes et Développement

BP 1385. CONAKRY

Tél: (224) 42 39 97 Télécopie: (224) 42 39 97

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: CECI (Guinée). Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale. Programme d'Appui au Développement Rural

Contact: CUERRIER, Martine / Coordinatrice

Ressources : Financement international

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; AGRICULTURE; PECHE; COOPERATIVE; GESTION; ALPHABETISATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

L'approche du CECI Guinée concernant les femmes dans les projets de développement est à la fois horizontale et spécifique, à travers le programme d'appui aux communautés rurales de Guinée. Des objectifs spécifiques aux femmes sont ainsi insérés dans le programme général selon différents secteurs - organisation, production, commercialisation etc.

00167

GFAG

Groupe des Femmes d'Affaires de Guinée

BP 3009. CONAKRY

Tél: (224) 44 38 99; 41 18 92

Télécopie: (224) 41 24 91

Organisation non gouvernementale

Contact: NABE, Fatoumata Tété / Présidente; DIALLO-SY, Marianne / Secrétaire générale

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Financement d'opérations; Production d'une banque de données sur les projets de femmes; Publication d'un bulletin : Savoir et Vouloir Entreprendre (SAVE); Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; ELEPAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL

Activités en réseau : FCEM : Association Mondiale des Femmes Chefs d'Entreprise; OFECAO : Organisation des Femmes Entrepreneurs et Commerçantes de l'Afrique de l'Ouest; RASEF : Réseau Africain de Soutien à l'Entreprenariat Féminin

Pays d'intervention : GUINEE

Le GFAG oeuvre pour l'insertion économique de la femme en général (meilleur encadrement de la femme rurale en l'encourageant à la création de groupements de production et de commercialisation) et la promotion de la femme chef d'entreprise en particulier (en favorisant l'émergence de nouvelles approches de financement, en appuyant directement des activités productives par la mise en place du projet NIMBA Solidarité, un système de crédit adapté aux femmes). Il élabore et mène des projets de développement, contribue à l'introduction de nouvelles techniques de production, de traitement et de distribution des

produits, représente les femmes chefs d'entreprise vis à vis des pouvoirs publics et du privé. Le projet NIMBA Solidarité Bank jouera le rôle d'une institution non bancaire de garantie de crédits et financera des projets avec des crédits à court terme, grâce à des lignes de crédit négociées avec les bailleurs de fonds ou institutions financières étrangères ou africaines. Le GFAG mène également un projet d'installation d'un centre de fumage de poissons pour 50 femmes transformatrices de poissons à Boulbinet-Conakry.

Centres de documentation

CEDUST : Centre d'Etudes et de Documentation Universitaire Scientifique et Technique
BP 570. CONAKRY. GUINEE

Tél.: (221) 44 46 41 Télécopie: (221) 41 31 52

Organisme de tutelle: Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture

Contact: BEVILLE, Gilles / Directeur

Domaines couverts: Sociologie; Medias; Démographie; Politique; Géographie; Développement; Sciences; Santé; Environnement; Gestion Rurale

Publications: Bibliographies sélectives; Catalogues d'ouvrages; Vidéos

Banque de données: Littérature grise en Afrique

Activités en réseau: IBISCUS; REDOCO

Pays couverts: GUINEE; AFRIQUE

GUINEE BISSAU

Indicateurs socio-économiques

Population :

983 367 Hab. *Source* : Recensement de 1991

(Résultat provisoire)

1 006 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 36 125 km²

PIB par habitant (1991) : 210 \$US

Taux d'urbanisation (1991) : 29,9 %

Pourcentage de femmes (1991) : 51,6 %

(Résultat provisoire)

Scolarisation primaire des filles : non disponible

Nombre d'enfants par femme : 5,8

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 1 192 000

Taux d'urbanisation 25,2 %

Santé, Population

Le taux de mortalité infantile de la Guinée Bissau reste l'un des plus élevés du monde (151 pour 1000 selon les Nations Unies), malgré une baisse enregistrée ces dernières années. Le taux de mortalité maternelle est également l'un des plus élevés d'Afrique. Anémie, manque de soins, infections diverses expliquent en grande partie cet état de fait.

00163

MASPF. Ministério dos Assuntos Sociais e Promocao Feminina

Apartado 560. 1038 BISSAU CODEX

Tél: (245) 21 3015 Télécopie: (245) 20 1011

Administration publique

Personnel salarié : 89

Ressources : Financement international; Budget de l'Etat ou des collectivités locales

00169

SOLIDAMI : Solidarité et Amitié

Avenue Francisco Mendes n°4. Apartado 549.

1037 BISSAU CODEX

Tél: (245) 20 16 70 Télécopie: (245) 20 16 70

Etablissement ou service parapublic

Organisme de tutelle: Ministère du Plan et de la Coopération internationale

Contact: SUAREZ SEMEDO, Domingos /
Responsable de l'organisme; RODRIGUES, Adozinha /
Responsable du secteur Femmes

Ressources : Financement international

Types d'activités : Financement d'opérations; Centre de documentation; Enseignement et formation; Information; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin; Production de banques de données

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; MATERIEL PEDAGOGIQUE; INFORMATION; ENTREPRISE

Pays d'intervention : GUINEE BISSAU

Solidami coordonne l'aide non-gouvernementale et agit à travers ses trois départements: formation, documentation, appui aux petites entreprises. Dans le cadre de la Conférence de Pékin sur les femmes, elle a participé à l'organisation d'un atelier national avec les ONG, réalisé des documents sur le travail des femmes et fait un bilan des projets envers les femmes menés par les ONG.

00170

TINIGUENA

Association pour la Promotion du Développement Participatif à la Base et Gestion Durable des

Ressources Naturelles

CP 667. BISSAU

Tél: (245) 25 19 06 **Télécopie:** (245) 25 24 71

Organisation non gouvernementale

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Transfert de technologie; Enseignement et formation; Education au développement; Financement d'opérations; Publication d'un bulletin : Matu Malgos (semestriel); Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; GESTION; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : FOVAD : Forum des Organisations Volontaires Africaines pour le Développement

Pays d'intervention : GUINEE BISSAU

Le but de TINIGUENA est de promouvoir la participation des populations au développement et la gestion durable des ressources naturelles. Elle encadre des actions dans le domaine de l'agriculture intégrée, la reforestation, les technologies appropriées, la pêche artisanale, l'alphabétisation, la formation ainsi que des actions d'éducation au développement. Les projets femmes concernent plus particulièrement le maraîchage, le transfert de technologies adaptées, l'alphabétisation et la formation en gestion de base.

HAITI

00171

Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme

Cité de l'Exposition. PORT AU PRINCE

Tél: (509) 22 12 43 **Télécopie:** (509) 23 94 07

(s/c Direction générale du Ministère des Affaires Etrangères)

Contact: DEJEAN, Marie-Lise / Ministre

Centre de documentation

ENFOFANM : Centre National et International de Documentation et d'Information des Femmes en Haïti

3 bis rue Sapotille, Pacot. PORT AU PRINCE

Tél: (509) 45 19 30 **Télécopie:** (509) 45 19 30

Contact: ZEPHIR, Clorinde / Directrice

Domaines couverts: Philosophie; Psychologie; Religion; Littérature; Arts; Médias; Action Sociale; Politique; Développement; Famille; Education; Sexualité; Féminisme; Agriculture; Alimentation; Nutrition Et Allaitement; Coopération internationale; Démographie; Economie; Droit; Travail; Droits des femmes; Violence Faite Aux Femmes; Santé Et Reproduction; Sociologie

Publications: Bulletin "Ayiti Fanm" (trimestriel)

Activités en réseau: Réseau des Centres de documentation d'Amérique latine

IRLANDE

00172

IWEN

Irish Women's Environmental Network

Carmichael House - Brunswick Street North
DUBLIN 7

Tél: (353 873) 26 60 **Télécopie:** (353 873) 57 37
Association

Contact: TWOMEY, Michele / Coordinatrice

Types d'activités : Information; Groupe de pression; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : IWEN

Pays d'intervention : EUROPE; AMERIQUE DU NORD; ASIE; PACIFIQUE ILES

ITALIE**00173****AIDOS****Association Italienne des Femmes pour le Développement**

Via del Giubbonari 30. 00186 ROME

Tél.: (39 6) 687 32 14 Télécopie: (39 6) 687 25 49

Association

Contact: COLOMBO, Daniela

Types d'activités : Information

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE

Pays d'intervention : TIERS MONDE

00174**TWOWS****Third World Organization for Women in Science**

Strada Costiera II. PO Box 586. 34014 TRIESTE

Tél.: (39 40) 2240 321

Télécopie: (39 40) 224559; 224163

Internet: twows@ictp.trieste.it Téléc: 460392 ICTP I

Organisation non gouvernementale

Organisme de tutelle: TWAS. Third World Academy of Sciences

Contact: MAKHUBU, Lydia / Présidente

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Recherche; Education au développement; Production d'une banque de données sur les femmes scientifiques et techniciennes du Tiers Monde; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : TWOWS Newsletter (3 fois par année)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ENVIRONNEMENT; SCIENCE; COOPERATION SCIENTIFIQUE

Dans les pays du Tiers Monde, le nombre des femmes oeuvrant dans les secteurs de la science et de la technologie reste minime comparé à celui des hommes. Le TWOWS regroupe plus de 1600 femmes scientifiques et 35 organisations. Les buts principaux de l'association sont les suivants : valoriser le rôle des femmes scientifiques dans les processus de développement; soutenir la recherche et la formation des jeunes femmes scientifiques du Tiers Monde; mettre en relation des femmes scientifiques du Nord et du Sud. Les objectifs spécifiques sont les suivants : analyser le statut et les perspectives des femmes

scientifiques dans le Tiers Monde; améliorer l'accès des femmes aux études scientifiques et technologiques; améliorer la qualité et l'efficacité du travail des femmes scientifiques du Tiers Monde; aider à la reconnaissance des travaux réalisés par ces femmes; promouvoir les échanges entre les femmes scientifiques du Tiers Monde et la communauté scientifique internationale; promouvoir la participation des femmes scientifiques du Tiers Monde aux structures décisionnelles, sur le plan national et international.

Centres de documentation**FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture****Centre de Documentation**

Via delle Terme di Caracalla. 00100 ROME

Services: Service questions-réponses

Domaines couverts: Femme Rurale; Agriculture; Pêche; Environnement; Rôle Economique Des Femmes; Production Vivrière; Activité Economique; Vulgarisation Agricole

Banque de données: AGRIS

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; AMERIQUE LATINE; CARAIBE; ASIE; MOYEN ORIENT; PACIFIQUE

KENYA**00175**

Ministry of Culture and Social Services
 Reinsurance Plaza. Taifa Road. PO Box 54958.
NAIROBI
 Tél: (254 2) 9650
 Administration publique
 Contact: MWOMDWA, Myiva / Ministre

00176**CLEI**

**Centre de Liaison pour l'Environnement
 International. Projet Femmes, Environnement et
 Développement**

PO Box 72461. NAIROBI
 Tél: (254 2) 562 015; 562 022; 562 172
 Télécopie: (254 2) 562 175
 Organisation non gouvernementale
 Contact: SINCLAIR, Rob / Directeur exécutif;
 KINUTHIA-NJENGA, Cecilia / Coordinatrice du
 projet Femmes, Environnement et Développement
 Personnel salarié : 20

Ressources : Financement international; Dons,
 cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Education
 au développement; Recherche; Action socioculturelle;
 Etudes conseil; Soutien logistique et matériel;
 Enseignement et formation; Centre de documentation;
 Publication d'un bulletin : Wedline (trimestriel)

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES
 FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES
 FEMMES; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION;
 AGRICULTURE; HABITAT; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : BURKINA FASO; GHANA;
 KENYA; SENEGAL; SOUDAN; ZAIRE; ZIMBABWE
 Le CLEI, à travers son projet Femmes, Environnement
 et Développement (WEDNET), met en oeuvre les
 principales activités suivantes: recherche
 multinationale et pluridisciplinaire sur les femmes et
 la gestion des ressources naturelles en Afrique;
 diffusion à grande échelle des données du réseau en
 établissant des liaisons avec d'autres réseaux
 d'information.

FEMNET

**African Women's Development and
 Communication Network**

PO Box 54562. NAIROBI
 Tél: (254 2) 741301; 741320
 Télécopie: (254 2) 742927

Organisation non gouvernementale

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Réalisation
 d'opérations; Centre de documentation; Enseignement
 et formation; Information; Publication de bulletins :
 Femnet News et Our Rights

Domaines d'intervention : INFORMATION;
 PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES
 FEMMES AU DEVELOPPEMENT; EDUCATION

Pays d'intervention : AFRIQUE

FEMNET est une ONG de développement dont le but
 est le renforcement du rôle des ONG de femmes dans
 le processus de développement en Afrique et la
 création d'une infrastructure permettant la concertation
 ainsi que le partage d'informations. Elle mène
 différents projets dont un projet sur la sensibilisation
 aux questions de genre et des projets touchant à
 l'éducation et à la santé des jeunes filles.

00178**KENGO**

Kenya Energy and Environment Organizations

PO Box 48197. NAIROBI
 Tél: (254 2) 749 747 Télécopie: (254 2) 749 382
 Télex: 25222 KENGO KE

Organisation non gouvernementale

Contact: LIGUNYA, Alice / Directrice du programme
 Femmes et Environnement

Personnel salarié : 80

Ressources : Financement local ou régional;

Financement national; Financement international

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes
 conseil; Recherche; Action socioculturelle; Transfert
 de technologie; Centre de documentation; Publication
 d'ouvrages

Domaines d'intervention : ENVIRONNEMENT;
 PROMOTION FEMININE; AGRICULTURE;
 ARTISANAT; COOPERATIVE; SECTEUR
 INFORMEL; INTEGRATION DES FEMMES AU
 DEVELOPPEMENT; NUTRITION

Activités en réseau : IUCN; CLEI

Pays d'intervention : KENYA

KENGO est un réseau national d'ONG travaillant dans
 le domaine de l'environnement, de l'énergie
 renouvelable et du développement à la base. Le secteur
 des femmes travaille plus particulièrement sur la
 question des relations de genre dans le développement

MADAGASCAR

Indicateurs socio-économiques

Population :

12 092 157 Hab. *Source* : Recensement de 1993

12 827 000 Hab. *Source* : Estimation ONU en 1992

Superficie : 587 041 km²

PIB par habitant (1990) : 213\$ US

Taux d'urbanisation (1975): 16,3%

Pourcentage de femmes (1993) : 50,5%

Scolarisation primaire des filles : non disponible

Nombre d'enfants par femme : 6,6

(estimation ONU 1985-1990)

<i>Estimation des Nations unies</i>	2000
Population	16 579 000
Taux d'urbanisation	30,8%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit et politique

Le droit de vote a été accordé aux femmes malgaches en 1956. Le gouvernement a signé et ratifié les Conventions internationales suivantes : sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1989), sur la rémunération égale pour un travail égal (1962).

L'article 12 de la Constitution interdit la discrimination basée sur le sexe. L'article 37 établit que l'Etat reconnaît à tous les citoyens le droit de disposer de biens acquis en héritage. Dans la pratique, l'Etat n'a pas les moyens d'assurer l'entière application des lois et dans la plupart des régions subsistent soit un droit coutumier patrilinéaire, soit des lois de succession islamiques, les deux systèmes désavantageant la femme.

Pour ce qui concerne le mariage et la famille, c'est le code du mariage adopté en 1962 et revu en 1990 qui règle ces questions. L'homme est déclaré chef de famille mais peut associer sa femme à certaines décisions. Le code civil accorde le droit de garde à l'un ou l'autre des époux en cas de divorce ou de mort mais dans la pratique on continue souvent à remettre les enfants à la famille du mari décédé.

Une Direction de la condition de la femme et de l'enfant a été créée en 1977 au sein du ministère de la Population.

Education

Nous n'avons pas de chiffres officiels en ce domaine mais des enquêtes ont établi que le niveau d'éducation des filles est bien inférieur à celui des garçons. Si le taux d'inscription à l'école primaire pour

les filles semble correcte, la déperdition scolaire ensuite s'avère très importante. L'analphabétisme touche ainsi plus de femmes que d'hommes. Les filles constitueraient moins de 5% des étudiants du niveau supérieur. Elles représentent environ 30% des effectifs dans l'enseignement technique, surtout dans les branches traditionnellement féminines.

Santé, Population

La santé des femmes malgaches s'est plutôt améliorée ces dernières années, malgré une couverture sanitaire nationale encore insuffisante. L'enquête de santé (EDS) effectuée en 1992 indique un taux de mortalité infantile de 93 pour 1000. Les activités de planning familial ont été prises en charge ces dernières années par une vingtaine d'organisations gouvernementales et ONG. Jusqu'à récemment, la vente de contraceptifs était interdite. L'enquête EDS de 1992 indique que 17% des femmes en milieu urbain utilisent un moyen de contraception mais seulement 3% en milieu rural. L'avortement est illégal.

Agriculture

Malgré le peu de terres cultivables sur l'île, l'économie malgache repose essentiellement sur l'agriculture (riz, manioc, canne à sucre sont les productions les plus importantes). C'est dans le secteur des petites exploitations agricoles que sont employées la très grande majorité des femmes rurales, chargées en priorité de la vente sur les marchés. Mais les femmes n'ont accès ni à la propriété de la terre ni au crédit.

Emploi, entreprises

On estime que dans le secteur formel les femmes représenteraient moins de 20% de la main d'oeuvre. Elles forneraient entre 12 et 16% des travailleurs salariés. Elles sont souvent propriétaires de petites entreprises de vente au détail ou de restauration.

Dans le secteur public, une enquête menée en 1990 montre qu'elles formaient 36% des effectifs, surtout aux niveaux les moins élevés. Quant au secteur privé, une étude de 1985 montre que la majorité d'entre elles occupent un emploi du secteur tertiaire (enseignement et services).

Les secteurs agricole et informel sont les principaux employeurs de femmes mais sont difficiles à analyser en termes statistiques compte tenu du manque d'informations chiffrées.

Crédit, épargne

L'accès au crédit par les voies formelles est difficile. Les femmes font donc souvent partie de groupes d'épargne.

00179

Ministère de la Population, de la Jeunesse et des Sports. Direction de la Condition de la Femme et de l'Enfant

ANTANANARIVO 101

Tél: (261 2) 230 75; 224 48

Administration publique

Contact: RAVAO, Thérèse / Ministre

00180

AFJM

Association des Femmes Journalistes Malgaches

Lot VD 42 Ambanidia. ANTANANARIVO

Association

Contact: ; RATSIVALAKA, Liliane / Directrice de la Publication "SERASERA"

Domaines d'intervention: FEMME; INFORMATION; ACTIVITE ECONOMIQUE

Pays d'intervention: MADAGASCAR

00181

APEM

Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar

Rue Rajakoba Augustin. Ankadivato.

ANTANANARIVO 101

Tél: (261 2) 217 63 Télécopie: (261 2) 338 64

Association

Contact: RAMAHOLIMIHASO, Madeleine / Présidente; RAEGVAZAH, Céline / Responsable du secteur Femmes

Personnel salarié: 3

Ressources: Financement local ou régional; Financement national; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités: Financement d'opérations; Enseignement et formation; Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Information

Domaines d'intervention: PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Activités en réseau: ENDA

Pays d'intervention: MADAGASCAR

L'APEM aide les petites entreprises en consentant de petits crédits, en assurant des formations à la gestion, en réalisant des émissions radiophoniques d'information et en aidant à la commercialisation des produits. Les femmes représentent le tiers des bénéficiaires de l'APEM.

00182

Académie Malagasy Tsimbazaza. Sciences et Femmes de Madagascar

BP 6217. ANTANANARIVO

Association

00183

Association Femmes et Développement

BP 3780. ANTANANARIVO

Association

Contact: FISCHER, Denise

Domaines d'intervention: FEMME; PROMOTION FEMININE

Pays d'intervention: MADAGASCAR

00184

CNAFM

Conseil National des Associations de Femmes à Madagascar

PO Box 1737. ANTANANARIVO 101

Tél: (261 2) 288 38

Association

Contact: RAMAROSAONA, Zaïveline

Ressources: Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités: Education au développement; Enseignement et formation; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Publication d'un bulletin: Vehivavy Malagasy (trimestriel)

Domaines d'intervention: DROITS DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; NUTRITION; ALPHABETISATION; ARTISANAT; AGRICULTURE; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau: FEMNET; CIF; AIF: Alliance Internationale des Femmes

Pays d'intervention: MADAGASCAR

00185

UNICEF

"ANAAKAVY AMIN-DRENY"

BP 732. ANTANANARIVO

Organisation internationale publique

Domaines d'intervention: FEMME; PROJET DE DEVELOPPEMENT; SANTE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; EDUCATION SANITAIRE

Pays d'intervention: MADAGASCAR

MALI**Indicateurs socio-économiques****Population :**7 696 348 Hab. *Source* : Recensement de 19879 818 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992*Superficie* : 1 248 574 km²*PIB par habitant (1990)* : 276\$ US*Taux d'urbanisation (1987)* : 22%*Pourcentage de femmes (1987)* : 51,1%*Scolarisation primaire des filles* : 20%*Nombre d'enfants par femme* : 7,1

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies	2000
Population	12 561 000
Taux d'urbanisation	30,4%

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, politique**

Le droit de vote a été accordé aux femmes maliennes en 1956. Plusieurs conventions internationales touchant aux droits des femmes ont été ratifiées par le Mali : citons, entre autres, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1985), Convention sur l'égalité de la rémunération pour un travail de valeur égale (1968), Convention sur les droits politiques de la femme (1974). L'article 1er de la Constitution interdit, entre autres, la discrimination basée sur le sexe. Dans la pratique, la femme malienne reste soumise à des règlements discriminatoires comme par exemple l'article 32 du code marital qui statue que la femme se doit d'obéir à son mari ou encore l'article 86 du code des parents qui attribue au père, désigné d'emblée comme le chef de famille, le droit de décider qui prendra la responsabilité des enfants après sa mort. Les articles 37 et 38 du code du mariage, appuyés par l'article 4 du code du commerce, ne permettent pas à l'épouse d'ouvrir une "affaire" sans le consentement de son mari.

Le gouvernement malien prévoit l'adoption d'un nouveau code de la famille et d'une manière générale voudrait associer les femmes à la révision des codes. Il prévoit également une vulgarisation du droit pour que les femmes puissent ainsi mieux s'informer. Un Secrétariat d'Etat à l'action et à la promotion féminine (SEASPF) a été créé en 1992.

Quant à la sphère politique, les femmes maliennes en sont largement exclues, malgré l'accession de quelques femmes à des postes importants. Le poids des mentalités demeure un frein important à l'émancipation

politique des femmes qui sont encore de nos jours exclues des choix affectant leurs vies.

Education

Les femmes maliennes sont en très grande majorité analphabètes : le taux d'analphabétisation des filles de 15 ans et plus oscille autour de 88%. Au primaire, le taux d'inscription des filles reste très inférieur à celui des garçons (environ 20% contre 36%). Plusieurs facteurs expliquent cette situation : les parents jugent inutile une éducation intellectuelle pour les filles, l'école est trop éloignée du village etc.

Face à cette situation, le gouvernement a mis en place une Cellule de scolarisation des filles dont les principaux objectifs sont de relever le taux d'inscription des filles à l'école et d'augmenter le nombre d'enseignants dans les zones rurales. Des programmes nationaux d'alphabétisation financés par l'UNICEF et le FNUAP ont été initiés ces dernières années.

Santé, Population

Les structures de santé maliennes sont déficientes et engendrent pour les femmes des risques accrus. Les estimations faites par l'ONU sur la période 1985-1990 font état d'une mortalité infantile de 169/1000, soit un des taux africains les plus élevés.... Le taux brut de mortalité est également un des plus élevés (20,7 par 1000 selon l'ONU).

Le taux de procréation des femmes est élevé et il semble que moins de 10% d'entre elles utilisent un moyen contraceptif.

Un certain nombre de programmes prioritaires de santé ont été retenus par le Mali, dont un s'oriente vers la protection maternelle et infantile (y compris la planification familiale).

Agriculture

Les femmes maliennes effectuent 70 à 80% du travail agricole. De plus, la majorité des activités artisanales de transformation des produits agricoles ainsi que l'essentiel de la distribution et de la commercialisation de détail des denrées alimentaires sont assurés par les femmes. Mais elles continuent à souffrir d'un manque d'accès aux bonnes terres, à la technologie et au crédit.

Le gouvernement malien voudrait instaurer un système de quotas en faveur des femmes dans les zones aménagées, dans le cadre du développement intégré.

Emploi, Entreprises

Dans le secteur formel, les femmes occupent surtout des emplois liés au domaine social. Elles représentent environ 20% des effectifs de la fonction

publique. L'accès aux postes à responsabilité reste aléatoire. Lourdeur administrative et manque de crédit rendent plus difficiles les créations d'entreprises de femmes, même si depuis quelques années des femmes ouvrent des commerces de détail ou font de l'import-export. Le secteur informel offre encore et toujours le plus de débouchés pour les femmes.

Crédit, Epargne

L'accès des femmes au financement et à l'épargne reste difficile. Les systèmes informels des "tontines" ou "paris" ne peuvent pas à eux seuls répondre à la demande et la Banque nationale de développement agricole (BNDA) accorde ses prêts surtout aux hommes. Elles peuvent cependant demander un prêt de type mutualiste aux ONG par le biais des caisses d'épargne et de crédit.

Le gouvernement malien veut intervenir en faveur des femmes en dynamisant le secteur informel grâce à des fonds de garantie et en rendant plus accessible le crédit agricole. L'installation de caisses d'épargne et de crédit pour les femmes à partir des réseaux existants est également favorisée.

00186

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales BAMAKO

Tél: (223) 22 53 01; 22 53 02

Administration publique

Contact: SIDIBE, Modibo / Ministre

Associations

00187

APDF

Association pour le Progrès et la Défense des Droits
des Femmes maliennes

BP 1740. BAMAKO

Tél: (223) 22 48 57

Télécopie: (223) 23 00 25; 22 08 68

Association

Contact: DIAKITE, Fatoumata Siré / Présidente

Personnel salarié : 4

Ressources : Financement national; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Education au développement; Assistance juridique; Recherche; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin : La voix de la femme (trimestriel)

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ALPHABETISATION

Activités en réseau : RIAFDLV : Réseau Inter Africain Francophone des Femmes pour la Défense des Droits et la Lutte contre la Violence faite aux Femmes; WILDAF; CAFO : Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali

Pays d'intervention : MALI

L'APDF regroupe plus de 10 000 femmes rurales et urbaines. Ses activités portent sur l'éducation, la formation et l'information des femmes sur leurs droits et les textes juridiques nationaux ou internationaux, sur la lutte contre la violence faite aux femmes et les pratiques traditionnelles néfastes comme l'excision. Elle assiste également les femmes dans la recherche de financements pour des micro-projets.

00188

CDPF

Centre Djoliba - Promotion féminine

BP 298. BAMAKO

Tél: (223) 22 83 32 Télécopie: (223) 22 46 50

Association

Organisme de tutelle: CDHD. Centre Djoliba Homme et Développement

Contact: BASTIDE, Rose / Responsable du service Promotion féminine; VERSTRAETE, Francis / Directeur

Personnel salarié : 16

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Centre de documentation; Enseignement et formation; Action socioculturelle; Etudes conseil; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin : InfoDjoliba (mensuel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; MATERIEL PEDAGOGIQUE; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : IBISCUS; REMADOC; CAFO : Coordination des Associations Féminines et ONG.

Pays d'intervention : MALI

L'action du Centre Djoliba s'organise autour de deux grands pôles : l'information et la documentation, qui furent ses activités d'origine ainsi que la formation, qui prend de plus en plus d'expansion, surtout auprès des femmes et des animateurs d'ONG et d'associations locales. L'objectif du Centre est d'assurer une réflexion et une formation dans tous les domaines du développement sous forme de cours, stages, sessions, séminaires, conférences-débats ainsi que développer

l'autopromotion des communautés. Le Centre Djoliba a également une action décentralisée au travers de Comités d'action en milieu urbain. Un travail en réseau, surtout avec les organisations féminines, se met en place. Le service de promotion féminine a pour objectif de rendre la femme malienne actrice de l'amélioration de sa propre condition sociale, économique et culturelle dans une société en mutation; de promouvoir son intégration au processus de développement par l'appui à des initiatives génératrices de revenus, par la formation participative et permanente et par la prise de décision.

00189

COFEM

Collectif des Femmes du Mali

BP EG53. BAMAKO

Tél: (223) 23 13 09 Télécopie: (223) 23 13 96

Association

Contact: SOW, Sy Kadiatou / Présidente; BA TOURE, Rokia / Secrétaire générale

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Centre de documentation ; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; FINANCEMENT

Activités en réseau : REFAD : Réseau Femmes Africaines et Droits Humains

Pays d'intervention : MALI

Le COFEM sensibilise les femmes à leur rôle dans la vie civique et encourage leur participation à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Elle oeuvre pour le respect des droits des femmes. Le COFEM apporte un appui informatique à ses antennes locales et travaille à la mise sur pied d'un centre de documentation central au siège de l'association. Il étudie également la possibilité de créer un centre de recherche et d'information sur la femme.

Etablissement ou service para-public

00190

CERPOD

Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement

BP 1530. BAMAKO

Tél: (223) 22 80 86 Télécopie: (223) 22 78 31

Etablissement ou service parapublic

Organisme de tutelle: INSAH

Contact: OUEDRAOGO, Dieudonné

Persomnel salarié : 41

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Etudes conseil; Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Publication d'une revue : Revue sur la population POP SAHEL (trimestriel); Publication d'un bulletin : REMUAO (trimestriel); Production de banques de données socio-démographiques et bibliographiques sur le Sahel; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : MIGRATION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; SANTE PUBLIQUE; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : AFRIQUE DE L'OUEST; AFRIQUE CENTRALE

Le CERPOD est une institution spécialisée du CILSS (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel). Les activités productives et les comportements démographiques des femmes dans le contexte familial, les conséquences économiques et sociales du SIDA ainsi que la création d'un laboratoire de population sont les principales directions de recherche actuelles. Un projet "Femmes, Famille et Développement" cherche à resituer les fonctions productives et reproductives de la femme sahélienne dans le contexte des stratégies démo-économiques familiales en vue d'en identifier les facteurs d'amélioration dans le cadre de l'approche "genre et développement".

Organisations non gouvernementales

00191

AMRAD

Association Malienne de Recherche-Action pour le Développement

BP 1647. BAMAKO

Tél: (223) 22 85 21; 22 85 22

Télécopie: (223) 22 85 21

Organisation non gouvernementale

Persomnel salarié : 15

Ressources : Financement local ou régional; Financement national; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Etudes conseil; Recherche

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : MALI

00192

ARAFD

Association Recherche Action Femmes et Développement

BP 2401. BAMAKO

Tél.: (223) 23 02 86

Organisation non gouvernementale

Contact: TOURE, Mariam / Responsable de l'ARAFD

Personnel salarié : 7

Ressources : Financement local ou régional;

Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement;

Enseignement et formation; Recherche; Assistance

juridique

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

DROITS DES FEMMES; PLANIFICATION DE LA

FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET

INFANTILE; ALPHABETISATION;

FINANCEMENT; GESTION

Activités en réseau : CAFO : Coordination des

Associations et ONG féminines; CCAONG;

SECOONG

Pays d'intervention : MALI

00193

CADEF (Mali)

Comité d'Action pour les Droits de l'Enfant et de la Femme

BP 2356. BAMAKO

Tél.: (223) 22 56 38 Télécopie: (223) 22 56 38

Organisation non gouvernementale

Contact: DIALLO SOUMARE, H. A.

Personnel salarié : 10

Ressources : Financement international; Dons,

cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle;

Enseignement et formation; Information; Production

audiovisuelle

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE;

INFORMATION

Activités en réseau : IWRAW : International Women's

Watch Action; WILDAF; Alliance Internationale des

Femmes

Pays d'intervention : AFRIQUE

Le CADEF s'est fixé comme objectif la conquête, l'application et la défense des droits des femmes en tant que mères, travailleuses et citoyennes; la défense des droits de tous les enfants à la vie, au bien-être, à l'information et à l'éducation; l'intégration pleine et entière des femmes au processus de développement au Mali, par l'accroissement de leur productivité et de

leurs revenus, par l'amélioration de leur santé, par leur information et leur éducation permanente. Les actions effectives du CADEF sont l'information et la sensibilisation des Maliens aux droits des femmes, de l'enfant et à la démocratie; la formation d'animatrices socio-sanitaires et juridiques pour apporter une assistance sanitaire et juridique; la pression publique auprès du gouvernement et des parlementaires pour abroger les lois discriminatoires à l'égard des femmes et des enfants.

00194

GREF/CCA-ONG

Comité de Coordination des Actions des ONG au Mali. Groupe de réflexion Femmes et Développement

BP 1721. BAMAKO

Tél.: (223) 22 21 12 Télécopie: (223) 22 23 59

Organisation non gouvernementale

Contact: BAH, Mariam / Responsable du secteur

Femmes; BOUKENEM DIALLO, Fatima /

Documentaliste

Personnel salarié : 10

Ressources : Financement local ou régional;

Financement national; Financement international;

Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Centre de documentation; Soutien

logistique et matériel; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; ETUDE FEMINISTE;

ALPHABETISATION; NUTRITION;

PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE; AGRICULTURE;

ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE;

COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR

INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : SIS : Système d'Information du

Sahel

Pays d'intervention : MALI

Le CA-ONG est un collectif regroupant une centaine d'ONG membres et 165 ONG partenaires. Il sert de relais d'information et d'échange d'expériences entre les ONG et il rassemble et gère des informations scientifiques et techniques. Enfin, il coordonne les activités des ONG au Mali.

00195

RIAF-DLVF

Réseau Inter-Africain Francophone des Femmes pour la Défense des Droits et la Lutte Contre la Violence Faite aux Femmes

BP 1740. BAMAKO

Tél.: (223) 22 48 57 Télécopie: (223) 23 00 25

Organisation non gouvernementale

Contact: SIRE DIAKITE, Fatoumata / Présidente

Personnel salarié : 4

Ressources : Financement international

Types d'activités : Assistance juridique; Education au développement; Recherche; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Publication d'un bulletin : Trait d'Union

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ETUDE FEMINISTE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; COOPERATIVE; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : BENIN; BURKINA FASO; CAMEROUN; CONGO; MALI; MAROC; NIGER; SENEGAL; TOGO; TUNISIE

**WOIYO KONDEYE**

BP 1936. BAMAKO

Tél: (223) 22 39 80

Télécopie: (223) 23 16 12; 22 85 21

Organisation non gouvernementale

Contact: TOURE, Oumou

Personnel salarié : 4

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Etudes conseil; Education au développement; Réalisation d'opérations; Action socioculturelle; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ALPHABETISATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE

Pays d'intervention : MALI

Woiyo Kondeye a pour but de soutenir et de renforcer les actions des femmes dans le cadre de la formation, de l'information et des initiatives de base.

Centres de documentation**CDHD : Centre Djoliba Homme et Développement**

BP 298. BAMAKO

Tél.: (223) 22 83 32 *Télécopie:* (223) 22 46 50

Contact: VERSTRAETE, Francis / Directeur, COULIBALY, Sory / Documentaliste

Domaines couverts: Psychologie; Sociologie; Religion; Littérature; Action Sociale; Démographie; Anthropologie; Politique; Droit; Histoire; Géographie; Développement; Travail; Famille; Education; Sexualité; Sciences; Santé; Féminisme; Environnement; Gestion Rurale

Publications: Publication de rapports de séminaires et de catalogues de périodiques

Activités en réseau: IBISCUS; REMADOC : Réseau Malien de Documentation pour le Développement

Pays couverts: MALI

Le Centre Djoliba coordonne le réseau malien de documentation pour le développement (REMADOC).

MAROC

00197

Ministère de l'Emploi et des Affaires sociales
Quartier des Ministères. RABAT- CHELLAH
Tél: (212) 76 05 21 Télécopie: (212) 76 55 95
Tél: 363 66
Administration publique

Associations

00198

AMEP

Association Maghrébine pour l'Etude de la Population
BP 4004. Tour Hassan. RABAT
Association
Organisme de tutelle: BENADA, Abdellah / Secrétaire général adjoint
Ressources : Dons, cotisations
Types d'activités : Recherche ; Publication d'ouvrages
Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MIGRATION; SCIENCES SOCIALES; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE
Pays d'intervention : MAROC
L'AMEP a pour objet de développer la coopération scientifique entre les démographes, les chercheurs et les organismes s'intéressant à l'étude de la population du Maghreb. Un ouvrage regroupant les communications d'une journée "Femmes et Développement" organisée par l'AMEP en 1993 est en cours de publication.

00199

ESPOD

Espace Point de Départ
19 boulevard du 9 avril. Palmiers. CASABLANCA
Tél: (212 2) 98 97 90 Télécopie: (212 2) 98 97 90
Association
Organisme de tutelle: Association Marocaine pour la Promotion de l'Entreprise Féminine
Contact: BENABDENDI, Fattouma / Présidente
Ressources : Dons, cotisations
Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Information; Publication d'un bulletin : ESPOD Flash
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL;

INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : Femmes Maghreb 2002; Union nationale des femmes marocaines; FCEM

Pays d'intervention : MAROC

ESPOD est un espace de formation, d'information, de partenariat pour le soutien à la création d'entreprises féminines. ESPOD fait également la promotion de produits de femmes. Un répertoire de femmes entrepreneurs est en cours de publication.

00200

Solidarité Féminine

19 boulevard du 9 avril. Palmier. CASABLANCA
Tél: (212 2) 99 06 67; 28 82 42
Télécopie: (212 2) 25 94 30
Association
Contact: ECH-CHANNA, Aïcha / Responsable de l'association
Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations
Types d'activités : Réalisation d'opérations; Enseignement et formation; Education au développement; Assistance juridique
Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; ACTION SOCIALE; ALPHABETISATION; COMMERCE; COOPERATIVE
Pays d'intervention : MAROC

Développement socio-économique en faveur des femmes seules en difficultés ou démunies, chargées d'enfants en bas âge. Formation dans le domaine de la cuisine et de la pâtisserie, alphabétisation, comptabilité.

Organisations non gouvernementales

00201

ADFM

Association Démocratique des Femmes du Maroc
BP 3011. RABAT-MASSIRA
Tél: (212 7) 73 71 65 Télécopie: (212 7) 73 71 65
Organisation non gouvernementale
Contact: LEMRINI, Amina / Responsable de l'ADFM
Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle; Publication d'ouvrages : Droit des Femmes au Maghreb (1993), Femmes et Education au Maroc (1994), Femmes, Couples et Argent (en cours)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ALPHABETISATION

Activités en réseau : Collectif 95 Maghreb Egalité

Pays d'intervention : MAROC

L'ADFM est attentive aux conditions spécifiques des différentes catégories socio-professionnelles des femmes. Elle se veut un cadre d'action, de réflexion et de formation en vue de promouvoir le statut, la condition et l'image des femmes au Maroc. Elles est présente dans plusieurs régions du pays. Parmi ses activités, l'ADFM organise des rencontres et des forums, mène des recherches et en publie les résultats.

00202

Collectif 95 Maghreb Egalité

8 rue Baht. Appartement 13. AGDAL-RABAT

Tél: (212 7) 73 71 65 Télécopie (212 7) 77 38 89

Organisation non gouvernementale

Contact: NACIRI, Rabéa / Directrice exécutive

Personnel salarié : 1

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE

Pays d'intervention : ALGERIE; MAROC; TUNISIE

Le Collectif 95 est un réseau qui inscrit son action dans la dynamique du mouvement féminin au Maghreb, considérant le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes comme un élément déterminant pour l'accès à la citoyenneté. Le collectif regroupe des associations de femmes, des intellectuels et des chercheurs. Lors de la 4ème Conférence mondiale des femmes à Beijing, le Collectif 95 animera un Parlement des femmes des pays d'Islam.

00203

UNFM

Union Nationale des Femmes Marocaines

19 boulevard du 9 avril. Maârif. CASABLANCA

Tél: (212 2) 25 83 17 Télécopie: (212 2) 99 05 50

Organisation non gouvernementale

Contact: Princesse Lala Fatima Zohra / Présidente;

Mme FRAIRI / Vice-Présidente

Personnel salarié : 80

Ressources : Financement local ou régional; Financement national

Types d'activités : Education au développement; Action sociale; Enseignement et formation; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Centre de documentation; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ARTISANAT; COOPERATIVE; FINANCEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : CFI : Conseil International des Femmes; UGFA : Union Générale des Femmes Arabes

Pays d'intervention : MAROC

L'UNFM est implanté partout au Maroc. Ses activités sont nombreuses et touchent pratiquement tous les domaines intéressant le développement féminin. Un de ses projets les plus importants est la création à Casablanca d'un centre d'études, de recherche et de documentation sur les femmes.

MAURICE

Indicateurs socio-économiques

Population :

1 056 827 Hab. *Source* : Recensement de 1990

1 098 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 2 040 km²

PIB par habitant (1989) : 1 962 \$US

Taux d'urbanisation (1990) : 39,2 %

Pourcentage de femmes (1990) : 50,1 %

Scolarisation primaire des filles (1990) : 96,6 %

Nombre d'enfants par femme : 2,1

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 1 183 000

Taux d'urbanisation 41,7 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, Politique

Les femmes mauriciennes ont obtenu le droit de vote en 1956. Le gouvernement a signé et ratifié en 1984 la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes, mais pas celle sur une rémunération égale pour un travail de valeur égale. L'article 3 de la Constitution garantit l'exercice des droits et libertés fondamentales à tous les citoyens. Par contre, l'article 16 ne fait pas apparaître le sexe comme faisant partie des causes possibles de discrimination.

Sur le plan politique, les femmes sont très peu présentes à tous les niveaux de décision. Un Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille existe depuis 1982.

Education

Le taux de scolarisation féminin a connu une forte hausse depuis vingt ans et les filles sont maintenant pratiquement à part égale dans les effectifs du primaire. Le secondaire connaît encore cependant une faible disparité dans le taux de scolarisation entre les hommes et les femmes. Le taux d'analphabétisme féminin reste préoccupant (25,3 %) et il est beaucoup plus prononcé sur l'île de Rodrigues.

Santé, Population

Le gouvernement mauricien a fortement encouragé la planification familiale ces dernières années et il semble que les femmes utilisent de plus en plus les méthodes de contraception modernes.

L'infrastructure sanitaire s'est aussi améliorée. Des programmes de vaccination infantile et de lutte contre les maladies infectieuses ont été mis en place.

Agriculture

Le sucre est la principale source du revenu agricole. C'est principalement sur l'île de Rodrigues que les femmes sont fortement engagées dans le secteur agricole (50 % des femmes). Cependant, les terres destinées à l'exploitation agricole sont traditionnellement louées aux hommes. Mais globalement, la situation des femmes dans le secteur agricole est meilleure que dans l'ensemble des pays africains.

Emploi, Entreprises

La participation des femmes à l'économie mauricienne a fortement augmenté ces vingt dernières années. En 1993, elles représentaient environ 35 % de la population active. Beaucoup sont employées par les manufactures d'exportation, où elles forment la majorité des travailleurs. Souvent employées pour des métiers peu qualifiés, leurs revenus sont en général assez peu élevés.

00204

Ministère des Droits de la Femme, du Développement de l'Enfant et du Bien-Etre de la Famille

Rainbow House. PORT LOUIS

Tél. : (230) 208 2061

Administration publique

Contact : BAPPOO, Sheilabhai / Ministre

00205

Alliance des Femmes Mauriciennes

3 avenue Ylang-Ylang. Trianon 3. QUATRE BORNES

Tél. : (230) 424 7383

Organisation non gouvernementale

Contact : GHOORAH, G. / Présidente;

RAMPADARUTH, Kambesh / Trésorière adjointe

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation;

Assistance juridique; Réalisation d'opérations ;

Information; Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES;

SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE;
ALPHABETISATION; AGRICULTURE;
ARTISANAT; ENTREPRISE; COOPERATIVE;
INFORMATION; ENVIRONNEMENT

00206

MACOSS**Mauritius Council of Social Service**

Astor Court. Lislet Geoffroy Street. PORT LOUIS

Tél: (230) 212 0242; 208 4425

Télécopie: (230) 208 6370

Organisation non gouvernementale

Contact: BEEHARRY, C. / Responsable du secteur Femmes

Personnel salarié : 5

Ressources : Financement national; Financement international; Dons, cotisations; Budget de l'Etat ou des collectivités locales

Types d'activités : Action socioculturelle; Etudes conseil; Education au développement; Enseignement et formation; Centre de documentation; Soutien logistique et matériel; Publication d'un bulletin : MACOSS-LINK (trimestriel)

Domaines d'intervention : ACTION SOCIALE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; ARTISANAT; AGRICULTURE; ELEVAGE; ENTREPRISE; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : CIAS; FOVAD; ICVA
Le MACOSS est le Collectif national des ONG mauriciennes.

MAURITANIE**Indicateurs socio-économiques****Population :**

1 864 236 Hab. Source : Recensement de 1988

2 143 000 Hab. Source : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 1 230 713 km²

PIB par habitant (1987) : 503 \$US

Taux d'urbanisation (1988) : 39,6 %

Pourcentage de femmes (1988) : 50,5 %

Scolarisation primaire des filles (1988) : 34,5 %

Nombre d'enfants par femme : 6,5
(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 2 680 000

Taux d'urbanisation 59 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, Politique**

Les femmes mauritaniennes ont obtenu le droit de vote en 1960. Le gouvernement n'a toujours pas signé ni ratifié les principales Conventions internationales affectant les droits des femmes. La Constitution établit que la Charia est la seule source de droit. Un Code de la Famille a été approuvé par la Présidence de la République en mai 1995 et reprend dans l'ensemble les textes de la Charia. Pour l'instant, la situation maritale des femmes est réglementée par les lois coutumières du rite Maliki.

Sur le plan politique, aucune femme n'est présente au Parlement. Moins de 10 % des postes de responsabilité dans l'administration sont détenus par des femmes. Un Secrétariat d'Etat à la Condition féminine a été créé en 1992. C'est une structure essentiellement politique qui dispose cependant d'antennes régionales sur le territoire.

Education

Pratiquement trois femmes sur quatre sont analphabètes. Malgré un accroissement ces 20 dernières années du taux de scolarisation féminine, celui-ci reste inférieur à celui des garçons. L'inscription des filles aux cycles du secondaire et universitaire connaît une chute préoccupante. Dans le milieu rural, les filles ont un taux de participation beaucoup plus bas que dans les villes.

Les filles reçoivent systématiquement une éducation coranique.

Santé, Population

00207

La grossesse ou l'accouchement restent encore la cause principale de décès chez les femmes mauritaniennes. L'absence de soins pré-nataux et l'anémie fragilisent grandement la femme enceinte.

Les mutilations sexuelles restent courantes. Très peu de femmes utilisent des méthodes de contrôle des naissances. L'avortement est interdit.

Agriculture

L'accès à la propriété de la terre est très difficile pour les femmes mauritaniennes. Mais elles sont cependant de plus en plus nombreuses dans le secteur de la production agricole et de la commercialisation des produits (maraîchage). Elles ne reçoivent pourtant pratiquement aucune information ou formation sur les nouvelles technologies. Le ministère du Développement Rural et de l'Environnement entend accentuer les programmes destinés aux femmes.

Emploi, Entreprises

Le secteur informel est pratiquement le seul employeur de femmes. Près de 80 % des femmes actives sont des travailleuses indépendantes. Mais les femmes ne représentent que 22 % environ de la population active. Leur participation dans les secteurs formel et public est très faible.

Crédit, épargne

Le crédit reste pratiquement impossible à obtenir pour les femmes. Les entreprises de bon niveau dirigées par des femmes ont accès au crédit sans difficulté. Les autres sont financées sur le mode des aides et/ou subventions dans le cadre des pré-coopératives de production (intervention des bailleurs de fonds).

Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine

Immeuble Smar. Avenue Gemanl Nasser.

NOUAKCHOTT

Tél: (222 2) 571 89 Télécopie: (222 2) 571 56

Administration publique

Contact: AHMED AICHA, Mariem Mint / Secrétaire d'Etat

00208

AIFF : Association Internationale des Femmes

Francophones

BP 71. NOUAKCHOTT

Tél: (222 2) 510 80 Télécopie: (222 2) 523 35

Association

Organisme de tutelle: ACCT. Agence de Coopération Culturelle et Technique

Contact: KANE, Aïssata

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle; Assistance juridique; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ETUDE FEMINISTE; DROITS DES FEMMES; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; SECTEUR INFORMEL; FINANCEMENT; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : Réseaux Femmes et développement et Femme et Paix; Comité Liaison OING Francophonie

L'association compte des sections nationales au Mali, au Sénégal, à Maurice, au Tchad, aux Comores, en Guyane, au Niger et en Belgique. Elle s'occupe de formation et perfectionnement aux métiers féminins (artisanat) et mène des actions de sensibilisation sur les problèmes d'actualité (santé, développement, droits des femmes etc.).

00209

APROTESID

Association pour la Promotion des Techniques

Simple de Développement

BP 515. NOUAKCHOTT

Tél: (222 2) 515 41 Télécopie: (222 2) 551 78

Organisation non gouvernementale

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Transfert de technologie;
Enseignement et formation; Réalisation d'opérations;
Recherche

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; PROTECTION MATERNELLE
ET INFANTILE; AGRICULTURE; ARTISANAT;
COOPERATIVE; HABITAT; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : MAURITANIE

L'APROTESID met au point des techniques simples de développement dans les domaines de l'habitat, du solaire, du pompage et du stockage de l'eau. Elle réalise également des chantiers pour la construction d'infrastructures sociales (Centres de promotion féminine, dispensaires, écoles etc.).

00210

UMAFEC

**Union Mauritanienne des Femmes Entrepreneurs
et Commerçantes**

BP 2858. NOUAKCHOTT

Tél: (222 2) 501 72 Télécopie: (222 2) 537 75

Organisation non gouvernementale

Contact: SID'AHMED, Feitmat Bent

Personnel salarié : 7

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Assistance
juridique; Enseignement et formation; Etudes conseil;
Information; Organisation de conférences ou
séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; COMMERCE; ENTREPRISE;
GESTION; FINANCEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : RASEF : Réseau Africain pour le
Soutien à l'Entreprise Féminine

Pays d'intervention : MAURITANIE

NIGER

Indicateurs socio-économiques

Population :

7 251 626 Hab. Source : Recensement de 1988

8 252 000 Hab. Source : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 1 267 000 km²

PIB par habitant (1990) : 335\$ US

Taux d'urbanisation (1988) : 15,2%

Pourcentage de femmes (1988) : 50,4%

Scolarisation primaire des filles (1988) : 9%

Nombre d'enfants par femme : 7,4

(Enquête démographique et de santé 1992)

Estimation des Nations unies 2000

Population 10 640 000

Taux d'urbanisation 26,8%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, Politique

Le droit de vote a été accordé aux femmes nigériennes en 1956. Plusieurs conventions internationales touchant aux droits des femmes ont été ratifiées par le Niger : citons, entre autres, la Convention sur l'égalité de la rémunération pour un travail de valeur égale. Par contre, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes n'a pas été ratifiée par le Niger. L'article 11 de la Constitution interdit, entre autres, la discrimination basée sur le sexe.

La législation nationale ne reconnaît le statut de chef de famille qu'aux hommes. En cas de veuvage, la garde des enfants revient à la famille paternelle. Le code de la famille n'a toujours pas été adopté par les députés. Le Niger utilise trois sources de droit : moderne, coutumier et musulman. Le droit coutumier joue souvent en défaveur des femmes, dans le domaine foncier par exemple où la femme se trouve exclue de l'héritage.

Sur la scène politique, les femmes sont un peu plus présentes depuis que le Niger est entré dans le processus de démocratisation en 1991. Elles participent plus activement aux activités des partis politiques et des syndicats. En 1993, suite aux premières élections législatives pluralistes, 5 députés sur 83 étaient des femmes. Les élections de janvier 1995 ont toutefois ramené leur nombre à 3. On constate actuellement une grande réserve de la classe politique à l'égard de la condition féminine.

Education

Au primaire, le taux d'inscription global était évalué à 23% en 1993 mais ce chiffre recouvre de grandes disparités entre garçons et filles. Il existe également de grandes disparités entre zones urbaines et rurales. Les effectifs féminins diminuent à mesure de l'avancée dans le cycle scolaire (36,7% au primaire, 20,2% en fin de cycle secondaire).

Quant aux études universitaires, les filles sont pratiquement absentes, 1% d'entre elles seulement atteignant la fin de cycle. Enfin, le taux d'analphabétisation des filles de 15 ans et plus oscille autour de 91%, un des plus forts taux mondial.

Cette situation peut être imputée d'une part aux contraintes socioculturelles à l'éducation des filles qui restent importantes, ainsi qu'à l'infrastructure scolaire insuffisante.

Santé, Population

La situation sanitaire du Niger est particulièrement mauvaise. La population doit faire face à des maladies qui sévissent de manière endémique : paludisme, maladies respiratoires, fièvre jaune... Les infrastructures de santé et les médicaments sont insuffisants et leur coût élevé, ce qui fait qu'une grande majorité des Nigériens recourent encore à la médecine et à la pharmacopée traditionnelles. De manière générale, on estime qu'il n'y a pas plus de 30% de Nigériens qui ont accès à des centres de soins, avec de grandes disparités géographiques.

Les grossesses précoces et rapprochées, la malnutrition et le manque d'hygiène dû aux problèmes d'accès à l'eau fragilisent encore plus la santé des femmes. Moins de la moitié des femmes enceintes reçoivent des soins prénataux. Le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés au monde.

La mortalité infantile, même si elle a enregistré une baisse ces dernières années, reste élevée, autour de 135/1000 selon une estimation des Nations unies sur 1985-1990. Le taux brut de mortalité est estimé par l'ONU à 20,4 pour 1000. L'espérance de vie à la naissance est une des plus faibles du continent africain.

La croissance démographique menaçant de fragiliser encore plus la situation sanitaire du Niger, les autorités ont autorisé en 1988 l'utilisation de moyens contraceptifs, interdits jusqu'alors. Mais les courants traditionnels ou islamistes condamnent avec véhémence toute forme de contrôle des naissances.

Agriculture

L'agriculture représente pour les femmes nigériennes leur principale activité, comme pour l'ensemble de la population qui vit à 85% en milieu rural.

Dans la problématique de l'intégration de la femme rurale au développement, de nombreux facteurs viennent freiner une amélioration de la situation : les femmes ne peuvent pas disposer des lopins de terre qu'elles exploitent qui, compte tenu de leur étroitesse, les forcent à se déplacer continuellement d'une culture à l'autre. L'accès aux techniques améliorées et aux intrants agricoles leur est pratiquement impossible. Les centres de formation des jeunes agriculteurs n'offrent pas aux épouses la possibilité de se former elles-mêmes.

Emploi, entreprises

Dans le secteur formel, les femmes ne représentent environ que 25% des effectifs de la fonction publique et sont surtout regroupées au sein des cadres moyens et des agents d'exécution. Au privé, leur effectif est encore moindre, dû en grande partie à leur manque de formation, aux réticences des employeurs à engager des femmes et aux préjugés sociaux.

C'est le secteur informel (agriculture, commerce) qui regroupe la très grande majorité des emplois féminins.

Des organisations telles que le PNUD et l'USAID apportent leur soutien à des activités génératrices de revenus pour les femmes et financent en partie des actions de formation dans le secteur de l'entreprise pour les membres de l'Association des femmes commerçantes du Niger.

Le gouvernement nigérien a mis en place une Direction de la promotion de l'artisanat en vue d'améliorer les prestations des femmes dans les entreprises individuelles.

Crédit, Epargne

La difficulté d'accès au crédit bancaire freine considérablement le développement des activités des femmes, que ce soit dans le secteur agricole ou commercial. Les "tontines" ne peuvent se substituer à des établissements financiers lorsque des capitaux d'importance sont nécessaires.

Plusieurs projets de crédit rural décentralisé ont néanmoins vu le jour ces dernières années. Certains offrent des petits crédits à court terme adaptés aux besoins des activités féminines (petit commerce, transformation, embouche) et sont parfois même exclusifs d'une clientèle féminine.

00211

**Ministère du Développement Social, de la
Population et de la Promotion de la Femme**
BP 11286. NIAMEY
Tél: (227) 72 35 05
Administration publique

Associations

00212

AFJN

Association des Femmes Juristes du Niger
BP 10689. NIAMEY
Tél: (227) 72 31 77; 73 25 16
Télécopie: (227) 72 37 77
Association
Contact: BAZEYE, Salifou Fatimata
Personnel salarié : 76

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations
Types d'activités : Centre de documentation; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Assistance juridique; Information; Production audiovisuelle;
Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; INFORMATION
Activités en réseau : CFOA (Comité Fédératif des ONG et Associations nigériennes)
Pays d'intervention : NIGER

L'AFJN a pour objectif d'oeuvrer pour le plein épanouissement de la femme nigérienne à travers la défense de ses droits : lutte contre toute forme de discrimination envers les femmes; édification d'un droit nigérien moderne; vulgarisation et diffusion du droit et des droits de la femme en particulier; études sur le droit de la famille, le droit de propriété et le droit du travail dans leur rapport à la femme; organisation de séminaires; sensibilisation et mobilisation des femmes contre les atteintes à leurs droits; intervention auprès des pouvoirs publics.

00213

AIFEN

Association pour l'Intégration des Femmes dans l'Economie Nigérienne
BP 2636. NIAMEY
Tél: (227) 740 940; 740 339 Télécopie: (227) 740 888
Association
Contact: CHAIBOU, Aminata Hamil
Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations
Types d'activités : Education au développement; Financement d'opérations; Réalisation d'opérations;

Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Information

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; ACTION SOCIALE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ARTISANAT; PECHE

Pays d'intervention : NIGER

L'AIFEN appuie les efforts des femmes nigériennes dans leurs activités de développement. Elle organise, structure et finance des groupements féminins à la demande des bénéficiaires, octroie des crédits aux femmes évoluant dans le secteur informel, organise la formation et l'enseignement pour ses adhérentes grâce à l'appui du GAP (Groupement des aides privées) et met en oeuvre divers projets (épargne-crédit pour les groupements féminins, commercialisation des produits de la pêche, embauche dans le secteur ovin etc.). L'AIFEN sensibilise les femmes à la vie politique et aux élections (comment et pourquoi voter etc.).

00214

IRED-SEAG

Service d'Echanges et d'Appui à la Gestion pour les Associations Locales de Développement d'Afrique Centrale et de l'Ouest

BP 12 675. NIAMEY
Tél: (227) 733 527 Télécopie: (227) 723 204
Association

Contact: MAIGA, Issaka Doulaye / Directeur régional
Personnel salarié : 8

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations
Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Recherche; Education au développement; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'un bulletin : IRED-Forum (trimestriel)
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ARTISANAT; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT
Activités en réseau : IRED

Pays d'intervention : AFRIQUE DE L'OUEST; AFRIQUE CENTRALE

La stratégie de l'IRED s'articule autour des thèmes d'action suivants : accès à l'information, la progression vers l'autonomie, la construction de nouvelles solidarités, la formulation de propositions alternatives, l'identification des personnes, des groupes, des innovations, des ressources et des partenaires institutionnels, accès à la formation et à la création de réseaux.

00215

UPFN

Union pour la Promotion de la Femme Nigérienne
BP 13168. NIAMEY

Tél: (227) 73 47 00; 74 02 93

Association

Contact: DIALLO, Diamo

Ressources : Financement international; Dons, cotisations; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Education au développement; Réalisation d'opérations; Financement d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; SECTEUR INFORMEL; ARTISANAT; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : NIGER

L'UPFN a pour but de regrouper les femmes et les mettre en confiance pour la défense de leurs droits et l'amélioration socio-économique et juridique de leurs conditions de vie, à travers les actions suivantes : combat contre les pratiques sexistes; intégration dans les instances de décision relatives aux femmes et au développement du pays; campagnes de sensibilisation et d'information sur la participation des femmes aux structures de décision et sur leurs droits en tant qu'agents du développement; initiation de projets favorisant la création d'activités rémunératrices pour les femmes; aide à la mise en place d'infrastructures de garde pour enfants; promotion de la culture et de la consommation vivrières traditionnelles; hygiène et assainissement du milieu.

Organisations non gouvernementales

00216

EIRENE

Service Chrétien International pour la Paix
BP 13. AGADEZ

Tél: (227) 44 00 09

Organisation non gouvernementale

Contact: SERMET, Gérard

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Etudes conseil; Education au développement; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : NIGER

00217

RIDD - FITILA

Réseau d'Intégration et de Diffusion du Droit en Milieu Rural

13 avenue de la Radio. BP 11565. NIAMEY

Tél: (227) 75 21 68

Organisation non gouvernementale

Contact: SANOU, Joseph / Président; FASSOUMA, Mahamane / Vice-présidente, responsable de la cellule Femmes et Droit

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Education au développement; Enseignement et formation; Assistance juridique; Production audiovisuelle; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; SANTE PUBLIQUE; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : NIGER

Les objectifs du RIDD sont d'aider la population à connaître ses droits et ses devoirs et faciliter son accès à la justice; promouvoir la culture démocratique; faire du droit une réalité sociale et un instrument de développement. Les groupes cibles sont les femmes, les masses rurales, les jeunes. Pour ce faire, le RIDD anime un projet intitulé "Loi au Village" qui vise la responsabilisation des populations rurales par l'information et la formation périodique dans la perspective de la démocratie à la base. Ce projet comporte deux volets spécifiques : la constitution d'un réseau de para-juristes villageois et l'implantation de cliniques juridiques pour les femmes rurales. La philosophie du projet de cliniques est de privilégier la connaissance et l'utilisation du droit dans les activités quotidiennes des femmes.

00218

WEYBI

BP 121. NIAMEY

Tél: (227) 74 15 46

Organisation non gouvernementale

Contact: MAZOU, Areyntatou / Présidente

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Action socioculturelle; Enseignement et formation; Publication d'un bulletin : WEYBI (mensuel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : REFAD

Pays d'intervention : NIGER

WEYBI vise la promotion économique, sociale et culturelle des femmes. Son public cible est composé des femmes actives telles les commerçantes et entrepreneurs, les vendeuses, les artisanes, les agricultrices et les femmes éleveurs.

Centres de documentation

CIDES : Centre d'Information et de Documentation Economique et Sociale

BP 862. NIAMEY

Tél.: (227) 72 26 30; 73 57 40

Télécopie: (227) 73 59 83

Organisme de tutelle: Ministère des Finances et du Plan

Contact: MALIKI, Abdoulaye / Responsable du centre

Domaines couverts: Démographie; Planification Des Naissances; Développement; Travail; Education; Santé; Politique Economique; Sociologie

Publications: Publication de bulletins bibliographiques et de catalogues

Activités en réseau: RESADOC; IBISCUS; AGRIDOC; PADIS; Réseau NIGER

Ministère du Développement Social, de la Population et de la Promotion de la Femme.

Secrétariat général

BP 11286. NIAMEY

Tél.: (227) 72 35 05

Contact: KOBOU, Issoufou / Documentaliste

Domaines couverts: Philosophie; Psychologie; Religion; Littérature; Arts; Media; Sociologie; Action Sociale; Démographie; Anthropologie; Politique; Droit; Histoire; Géographie; Développement; Travail; Famille; Education; Sexualité; Féminisme; Sciences; Santé

Pays couverts: NIGER

NIGERIA

00219

Ministry of Women's Affairs

s/c Présidence. ABUJA

Administration publique

Contact: ATTAH, Judith / Ministre

00220

WHEDA

Women's Health and Economic Development

Association of Nigeria

44 A Etuk Street. UYO. AKWA IBOM STATE

Tél: (234 85) 85 204964

Organisation non gouvernementale

Contact: ETIM EBUK, Fidela / Directrice

Personnel salarié : 6

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Education au développement; Etudes conseil; Action socioculturelle; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; ACTION SOCIALE; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : NIGERIA

Les activités du WHEDA portent principalement sur la formation et l'octroi de prêts à ses membres, le conseil sur les projets, la distribution de médicaments essentiels aux membres et à leurs communautés et la gestion d'une assurance santé locale.

UGANDA

00224

00221

Ministry of Gender and Community Development
Udym House. Ginger Road. Po Box 7136. KAMPALA
Tél: (256 41) 256 375
Administration publique
Contact: WANDIRA-KEZIBWI, Steciosa / Ministre

00222

ISIS-WICCE

Box 4934. KAMPALA
Tél: (256) 41 268 676 Télécopie: (256) 41 268 676
Organisation non gouvernementale
Types d'activités : Action socioculturelle; Centre de documentation; Information; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; INFORMATION
Activités en réseau : ISIS
Pays d'intervention : AFRIQUE

00223

SWODA

Soroti Women's Development Association
PO Box 6655. KAMPALA
Télécopie: (256 41) 250128 c/o IBC
Organisation non gouvernementale
Contact: OJAKOR, Mary / Présidente; OSSIYA, Deborah / Secrétaire général
Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Dons, cotisations
Types d'activités : Education au développement; Action socioculturelle; Réalisation d'opérations; Recherche; Etudes conseil; Enseignement et formation
Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; ACTION SOCIALE; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; EDUCATION; AGRICULTURE; COOPERATIVE; ENTREPRISE
Activités en réseau : NAWOU : National Association of Women's Organisations in Uganda; WILDAF
Pays d'intervention : OUGANDA

Uganda Gender Resource Centre

National Theater Complex - 2nd Floor. PO Box 9933. KAMPALA

Tél: (256 41) 250249 Télécopie: (256 41) 245580

Organisation non gouvernementale

Contact: HOPE, Mwesigye / Directeur exécutif

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Financement national

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Enseignement et formation; Centre de documentation; Publication d'un bulletin : Gender Alert (trimestriel)

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Activités en réseau : WILDAF

Pays d'intervention : OUGANDA

Promotion du statut de la femme à travers des recherches, la documentation et la formation avec un accent particulier sur les relations de genre et du développement.

PAYS-BAS

00227

Associations

00225

IRENE**International Restructuring Education Network Europe**

Stationsstraat 39. 5038 EC TILBURG

Tél.: (31 13) 35 15 23 Télécopie: (31 13) 35 02 53

Internet: irene@antenna.nl

Association

Contact: VAN LUIJKEN, Anneke

Types d'activités : Education au développement; Enseignement et formation; Information

Domaines d'intervention : FEMME; TRAVAIL DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; COMMERCE; SECTEUR INFORMEL; MATERIEL PEDAGOGIQUE

Activités en réseau : IRENE

Pays d'intervention : TIERS MONDE

Réseau qui se propose d'aider les femmes en lutte dans le secteur industriel et le secteur des services au Sud comme au Nord, en analysant l'impact des politiques commerciales et des investissements internationaux sur leur conditions de travail, en développant des stratégies pour l'organisation et la coopération entre les mouvements de femmes, les ONG et les syndicats.

Etablissements d'enseignement et de recherche

00226

Université d'Etat de Leyde. Institut d'Anthropologie Culturelle et de Sociologie des Peuples. Centre de Recherche et de Documentation "Femmes et Développement"

Stationsplein 10. 2312 AK LEIDEN

Etablissement d'enseignement et de recherche

Types d'activités : Recherche; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES; FEMME; RELATION DE GENRE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; ZONE SAHELIEENNE

VENA**State University of Leiden. Institute for Cultural and Social Studies. Centre Femmes et Autonomie/ Women and Autonomy Centre**

Wassenaarseweg 52. BP 9555. 2300 RB LEIDEN

Tél.: (31 71) 273 484; 273 492

Télécopie: (31 71) 273 619

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: REYSOO, Fenneke

Ressources : Financement national; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Information; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : VENA Journal

Domaines d'intervention : FEMME; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; MIGRATION; REFUGIE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ENVIRONNEMENT; INFORMATION; MOUVEMENT DE FEMMES

Pays d'intervention : TIERS MONDE; MONDE

La fonction première de VENA est de recueillir des données, de promouvoir la connaissance et l'expérience dans tous les domaines qui favorisent la prise de pouvoir et l'autonomie des femmes. Ces concepts réfèrent à la lutte des femmes pour acquérir plus de confiance en soi et de possibilité d'autodétermination. Qu'elle soit collective ou individuelle, la lutte pour l'autonomie est dirigée vers une participation égale dans les processus de décision à tous les niveaux : régional, national, international, aussi bien qu'au niveau des relations personnelles. VENA participe à des réseaux impliqués dans la recherche et les projets de femmes.

Organisations non gouvernementales

00228

RMFDR/WGNRR**Réseau Mondial des Femmes pour les Droits sur la Reproduction/Women's Global Network for Reproductive Rights**

NWZ Voorburgwal 32. 1012 RZ AMSTERDAM

Tél.: (31 20) 620 96 72 Télécopie: (31 20) 622 24 50

Organisation non gouvernementale

Contact: KAKERISSA, Annet

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Groupe de pression; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin

Domaines d'intervention : FEMME; REPRODUCTION HUMAINE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; EDUCATION SANITAIRE; SANTE; DROITS DES FEMMES

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

Le RMFDR est un réseau de groupes et de personnes qui - dans chaque continent - travaillent pour défendre les droits des femmes à une sexualité responsable. Ses objectifs : agir sur les législations et les politiques de la famille, informer sur les méthodes contraceptives et les problèmes de santé des femmes. Il agit comme groupe de pression pour permettre la prise de conscience des Etats sur toutes les questions relatives à la reproduction biologique. Le RMFDR organise des campagnes et des actions internationales ainsi que des réunions.



WEP International

Women's Exchange Programme International

Mathenesserlaan 177. PO Box 25096. 3001 HB ROTTERDAM

Tél.: (31 10) 436 01 66 Télécopie: (31 10) 436 00 43

Organisation non gouvernementale

Contact: VAN HOUWELINGEN, Flora; EIMERS, Ditty

Ressources : Financement national

Types d'activités : Coopération internationale; Groupe de pression; Information; Echange d'expériences

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES

Pays d'intervention : TIERS MONDE; EUROPE; ETATS UNIS

WEP International apporte un soutien aux femmes pour développer des relations au niveau international et influencer les stratégies politiques en Europe et auprès du système des Nations unies.

Centres de documentation

CTA : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale

Service d'Information et de Documentation

BP 380. 6700 AJ WAGENINGEN

Tél.: (31) 8380 60400 Télécopie: (31) 8380 31052

Organisme de tutelle: Convention ACP-CEE de Lomé

Contact: NIANG, Thiendou / Responsable du service

Services: Service questions-réponses

Domaines couverts: Agriculture; Economie Rurale; Agronomie; Intégration Des Femmes Au Développement; Femme Rurale; Information

Publications: Spore : Bulletin bimestriel du CTA; Bibliographies

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; CARAIBE; PACIFIQUE

IIAV : International Information Center and Archives for the Women's Movement

Majellakerrk - Obiblein 2. 1094 RB AMSTERDAM.

Tél.: (31 20) 6650820 Télécopie: (31 20) 6655812

Organisme de tutelle: Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi; Université d'Amsterdam; Ministère de l'Education et de la Science

Domaines couverts: Femme; Information

Publications: Newsletter on Women's Information

Banque de données: Banque de données bibliographiques; Répertoire d'adresses

Activités en réseau: IIAV

Pays couverts: MONDE; TIERS MONDE

VENA : Université de Leiden. Centre Femmes et Autonomie

Centre de Documentation

Wassenaarseweg 52. BP 9555. 2300 RB LEIDEN.

Tél.: (31 71) 273484; 273492

Télécopie: (31 71) 273619

Contact: VAN DEN ENGEL, Maryke

Accès, horaires: Accès tout public : lundi au vendredi de 10h à 11h30

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Promotion Féminine; Intégration Des Femmes Au Développement; Femme Migrante; Femme Réfugiée; Etude Féministe; Relation De Genre; Planning Familial: Vie Politique; Information; Environnement; Droits Des Femmes

Pays couverts: AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; ASIE; PACIFIQUE

La fonction première de VENA est de recueillir les données et de promouvoir la connaissance et l'expérience dans tous les domaines, qui sont pertinents pour favoriser la prise de décision et l'autonomie des femmes à tous les niveaux: régional, national, international. Le centre de documentation possède un grand nombre de documents écrits par des femmes originaires du Tiers Monde.

PEROU

00230

FLORA TRISTAN**Centro de la Mujer Peruana**

Parque Hernan Velarde 42. LIMA 1

Tél.: (51 14) 33 06 94; 33 27 65

Télécopie: (51 14) 33 90 60

Association

Contact: FERNANDEZ, Blanca; VARGAS, Virginia

Types d'activités : Groupe de pression; Information;

Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; CONDITION FEMININE

Pays d'intervention : PEROU; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD

00231

CIPCA**Centro de Investigacion y Promocion del Campesinado**

Apartado 305. PIURA

Tél.: (51 74) 32 86 34 Télécopie: (51 74) 32 31 15

Organisation non gouvernementale

Contact: PEQUENA RAZA, Jorge / Directeur

Ressources : Financement international

Types d'activités : Recherche; Information; Centre de documentation; Publication d'ouvrages; Production d'une banque de données

Domaines d'intervention : SOCIETE RURALE; DROITS DES FEMMES; CONDITION FEMININE; ROLE ECONOMIQUE DES FEMMES; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; DEVELOPPEMENT RURAL; PROMOTION RURALE; AGRICULTURE; FEMME

Pays d'intervention : PEROU

RWANDA**Indicateurs socio-économiques****Population :**

7 164 994 Hab. Source : Recensement de 1991

7 526 000 Hab. Source : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 25 262 km²

PIB par habitant (1990) : 208 \$US

Taux d'urbanisation (1978) : 4,6 %

Pourcentage de femmes (1991) : 51,4 %

Scolarisation primaire des filles : non disponible

Nombre d'enfants par femme : 8,5

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 9 766 000

Taux d'urbanisation 6,7 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, Politique**

Les femmes rwandaises ont obtenu le droit de vote en 1961. Le gouvernement a signé et ratifié les Conventions internationales suivantes : sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (1981), sur la rémunération égale pour un travail de valeur égale (1980). La Constitution reconnaît l'égalité des sexes (article 16). Elle reconnaît également la coexistence du droit moderne et des lois traditionnelles. La femme mariée doit obtenir l'autorisation du mari pour une multitude d'actes juridiques. Ce n'est qu'en 1987 que l'on a supprimé l'autorisation maritale pour l'ouverture d'un compte bancaire. Le Code Civil est encore discriminatoire pour les femmes dans plusieurs domaines, comme le divorce, la garde des enfants, le droit d'hériter etc.

Education

Malgré le manque de chiffres officiels, il semble que près de 75 % des femmes soient analphabètes. Même si leur taux d'inscription à l'école primaire est sensiblement le même que celui des garçons, les filles quittent l'école en général très rapidement pour aider aux travaux ménagers ou agricoles.

Leur participation aux niveaux secondaire et universitaire est très faible.

Santé, Population

La malnutrition est un problème majeur au Rwanda. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés. Il semble que la mortalité maternelle soit la première cause de décès chez les femmes entre 15-49 ans.

Moins de 3 % des femmes utilisent une méthode de contraception moderne, seulement 10 % tout autre méthode traditionnelle de contrôle des naissances. Les cas de SIDA ont atteint un nombre des plus inquiétants. Dans la plupart des centres urbains, il n'est pas rare de rencontrer des taux d'infection de plus de 20 % chez les adultes. Une enquête de 1987 effectuée parmi des femmes ayant reçu des soins prénataux indiquait un taux de séroposivité de 29 %.

Agriculture

L'immense majorité des Rwandais vivent de la terre. C'est l'agriculture de subsistance qui prédomine (plantain, patates douces, manioc). Les femmes représentent environ 55 % de la main d'oeuvre agricole.

Emploi, Entreprises

L'emploi des femmes dans le secteur formel est faible. C'est l'agriculture qui est la principale source de revenus pour les femmes. Le secteur informel permet aux femmes d'exercer des métiers divers (commerce, couture, transport de marchandises etc.) demandant peu de qualifications.

Crédit, épargne

Moins de 15 % des crédits accordés par les institutions bancaires sont destinés aux femmes. Elles doivent obtenir la signature du mari pour toute demande de prêt. C'est le système traditionnel des tontines qui est le plus largement utilisé par les femmes.

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Education au développement; Recherche; Etudes conseil; Transfert de technologie; Centre de documentation; Enseignement et formation; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : Journal IWACU (3 fois par l'an); Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; INFORMATION; FORMATION PROFESSIONNELLE

Activités en réseau : CCOAIB : Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Bases

Pays d'intervention : RWANDA

Le Centre IWACU, en plus de ses programmes habituels de formation, appui-conseil et recherche en faveur des coopératives, intervient également en faveur des groupements féminins en les intégrant à travers les projets dans tous les domaines de l'activité économique. Suite aux événements du printemps 1994, le Centre IWACU a mis sur pied un programme spécial de formation et de suivi en direction des veuves et des orphelins qui constituent la majorité des rescapés. Parmi les ouvrages édités par le Centre, notons un livre sur les groupements féminins en milieu rural rwandais.

00232

Ministère de la Famille et de la Condition Féminine

BP 179. KIGALI

Tél: (250) 73 518

Administration publique

Contact: INYUMBA, Aloysia / Ministre

00233

CFRC-IWACU

Centre de Formation et de Recherche Coopératives

IWACU

BP 1313. KIGALI

Tél: (250) 73325; 73324 Télécopie: (250) 73309

Organisation non gouvernementale

Contact: NKUBITO, Eugène / Coordinateur;

GASINGIRWA, Thérèse / Responsable du secteur

"Femmes"

Personnel salarié : 31

SENEGAL

Indicateurs socio-économiques

Population :

6 881 919 Hab. *Source* : Recensement de 1988

7 736 000 Hab. *Source* : Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 196 722 km²

PIB par habitant (1990) : 815\$ US

Taux d'urbanisation (1988) : 38,6%

Pourcentage de femmes (1988) : 51,4%

Scolarisation primaire des filles : 36%

Nombre d'enfants par femme : 6,5

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations unies 2000

Population 9 581 000

Taux d'urbanisation 45,1%

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, politique

Les femmes sénégalaises ont obtenu le droit de vote en 1945. Le Sénégal a ratifié la plupart des grandes Conventions internationales affectant la situation de la femme: convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1985); sur les droits politiques de la femmes (1963); sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale (1962). Le préambule de la Constitution établit l'égalité entre les sexes et l'article 4 interdit toute forme de discrimination. Un code de la famille adopté en 1972 et amendé en 1989 accorde le droit de choisir entre le droit moderne ou les régimes coutumiers pour les questions touchant à la famille. La polygamie est acceptée.

Un ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a été créé en 1991.

Sur le plan politique, les femmes sont très peu représentées : la députation féminine actuelle n'est que de 10%.

Education

Le taux d'analphabétisme est encore très élevé et touche 82% des femmes sénégalaises (62% des hommes). La scolarisation primaire des filles a connu ces dernières années un accroissement relatif mais le taux de déperdition scolaire reste important: ainsi, moins de la moitié des filles inscrites au primaire poursuivent des études secondaires. Quant à l'enseignement supérieur, le taux des effectifs féminins en 1990-1991 était de 28,3%. Les étudiantes se concentrent surtout dans les facultés de lettres,

pharmacie, chirurgie dentaire, sciences économiques et juridiques.

Cette sous-représentation des filles peut s'expliquer par les préjugés socioculturels, l'abandon de leurs études au profit des garçons dans les familles rencontrant des difficultés économiques, le mariage précoce et les nombreuses charges domestiques qui leur incombent.

Santé, Population

Services de santé insuffisants, manque d'hygiène, problèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau, malnutrition, anémie: tous ces facteurs concourent à faire du taux de mortalité maternelle au Sénégal l'un des plus élevés au monde et la première cause de décès chez la femme en âge de procréer. L'étude de la morbidité chez les femmes fait apparaître une recrudescence des MST et du SIDA. Un programme national de prévention de la mortalité maternelle et infantile été adopté en 1990. D'autres programmes de prévention concernent entre autres la vaccination, le planning familial et la lutte contre les MST et le SIDA.

Une enquête de 1986 montrait que moins de 3% des femmes utilisaient une méthode contraceptive moderne. Il semble que ces chiffres ne se soient pas améliorés. L'implantation de centres de planification familiale progresse en milieu urbain, au détriment cependant du milieu rural.

Agriculture

Comme ailleurs en Afrique, les femmes ont un accès difficile à la terre, au crédit et à la formation en milieu agricole.

La loi du patrimoine national de 1964 fait de l'Etat le propriétaire exclusif des terres mais accorde un droit d'accès à tous. Cependant, la succession, régie par le Coran, ne permet aux filles d'hériter que de la moitié de la propriété.

Les femmes forment la majorité de la main d'oeuvre agricole et assurent l'autosuffisance alimentaire des populations rurales.

Emploi, entreprises

Les femmes travaillent principalement dans le secteur primaire informel. Leur taux de participation est faible dans le secteur formel. L'agriculture emploie près de 70% des femmes actives

Crédit, épargne

Si plusieurs associations et ONG ont développé ces dernières années des programmes de crédit, peu d'entre elles ont concentré leurs efforts vers les femmes.

Les "tontines" continuent à être la principale source de crédits pour les femmes mais ne peuvent réellement répondre aux besoins importants.

00234

Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
Building administratif. DAKAR
Tél: (221) 23 46 22 Télécopie: (221) 23 46 22
Administration publique

Associations

00235

AFAO

Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest
BP 5802. DAKAR

Tél: (221) 25 25 52 Télécopie: (221) 23 46 22

Association

Organisme de tutelle: CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Contact: VICENS, Fatimata Myriam / Secrétaire général

Personnel salarié : 8

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Action socioculturelle; Enseignement et formation; Etudes conseil

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; COOPERATIVE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL

Pays d'intervention : BENIN; BURKINA FASO; CAP VERT; COTE D'IVOIRE; GAMBIE; GHANA; GUINEE; GUINEE BISSAU; LIBERIA; MALI; MAURITANIE; NIGERIA; SENEGAL; SIERRA LEONE; TOGO

L'AFAO se préoccupe essentiellement de la promotion féminine à travers les activités économiques. Parmi ses réalisations : une étude pour le compte de l'UNIFEM sur les femmes maliennes et le commerce; une opération-test d'échange de produits entre le Sénégal et le Mali; le montage d'une banque de projets communautaires en vue de la recherche de financements; un séminaire sur les opportunités offertes par l'utilisation des produits locaux; un atelier de réflexion sur la promotion de l'expertise féminine africaine. De manière générale, l'AFAO fournit une assistance en matière commerciale (mise en relation d'affaires).

00236

DEFI SUD

Développement, Etude, Formation, Information
BP 442. ZIGUINCHOR

Tél: (221) 91 16 67; 91 28 76

Télécopie: (221) 91 27 49

Association

Contact: DOUCOURE, Aboubacar / Président; SONKO, Bourama / Responsable du secteur Femmes
Personnel salarié : 5

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Centre de

documentation; Réalisation d'opérations; Information
Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; PECHE; COMMERCE; ENTREPRISE; GESTION; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : GAMBIE; GUINEE; SENEGAL

DEFI SUD est une association de développement, créatrice d'emplois et de revenus améliorés, d'activités et d'entreprises au bénéfice des populations de base. Elle appuie, conseille, offre des formations diverses, recueille et diffuse de l'information. Elle travaille beaucoup autour des questions liées aux techniques diverses de transformation, à la gestion et à la commercialisation.

00237

ENDA

Environnement et Développement du Tiers-Monde.

Synergie Femmes et développement

4-5 rue Kleber. BP 3370. DAKAR

Tél: (221) 21 60 27 Télécopie: (221) 22 26 95

Association

Contact: TALL, Sata / Responsable de programme

Ressources : Financement local ou régional

Types d'activités : Etudes conseil; Education au développement; Soutien logistique et matériel; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'un bulletin : ONG Actualités; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : FINANCEMENT; AGRICULTURE; ELEVAGE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE

Activités en réseau : Membre de plusieurs réseaux et collectifs d'ONG à travers le Tiers Monde

Pays d'intervention : TIERS MONDE; AFRIQUE

ENDA mène les projets suivants : caisses d'épargne et de crédit, caisses villageoises, transformation de produits locaux, actions de promotion santé-femmes, fabrication d'insecticides locaux pour la protection naturelle des plantes.

Organisations non gouvernementales

00238

APROFES**Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise**

BP 12. KAOLACK

Tél: (221) 41 31 95 Télécopie: (221) 41 31 95

Organisation non gouvernementale

Contact: SARR, Binta

Personnel salarié : 12

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Action socioculturelle; Education au développement; Enseignement et formation; Assistance juridique; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU

DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES;

PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE;

ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ELEVAGE;

ARTISANAT; COOPERATIVE; GESTION;

FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL;

ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : CONGAD; IAD; FOVAD; RIAF;

REFAPE

00239

CODESRIA**Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique**

BP 3304. DAKAR

Tél: (221) 25 98 22 ou 23 Télécopie: (221) 24 12 89

Organisation non gouvernementale

Contact: MKANDAWIRE, Thandika / Secrétaire

exécutif

Personnel salarié : 40

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Etudes conseil; Financement d'opérations; Réalisation d'opérations; Centre de documentation; Enseignement et formation; Publication d'un bulletin : CODESRIA (trimestriel); Publication d'une revue : Afrique et Développement (trimestriel); Publication d'ouvrages; Production de banques de données bibliographiques

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES; ETUDE FEMINISTE; POUVOIR; CHANGEMENT

SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE

Pays d'intervention : AFRIQUE

Le CODESRIA est un organisme de coordination de la recherche qui a pour objectif premier de faciliter la recherche, de promouvoir les publications s'appuyant sur la recherche et de mettre sur pied des tribunes visant à favoriser les échanges et l'information entre chercheurs africains. Le CODESRIA coordonne, appuie et encourage la recherche en sciences sociales sur tout le continent africain. Le Centre de documentation et d'Information du CODESRIA (CODICE) est chargé de toutes les activités du CODESRIA liées à la documentation, l'information et la communication. Enfin, le CODESRIA a mis sur pied un Institut de recherche sur le Genre et les Relations entre les sexes qui regroupe chaque année une douzaine de chercheurs pour une période de six à huit semaines.

00240

CONGAD**Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement**

BP 4109. DAKAR

Tél: (221) 24 41 16 Télécopie: (221) 24 44 13

Organisation non gouvernementale

Contact: SAVANE, Malamine

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Education au développement ; Production d'une banque de données sur les ONG et leurs actions; Publication de bulletins : CONGAD Infos (trimestriel) et CONGAD Liane (mensuel)

Activités en réseau : SIS : Système d'Information Sahel

Pays d'intervention : SENEGAL

00241

FDEA**Femme Développement Entreprise en Afrique**

3 Avenue Bourguiba, Villa n° 4336. BP 3921. DAKAR

Tél: (221) 23 00 58 Télécopie: (221) 25 42 87

Organisation non gouvernementale

Contact: BA, Soukeyna Ndiaye / Présidente

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Financement d'opérations; Etudes conseil; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; AGRICULTURE; ELEVAGE;

COMMERCE; ENTREPRISE; ARTISANAT;
FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL

Activités en réseau : FOVAD; INAF; Coalition
Internationale sur la Femme et le Crédit

Pays d'intervention : SENEGAL

L'objectif de la FDEA est de promouvoir
l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Son programme
s'adresse aux femmes du secteur informel des milieux
urbain, semi-urbain et rural. Il vise à faciliter l'accès au
crédit, à développer la formation et l'encadrement.

Sociétés privées

CAEF

Centre Africain de l'Entrepreneuriat Féminin
BP 10351. DAKAR

Tél. : (221) 27 13 00 *Télécopie* : (221) 24 47 32

Société privée

Organisme de tutelle : CNP : Conseil National du
Patronat du Sénégal

Contact : DOUCOURE DIENE, Khadidja /
Responsable du CAEF

Personnel salarié : 6

Ressources : Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Action
socioculturelle; Centre de documentation;
Enseignement et formation; Assistance juridique;
Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; POUVOIR; CHANGEMENT
SOCIAL; ETUDE FEMINISTE; PLANIFICATION DE
LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET
INFANTILE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE;
ELEVAGE; PECHE; ARTISANAT; COMMERCE;
ENTREPRISE; COOPERATIVE; GESTION;
FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL;
INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : COFESN : Collectif des
Femmes Sénégalaises Entrepreneurs

Pays d'intervention : SENEGAL

Le CAEF est une structure d'encadrement et de
formation dont le but est de promouvoir et de
développer l'entrepreneuriat des femmes à travers des
activités productrices et rentables. Les moyens mis en
oeuvre sont : la formation des femmes en gestion et
techniques de production et de commercialisation;
faciliter l'accès au crédit.

00243

CIFEASS

**Centre d'Information, de Formation, d'Education
et d'Assistance**

BP 5543. DAKAR FANN

Tél. : (221) 25 58 33

Télécopie : (221) 23 64 41 s/c ADEPOJU

Société privée

Contact : GASSAMA, Rokhiatou / Présidente

Personnel salarié : 7

Types d'activités : Assistance juridique; Enseignement
et formation; Education au développement; Action
socioculturelle; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;
INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES;
MIGRATION; ACTION SOCIALE; PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION
DE LA FAMILLE; NUTRITION;
ALPHABETISATION; ARTISANAT; COMMERCE;
FINANCEMENT; GESTION; INFORMATION;
ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : SENEGAL

Le CIFEASS s'occupe essentiellement des femmes
rurales. Il vise à mettre en place des filières de
formation de base dans différents domaines d'activité,
à exécuter et gérer des projets de développement avec
la population locale et à lutter contre l'exode rural.
L'information sur les droits des femmes est aussi une
de ses activités principales.

Centres de documentation

**CODICE : Centre de Documentation et
d'Information du CODESRIA**

BP 3304. DAKAR. SENEGAL

Tél. : (221) 25 98 22 *Télécopie* : (221) 24 12 89

Télex : 61339 Codes SG

Contact : NDONGO, Abou Moussa / Responsable du
centre

Domaines couverts : Sciences Sociales

Activités en réseau : IDIN : International Development
Information Network; PADIS : Pan African
Documentation and Information System Network;
HURIDOCs : Human Rights Information and
Documentation System

Pays couverts : AFRIQUE

Le CODICE est spécialisé dans le domaine des
sciences sociales. Sa vocation première est de
répondre aux besoins des chercheurs du CODESRIA
ou de l'extérieur, des universités, des centres de
recherche ou de formation et des services concernés
des gouvernements africains.

CRDO : Centre Régional de Documentation ORSTOM

Route des Pères Maristes. BP 1386. DAKAR

Tél.: (221) 32 34 80 Télécopie: (221) 32 43 07

Organisme de tutelle: ORSTOM. Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

Contact: NDONG, Maurice / Responsable du service; ROTIVAL-LEBLANC, Valérie / Documentaliste

Accès, horaires: Lundi au jeudi 8h - 16h; Vendredi 8h - 13h

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Océanographie; Santé; Sciences De La Terre; Sciences Sociales; Sciences Du Monde Vegetal Et Animal; Développement; Vie Politique Et Associative; Intégration Des Femmes Au Développement; Société Et Famille; Femmes Migrantes, Réfugiées; Relation De Genre; Nutrition; Planification Familiale; Protection Maternelle Et Infantile; Formation Professionnelle; Travail Des Femmes; Femmes Rurales; Commerce; Entreprise; Secteur Informel; Economie Et Développement; Information; Environnement

Publications: Répertoire des périodiques; Bibliographies thématiques

Banque de données: HORISEN : Bibliographie des travaux de l'ORSTOM au Sénégal depuis 1946

Activités en réseau: ORSTOM; RNIST : Réseau National d'Information Scientifique Sénégalais; REFER : Réseau Electronique Francophone de l'AUPELF-UREF

Pays couverts: SENEGAL; AFRIQUE DE L'OUEST

SIERRA LEONE

00244

Department of Health and Social Affairs

Youyi Building. Brookfields. FREETOWN

Tél: (232) 24 04 27

Administration publique

00245

PLUNA**Port Loko United Nations Association**

PO Box 788. FREETOWN

Tél: (232) 23 11 95 Télécopie: (232) 22 22 4439

Organisation non gouvernementale

Contact: ALIEU BRAIMAH, Kamara / Coordonnateur, ZAINAB, Feika / Responsable du secteur Femmes

Personnel salarié : 7

Ressources : Financement local ou régional;

Financement national; Dons, cotisations

Types d'activités : Action socioculturelle; Education au développement; Enseignement et formation;

Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION SOCIALE; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; AGRICULTURE; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : SIERRA LEONE

Le PLUNA a pour but de mener des activités vouées à l'environnement, le développement et la paix (plantation d'arbres, création d'activités génératrices de revenus, désarmement, alphabétisation des femmes, santé publique).

00246

SUISSE**WAND**

Women's Association for National Development
PO Box 1152. FREETOWN

Tél: (232) 225 712 Télécopie: (232) 222 4439

Organisation non gouvernementale

Personnel salarié : 2

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations
Types d'activités : Etudes conseil; Enseignement et formation; Centre de documentation; Information

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MIGRATION; ALPHABETISATION; ARTISANAT; ENTREPRISE; FINANCEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : FEMNET

Pays d'intervention : SIERRA LEONE

WAND chapeaute plusieurs organisations travaillant surtout avec les femmes à la base, dans les domaines de l'éducation, des femmes migrantes, du crédit et du développement des compétences.

SUEDE

00247

SIAS

Scandinavian Institute of African Studies
PO Box 1703. UPPSALA

Etablissement d'enseignement et de recherche

Domaines d'intervention : FEMME; ETUDE FEMINISTE; SCIENCES SOCIALES

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Associations

00248

EFI

Espace Femmes International

2 rue de la Tannerie. CH 1211 CAROUGE

Tél.: (41 22) 300 2627 Télécopie: (41 22) 300 2627

Contact: NISSIM, Rina / Responsable

Ressources : Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Action socioculturelle; Enseignement et formation; Centre de documentation; Echange d'expériences

Domaines d'intervention : FEMME; DROITS DES FEMMES; RELATION DE GENRE; ETUDE FEMINISTE; SANTE; SEXUALITE

Pays d'intervention : TIERS MONDE

EFI a pris la relève du réseau ISIS-WICCE, qui de Genève est parti s'installer en Ouganda. L'Association EFI a pour but de récolter et diffuser l'information sur les femmes et le développement, de promouvoir la réflexion et la formation à partir de la perspective de genre, de favoriser la solidarité et l'échange entre les personnes et de fournir des services dans ce domaine.

00249

FIFDU/IFUW

Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités/International Federation of University Women

37 Quai Wilson. CH 1201 GENEVE

Tél.: (41 22) 731 23 80 Télécopie: (41 22) 738 04 40

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : FEMME; ACTIVITE ECONOMIQUE; DROITS DES FEMMES; PROMOTION FEMININE; SANTE; EDUCATION; MATERIEL PEDAGOGIQUE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; RELATION DE GENRE; ETUDE FEMINISTE; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Pays d'intervention : TIERS MONDE; EUROPE DE L'EST; AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'IFUW coordonne 61 fédérations et associations nationales situées dans différentes régions du monde. Cette ONG internationale anime et coordonne de nombreux programmes concernant, entre autres, l'environnement et le développement durable, l'éducation des fillettes. Le programme "Women's future, World future : Education for Survival and Progress" concerne en particulier le statut de la petite fille.

Organisations non gouvernementales

00250

EADI

Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement.

"Genre et Développement"

10 rue Richemont. PO Box 272

CH 1211 GENEVE 21

Tél.: (41 22) 731 46 48 Télécopie: (41 22) 738 57 97

Internet: auroi@uni2a.unige.ch

Organisation non gouvernementale

Contact: SMYTH, Ines / Responsable

Ressources : Financement national; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Coopération internationale

Domaines d'intervention : FEMME; RELATION DE GENRE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités en réseau : IDIN; EADI

Pays d'intervention : AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; ASIE; MOYEN ORIENT; AFRIQUE DU NORD

L'EADI a pour objectif de stimuler l'échange d'information et de documentation entre chercheurs européens intéressés aux politiques de développement et d'encourager la recherche interdisciplinaire sur des thèmes spécifiques en favorisant la coopération entre chercheurs du Sud et du Nord. Au sein de l'EADI, il y a un groupe de travail sur les femmes.

00251

WILPF

Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté

Case Postale 28. CH 1211 GENEVE

Organisation non gouvernementale

Types d'activités : Groupe de pression; Information;

Publication d'un bulletin : Pax et Libertas

Domaines d'intervention : FEMME; PAIX;

DESARMEMENT; VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Pays d'intervention : MONDE; TIERS MONDE

La WILPF est née en 1915, lors du congrès international de La Haye. Son but est de rapprocher les femmes d'opinions politiques et philosophiques différentes mais qui sont unies par leur détermination à étudier, faire connaître et favoriser l'abolition des causes politiques, sociales, économiques de la guerre et à travailler ensemble pour une paix constructive.

Centres de documentation

BIT : Bureau International du Travail. Bibliothèque

4 route des Morillons. 1211 GENEVE 22

Tél.: (41 22) 799 86 75 Télécopie: (41 22) 798 86 85

Organisme de tutelle: ONU

Contact: FRIERSON, E. / Responsable du service

Accès, horaires: Accès ouvert au public : Lundi au vendredi de 14h à 17h30

Services: Consultation sur place; Service questions-réponses

Domaines couverts: Travail; Politique De L'emploi; Protection Sociale; Changement Technologique; Formation Professionnelle; Relation Industrielle; Syndicalisme; Travail Des Femmes; Travail Des Enfants; Droits Des Femmes; Rôle Economique Des Femmes

Fonds documentaire: Documents BIT; Ouvrages; Rapports; Périodiques; Statistiques

Publications: Bulletin bibliographique "International Labour Documentation"; "Thésaurus: terminologie du travail, de l'emploi et de la formation; CD-ROM "LABORDOC"; CD-ROM "UN System / Selected Agencies Bibliographic Records" (Nations Unies)

Banque de données: LABORDOC (bibliographique); SERIALS (Bd concernant les périodiques, la législation et les statistiques); NATLEX (Lois sociales des Etats membres de l'OIT; CISDOC (Santé et sécurité du travail)

Activités en réseau: BIT

Pays couverts: AFRIQUE DU NORD; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; ASIE; AMERIQUE LATINE; PACIFIQUE; EUORPE

La Bibliothèque du BIT a pour mandat de gérer la collection, d'assurer la conservation et la diffusion de l'information relative aux domaines d'intérêt du BIT, qui possède plusieurs services d'information constitués en réseau (centres de documentation spécialisés à Genève, trois centres de documentation régionaux à Abidjan, Bangkok et Lima et des centres plus petits dans les autres bureaux du BIT à travers le monde). Les services statistiques et législatif participent aussi à la diffusion de l'information. En 1987, le BIT a élaboré un programme sous le nom de Système International d'Information sur le travail (ILIS) qui offre un accès direct aux diverses banques de données du BIT. Il est possible d'acquérir des disquettes Micro-CDS/ISIS regroupant une sélection personnalisée de références tirées de la banque de données LABORDOC, également disponible sur plusieurs serveurs commerciaux et sur bande magnétique.

IUED : Institut Universitaire d'Etudes du Développement. Bibliothèque

24 rue Rothschild. Case Postale 136

1211 GENEVE 21

Tél.: (41 22) 731 25 21 (bibliothèque); 731 71 00
(centre de documentation)

Télécopie: (41 22) 738 44 16

Contact: HUGO-SCHATTI, Maria / Responsable du service

Accès, horaires: Accès tout public : tous les jours de 9h à 18h

Services: Consultation sur place; Prêt; Prêt interbibliothèques

Domaines couverts: Développement; Sciences Sociales; Femme; Intégration Des Femmes Au Développement; Rôle Economique Des Femmes; Travail Des Femmes; Agriculture; Secteur Informel; Famille

Pays couverts: AFRIQUE SUBSAHARIENNE; AFRIQUE DU NORD; ASIE; AMERIQUE LATINE; PACIFIQUE

OMS : Organisation Mondiale de la Santé. Bibliothèque

Avenue Appia. 1211 GENEVE 27

Tél.: (41 22) 791 21 11 Télécopie: (41 22) 788 18 36

Organisme de tutelle: ONU

Contact: CERTAIN, Edith / Responsable du service

Services: Consultation sur place

Domaines couverts: Santé; Santé Publique; Politique De La Santé; Planification De La Santé; Lutte Contre Les Grandes Endémies; Santé Pour Tous En L'an 2000; Médicament Essentiel; Femme; Enfant; Santé De La Mère Et De L'enfant; Protection Maternelle Et Infantile; Planning Familial; Nutrition

Fonds documentaire: Ouvrages; Périodiques; Documents Oms

Publications: Index Medicus Africain (Publication de la littérature biomédicale et sanitaire produite sur le continent africain); WHO Library Digest for Africa (Bulletin qui répertorie l'information sanitaire publiée pendant le mois écoulé concernant l'Afrique). Ce bulletin est disponible sur INTERNET; Le CD-ROM WHOLIS; CD-ROM WHOLIS

Banque de données: WHOLIS (Banque de données des références OMS); WHODOC (Mise à jour bimestrielle de la banque de données disponible en version électronique et imprimée)

Activités en réseau: OMS

Pays couverts: AFRIQUE DU NORD; AFRIQUE SUBSAHARIENNE; ASIE; AMERIQUE LATINE; PACIFIQUE; EUROPE; AMERIQUE DU NORD

La vocation première des services documentaires de l'OMS est d'entretenir la mémoire collective de l'organisation en conservant les collections complètes de l'information générée par les activités et les programmes du siège, ainsi que des bureaux régionaux et par les organes directeurs de l'OMS (Assemblée mondiale de la santé et Conseil exécutif). Toute cette information est collectée, puis répertoriée et traitée dans la banque de données WHOLIS. L'information publiée par l'OMS peut donc être obtenue soit par l'intermédiaire des banques de données, du CD-ROM WHOLIS, de produits documentaires diversifiés et par INTERNET.

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Centre de Documentation

Palais des Nations. 1211 GENEVE 10

Tél.: (41 22) 798 58 50; 798 84 00

Télécopie: (41 22) 791 08 22

Organisme de tutelle: ONU

Services: Service questions-réponses

Domaines couverts: Intégration Des Femmes Au Développement; Société Et Famille; Femme Migrante; Femme Réfugiée; Femme Rurale; Droits Des Femmes; Education Des Filles; Protection Maternelle Et Infantile; Lutte Contre Les Mutilations Sexuelles; Planning Familial; Nutrition; Education Sanitaire

Activités en réseau: UNICEF

Pays couverts: AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; ASIE; EUROPE; PACIFIQUE

TANZANIE**00254****00252**

Ministry of Community Development, Women's Affairs and Children
 BP 3448. DAR ES SALAM
 Tél: (255 51) 32 057; 30 282
 Administration publique
 Contact: MAKINDA, Anne / Ministre

00253**TGNP**

Tanzania Gender Networking Programme
 Azikiwe Street. 7th floor CRDB. PO Box 8921
 DAR ES SALAM
 Tél: (255 51) 35562
 Organisation non gouvernementale
 Contact: MBILINGUI, Marjorie / Coordonnatrice du programme
 Ressources : Financement international
 Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Action socioculturelle; Information; Publication d'ouvrages
 Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; INFORMATION
 Pays d'intervention : TANZANIE

L'objectif principal de TGNP est de faciliter le processus menant à l'égalité entre les sexes, à travers l'identification de partenaires et l'établissement de réseaux, l'analyse des questions de genre, l'aide au renforcement structurel des organismes, la communication, le soutien logistique et la recherche de financements. Son action vise essentiellement à répondre aux besoins des femmes pauvres et des communautés rurales.

Women's Struggle in Tanzania Progress and Oppression. Women's Research and Documentation Project

PO Box 35108. DAR ES SALAM
 Organisation non gouvernementale
 Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services
 Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Publication d'ouvrages; Publication d'un bulletin : MWENZANGU (en langue kiswahili)
 Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; EDUCATION
 Pays d'intervention : TANZANIE

TCHAD**Indicateurs socio-économiques****Population :**

6 288 261 Hab. Source : Recensement de 1993

Superficie: 1 284 000 km²

PIB par habitant (1990): 234 \$US

Taux d'urbanisation (1993): 21,1 %

Pourcentage de femmes (1993): 52 %

Scolarisation primaire des filles (1993) : 32%

Nombre d'enfants par femme : 5,9

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 7 307 000

Taux d'urbanisation 41,8 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs**Droit, Politique**

Les femmes tchadiennes, comme les hommes, ont obtenu le droit de vote en 1958. Le gouvernement n'a signé et ratifié que deux Conventions internationales affectant les femmes, dont celle sur la rémunération égale pour un travail de valeur égale (1966). L'article 36 de la Constitution garantit l'égalité de tous devant la loi. L'article 51 interdit la discrimination au travail sur la base du sexe. Un Code de la famille et sur les lois coutumières est en cours d'élaboration.

La participation des femmes à la vie politique est très faible.

Education

Selon des chiffres non officiels, les filles représentaient en 1993, 32 % des effectifs du primaire, 17 % des effectifs du secondaire en 1990-1991 et 2 % des effectifs du supérieur en 1988-1989. Quant au taux d'alphabétisme féminin, il était estimé à 90 % en 1990.

Santé, Population

La situation sanitaire des femmes reste préoccupante avec des taux de mortalité maternelle et infantile élevés. Moins de 2 % des femmes utilisent une méthode de contraception moderne.

La mauvaise répartition du personnel médical fait que la population rurale est très mal desservie par rapport aux habitants des villes. Moins de 15 % des accouchements sont assistés.

Agriculture

Les femmes participent activement à la production agricole, à l'élevage des petits ruminants et de la volaille, au maraîchage. Les formations et l'accès aux nouvelles technologies touchent cependant très peu de femmes.

Emploi, Entreprises

Les femmes représentaient en 1990, 21 % de la population active. Le coton est la principale source de revenus pour les populations rurales. Les femmes sont peu représentées dans les secteurs secondaire et tertiaire. Dans le secteur public, elles formaient en 1992, 11,6 % des effectifs. Dans le secteur privé formel, elles sont pratiquement absentes. Elles sont nombreuses dans le secteur informel.

Crédit, épargne

Les femmes n'ont pas d'obstacles légaux pour effectuer une demande de crédit, mais leur faible niveau d'éducation ou leur manque de garanties foncières rendent la chose plus difficile.

Les formes traditionnelles de crédit sont plus accessibles. Ainsi les systèmes de solidarité et d'entraide (Azouma, Pari-Vente, Tontines) permettent aux femmes d'amasser un capital qu'elles peuvent ensuite réinvestir.

00255

MASPF. Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine

BP 74. N'DJAMENA

Tél: (235) 51 43 18; 51 46 83

Administration publique

Contact: SELGUET, Achta / Ministre

Associations

00256

GIRAF

Groupe Informel de Recherche sur les Femmes
S/C CEFOD. BP 907. N'DJAMENA

Tél: (235) 51 40 24 Télécopie: (235) 51 52 70

Association

Contact: TOG-NAYE, Assoum

Personnel salarié : 10

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Recherche; Information; Publication
d'ouvrages (Rapports de recherche)

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; INFORMATION

Pays d'intervention : TCHAD

Le GIRAF a pour objectif d'identifier les problèmes qui entravent la promotion de la femme; de collecter, dépouiller et analyser des données prises sur le terrain; de publier les résultats de ses travaux et d'organiser des conférences-débats.

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Publication d'ouvrages
Domaines d'intervention : AGRICULTURE; ELEVAGE; GESTION; FINANCEMENT; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MATERIEL PEDAGOGIQUE
Activités en réseau : INADES-Formation
Pays d'intervention : TCHAD

Organisations non gouvernementales

00257

BELACD

Bureau d'Etudes et de Liaison d'Action Caritative et de Développement

BP 155. MOUNDOU

Tél: (235) 69 13 84

Organisation non gouvernementale

Contact: DEVANTHERY, Luc / Directeur

Types d'activités : Enseignement et formation; Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; ALPHABETISATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; COOPERATIVE

Pays d'intervention : TCHAD

Le BELACD compte parmi ses principales activités la promotion féminine : formation de groupements féminins autour d'activités génératrices de revenus; cours d'alphabétisation et fourniture de matériel pédagogique; formation d'accoucheuses monitrices, éducation sanitaire; mise en place de groupements féminins agricoles; organisation de coopératives maraîchères féminines.

00258

INADES FORMATION (Tchad)

Institut Africain pour le Développement

Economique et Social

BP 945. N'DJAMENA

Tél: (235) 51 40 24 Télécopie: (235) 51 52 70

Organisation non gouvernementale

Contact: KAGNE, Dounia / Directeur national

Personnel salarié : 36

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Centre de documentation

CEFOD : Centre d'Etude et de Formation pour le Développement

BP 907. N'DJAMENA. TCHAD

Tél.: (235) 51 54 32; 51 41 42

Télécopie: (235) 51 61 50

Contact: ROYOUMBAYE NADOUMNGAR, Jean-Pierre / Responsable de la documentation

Domaines couverts: Sociologie; Anthropologie; Politique; Droit; Histoire; Développement; Travail; Education; Psychologie; Religion; Démographie; Géographie; Gestion Rurale; Promotion Féminine;
Publications: Bulletin bibliographique (trimestriel); Catalogue des périodiques; Répertoire juridique 1982-1987.

Activités en réseau: IBISCUS; RESADOC; Réseau tchadien de documentation; Réseau documentaire juridique francophone

Pays couverts: TCHAD

TOGO

Indicateurs socio-économiques

Population :

2 719 567 Hab. *Source* : Recensement de 1981

3 287 000 Hab. *Source* : Enquête EDS 1988

Superficie : 56 785 km²

PIB par habitant (1989) : 391 \$US

Taux d'urbanisation (1981) : 25,2 %

Pourcentage de femmes (1988) : 51,3 % (estimation)

Scolarisation primaire des filles (1981) : 53,5%

Nombre d'enfants par femme : 6,6

(estimation ONU 1985-1990)

Estimation des Nations Unies 2000

Population 4 818 000

Taux d'urbanisation 33,7 %

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, Politique

Les femmes togolaises ont obtenu le droit de vote en 1956. Le gouvernement togolais a adhéré (mais n'a toujours pas ratifié) à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes, mais a ratifié celle sur la rémunération égale pour un travail de valeur égale (1983). L'article 4 de la Constitution garantit l'égalité de tous devant la loi. Un Code des Personnes et de la Famille a été adopté en 1980; il protège les droits des femmes et proclame l'égalité des sexes. Il établit également pour les femmes le droit de propriété individuel. Dans la pratique, l'accès à la propriété de la terre reste très difficile pour les femmes et continue à être réglementé par les lois coutumières.

Sur le plan politique, les femmes sont très peu présentes dans les instances du pouvoir. La députation féminine, de 5 %, pendant la période de transition démocratique (1991-1994) est passé à 1,23% en 1994.

Education

Près de 75% des femmes au Togo sont analphabètes. Au niveau de l'enseignement général, des chiffres de 1990 indiquent une baisse de la scolarisation primaire chez les filles. Le taux de scolarisation global serait de 55,7% contre 78,4% pour les garçons. Dans l'enseignement technique, les femmes forment environ 26 % des effectifs en 1990, quant à l'enseignement universitaire, elles sont moins de 15 % des effectifs.

Santé, Population

On estime généralement que la couverture sanitaire au Togo s'est améliorée ces dernières années et que les problèmes de malnutrition sont aussi moins aigus qu'autrefois.

Cependant, la santé de la femme enceinte reste fragilisée par les maladies parasitaires, les infections et les naissances trop rapprochées. Malgré une volonté des pouvoirs publics de mettre en place des structures d'aide à la Planification familiale, les méthodes de contraception modernes sont très peu utilisées et une loi interdit toujours toute propagande anticonceptionnelle.

Enfin, les taux de séroprévalence et les SIDA déclarés ont fortement augmenté ces dernières années, atteignant un pourcentage de 5,03% de la population.

Agriculture

Les femmes forment environ 60 % de la main d'œuvre agricole et sont essentiellement concentrées dans la production d'autosubsistance, c'est-à-dire vivrière. C'est dans ce secteur surtout qu'on peut trouver des femmes chef d'exploitation, très peu dans les cultures de rente.

Leur droit de propriété de la terre n'est pratiquement pas exercé.

Emploi, Entreprises

Les femmes sont employées surtout dans le secteur primaire (agriculture) et tertiaire (commerce), et principalement à l'intérieur de l'économie informelle.

Plus de 40 % des femmes urbaines actives sont des commerçantes. Dans le secteur formel en 1989, les femmes représentaient 17% de la population active (une progression par rapport à 1981), essentiellement employées par l'administration publique.

Crédit, épargne

Il semble que les femmes représentent moins de 1% des emprunteurs dans le secteur du crédit agricole. Cette situation s'explique en grande partie par le fait qu'elles n'arrivent pas à réunir les conditions d'obtention de prêt (garanties foncières et financières). Néanmoins, des institutions d'épargne et de crédit initient des mutuelles pour tenter de contourner ces contraintes (citons, entre autres, la Mutuelle Adzedzi créée en 1993, sur financement de l'ACDI, les Mutuelles financées par la Caisse française de développement, la Gramming Bank financée par la Banque mondiale).

00259

DGPF. Direction Générale de la Promotion**Féminine**

BP 369. LOME

Tél: (228) 21 68 79; 21 61 66

Télécopie: (228) 22 25 75

Administration publique

Organisme de tutelle: Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires sociales*Contact:* TAKOUDA, Nignigaba / Directrice générale*Personnel salarié :* 40*Ressources :* Budget de l'Etat ou des collectivités locales; Financement international*Types d'activités :* Centre de documentation; Enseignement et formation; Assistance juridique; Education au développement; Action socioculturelle; Etudes conseil; Réalisation d'opérations; Information*Domaines d'intervention :* INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; NUTRITION; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; ALPHABETISATION; EDUCATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ARTISANAT; COMMERCE; ELEVAGE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT*Activités en réseau :* Réseau Femmes et Développement*Organisme de tutelle:* GF2D: Groupe de Réflexion et d'Action Femme Démocratie et Développement*Contact:* ADJAMAOBO-JOHNSON, Kafui / Responsable du CRIFF*Personnel salarié :* 1*Ressources :* Financement international; Dons, cotisations*Types d'activités :* Assistance juridique; Enseignement et formation; Centre de documentation; Recherche; Information; Publication d'un bulletin : Autrement Femme (bimensuel)*Domaines d'intervention :* PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; INFORMATION*Activités en réseau :* Réseau International de Clinique Juridique*Pays d'intervention :* TOGO

Le CRIFF a pour mission de conseiller juridiquement les femmes et de leur apporter l'encadrement nécessaire dans leurs rapports avec les administrations publiques et privées; de former les femmes en droit; d'apporter des informations appropriées pour valoriser l'image de la femme et l'amener à prendre conscience de son rôle dans la société; d'approfondir la connaissance sur le vécu des femmes. Ses activités sont : des permanences d'écoute et de conseil; des sessions de formation de parajuristes; des recherches.

Etablissements d'enseignement et de recherche

00260

Ministère de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale

LOME

Tél: (228) 21 38 01

Administration publique

Contact: AMEDOME, Afatsao / Ministre*Pays d'intervention :* TOGO**Associations**

00261

CRIFF**Centre de Recherche, d'Information et de Formation pour la Femme**

BP 14455. LOME

Tél: (228) 22 49 25 Télécopie: (228) 22 49 26

Association

00262

Université du Bénin. URD : Unité de Recherche Démographique

BP 12971. LOME

Tél: (228) 21 17 21 Télécopie: (228) 22 08 89

Etablissement d'enseignement et de recherche

Contact: AGOUNKE, Akoua / Directrice de l'URD*Personnel salarié :* 23*Ressources :* Financement national; Financement international*Types d'activités :* Recherche; Réalisation d'opérations; Centre de documentation; Enseignement et formation; Information; Publication d'un bulletin : Bulletin de liaison du RIADEP (semestriel); Publication d'ouvrages : Collection Etudes togolaises de population (série d'articles) et Les dossiers de l'URD (thèses, mémoires, rapports d'études); Production d'une banque de données bibliographiques sur la population et le développement (POPTOGO)

00264

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; MATERIEL PEDAGOGIQUE; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ELEVEGE; SECTEUR INFORMEL; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : RIADEP : Réseau Interuniversitaire Africain pour le Développement et les Etudes de Population; 3M : Morbidité et Mortalité Maternelle en Afrique

Pays d'intervention : BENIN; BURKINA FASO; COTE D'IVOIRE; NIGER; SENEGAL; TCHAD; TOGO

L'URD intervient dans quatre domaines d'activités : enseignement et formation, recherche, documentation et publication de documents scientifiques. L'URD coordonne les activités de deux réseaux régionaux, le RIADEP et le Réseau 3M (Morbidité et Mortalité Maternelle en Afrique).

Organisations non gouvernementales

00263

ASAFED

Association Africaine d'Education pour le Développement

Rue des Hydrocarbures. BP 3907. LOME

Tél: (228) 21 63 16 Télécopie: (228) 21 63 16

Organisation non gouvernementale

Contact: ATTIGNON, Koffi

Personnel salarié : 286

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Centre de documentation; Enseignement et formation; Réalisation d'opérations; Lutte contre les mutilations sexuelles; Information; Publication d'un bulletin : Famille et Développement (trimestriel)

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; NUTRITION; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; FORMATION PROFESSIONNELLE; AGRICULTURE; ELEVEGE; ARTISANAT; COOPERATIVE; SECTEUR INFORMEL; ENVIRONNEMENT; INFORMATION

Activités en réseau : FONGTO (Togo); CLEI (Nairobi); CONGO (Genève)

Pays d'intervention : AFRIQUE DE L'OUEST; AFRIQUE CENTRALE; OCEAN INDIEN

Club Unesco Féminin La Colombe

BP 80498. LOME

Tél: (228) 21 49 65 Télécopie: (228) 21 77 94

Organisation non gouvernementale

Contact: AKAKPO, Thérèse / Coordinatrice; KOUBLANOU, Félicité

Personnel salarié : 4

Ressources : Financement local ou régional; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Education au développement; Action socioculturelle; Etudes conseil; Réalisation d'opérations

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES; SANTE PUBLIQUE; ALPHABETISATION; ELEVEGE; COMMERCE; GESTION; FINANCEMENT; HABITAT; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : FONGTO : Fédération des ONG au Togo; COMET : Consortium des ONG en matière d'Environnement; CLEI (Kenya) : Centre de Liaison pour l'Environnement International; RIAF/DLVF (Mali) : Réseau Inter-Africain pour la Lutte contre les Violences faites aux Femmes

Pays d'intervention : TOGO

Le Club Unesco Féminin La Colombe a été créé en 1990 afin de contourner la difficulté qu'il y avait à l'époque de regrouper les femmes dans une association autre que l'officielle UNFT (Union Nationale des Femmes du Togo). Il avait pour but de lutter contre le taux élevé d'analphabétisme féminin, la pauvreté des femmes, la santé précaire des femmes, la déperdition scolaire des jeunes filles et la violation des droits de la femme sous toutes ses formes. Ses objectifs sont de contribuer au développement socioculturel des femmes; encourager les femmes et les jeunes filles à acquérir une formation professionnelle et une éducation supérieure; suivre de près l'action gouvernementale; informer et éduquer les femmes sur les questions telles que le planning familial, les droits de l'enfant et de la femme, la nutrition, le SIDA, la gestion, l'environnement etc. Ses moyens d'action sont l'organisation de coopératives, la recherche de financements pour appuyer des projets d'initiative de base, l'établissement de programmes d'information et d'éducation, de séminaires, de conférences, la participation au programme national d'alphabétisation et la formation de ses membres.

00265

FONGTO

Fédération des ONG du Togo

BP 1176. LOME

Tél: (228) 21 49 65 *Télécopie:* (228) 22 17 32
 Organisation non gouvernementale
Contact: AGBANYO, Kwami / Directeur exécutif,
 KODJO-NYAKU, Afi Lolonyo / Responsable du
 secteur Femmes

Personnel salarié : 4

Ressources : Auto-financement, vente de services;
 Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Centre
 de documentation; Education au développement;
 Action socioculturelle; Etudes conseil; Publication d'un
 bulletin : Echos des ONG (bimensuel)

Domaines d'intervention : FORMATION
 PROFESSIONNELLE; INTEGRATION DES
 FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ACTION
 SOCIALE; PROMOTION FEMININE; POUVOIR;
 CHANGEMENT SOCIAL; ETUDE FEMINISTE

Activités en réseau : SIATA : Service International
 Africain sur les Technologies Appropriées

Pays d'intervention : TOGO

Centres de documentation

**CENIP : Centre National d'Information sur la
 Population et le Développement**

BP 12971. LOME

Tél.: (228) 21 17 21 *Télécopie:* (228) 22 08 89

Organisme de tutelle: Université du Bénin. Unité de
 recherche démographique

Contact: NOMENYO, Adzowavi Justine /
 Responsable du service

Domaines couverts: Démographie; Anthropologie;
 Histoire; Travail; Santé

Publications: Bibliographies sur la population et le
 développement, sur la situation de la mère et de
 l'enfant au Togo; Bulletin bibliographique

TRINIDAD ET TOBAGO

00266

CAFRA

**Caribbean Association For Feminist Research and
 Action**

PO BAG 442 - Tunapuna Post Office. TUNAPUNA

Tél: (809) 663 8670; 662 1231

Télécopie: (809) 663 6482

Association

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Recherche;
 Education au développement; Soutien logistique et
 matériel; Centre de documentation; Information;
 Publication d'ouvrages; Publication d'une revue :
 CAFRA News (trimestriel)

Domaines d'intervention : FEMME; PROMOTION
 FEMININE; RELATION DE GENRE;
 INTEGRATION DES FEMMES AU
 DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES;
 ETUDE FEMINISTE; MOUVEMENT DE FEMMES;
 REPRODUCTION HUMAINE; VIOLENCE CONTRE
 LES FEMMES; INFORMATION

Pays d'intervention : CARAIBE; AMERIQUE
 CENTRALE; AMERIQUE DU SUD

Le CAFRA a pour objectif de faciliter le mouvement
 des femmes dans la région Caraïbe. Ses projets
 concernent les domaines suivants : développement
 rural, santé et reproduction, relation de genre et droits
 humains.

TUNISIE

00267

Ministère délégué chargé des Affaires de la Femme et de la Famille

TUNIS

Tél: (216 1) 563 018

Administration publique

Contact: MAZHOUD, Meziha / Ministre

Associations

00268

ATSCE

Association Tunisienne au Service du Couple et de l'Enfant

4203 Cité Ezzouhour 4. 2052 TUNIS

Tél: (216) 526 443 Télécopie: (216) 526 122

Association

Contact: FAOUZIA, Hamnoudia

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Recherche; Enseignement et formation; Centre de documentation; Lutte contre les mutilations sexuelles

Domaines d'intervention : SANTE PUBLIQUE; PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Pays d'intervention : TUNISIE

00269

CAWTAR

Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche

44, rue de Pologne. EL OMRANE TUNIS 1005

Tél: (216 1) 571 945; 571 867

Télécopie: (216 1) 574 627

Association

Contact: HAMZA, Nabil / Directrice

Ressources : Financement international

Types d'activités : Enseignement et formation; Recherche; Information; Production audiovisuelle; Production de banque de données : statistiques et institutions/associations/chercheurs travaillant sur les femmes arabes; Publication d'une revue et d'un bulletin; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; MATERIEL PEDAGOGIQUE; INFORMATION

Pays d'intervention : TUNISIE; AFRIQUE DU NORD

Créé en mars 1993, le CAWTAR se propose d'être une capacité régionale d'expertise en matière de recherches, de formation et d'activités en réseaux. L'idée de sa création est née d'un constat, celui du faible niveau de production et d'échanges d'informations sur la question féminine dans le monde arabe. Ses principaux objectifs sont de promouvoir l'image de la femme arabe et développer une perspective féminine sur les processus des changements sociaux qui affectent la place et le rôle des femmes; d'initier des études et recherches sur la femme, la famille et le développement; de diffuser l'information par le biais de réseaux informels et formels.

00270

CNFCE

Chambre Nationale des Femmes Chefs d'Entreprise

103 avenue de la Liberté. TUNIS

Tél: (216) 780 366 Télécopie: (216) 782 152

Association

Organisme de tutelle: UTICA. Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

Contact: SELLAMI, Jaouida / Présidente

Ressources : Dons, cotisations

Types d'activités : Education au développement; Enseignement et formation; Publication d'un bulletin; Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ARTISANAT; COMMERCE; ENTREPRISE; GESTION

Activités en réseau : RIHANA : Réseau des ONG des Femmes Tunisiennes; Organisation Mondiale des Femmes Chefs d'Entreprise

Etablissement ou service para-public

00271

IREP

Institut de Recherches et d'Etudes sur la Population

Place Zouaoui. 1000 TUNIS

Tél: (216 1) 650 977 Télécopie: (216 1) 351 666

Etablissement ou service parapublic

Organisme de tutelle: Tunisie. Ministère du Plan et du Développement régional

Contact: SMAOUI, Habib

Types d'activités : Recherche; Centre de documentation; Information

Domaines d'intervention : MIGRATION; EDUCATION; INFORMATION; SANTE; FEMME; TRAVAIL; ENVIRONNEMENT; POPULATION; URBANISATION

Activités en réseau : RIF : Réseau national d'Information sur la Femme

L'intégration des femmes au développement est l'un des plus importants axes de recherche de l'IREP.

Organisations non gouvernementales

00272

IPPF/AWR

Fédération Internationale pour la Planification Familiale. Région du Monde Arabe

2 Place Virgile. Notre Dame 1082 TUNIS

Tél: (216) 894 173; 787 743 Télécopie: (216) 789 934

Organisation non gouvernementale

Contact: BOUZIDI, Mohamed / Directeur régional; BENHADID, Faïza

Ressources : Financement local ou régional; Financement national; Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Etudes conseil; Soutien logistique et matériel; Enseignement et formation; Information; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : PLANIFICATION DE LA FAMILLE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; PROMOTION FEMININE; DROITS DES FEMMES; ETUDE FEMINISTE; INFORMATION

Pays d'intervention : ALGERIE. BAHREIN; DJIBOUTI; EGYPT; IRAK; JORDANIE; LIBAN; MAURITANIE; MAROC; PALESTINE; SOUDAN; SYRIE; TUNISIE; YEMEN

Les actions de l'IPPF sont axées essentiellement autour de la planification familiale, de la santé reproductrice et sexuelle, de la sexualité des adolescents, de la promotion et de l'amélioration des statuts sociojuridiques de la femme. Pour le monde arabe, les enjeux stratégiques définis sont, entre autres, la lutte contre l'avortement à risque et l'amélioration du statut des femmes.

Autres

00273

CPS

Cabinet de Prospective Sociale

13 rue d'Autriche. 1002 TUNIS

Tél: (216 1) 782 329 Télécopie: (216 1) 782 329

Société privée

Contact: DARGHOUTH MEDIMEGH, Aziza

Persomel salarié : 18

Ressources : Financement international; Auto-financement, vente de services

Types d'activités : Etudes conseil; Recherche; Education au développement; Information; Production de banques de données

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL; AGRICULTURE; ELEVAGE; ARTISANAT; FINANCEMENT; SECTEUR INFORMEL; NUTRITION; HABITAT; INFORMATION

Pays d'intervention : AFRIQUE DU NORD

Le CPS réalise de nombreuses études socio-économiques pour le compte d'organisations internationales telles le PNUD, la FAO, USAID etc. Sa zone d'enquête couvre la Tunisie, l'Afrique du Nord et l'Islam en général. De nombreuses études ont porté sur les femmes : La femme tunisienne, participation à la vie publique et politique (1984); Etude sur l'emploi féminin dans les pays arabes (1990); Droits et vécu de la femme en pays d'Islam - étude comparative (1992); Les femmes chefs d'entreprise en Tunisie (1993); Les femmes dans les structures de participation et Les femmes dans le monde rural (1994); L'épargne et le crédit des femmes rurales (PNUD - FAO, 1994).

Centres de documentation

CREDIF : Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme

Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud. Rue 7131

El Manaar II 2092

Tél.: (216 1) 885 322; 885 717; 885 718

Télécopie: (216 1) 882 893; 887 436

Organisme de tutelle: MAFF. Ministère des Affaires de la Femme et de la Famille

Contact: HMILA, Faouzia / Directrice de la Documentation

Domaines couverts: Vie Politique Et Associative; Intégration Des Femmes Au Développement; Société Et Famille; Migration; Droits Des Femmes; Féminisme; Relation De Genre; Travail Des Femmes; Femmes Rurales

Publications: Publication d'un bulletin : Info CREDIF (trimestriel); Publication d'ouvrages

Banque de données: Femmes cinéastes (CAMERA); Institutions (ZAZIA); Compétences féminines (BENT EL FAKHRI); Bibliographique (ELYSSA)

Activités en réseau: REMIF : Réseau Maghrébin d'Information sur la Femme

Pays couverts: ALGERIE; MAROC; TUNISIE

Le CREDIF mène des études et recherches sur la femme tunisienne, collecte des données et des documents sur les femmes, crée des banques de données spécialisées et mène des activités d'information.

IRMC : Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain. Bibliothèque
20 rue Mohamed Ali Tahar. Mutuelleville
1002 TUNIS

Tél.: (216 1) 796 722

Télécopie: (216 1) 797 376 Télex: 18080 IRMC TN
Organisme de tutelle: FRANCE. MAE. Ministère des Affaires Etrangères. Sous-direction des Sciences Sociales et Humaines.

Contact: CAMAU, Michel / Directeur; PLANEL, Anne-Marie / Directrice adjointe

Services: Consultation sur place du lundi au vendredi de 10h à 17h

Domaines couverts: Anthropologie; Droit; Economie; Histoire; Géographie; Politologie; Sociologie

Pays couverts: ALGERIE; MAROC; TUNISIE

L'IRMC est un institut de recherche spécialisé en sciences sociales et humaines regroupant des chercheurs européens et maghrébins. Il publie de nombreux ouvrages et organise des séminaires et colloques. L'IRMC a également une antenne à Rabat (Maroc) comportant un centre de documentation (1 rue d'Annaba, RABAT. Tél. : (212 7) 769 640 Télécopie (212 7) 761 475).

Office National de la Famille et de la Population.

Direction de la documentation

42 avenue de Madrid. TUNIS

Tél.: (216 1) 341 088

Organisme de tutelle: TUNISIE. Ministère de la Santé publique

Contact: MZAH, Abdelhamid / Responsable du service

Domaines couverts: Psychologie; Religion; Medias; Sociologie; Démographie; Anthropologie; Politique; Droit; Histoire; Géographie; Développement; Immigration; Travail; Famille; Education; Sexualité; Féminisme; Santé

Pays couverts: TUNISIE

URUGUAY

00274

CIEDUR/DATES

Centro Inderdisciplinario de Estudios sobre el Desarrollo. Departamento de Asesoramiento

Technico Economico y Social

Joaquin Requena 1375. CP 11200. MONTEVIDEO Association

Contact: ESPINO, Alma

Types d'activités : Recherche; Information; Publication de revues : Cuadernos de Informacion Popular et Uruguay Hoy

Domaines d'intervention : SCIENCES SOCIALES; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; INFORMATION; PROMOTION FEMININE

Pays d'intervention : AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD; URUGUAY

Le CIEDUR réunit des chercheurs en sciences sociales. Ses objectifs : impulser la recherche en sciences sociales sur des thèmes de préoccupation nationale, diffuser les résultats des travaux réalisés, assister et appuyer les organisations sociales (coopératives, syndicats, groupements d'artisans, de petits commerçants, de producteurs ruraux, groupements de femmes etc.).

00275

GRECMU

Grupo de Estudios sobre la Condicion de la Mujer en el Uruguay

Miguel del Corro 1474. MONTEVIDEO

Organisation non gouvernementale

Types d'activités : Recherche; Enseignement et formation; Information; Publication d'ouvrages; Production audiovisuelle

Domaines d'intervention : FEMME; SCIENCES SOCIALES; RELATION DE GENRE; ETUDE FEMINISTE; PROMOTION FEMININE; TRAVAIL DES FEMMES; MOUVEMENT DE FEMMES

Pays d'intervention : URUGUAY; AMERIQUE CENTRALE; AMERIQUE DU SUD

Le GRECMU poursuit l'objectif de construire un espace de réflexion dans une perspective féministe. Il développe des activités dans les secteurs suivants : la recherche, la formation, la documentation, la diffusion de publications. Il travaille avec différents secteurs de la société civile en matière de recherche sur les relations de genre, que ce soit en organisant des séminaires, ou en diffusant des publications scientifiques ainsi que des publications particulièrement destinées à la formation d'une pratique collective dans les mouvements populaires de femmes.

ZAIRE

Indicateurs socio-économiques

Population :

30 729 443 Hab. *Source:* Recensement de 1984
39 882 000 Hab. *Source:* Estimation de l'ONU en 1992

Superficie : 2 344 858 km²

PIB par habitant (1993) : 139\$ US
(Source Banque Mondiale)

Taux d'urbanisation (1984) : 28%

Pourcentage de femmes (1984) : 50,9%

Scolarisation primaire des filles (1994) : 39%
(estimation Banque mondiale)

Nombre d'enfants par femme : 6,7
(estimation ONU 1985-1990)

<i>Estimation des Nations unies</i>	2000
Population	50 970 000
Taux d'urbanisation	31%

La situation économique, financière et sociale du Zaïre s'est fortement dégradée, surtout depuis 1991, à la suite de la crise politique et de l'arrêt des financements extérieurs (à l'exception des aides humanitaires). L'Administration publique a pratiquement cessé de fonctionner. L'état de santé publique et la qualité de l'éducation ont chuté de manière frappante. Cette dégradation générale a eu un impact très négatif sur l'évolution des indicateurs sociaux et on peut penser que la population féminine est la plus directement touchée.

Analyse de la situation des femmes par secteurs

Droit, politique

Les femmes zaïroises ont obtenu le droit de vote en 1960. Le gouvernement a signé et ratifié les Conventions internationales suivantes : sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (1986), sur les droits politiques des femmes (1977), sur une rémunération égale pour un travail de valeur égale (1969). La Constitution amendée en 1990 établit dans son article 12 l'égalité de tous devant la loi. Elle interdit également toute forme de discrimination basée sur le sexe.

Le Code de la famille adopté en 1987 stipule cependant que la femme doit obtenir l'accord de son mari pour, entre autres, occuper un emploi. Le Code établit également l'incapacité juridique de la femme dans de nombreux domaines.

La femme n'a droit seulement qu'au douzième de la "succession" de son mari. Le droit coutumier prévoit que la famille du défunt hérite de ses biens, non la veuve.

Concernant la vie politique, la participation des femmes reste très faible. Lors de la Conférence nationale souveraine de 1991, les femmes ne représentaient que 6% des 2800 délégués. Autre exemple frappant, lors de l'ouverture au multipartisme en 1990, sur les 300 partis politiques qui se sont créés à ce moment-là, seul 2% des chefs de parti étaient des femmes. Enfin, le nombre de femmes au Parlement n'a jamais dépassé les 5%.

Depuis 1990, il existe un ministère de la Condition féminine et de la Famille (CONDIFFA).

Education

Le taux de scolarisation primaire des filles en 1984 était de 49% et il semble que la situation se soit fortement dégradée ces dernières années. L'analphabétisme féminin est très important (estimé à 65% en 1994), surtout en milieu rural. Les dépenses publiques sont surtout orientées vers l'enseignement supérieur, au détriment des écoles primaires et secondaires.

L'obtention de diplômes de fins d'études supérieures ou techniques chez les filles n'atteint pas 20%. Elles sont pratiquement absentes du cursus agriculture et développement rural.

Les filles souffrent d'un accès limité aux programmes de formation professionnelle dans les secteurs compétitifs.

Santé, Population

La santé des femmes zaïroises tend à se dégrader. La réduction du budget de l'Etat pour ce secteur entraîne une baisse quantitative et qualitative des soins. Le taux de mortalité maternelle reste très élevé : manque de soins prénataux, malnutrition, avortements clandestins (le code pénal de 1982 interdit l'avortement) en sont les causes principales.

La proportion des filles d'âge scolaire (15-19 ans) séropositives est presque trois fois plus élevée que chez les garçons. L'utilisation de moyens contraceptifs modernes reste très faible, malgré une hausse survenue ces dernières années suite à une campagne de sensibilisation sur le SIDA.

Malgré un programme lancé dans les années 70 sur les "naissances désirables", la fécondité des femmes s'est élevée ces 30 dernières années.

Agriculture

Comme presque partout en Afrique, les femmes jouent un rôle prépondérant dans le secteur agricole : ce sont elles qui assurent en grande partie l'autoconsommation familiale, la récolte, la commercialisation. La production du manioc (60% de la consommation nationale) relève presque entièrement d'elles.

Mais les femmes souffrent de l'insuffisance de vulgarisation agricole et d'un accès limité aux moyens de production et aux technologies modernes ainsi qu'au crédit et à la terre.

Emploi, entreprises

Dans le secteur formel, la participation des femmes est faible. Comparée à d'autres pays africains, leur place dans la fonction publique semble moins importante. Dans le privé, compte tenu de leurs faibles capacités techniques et scientifiques dues au manque de formation, elles se retrouvent surtout dans les emplois de service.

Dans le secteur informel, commerce et restauration emploient une grande partie des femmes.

Crédit, épargne

En 1984, moins de 2% des prêts commerciaux bancaires étaient octroyés aux femmes. Les deux banques de développement (SOFIDE, BCA) n'offrent pas beaucoup plus de possibilités. Les femmes se tournent plutôt vers les coopératives d'épargne et de prêt (COOPEC) où elles représentent une part non négligeable des adhérents ainsi que vers les traditionnels systèmes de tontine.

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; ARTISANAT; ENVIRONNEMENT; HABITAT; AGRICULTURE; ELEVAGE

Pays d'intervention : ZAIRE

Préparation de groupes de femmes à l'artisanat par de la formation et du matériel; Formation des femmes à la briquetterie afin qu'elles puissent se construire une maison; Education au développement pour les responsables de groupements féminins.

Centre de documentation

CEDITA : Centre de Documentation et d'Information sur la Technologie Appropriée
20 avenue de l'Enseignement. BP 3585

KINSHASA-GOMBE

Tél.: (243) 62459

Contact: LUNGELA, Sakananu / Directeur,
BANYWESIZE, Alexis / Documentaliste

Domaines couverts: Développement; Techniques Rurales Et Artisanales

Publications: Publication d'un bulletin; Publication d'ouvrages (catalogue sur demande)

00276

Ministère des Affaires Sociales

KINSHASA GOMBE

Administration publique

Contact: SOKI, Fwani Eyénga / Ministre

00277

CFAR

Centre de Formation pour l'Artisanat Rural

BP 3. KAZANGULU BAS-ZAIRE

Organisation non gouvernementale

Contact: MAMTONDO GRACIA, Victor

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation;
Education au développement; Transfert de technologie

ZAMBIE

00278

Zambia Alliance of Women

PO Box 51068. LUSAKA

Tél: (260) 22 55 73

Association

Contact: NJELESANI, Rosemary / Executive Director

Ressources : Financement international; Dons, cotisations

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Transfert de technologie; Enseignement et formation

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION FEMININE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; AGRICULTURE; ELEVAGE; ENVIRONNEMENT

Activités en réseau : International Alliance of Women

Pays d'intervention : ZAMBIE

L'association travaille auprès des petits groupes de femmes de la communauté afin de promouvoir l'égalité des droits.

00279

ZARD**Zambia Association for Research and Development**

PO Box 37836. LUSAKA

Tél: (260 1) 224507 Télécopie: (260 1) 222883

Organisation non gouvernementale

Ressources : Financement international

Types d'activités : Réalisation d'opérations; Recherche; Education au développement; Centre de

documentation; Enseignement et formation; Lutte contre les mutilations sexuelles; Soutien logistique et matériel; Information; Publication d'ouvrages;

Organisation de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE;

INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT; DROITS DES FEMMES;

ETUDE FEMINISTE; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE; INFORMATION

Activités en réseau : NGOCC : Non-Governmental

Organisations Coordinating Committee (ZAMBIA)

Pays d'intervention : ZAMBIE

Recherche et mise en place de circuits de communication entre les chercheurs et les personnes s'intéressant à la question des femmes dans le développement et plus largement aux questions de genre. Organisation de séminaires et aide à la collecte de fonds pour des projets de recherche.

ZIMBABWE

00280

Ministry of National Affairs, Employment Creation and Cooperatives

Private Bag 7735. CAUSEWAY

Tél: (263 4) 73 46 91

Administration publique

Contact: CHITAURO, Florence / Ministre

00281

ORAP**Organization of Rural Associations for Progress**

16 Boone avenue, Richmond. PO Box 877.

BULAWAYO

Tél: (263 9) 31009; 68588; 68538

Télécopie: (263 9) 31088; 72127

Organisation non gouvernementale

Contact: NYONI, Sithembiso / Coordonnateur

Personnel salarié : 100

Ressources : Financement international

Types d'activités : Education au développement; Centre de documentation; Information; Publication d'ouvrages

Domaines d'intervention : PROMOTION FEMININE; NUTRITION; AGRICULTURE; COOPERATIVE; FINANCEMENT; INFORMATION; ENVIRONNEMENT

Pays d'intervention : ZIMBABWE

Les activités de l'ORAP sont principalement axées vers le développement rural, la lutte contre la pauvreté, la promotion féminine, la nutrition, l'environnement, l'éducation et les activités économiques. L'organisation assure également un rôle de représentation et de lobbying.

00282

WILDAF**Women in Law and Development in Africa**

PO Box 4622. HARARE

Tél: (263 4) 75 21 05 Télécopie: (263 4) 73 36 70

Organisation non gouvernementale

Contact: BUTEGWA, Florence / Responsable

Ressources : Financement national; Auto-financement, vente de services; Dons, cotisations

Types d'activités : Enseignement et formation; Assistance juridique; Education au développement; Publication d'un bulletin : WILDAF News (bilingue)

Domaines d'intervention : DROITS DES FEMMES;
PROMOTION FEMININE; INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; ETUDE
FEMINISTE; POUVOIR; CHANGEMENT SOCIAL;
FORMATION PROFESSIONNELLE

Pays d'intervention : AFRIQUE

Le WILDAF se propose d'utiliser le droit pour promouvoir la femme africaine dans tous les domaines. Il forme également les femmes dans les domaines juridique (parajuristes), de l'éducation (formatrices) et du développement. Des bureaux nationaux dans les pays membres permettront d'aider à mettre sur pied des Programmes nationaux de promotion de la femme.

00283

ZWFT

Zimbabwe Women Finance Trust

PO Box CY 122. Causeway. HARARE

Tél: (263 4) 57 02 01 Télécopie: (263 4) 72 31 98

Organisation non gouvernementale

Contact: JIRI, Margaret / Directrice de programme

Personnel salarié : 15

Ressources : Financement local ou régional

Types d'activités : Financement d'opérations

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION
FEMININE; FINANCEMENT

Activités en réseau : Women World Banking

Pays d'intervention : ZIMBABWE

00284

ZWRCN

Zimbabwe Women's Resource Center and Network

288 Herbert Chitepo Avenue. PO Box 2192. HARARE

Tél: (263 4) 737435 Télécopie: (263 4) 720331

Internet: zwrcn@mango.apc.org

Organisation non gouvernementale

Contact: RUZUIDZO, Thoko / Présidente

Personnel salarié : 10

Types d'activités : Centre de documentation;
Recherche; Enseignement et formation; Organisation
de conférences ou séminaires

Domaines d'intervention : INTEGRATION DES
FEMMES AU DEVELOPPEMENT; PROMOTION
FEMININE

Pays d'intervention : ZIMBABWE

L'action de la Coopération française

La politique du ministère français de la Coopération en faveur des femmes, définie lors des Rencontres inter-africaines de Bamako (septembre 1992) et de la Conférence "Femmes et Développement" tenue à Paris (novembre 1992), vise prioritairement, d'une part, à assurer un statut et des droits égaux pour les femmes et, d'autre part, à encourager les actions en direction des femmes du secteur rural.

L'action de la Coopération française s'appuie sur la prise en compte de la dimension "femmes et développement" dans les différents projets sectoriels FAC (Fonds d'Aide et de Coopération) ainsi que sur la mise en place depuis 1993 d'un programme mobilisateur * de 20 millions de francs français pour trois ans.

Elle repose, au Sud, sur les missions de Coopération, dont le rôle comprend trois volets : aider à l'émergence et l'identification de projets, associer, à titre consultatif, les déléguées des réseaux aux choix des projets et à la préparation des commissions mixtes pour le secteur "Femmes et développement", et enfin organiser avec les partenaires multilatéraux les fonds d'appui et les fonds de garantie aux projets femmes.

Les missions de Coopération gèrent des crédits déconcentrés d'intervention (CDI), dont 10% sont consacrés chaque année aux actions "femmes et développement". D'un montant inférieur à 1 million de francs français, ils sont principalement réservés aux initiatives associatives et de la société civile. Dans chaque mission est désigné un conseiller chargé du dossier Femmes et développement.

Le chapitre qui suit, réalisé avec l'aide des Missions de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC), présente donc l'action de la Coopération française dans la plupart des pays relevant de sa compétence.

** Les programmes mobilisateurs de la Coopération française visent à permettre des interventions adaptées et exigeant une connaissance fine du milieu sur lequel on souhaite intervenir ainsi que l'appui d'une équipe pluridisciplinaire constituée en partenariat Nord-Sud pour la conception et le suivi.*

Angola

Le réseau Femmes et Développement en Angola a été formellement constitué en mars 1994 et réunit aujourd'hui 11 associations, renforçant ainsi l'expression de la société civile angolaise.

C'est ainsi qu'un programme de formation a été mis en oeuvre pour identifier les besoins des femmes, leurs intérêts et leur spécificité dans l'élaboration des projets : une représentante de la société civile a donc participé à un séminaire à N'Djamena en mars 1994 sur le thème : "Femmes et Développement - Développement par projets".

En vue de la Conférence de Pékin, la Coopération française a financé le déplacement de deux représentantes angolaises aux réunions préparatoires de Nouakchott et de Dakar. Un soutien à la traduction du rapport national en français a été également accordé.

Enfin, la Mission a appuyé sur ses crédits déconcentrés d'intervention (CDI) des projets de développement dont les principaux acteurs sont des femmes : appui aux petites et micro-entreprises (boulangeries) dans la périphérie de Luanda avec un volet formation et gestion, projet d'appui à la multiplication de semences de femmes agriculteurs en province avec la fourniture d'intrants, de petit matériel et un suivi réalisé par les services provinciaux de l'agriculture.

Bénin

Deux types d'actions ont été retenus au Bénin : l'appui aux activités productrices des femmes et l'appui aux actions de formation. Dans le 1er cas, le secteur informel a été retenu, avec une intervention auprès des associations et des groupements. Dans le second cas, les centres de formation pour jeunes filles peu ou non scolarisées seront soutenus, ainsi que la formation aux femmes adultes.

En 1994, 13 projets ont été financés, dont certains ont été réalisés en partenariat avec des organismes de développement.

Trois concernaient un appui à des centres de formation à Bohicon, Adjohoun et Cotonou (accroissement de la capacité d'accueil, aménagement d'un atelier de travail, achat de matériels et d'un véhicule). Un quatrième concernait la création d'un centre de formation pour femmes entrepreneurs dans le domaine de la pêche artisanale.

Sept projets concernaient l'appui direct aux activités économiques des femmes : cinq projets portaient sur l'aide à l'équipement de groupements producteurs, un autre portait sur l'octroi de micro-crédits pour les femmes défavorisées d'un quartier de Cotonou. Une aide au groupement des femmes commerçantes de Cadjéhoun a été accordée pour la réhabilitation de leur marché. Enfin, un projet d'une portée générale concernait l'appui au GAJES (voir *Sélection d'organismes*) pour la création d'une unité documentaire sur les femmes.

Les actions prévues en 1995 s'inscrivent dans la continuité de celles menées en 1994 : appui aux activités économiques (13 projets) et appui à la formation (surtout la formation professionnelle dans les domaines agricole et alimentaire).

Burkina Faso

La Mission de Coopération de Ouagadougou a pris en compte la dimension "Femmes et Développement" dans la plupart des actions financées en 1994 sur Crédits Déconcentrés d'Intervention (CDI) et Fonds Spécial de Développement (FSD).

Dans le cadre du programme mobilisateur Femmes et Développement, la Mission a notamment financé la participation de représentants burkinabé à la Conférence préparatoire de Dakar et à la Conférence Mondiale de Pékin.

Elle a aussi appuyé : la promotion d'activités pour les femmes chefs d'entreprise, un projet de crédit-épargne avec éducation pour les femmes pauvres (en collaboration avec l'UNICEF) et des actions liées au programme national de lutte contre les pratiques néfastes à l'égard des femmes.

Burundi

L'aide française se situe dans les secteurs éducatif et médical. A noter, le projet ASEA initié par la Caisse Française de Développement, qui permet l'octroi de crédits pour l'aide à l'entreprise. C'est une aide ponctuelle qui s'adresse aux femmes via les associations. Elle est directe ou passe par l'aide à l'éducation des enfants.

Un crédit déconcentré d'intervention (CDI), mis en place à l'occasion de la Journée de la Femme, a permis la promotion de l'artisanat (exposition vente), l'aide aux cultures vivrières (journées de l'arbre), la promotion du sport féminin et celle du ballet national.

Une cassette vidéo, co-production du ministère de la Promotion féminine, de la Radio Télévision Burundaise et de la Mission de Coopération à Bujumbura, sera également financée sur CDI et permettra de mieux connaître la femme burundaise.

Une aide est également accordée via les ONG et les organismes internationaux en direction des femmes réfugiées ou déplacées.

Cameroun

Dans un premier temps, l'intervention de la Coopération française a permis aux représentantes du Ministère de la Condition Féminine ainsi qu'à quelques responsables d'ONG de participer à différents séminaires internationaux.

Un appui de 8 millions de francs CFA a été apporté à l'association CRAFEJES pour la commercialisation et la conservation du maïs. Deux magasins de stockage des productions d'igname et de produits vivriers ont été mis sur pied au profit des associations de femmes de Binka et Tabenken. Douze puits ont été réalisés dans la province de l'Est. Une opération-pilote « Femmes Crédit-Epargne » au profit de l'ASAFE (Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur, avec la participation de l'IRAM, a permis la mise en place de groupes de caution solidaire de femmes exerçant une activité productive à Douala.

L'approche de la Mission privilégie un appui aux associations de femmes dynamiques, animées et dirigées par des femmes intègres, ayant déjà un certain nombre de réalisations concrètes à leur actif et oeuvrant transversalement tant au plan ethnique que politique.

La FESCICA (Association des Femmes Scientifiques du Cameroun) est l'opérateur du projet FSD d'aide à la fabrication locale de petits matériels scientifiques à destination des établissements d'enseignement secondaire du Cameroun. Ce projet permet en même temps à la FESCICA de développer son réseau et ses activités.

Trois projets qui font l'objet d'un petit financement sur CDI (Crédits déconcentrés d'intervention) pourraient, après une période d'essai, bénéficier d'une aide plus importante. Ils concernent :

- avec l'Association des Femmes Juristes, le renforcement et la création de centres d'information et d'assistance juridique, l'élaboration d'un guide pratique des droits de la femme ainsi qu'un appui documentaire spécialisé;
- avec l'Association des femmes parlementaires du Cameroun et d'autres associations féminines, l'élaboration d'un Code de la famille;
- avec le Department of Women's Studies de l'Université anglophone de Buéa, le développement d'une expertise concrète au sein de ce département à partir d'une étude socio-économique sur les commerçantes d'un marché de Buéa.

Cap-Vert

Du fait de la volonté de la Mission et des structures socio-économiques du Cap-Vert, la plupart des interventions de la Coopération française ont un impact important sur la place de la femme dans le développement.

Par ailleurs, des programmes spécifiques ont été financés ou sont actuellement sur le point de l'être sur crédits déconcentrés d'intervention (CDI). En particulier, un appui à l'Institut National de la Condition Féminine pour renforcer son efficacité et ses moyens d'intervention, et la réalisation d'équipements propres à accroître l'autonomie des femmes (particulièrement celles des milieux les plus modestes) et leurs accès à la vie professionnelle (jardins d'enfants, crèches).

Centrafrique

L'essentiel de l'action de la Mission a concerné 3 axes distincts : l'appui logistique à la participation de représentantes centrafricaines aux conférences et séminaires internationaux; l'appui au développement des activités des femmes en milieu rural; l'appui à la formation scolaire, artisanale et ménagère des jeunes filles.

Les autorités locales, et particulièrement le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale, entendent relancer les actions délaissées ces dernières années en faveur des femmes, et ce en s'appuyant sur la résolution de Bamako de septembre 1992, sur les directives définies à Dakar en novembre 1994 et bien entendu sur les conclusions qui suivront la Conférence de Pékin. Pour ce faire, la Mission a accordé un financement de 58 500 FRF au Ministère pour la prise en charge du déplacement à Bamako et pour l'appui matériel à l'élaboration et l'édition du rapport national présenté à Dakar.

L'AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès) a bénéficié d'un appui financier pour un projet d'appui aux organisations paysannes prenant en compte le développement des activités des femmes. Il doit entre autres poursuivre la formation des groupements féminins, constitués de femmes d'éleveurs, afin d'améliorer les conditions de vie dans les campements. Une étude du milieu a été menée afin d'élaborer les termes d'une proposition du Programme National d'Animation Féminine que la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) s'applique à mettre en oeuvre.

Un autre projet intégrant la dimension « Femmes et Développement » est en cours d'exécution: il s'agit de l'appui aux Centres Ruraux d'Education et de Formation.

Enfin, un certain nombre de projets visant à favoriser l'intégration de la femme dans le processus de développement ont été financés par la France et ont principalement concerné des établissements de formation privés et/ou confessionnels.

Côte d'Ivoire

Bourses accordées pour des formations; Séminaire Femme, Droit et Famille portant sur les thèmes suivants : problèmes de la scolarisation des filles, environnement, santé familiale, image de la femme dans les médias, droits de la femme dans la famille; Journal d'information "Femme de Côte d'Ivoire"; Financement et suivi de projets en direction des jeunes filles déscolarisées, des filles-mères et des femmes (Centre d'Agboville, Clair Logis de Bouaké, Insertion socio-économique des filles-mères de Moossou).

Gabon

L'appui de la Mission s'ordonne autour de deux orientations complémentaires :

- l'appui à la structure administrative chargée de coordonner et de renforcer les actions des pouvoirs publics en faveur de la femme;
- l'intervention financière directe au bénéfice de projets de développement initiés et réalisés par des femmes ou ayant pour but d'améliorer la condition féminine.

Guinée

Un Crédit déconcentré d'intervention (CDI) de 50 000 FRF a été accordé en 1995 en faveur de trois ONG féminines pour l'assainissement du Marché Niger, un projet de maraîchage et la construction de 20 fours pour le séchage des poissons.

Un projet pour la promotion des femmes de Kindia est en cours d'élaboration et sera présenté prochainement dans le cadre du Programme Mobilisateur Femmes et Développement.

Guinée Bissau

La Mission de Coopération et d'Action Culturelle apporte un appui institutionnel au ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine. D'autres bailleurs de fonds tels le PNUD, la Suède et les organisations nationales sont très actifs dans ce secteur.

Madagascar

Les deux grands axes de l'action de la Mission de Coopération à Antananarivo s'inscrivent dans le cadre général fixé par le Département, notamment : la prise en compte de la dimension Femmes et Développement dans les différents projets sectoriel FAC et le programme mobilisateur Femmes et Développement.

La dimension Femmes dans les projets sectoriels

Depuis, le poste a impulsé une réflexion globale sur le rôle de la femme comme moteur de développement et apporte un soutien actif aussi bien financier que logistique pour aider à une véritable mobilisation des partenaires institutionnels ou associatifs dans ce domaine. Les associations de femmes, le ministère malgache de la Population, la Mission française et autres bailleurs de fonds ont travaillé dans un esprit de franche collaboration et de dialogue. Graduellement, les différentes associations se sont regroupées et fédérées et il existe actuellement une confédération des associations de femmes à Madagascar. Pour atteindre cet objectif commun, la Mission française a financé sur ses crédits déconcentrés d'intervention (CDI):

- l'étude et l'édition en décembre 1992 de 250 exemplaires de «Femmes Malgaches et Développement», qui porte essentiellement sur la condition juridique de la femme malgache, son statut actuel, son rôle et son implication dans le développement du pays;
- la rédaction, la mise en forme et l'impression des travaux de l'atelier Femmes et Développement;
- financement de l'atelier national Femmes et Développement pour mobiliser et organiser les compétences malgaches dans la perspective de la conférence mondiale de Pékin.

Parallèlement, la mission a financé des micro-projets dans le secteur sanitaire, économique et dans le secteur de la formation. Le dénominateur commun de toutes ces réalisations est l'implication des femmes à toutes les étapes (conception, mise en oeuvre, évaluation) et leur impact sur le statut et le rôle des femmes. Les projets financés sont :

- mise en place et financement d'une structure d'accueil pour les femmes entrepreneurs;
- équipement d'un atelier de tissage pour les femmes artisanes;
- aménagement d'un bâtiment comme Centre de santé et de formation communautaire.

Programme mobilisateur Femmes et Développement

La Mission française a concentré ses efforts sur une des priorités dégagées lors de la Conférence préparatoire de Paris, à savoir : favoriser un développement social et économique égalitaire par une approche du développement rural fondée sur une analyse des besoins des femmes et des familles.

Un financement de 350 000 FRF a été accordé à un projet initié par des femmes et visant à l'amélioration du revenu des femmes tisserandes de tapis Mohair dans la région du sud-ouest de Madagascar, particulièrement défavorisée et soumise régulièrement à des sécheresses. Ce projet a permis la création de deux groupements auto-gérés. La formation, le suivi et l'accompagnement sont assurés par l'Association pour le développement intégré du sud, gestionnaire du projet. Outre l'amélioration des conditions de vie des femmes, le projet a permis la sensibilisation des éleveurs de cinq villages au problème de ravitaillement continu et stockage de laine et a favorisé la création de groupements d'éleveurs.

Mali

L'action en faveur de la promotion féminine a vu son importance s'accroître au fur et à mesure de la prise en compte par le ministère de la Coopération de la notion de "genre" et de la nécessité d'impliquer les femmes dans tous les programmes de développement.

La Mission de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC) de Bamako a pu ainsi mettre en oeuvre sur ses crédits propres un grand nombre de projets dont les principaux objectifs sont la valorisation des compétences de terrain, la prise en compte et l'encouragement des propositions de la société civile ainsi que l'action envers les populations féminines les plus démunies (mères célibataires sans emploi, veuves avec charge de famille).

Les actions de la Coopération française tournent autour de la création d'activités génératrices de revenus et d'emploi dans un cadre associatif, de l'alphabétisation et des prêts, laissant les autres agences présentes sur le terrain jouer leur rôle dans les domaines de la législation, des études et de l'organisation de séminaires.

Un comité de pilotage "Femmes et Développement social" regroupe depuis 1993 des professionnels (travailleurs sociaux, assistants techniques, représentants du gouvernement et de la société civile) qui ont pour charge d'examiner les dossiers soumis, de faire des visites sur le terrain et de discuter de la validité des options choisies.

Niger

La Coopération française n'a pas, au Niger, de projet global favorisant la participation des femmes au développement. Toutefois, quelques opérations sur crédits déconcentrés d'intervention (CDI) ont été mises en place ces dernières années : appuis aux foyers féminins (fourniture de matériel pour activités artisanales, 1988); construction d'un foyer féminin (1991); appui aux femmes exodantes de trois quartiers de Niamey (réinstallation dans leur milieu rural d'origine de femmes qui avaient migré en ville - 1994); réalisation d'un film sur les pratiques traditionnelles néfastes (1994; installation de 4 bornes fontaines à Niamey (projet générateur de revenus pour les femmes qui gèrent la distribution de l'eau et entretiennent les équipements - 1994).

Sénégal

La Mission de Coopération et d'Action Culturelle de Dakar a fourni un appui dans les secteurs de la formation et de la santé ainsi que dans les secteurs institutionnel et économique.

Dans le domaine de la formation, un projet FAC de 13,5 millions de FRF, s'adressant aux femmes et aux jeunes du Sénégal oriental et de la région de Dakar, vise à l'apprentissage et la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul, et à l'apprentissage de contenus fonctionnels en éducation pour la santé, en gestion et en formation technique. Dans un premier temps, 15 000 femmes sont concernées par ce programme. Le même projet FAC apporte également un appui institutionnel au ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et au ministère chargé de l'Éducation à la base et des langues nationales. Enfin, il soutient 7 ONG spécialisées en alphabétisation.

Dans le domaine de la santé, un projet FAC intitulé "Lutte contre la mortalité materno-infantile" a pour but de dépister et prendre en charge les grossesses à risques de manière à minimiser leur impact et faciliter le maintien ou le retour rapide de mères et d'enfants en bonne santé au sein de leur communauté. Notons également le soutien à la mise en place de médicaments essentiels à proximité des utilisateurs.

Dans le secteur institutionnel, la Coopération française essaie de redynamiser le Centre National d'Information pour les femmes, une structure ayant pour vocation de faire connaître leurs droits aux femmes et de renseigner sur les grandes orientations gouvernementales et les programmes en direction des groupements et associations de femmes. Il convient également de mentionner la mise à disposition d'assistants techniques auprès du ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et auprès de la représentation locale de l'UNIFEM.

Dans le secteur économique enfin, les actions de coopération visent principalement à un développement socio-économique égalitaire par la mise en place de fonds de crédits mutuels solidaires. Le projet "Femmes et crédit" mené avec l'IRAM fait partie d'un programme plus large d'appui aux initiatives décentralisées d'épargne et de crédit, financé par le ministère de la Coopération et la Caisse Française de Développement. Il consiste en la mise en place d'un fonds pour des petits crédits à des activités rentables exercées par des femmes, ainsi que des mesures d'accompagnement, en particulier la formation. Notons finalement un projet en cours de mise en œuvre intitulé "Familles productives, femmes chefs de familles", qui développera une approche communautaire et de crédit tournant. Il prendra en compte tous les acteurs de la famille et leur relation d'interdépendance.

Seychelles

Outre les activités "Femmes et Développement" qu'elle finance, la Coopération française contribue efficacement à la protection de la mère et de l'enfant dans le domaine de la santé et de la prévention.

Tchad

L'intervention française s'organise selon trois orientations : un appui institutionnel (mise à la disposition d'un conseiller technique), ainsi que deux projets correspondant aux deux missions principales du ministère tchadien des Affaires sociales et de la Promotion féminine : l'intégration des femmes au processus de développement et la mise en place de programmes sociaux.

Le premier projet (*Projet IFD, 1993-1995*) a pour objectif de faire reconnaître l'importance de la participation des femmes au développement du pays et de leur donner, dans deux régions excentrées (Ouaddaï et Salamat), un soutien dans leur entreprise : accompagnement de groupements féminins dans leurs activités de production, de

conservation, de transformation et de commercialisation, promotion de certains projets associatifs en vue de garantir un partenariat local et national.

Le deuxième projet (*Action sociale et Promotion féminine, 1994-1996*) est une contribution au développement social et communautaire : appui aux différentes associations et groupements organisés autour d'activités de survie et de solidarité, notamment en direction des femmes et des jeunes filles, formation aux nouveaux métiers du secteur social (animation de quartier, éducation spécialisée), réhabilitation du bâti dans les équipements sociaux.

Togo

La Mission de Coopération à Lomé a financé depuis 1993 les projets suivants :

- Appui au Centre de Développement Agro-pastoral artisanal de Baga : formation de groupements féminins aux techniques de culture agro-écologiques;
- Appui au commerce des femmes - Croix Bleue;
- Petits crédits pour les femmes de Lomé - projet Echoppe;
- Construction d'un magasin de stockage pour un groupement agricole féminin - ALGER;
- Séminaires de formation de formateurs en comptabilité simplifiée, en direction des micro-entreprises féminines - FAO et Club Unesco féminin La Colombe

En 1995, des crédits ont été accordés sur le Fonds spécial de développement pour la création de centres de formations et de promotion féminine à Lomé.

La Caisse française de développement a par ailleurs financé des projets de Mutuelles de crédit-épargne, dont la mise en oeuvre est assurée par la SOCODEVI.

Zaïre

Depuis 1991, la coopération est suspendue au Zaïre et seule une aide humanitaire est accordée. En l'absence d'un programme mobilisateur "Femmes et Développement", l'accent a toutefois été mis sur les crédits gérés directement par la Mission de Coopération sur place et qui s'adressent en priorité aux initiatives en faveur d'activités féminines. La dimension Femme et Développement est prise en compte dans les différents projets Santé et Développement rural. Un projet spécifique plus important a été mis en oeuvre, dont l'opérateur est le PNUD/FAO : il s'agit d'un appui à 53 groupements de femmes pour la fabrication de l'huile de palme, de farine de soja, de savon et de conservation de la tomate, pour un montant de 150.000 FRF permettant l'achat de 22 égreneuses à maïs, émietteuses de feuilles de manioc, décortiqueuses d'arachides, batteuses de riz et foyers améliorés.

Sources documentaires

Sélection de périodiques p. 151

Manuels et outils documentaires
(Aide à la création d'un centre de documentation
spécialisé) p. 167

LES PERIODIQUES SPECIALISES

Cette section présente un choix de périodiques francophones et anglophones, ces derniers constituant une grande partie des titres consacrés au thème Femmes et Développement (Women in Development ou WID). Son objectif est de recenser les titres de référence incontournables sur le sujet et de rendre compte des problématiques, des luttes et des acteurs que recouvre ce concept générique. Ainsi, l'ensemble des titres réunis ici offre de multiples entrées pour comprendre la portée des relations de genre (Gender Issues) et la nécessité de renforcer le statut des femmes pour entraîner leur intégration au développement.

Ces périodiques reflètent les thèmes centraux du développement vus à travers les perspectives des femmes - sinon féministes : éducation, santé et nutrition, environnement et habitat, participation à la vie économique et politique, secteur informel, financement de projets, média, droits humains, violence contre les femmes, conflits armés et la paix, migrations...

Les acteurs de la réflexion et de l'action en faveur de l'intégration des femmes au développement (IFD) sont variés : Centres de recherche universitaires ou indépendants sur les femmes, agences des Nations unies, ONG spécialisées, groupements féminins... Ils analysent la situation des femmes dans les pays en développement, proposent des stratégies politiques en faveur de leur pleine participation au développement économique et social. Ils contribuent ainsi à une meilleure connaissance des femmes du Sud.

Ces périodiques ont été classés selon trois types de contenus différents :

- **Le niveau 1** (représenté par *) pour les périodiques de **vulgarisation** généralement publiés par des ONG, des réseaux thématiques, des associations féminines etc. Ici s'exprime la société civile qui analyse de façon critique les politiques de développement par rapport à leur impact sur les femmes, qui dissémine le savoir sur l'intégration des femmes au développement et sur les luttes des femmes. Ces publications informent un large public sur les actions de solidarité internationale, notamment en direction des femmes du Sud.

- **Le niveau 2** (représenté par **) pour les titres à caractère **politique** publiés par les organismes gouvernementaux ou intergouvernementaux. Ils émanent d'institutions officielles et illustrent les politiques et les programmes de développement établis le plus souvent par les Etats ou les Nations unies et qui sont réalisés par les agences de coopération.

- **Le niveau 3** (représenté par ***) pour les **publications scientifiques** issues principalement des universités, des centres de recherche ou des départements d'études sur les femmes. Elles témoignent de l'avancement des recherches sur le rôle et la participation des femmes au développement. Elles livrent des données empiriques résultant d'études ou de projets en faveur des femmes.

Cette section a été réalisée à partir d'une mise à jour du fonds documentaire "Femmes du Tiers Monde" du CEDID, d'une enquête auprès de nombreux organismes et d'un recensement de multiples initiatives portant sur "Femmes et Développement" à travers la lecture d'ouvrages de référence. Elle ne saurait être exhaustive compte tenu du foisonnement des publications qui voient le jour sur ce thème.

Corinne CECILIA

**A PLEINE VOIX : LES FEMMES ET L'EDUCATION
POPULAIRE**

Autre titre : VOICES RISING

CIEA

Conseil International de l'Education des Adultes

720 Bathurst St. 5th Floor. TORONTO, ONT.

CANADA M5S 2R4

Français; Anglais

Quadrimestriel

*

"A PLEINE VOIX" est le principal instrument de liaison du Programme des Femmes du Conseil International de l'Education des Adultes (CEIA), qui s'emploie à renforcer le rôle de l'éducation des adultes dans quatre domaines prioritaires : l'alphabétisation, l'éducation relative à l'environnement, l'éducation pour la paix, les droits de la personne et l'éducation des femmes.

BULLETIN DU CARFF

CARFF

Centre Africain de Formation et de Recherche pour la Femme

PO Box 3001. ADDIS ABEBA. ETHIOPIE

Français

*

**BULLETIN DU RESEAU MONDIAL DES FEMMES
POUR LES DROITS SUR LA REPRODUCTION**

RMFDR

Réseau Mondial des Femmes pour les Droits sur la Reproduction

NZ Voorburgwal 32. 1012 RZ AMSTERDAM.

PAYS BAS

Français

Trimestriel

*

Le Réseau mondial des femmes pour les droits sur la reproduction (RMFDR) est un réseau autonome de groupes et d'individus qui, dans tous les continents, travaille à améliorer et à soutenir les droits des femmes à une maternité responsable. Le bulletin contient des articles de fond, des nouvelles, des informations sur le réseau (campagnes, activités et recherches, rapports, lettres et comptes-rendus) et sur les questions de santé liées à la reproduction biologique (recherche sociale et médicale, lois, politiques et services spécifiques à chaque pays, groupements de santé féministes et autres organisations qui travaillent dans le domaine de la santé et des droits de la reproduction).

BULLETIN MATCH

MATCH

Centre International MATCH

1102-200 rue Elgin. OTTAWA, ONT. CANADA

K2P 1L5

Français; Anglais

Trimestriel

ISSN : 0836-7515

*

L'objectif du bulletin est de "provoquer une réflexion et des discussions à propos des diverses questions relatives au développement". MATCH s'est engagé à promouvoir une vision féministe de ces questions, "qui passent par l'élimination de toute forme d'injustice, notamment l'exploitation et la marginalisation des femmes". On trouve également dans ce bulletin des actualités internationales concernant les femmes et le développement, ainsi que des nouvelles sur l'association et d'autres ONG de promotion féminine.

CANADIAN WOMAN STUDIES

Autre titre : LES CAHIERS DE LA FEMME

CWS/CF

212 Founders College. 4700 Keele Street. NORTH YORK, ONT. CANADA M3J 1P3

Français; Anglais

Trimestriel

Revue universitaire dont le but est de rendre compte des études sur la femme et les mouvements féministes, tant sur le plan de la recherche que de l'écriture. Elle se veut accessible au plus grand nombre possible de femmes. CWS/CF est une tribune ouverte à toutes les femmes qui veulent échanger leurs idées, leurs expériences personnelles, leur compétences et leur créativité. Elle a pour vocation de servir de lien entre le monde académique et les milieux populaires, entre la théorie et le militantisme. Elle présente des articles, des essais, des comptes-rendus de livres, d'articles et de films ainsi que des travaux.

CECI DIT

CECI

Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale

180 rue Sainte Catherine Est. MONTREAL, QUE.

CANADA H2X 1K9

Français

Quadrimestriel

ISSN : 847-3870

*

Bulletin de liaison du CECI, organisation privée sans but lucratif qui se consacre depuis 35 ans à la coopération et au développement international. Il présente les activités du CECI, des dossiers thématiques sur le développement humain durable, des réflexions sur l'aide internationale au développement, les actualités du PNUD et des Nations unies.

CHOIX : LA REVUE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

PNUD

Programme des Nations Unies pour le Développement

1 United Nations Plaza. NEW YORK. N.Y. 10017. ETATS UNIS

Français

Trimestriel

**

CHOIX présente des actualités sur les initiatives du PNUD, des comptes-rendus d'expériences de terrain en matière de développement participatif et durable, des articles sur des questions de politique mondiale, des analyses sur la situation économique et sociale vécue par les peuples du Tiers-Monde. Ce périodique existe aussi en anglais, en arabe, en espagnol, en italien et en japonais.

CHRONIQUE FEMINISTE

Université des Femmes

1a Place Quetelet. 1030 BRUXELLES. BELGIQUE

Français

Bimestriel

ISSN : 0774-3432

Ce périodique est une tribune pour l'information, la réflexion et l'action féministe. Il est réalisé et édité par l'équipe de l'Université des Femmes à Bruxelles qui propose des activités d'éducation permanente et un centre de documentation. On trouve dans cette publication des dossiers, des articles de fond, des billets d'humeur et des appels d'associations pour la promotion des femmes, des comptes-rendus de lecture. Toutes ces informations convergent autour des principaux thèmes d'actualité concernant les femmes, sur les plans national et international, les relations Nord-Sud, la solidarité avec les femmes du Tiers-Monde et le statut des femmes en Europe, mais aussi dans les autres continents. Ce sont les rubriques essentielles de cette revue scientifique et culturelle.

CIFAD-INTER : BULLETIN D'INFORMATION

CIFAD

Comité International des Femmes Africaines pour le Développement

01 BP 5147. ABIDJAN 01. COTE D'IVOIRE

Français

Bimestriel

*

COMMUNIQUE'ELLES

Les Editions Communiqu'Elles

3585 rue saint Urbain. MONTREAL, QUE. CANADA H2X 2N6

Français

*

CREW-REPORTS

CREW

Centre for Research on European Women

21 rue de la Tourelle. 1040 BRUXELLES. BELGIQUE

Français; Anglais

Mensuel

*

Périodique publié par "CREW", un centre indépendant de recherche et d'information belge, qui offre une information complète et des analyses sur l'actualité de la Communauté européenne à propos des femmes.

DEPECHE FEMMES

DAW / UN

Secrétariat de la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes

2 United Nations Plaza - Room DC-1220. NEW YORK, N.Y. 10017. ETATS UNIS

Français

Mensuel

**

Bulletin spécialement publié à l'occasion de la 4e Conférence mondiale organisée par les Nations unies sur le thème : "Egalité, Développement, Paix". Il donne des informations essentielles sur les travaux en cours à l'ONU (notamment ceux de la Division de la promotion de la femme) et les préparatifs relatifs à cette conférence. Il recueille et publie les observations et suggestions des publics. Le Secrétariat de la 4ème Conférence mondiale sur les femmes souhaite ainsi offrir "une tribune pour le dialogue et la coopération avec les institutions des Nations unies, les ONG, les groupes de base, les organisations régionales et les administrations nationales ainsi qu'avec les personnes intéressées". Ce bulletin paraît aussi en anglais.

DIMITRA : FEMMES RURALES ET DEVELOPPEMENT

Fondation Roi Baudoin

Rue Brédérode 21. 1000 - BRUXELLES. BELGIQUE

Français

Trimestriel

*

DIMITRA (du nom de la déesse grecque antique de l'agriculture), dont le premier numéro est paru en janvier 1995, est le bulletin de liaison du "Projet Femmes Rurales et Développement" de la Fondation Roi Baudoin en Belgique. Il est consacré aux femmes des zones rurales des pays du Tiers-Monde. L'objectif du projet est de sensibiliser l'opinion belge et les partenaires du développement à promouvoir le rôle des femmes rurales et d'aider à la décentralisation, au partage des expériences et des informations avec les pays du Sud. Le projet DIMITRA est intégré dans le programme de solidarité internationale de la Fondation Roi Baudoin. Ce périodique est aussi publié en anglais et en néerlandais.

DIPLOMEES

AFFDU

Association Française des Femmes Diplômées des Universités

4 rue de Chevreuse. 75006 PARIS. FRANCE

Français

Trimestriel

*

Ce bulletin de liaison informe les adhérentes de l'AFFDU sur les études en cours, les relations internationales menées avec d'autres associations féminines, le mouvement des femmes en France, la vie de l'AFFDU et de la Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités (FIFDU). On y trouve également un grand nombre d'informations de nature à intéresser les femmes ou concernant la promotion des femmes (notamment des femmes diplômées). Enfin, ce bulletin rend compte des programmes de soutien à des jeunes chercheuses (les boursières de l'AFFDU) ainsi que des projets d'aide aux femmes du Tiers-Monde.

DROITS DES FEMMES

Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville

8 avenue de Ségur. 75350 PARIS 7^e SP. FRANCE

Français

Mensuel

**

Lettre d'information du Secrétariat français aux Droits de la Femme. Celle-ci traite de l'actualité nationale (France) et communautaire (Union européenne) sur la situation des femmes. Citons quelques uns des principaux thèmes abordés : l'emploi, la formation, les droits des femmes, la santé, la famille, la politique, l'actualité internationale. Il expose la politique officielle française en matière de promotion de la femme. A noter également le bulletin publié en supplément à cette publication par la Mission de coordination pour la 4^e Conférence mondiale sur les femmes, intitulé "SPECIAL PEKIN".

ECHO : BULLETIN D'INFORMATION

AFARD

Association des Femmes Africaines pour la Recherche sur le Développement

BP 3304. DAKAR. SENEGAL

Français

*

ECHO est le bulletin d'information de l'Association des Femmes africaines pour la recherche sur le développement (AFARD), une organisation non gouvernementale dont le but est de promouvoir la recherche et l'analyse critique et de faire connaître les multiples rôles joués par les femmes africaines dans le processus continu de lutte en faveur des changements dans la société africaine et dans les relations Nord-Sud.

EDICIONES DE LAS MUJERES

ISIS

ISIS International

Casilla 2067. Correo Central. SANTIAGO DE CHILE. CHILI

Espagnol

Semestriel

ISSN : 0716-8101

"Ediciones de las Mujeres" est la revue scientifique du réseau de communication alternatif "ISIS International" créé en 1974 à Rome. La longue expérience d'ISIS en matière d'analyse et de réflexion sur la situation des femmes du Tiers-Monde lui confère un rôle inestimable et incontournable. Chaque livraison de cette revue est consacrée à un thème spécifique abordé de manière interdisciplinaire par des chercheurs originaires du monde entier. La revue permet de suivre les avancées de la pensée contemporaine sur les thèmes cruciaux et de stimuler la recherche pour trouver des réponses aux nouvelles réalités qui affectent les femmes des pays du Sud.

**FAMILLE ET DEVELOPPEMENT : REVUE
TRIMESTRIELLE AFRICAINE D'EDUCATION ET
DE COOPERATION TECHNIQUE**

ASAFED

Association Africaine d'Education pour le
Développement

BP 3907. LOME. TOGO

Français

Trimestriel

*

Cette revue est destinée à un public africain francophone. Il aborde les questions de développement dans une perspective endogène à partir des réalités "locales". Il traite d'un grand nombre de sujets sur un mode pédagogique. Ses principales rubriques sont : société, santé, éducation, développement, environnement, technologie appropriée. Il présente des articles analytiques sur les problèmes de développement en Afrique et des récits d'expériences innovantes. La rubrique "Info-pratiques" donne des conseils très concrets en matière d'hygiène et de santé.

FEMMES 2000

Autre titre : WOMEN NEWS

DAW / UN

Nations Unies. Department of Policy Coordination
and Sustainable Development (DPCSD). Division for
the Advancement of Women

2 United Nations Plaza - Room DC2-1220. NEW
YORK. N.Y. 10017. ETATS UNIS

Français; Anglais

Irrégulier

**

Publié en vue de promouvoir les objectifs fixés dans les stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme qui furent adoptées lors de la Conférence internationale de Nairobi (juillet 1985), ce bulletin est le principal organe d'information de la Division des Nations unies pour l'avancement des femmes. Les articles concernent, en particulier, les travaux menés par la Division. Ceux-ci découlent essentiellement des thèmes prioritaires examinés par la Commission des Nations unies sur la condition de la femme (United Nations Commission on the Status of Women), lors de ses sessions annuelles. Ces thèmes rejoignent ceux abordés lors de la Conférence de Nairobi : "Egalité, Développement, Paix". Ce bulletin fait état des recherches, donne des comptes-rendus des colloques et présente les recommandations de la Division dans ces domaines.

FEMMES ACTUALITES

DAW

Division de la Promotion de la Femme (DPCSD)

2 United Nations Plaza - Room DC2-1220. NEW
YORK. N.Y. 10017. ETATS UNIS

Français

**

Ce bulletin rend compte des activités et des accords adoptés par les institutions du système des Nations unies concernant les femmes. Il informe en particulier sur les politiques et activités de la Division pour la promotion de la femme, l'Institut international de recherche et de formation pour la formation de la femme (INSTRAW) et le Fonds des Nations unies pour la femme (UNIFEM). Il a cessé de paraître depuis 1992 et a été fusionné avec FEMMES 2000.

FEMMES AU TRAVAIL

BIT

Bureau International du Travail

4 route des Morillons. CH-1211 GENEVE 22

Français

**

Cette publication a cessé de paraître. Voir "L'OIT et la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes : bulletin d'information".

FIFDU ACTUALITES

FIFDU

Fédération Internationale des Femmes Diplômées
des Universités

37 Quai Wilson. CH-1201 GENEVE

Anglais; Français

Trimestriel

*

Cette lettre interne informe les adhérentes sur les programmes d'action et les activités menées par la fédération, ainsi que sur la situation des femmes diplômées dans le monde. Elle rend compte des actualités internationales concernant les femmes, notamment au sein des Nations unies où la FIFDU jouit d'un statut consultatif en tant qu'ONG internationale.

GO BETWEEN

SLNG

Service de Liaison Non Gouvernemental des Nations
Unies

Palais des Nations. CH-1211 GENEVE 10

Anglais

Bimestriel

*

Ce bulletin est destiné aux ONG et à tous ceux qui s'intéressent aux institutions, aux politiques et aux activités du système des Nations unies. L'actualité internationale en matière de développement, de coopération et de solidarité internationale y est traitée sous l'angle d'informations concrètes et utiles pour toute ONG de développement.

IFDA/WIDA

UNIFEM

Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme. Bureau Régional pour l'Afrique Francophone et le Maghreb

19 rue Parchappe. BP 154. DAKAR. SENEGAL

Français

Trimestriel

**

Ce bulletin s'articule autour des thèmes principaux couvrant des domaines prioritaires d'intervention de l'UNIFEM en Afrique, à savoir la prise en compte des besoins des femmes dans la définition des politiques et des stratégies dans les plans de développement, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et le renforcement du rôle de la femme dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il présente les actualités des programmes de l'UNIFEM, du PNUD et des Nations Unies en général ainsi que des réseaux d'ONG nationales ou inter-régionales.

**IIAV NEWSLETTER : INTERNATIONAL
NEWSLETTER ON WOMEN'S INFORMATION
SERVICES**

IIAV

Centre International d'Information et d'Archives pour le Mouvement des Femmes

Obiplein 4. 1094 RB AMSTERDAM. PAYS BAS

Allemand

Semestriel

Cette lettre d'information est une initiative des bibliothèques et centres de documentation spécialisés sur la problématique "femme" qui souhaitent répondre au besoin de centraliser et de publier des informations significatives en matière de "services d'information sur les femmes". Elle s'adresse aux services d'archives, bibliothèques, centres de documentation - du monde entier - spécialisés sur les femmes. Elle désire rendre compte de toute initiative ou activité concernant les sources d'information sur tous les thèmes concernant les femmes.

INFO CREDIF

CREDIF

Centre de Recherche, de Documentation et d'Information sur la Femme

Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud - Rue 7131. El Manar II. 2092 TUNIS. TUNISIE

Français; Arabe

Semestriel

ISSN : 0330-7379

*

Cette revue couvre l'actualité de la vie des femmes du Maghreb, en particulier en Tunisie ainsi que celle du mouvement international des femmes. Les rubriques présentent les nouvelles du CREDIF et des associations de femmes, des événements qui concernent la promotion des femmes, des portraits de femmes qui illustrent l'histoire des femmes tunisiennes, la culture féminine, des comptes-rendus de séminaires de recherche, des publications sur les femmes ou pour les femmes.

INFO DJOLIBA

DJOLIBA

Centre DJOLIBA

BP 298. BAMAKO. MALI

Français

*

C'est un bulletin qui présente les actualités du Centre Djoliba en matière d'éducation pour le développement, de promotion des femmes, de coopération internationale ou régionale ainsi que des informations qui intéressent le développement au Mali et en Afrique francophone. L'actualité internationale des femmes, les problèmes de la jeunesse, l'environnement, les questions économiques, sociales et politiques qui affectent la vie quotidienne des Africains, sont autant de thèmes traités dans ce bulletin. Celui-ci présente aussi les débats que propose le Centre Djoliba à ses adhérents et au public qui participe à ses activités.

INFO FEMMES ALGERIENNES

RAAFD

Relais des Associations Algériennes de Femmes Démocrates

BP 30. 93201 SAINT DENIS. FRANCE

Français

Bimensuel

*

Ce bulletin dénonce les actes de violence perpétrés par les terroristes intégristes et religieux algériens, en réaffirmant le combat des femmes, des démocrates et des réseaux de solidarité. Il informe sur l'actualité politique algérienne. On y trouve

également des témoignages, des articles de fonds et des comptes-rendus des actions du RAAFD ainsi que des informations sur les actions développées par les différents mouvements de résistance en Algérie.

INSTRAW NOUVELLES : FEMMES ET DEVELOPPEMENT
INSTRAW

Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies Pour la Promotion de la Femme
PO Box 21747. SANTO DOMINGO. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Français
Trimestriel

★★

Le but principal d'INSTRAW Nouvelles est de relater le travail accompli par l'organisation afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser le matériel de formation et de créer ainsi des réseaux qui permettent d'intégrer les femmes au développement. Ce bulletin vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées par les activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement. Ce bulletin est aussi publié en anglais et en espagnol.

IRED FORUM
IRED

Innovations et Réseaux pour le Développement
3 rue de Varembe. Case Postale 116. CH 1211 GENEVE 20

Français
Trimestriel

*

IRED-Forum est l'instrument de communication du réseau IRED qui regroupe plus de 1000 partenaires : organisations paysannes, associations d'artisans, mouvements de femmes, mouvements de jeunes, groupements divers qui oeuvrent en faveur du développement en milieu urbain ou rural. Chaque livraison apporte des informations sur la vie du réseau, mais aussi sur celle des réseaux de même type, sur les activités des institutions du système des Nations unies et sur les expériences de différentes ONG. Quelques thèmes abordés : la pêche, l'agriculture, l'élevage, l'environnement, la santé, les femmes, les enfants, les droits de l'homme, la culture...

IRIS BULLETIN

Réseau Européen de Projets pour la Formation des Femmes

21 rue de la Tourelle. 1040 BRUXELLES. BELGIQUE

Français
Semestriel

*

Bulletin d'information du réseau IRIS créé en 1988 à l'initiative de la Commission des Communautés européennes (CEE) pour promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes en matière de formation professionnelle au sein de l'Union européenne. Ce périodique est aussi publié en allemand et en anglais.

L'ACTUALITE AU FEMININ

Autre titre : WOMEN'S NEWS

CPS

Commission Pacifique Sud. Bureau Technique des Femmes du Pacifique

BP D5. NOUMEA CEDEX. NOUVELLE CALEDONIE

Français
Trimestriel

*

Ce bulletin est destiné à sensibiliser davantage les femmes et diffuse, à cette fin, les informations qui ont été rassemblées sur les activités concernant la condition féminine, sur le plan collectif aussi bien qu'individuel.

L'ENFANT EN MILIEU TROPICAL

CIE

Centre International de l'Enfance

Château de longchamp - Bois de Boulogne. 75016 PARIS. FRANCE

Français
Bimestriel
ISSN : 0013-7561

Revue proposant une synthèse des thèmes prioritaires concernant les enfants, les mères et les familles. Elle permet à ses lecteurs de suivre l'évolution des connaissances et des "savoir-faire" dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, du développement, ainsi qu'en matière de planification et d'administration de programmes, de méthodologie, de recherche ou d'action.

**L'OIT ET LA 4^{EME} CONFERENCE MONDIALE SUR
LES FEMMES : BULLETIN D'INFORMATION
OIT**

Organisation International du Travail. Conseil
Spécial Pour les Questions des Travailleuses
4 route des Morillons. CH-1211 GENEVE 22

Français / Anglais

Irrégulier

Ce bulletin informe sur la contribution de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) aux préparations nationales et régionales de la 4^{ème} Conférence Mondiale sur les Femmes. On y trouve aussi des résumés de documents officiels et le calendrier des manifestations qui jalonnent cet événement, ainsi que des informations actuelles sur le statut et la condition des femmes, notamment des travailleuses à travers le monde.

LA LETTRE DU CIDEP

CIDEP

Centre International de Formation et de Recherche
en Population et Développement

1 Place Montesquieu. BP 17. 1348 LOUVAIN-LA-
NEUVE. BELGIQUE

Français

Trimestriel

Ce bulletin de liaison fait état des activités du Centre international de formation et de recherche en population et développement (CIDEP) et des actualités mondiales ou régionales concernant les divers aspects de la recherche et des politiques sur le développement et la population. Il s'adresse aux chercheurs des pays du Tiers-Monde, notamment d'Afrique francophone et lusophone, avec lesquels le CIDEP entretient des échanges universitaires et scientifiques. Il informe également sur les rencontres, publications et bourses en matière de recherche sur la population et le développement, sur les formations existant dans ce domaine au CIDEP notamment.

**LA PART DES FEMMES : DERNIERES NOUVELLES
CTIF**

Centre de la Tribune Internationale de la Femme
777 United Nations Plaza. NEW YORK, N.Y.
10017. ETATS UNIS

Français

*

Ce bulletin, qui paraît de manière occasionnelle, a pour objectif d'informer les femmes, et notamment les femmes du Tiers-Monde, sur les divers aspects du financement d'un projet de développement. Il

présente également les organismes qui soutiennent les activités et projets de femmes et rend compte des campagnes de collecte de fonds mises en oeuvre par des groupes de femmes pour financer leurs projets.

LA TRIBUNE

CTIF

Centre de la Tribune Internationale de la Femme
777 United Nations Plaza. NEW YORK. N.Y.
10017. ETATS UNIS

Français

*

Ce bulletin du Centre de la Tribune internationale de la femme (CTIF) a pour objectif de mettre à la disposition des femmes du monde entier les ressources documentaires et bibliographiques concernant les femmes et le développement, accumulées par cet organisme depuis sa création en 1975. Chaque numéro aborde un thème particulier et significatif à propos des initiatives des femmes dans leurs efforts d'émancipation. L'objectif est d'informer et d'aider les femmes du Tiers-Monde à "participer de manière plus active et plus équitable au processus de développement de leur pays". La TRIBUNE rend compte des actualités internationales en matière de promotion des femmes, notamment celles concernant les recommandations et les politiques adoptées par les institutions des Nations unies. Ce bulletin est aussi publié en anglais et en espagnol.

LES CAHIERS DU GRIF

GRIF

Groupe de Recherche et de Documentation sur les
Femmes

Rue Blanche 29. 1050 BRUXELLES. BELGIQUE

Français

Trimestriel

ISSN : 0299-3058

Revue scientifique francophone et internationale qui fait office de référence dans le domaine des études sur les femmes et des recherches féministes. Elle contribue à l'avancement de la recherche par la diffusion de travaux, d'articles inédits et d'essais couvrant un large champ disciplinaire. Reflet des débats théoriques et de la dynamique propres à ce domaine scientifique, cette revue témoigne des interrogations féministes contemporaines quant aux institutions du savoir et au rôle des femmes dans la science. Le comité de rédaction, lui-même pluridisciplinaire et international, réunit des chercheuses, enseignantes d'université et spécialistes reconnues de la recherche féministe.

LES DOSSIERS DU CEPED

CEPED

Centre Français sur la Population et le Développement

15 rue de l'Ecole de Médecine. 75270 PARIS
CEDEX 06. FRANCE

Français (avec résumé du dossier en anglais)

Irrégulier

Les "Dossiers du CEPED" sont une collection de "documents de travail" destinés à faire connaître les différents problèmes de population et de développement. Chaque dossier traite un thème spécifique largement illustré par des données statistiques.

LES ENFANTS DU MONDE

UNICEF

Comité Français pour l'UNICEF

3 rue Duguay-Trouin. 75006 PARIS. FRANCE

Français

Trimestriel

ISSN : 0013-757X

*

Ce périodique traite des conditions de vie des enfants du Tiers Monde y compris des enfants des pays en guerre et des enfants réfugiés, mais aussi des femmes. On y trouve exposée l'action que mène l'UNICEF en leur faveur dans plus de 138 pays. Chaque livraison propose un dossier sur la situation des enfants ou des femmes dans un pays donné, des reportages, des témoignages de personnalités, des repères socio-économiques régionaux et mondiaux. La revue, destinée à l'éducation de l'opinion publique française, reflète les débats menés au sein des Nations unies et les actions entreprises par l'UNICEF pour répondre à l'urgence des besoins des enfants en situation difficile et des populations les plus démunies.

MATERNITE SANS RISQUES

OMS

Organisation Mondiale de la Santé. Division Santé de la Famille. Programme Santé Maternelle et Maternité Sans Risques

Avenue Appia. CH-1211 GENEVE 27

Français

3 fois par an

ISSN : 1014-9511

**

Ce bulletin publie les informations concernant le Programme "Maternité sans risques" de la Division Santé de la famille qui vise à améliorer de façon significative la santé maternelle dans le monde d'ici l'an 2000. Celui-ci est coparrainé par l'OMS et six

autres organismes internationaux. Ce bulletin reflète les efforts de l'OMS pour conseiller les gouvernements sur les moyens d'améliorer les services de santé maternelle et pour offrir des soins obstétricaux qualifiés en cas de grossesse à haut risque et en cas d'urgence. Il présente des actualités internationales sur les femmes et la maternité, des résultats de recherches et d'enquêtes menées dans les pays en développement sur la santé maternelle, un dossier thématique sur les soins liés à la maternité, des nouvelles de l'OMS et des Nations unies. Il donne des informations sur des matériels d'éducation sanitaire (publications, vidéos), il annonce les conférences, les séminaires, les stages de formation concernant la santé de la mère et de l'enfant. Ce bulletin est aussi publié en anglais et en arabe.

MERES ET ENFANTS : LA NUTRITION DE LA MERE ET DU NOURRISSON

APHA

Clearing House on Infant Feeding and Maternal Nutrition

1015 15th Street. WASHINGTON. D.C. 20005.
ETATS UNIS

Français

Trois fois par an

ISSN : 0275-8962

*

Ce bulletin rend compte des activités de recherche et d'aide au développement en matière de nutrition maternelle et infantile réalisées par l'APHA. Il relate des expériences de terrain, le plus souvent dans le cadre des programmes communautaires, réalisés par différents organismes dans le domaine de l'éducation pour la santé. Il présente enfin des informations documentaires et bibliographiques (disponibles au centre) et notamment des outils pédagogiques destinés aux animatrices des projets en santé et nutrition. Le bulletin fait le point sur les programmes internationaux de recherche et d'action en faveur de la santé des femmes et des enfants, tels l'UNICEF, l'OMS etc. Il est aussi publié en anglais et en espagnol.

MONDE DES FEMMES

Autre titre : WOMEN'S WORLD

ISIS - WICCE

ISIS Women's International Cross-Cultural Exchange
PO Box 4934. KAMPALA. OUGANDA

Français; Anglais

Semestriel

*

Cette publication d'ISIS-WICCE propose des informations et des dossiers sur les thèmes relatifs à l'exploitation des femmes. Un supplément,

"UPDATES", informe sur l'émergence de nouveaux groupes féminins, il présente des analyses de livres, annonce les conférences et signale les campagnes d'action.

MUJERES EN ACCION

ISIS

ISIS Internacional

Casilla 2067. Correo Central. SANTIAGO DE CHILE. CHILI

Espagnol

Trimestriel

ISSN : 0176-8497

*

"Mujeres En Accion", revue publiée par ISIS International, réseau de communication alternatif créé en 1974, a pour objectif d'informer sur tous les sujets concernant la vie des femmes - dans une perspective de genre : santé, travail, paix, violence contre les femmes, nouvelles technologies, media, actions de solidarité... Dans chaque livraison, on trouve également des informations concernant les membres du réseau, les institutions du système des Nations Unies, les ONG, les mouvements de femmes. Une rubrique est consacrée à l'analyse de références bibliographiques et de sources documentaires détenues par le Centre de documentation d'ISIS à Santiago du Chili.

NEWS FROM IRENE

IRENE

Industrial Restructuring Education Network Europe

Stationstraat 39. 5038 EC TILBURG. PAYS BAS

Anglais

Quadrimestriel

*

Ce bulletin, "principal moyen de communication entre les participants au réseau constitue un outil pratique pour ceux qui sont actifs au niveau de l'éducation dans le Tiers-Monde et en Europe". Il présente des informations sur des projets et des actions, sur la vie des groupes et des organisations ainsi qu'un catalogue de matériel éducatif. Chaque numéro du bulletin traite d'un sujet particulier, par exemple la mise à l'écart des femmes du marché du travail vers le secteur informel, les travailleurs immigrés, l'industrie électronique. IRENE est une ONG internationale spécialisée sur les questions de la division internationale du travail et de la restructuration internationale des industries et des services.

NOUVELLES DE L'UNIFEM

Autre titre : UNIFEM NEWS

UNIFEM

Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme

304 East 45 th Street. NEW YORK. N.Y 10017.

ETATS UNIS

Français; Anglais

**

Bulletin publié par le Programme d'information de l'UNIFEM. Il diffuse les informations les plus récentes sur les femmes et le développement. Des articles de fond couvrent les thèmes centraux en matière de promotion de la femme : droits des femmes, éducation, environnement, santé, participation à la vie économique et à la vie publique, la violence, les média... Les principales rubriques concernent les actualités liées aux activités de l'UNIFEM - notamment sur les projets gérés par des femmes et auxquels l'UNIFEM apporte un appui direct -, les actualités internationales et régionales se rapportant aux femmes, la vie des ONG et l'action des Nations unies. On y trouve également des références bibliographiques sur les femmes et le développement.

NOUVELLES DE WORLDWIDE

Autre titre : WORLDWIDE NEWS : Women in Development and Environment

WORLDWIDE

1331 H Street, NW - Suite 903. WASHINGTON, D.C. 20005. ETATS UNIS

Français

Trimestriel

ISSN : 1070-7514

*

Bulletin d'information destiné aux membres du réseau WORLDWIDE - en français FEDEN (Femmes pour le développement et l'environnement). Il contient des actualités internationales et régionales sur les femmes et les ONG féminines engagées dans des actions de développement durable, des comptes-rendus de rencontres, des annonces de conférences, des nouvelles des Nations unies et du mouvement international des femmes, des informations sur les technologies respectueuses de l'environnement et sur les mouvements écologiques à travers le monde. Le réseau WORLDWIDE vise à améliorer la compréhension du public, des politiciens, des éducateurs et agents de développement sur le rôle primordial des femmes dans la protection de l'environnement et sur la nécessité d'intégrer les femmes dans toutes les phases de conception et de mise en oeuvre de projets. C'est une ONG internationale basée à Washington.

NOUVELLES QUESTIONS FEMINISTES

Association Nouvelles Questions Féministes
C/O Christine DELPHY. 59-61 rue Pouchet. 75849
PARIS CEDEX 17. FRANCE
Français
Trimestriel
ISSN : 9248-4951

Cette revue d'études féministes est la plus ancienne et la principale revue en langue française consacrée à la diffusion et au développement de la réflexion née des mouvements féministes. Elle est un forum pour les analyses et les débats venant du monde entier, tout en maintenant une attention particulière à l'Europe et à la francophonie. Elle présente une information générale et factuelle sur la situation actuelle des femmes en France et dans le monde, la critique féministe des sciences, les débats théoriques, les enjeux politiques du mouvement féministe. On y trouve également des rubriques fixes telles que : Nouvelles des mouvements féministes étrangers, Documents du mouvement français, Informations bibliographiques, et des analyses critiques de livres et articles, des comptes-rendus systématiques des revues féministes. C'est une publication professionnelle dont la vocation est de susciter les recherches féministes, leur offrir un lieu de publication rapide, faire connaître les recherches menées à l'étranger et favoriser la communication internationale dans ce domaine de recherche.

**ONG-ACTUALITES : SPECIAL CONFERENCE
PREPARATOIRE AFRICAINE POUR LA
CONFERENCE MONDIALE DES FEMMES**

ENDA
ENDA Tiers-Monde
5 rue Kléber. BP 3370. DAKAR. SENEGAL
Français
Quotidien

*

Bulletin réalisé par des groupes de base, des associations et ONG, avec "ENDA Tiers-Monde" de Dakar pour faire entendre les voix des jeunes filles et des femmes contre la pauvreté et pour une vraie citoyenneté. Publié dans le cadre des préparatifs régionaux à la 4ème Conférence mondiale sur les femmes, ce bulletin voudrait être un de ces lieux où se rencontrent et se débattent de nouvelles approches et des expériences vécues par les femmes "invisibles porteuses d'avenir". Il s'agit donc d'alimenter les réflexions et les perspectives d'action pour l'avancement du statut des femmes, à partir de leurs propres existences et de leurs besoins, et de donner droit de cité à leurs luttes quotidiennes. Les ONG y

trouveront aussi des informations pratiques pour préparer la Conférence.

PAYSANNES AFRICAINES

51 rue Liancourt. 75014 PARIS. FRANCE
Français
Quadrimestriel
ISSN : 1241-5022

*

Bulletin destiné aux responsables paysannes, animatrices, monitrices et agents de développement des services publics et des ONG travaillant dans les villages d'Afrique francophone. On y trouve les deux principales rubriques suivantes : récits d'expériences et présentation de technologies appropriées.

**PERSPECTIVES INTERNATIONALES SUR LE
PLANNING FAMILIAL**

Autre titre : INTERNATIONAL FAMILY PLANNING
PERSPECTIVES

Alan Guttmacher Institute
Editorial Office - 120 Wall Street. NEW YORK,
N.Y. 10005. ETATS UNIS
Français; Anglais
Annuel (français); Trimestriel (anglais)
ISSN : 0162-2749

Cette revue publie des "articles présentant des résultats de recherche sur les pays en développement destinés à éclairer les spécialistes en matière de politiques démographiques". Elle contient également des statistiques démographiques récentes, des reportages, des expériences de terrain, des commentaires, des comptes-rendus de livres, des actualités internationales, ayant trait aux problèmes de population, de planning familial et de reproduction biologique. Sa version anglaise paraît 4 fois l'an. Les lecteurs des pays en développement peuvent la recevoir gratuitement.

POPLINE

Institut de la Population
110 Maryland Avenue, N.E. WASHINGTON. D.C.
20002. ETATS UNIS
Anglais
Mensuel

*

**POPULATION BULLETIN OF THE UNITED
NATIONS**

Nations unies. Department of Economic and Social
Information and Policy Analysis. Population Division
United Nations Plaza. NEW YORK, N.Y. 10017.
ETATS-UNIS

Anglais
ISSN : 2051-7604
*,***

POPULATION ET QUALITE DE LA VIE

Commission Indépendante Population et Qualité de la Vie
1 rue Miollis. 75732 PARIS CEDEX 15. FRANCE
Français
Trimestriel
*

Ce bulletin informe le public sur les travaux des experts de la Commission, l'actualité internationale et les publications de référence en matière de population mondiale, les rencontres, événements ou articles consacrés à ce thème. Il reproduit les contributions des lecteurs au débat sur la population et la qualité de la vie.

PROJETS FEMINISTES

AVFT
Association Européenne contre les Violences Faites aux Femmes au Travail
71 rue St Jacques. 75005 PARIS. FRANCE
Français
Semestriel
ISSN : 0961-8812

Cette revue associative livre des analyses féministes sur la question des violences contre les femmes, en abordant ses aspects économiques, juridiques, politiques ou culturels. C'est une tribune internationale où s'expriment des femmes d'origine socio-culturelle différente. Chaque numéro est consacré à un thème particulier, par exemple : "Droit, Culture, Pouvoir" (n° 3) qui propose une critique féministe des droits de l'homme. Des articles de fond commentent l'actualité française ou internationale concernant le statut et les droits des femmes. La rubrique culturelle témoigne d'un mouvement féministe français vivant et créatif.

**RECHERCHES FEMINISTES : REVUE
INTERDISCIPLINAIRE FRANCOPHONE D'ETUDES
FEMINISTES**

GREMF
Groupe de Recherche et d'Etude Multidisciplinaire Féministe
Edifice Jean Durand - Bureau 3200. 3e étage.
QUEBEC, QUE. CANADA G1K 7PA
Français
Semestriel
ISSN : 0838-4479

"Recherches Féministes" est une revue scientifique à visée interdisciplinaire qui a pour objectif de contribuer à "l'avancement de la recherche féministe par la diffusion d'articles faisant état de résultats inédits de recherche, particulièrement de recherche empirique. La revue publie également des notes de recherche, des comptes-rendus de livres, des bibliographies et des dossiers sur les grandes questions débattues dans le mouvement des femmes. Celle-ci s'adresse à toutes les personnes qui s'intéressent au changement dans les rapports sociaux de sexe et dans la production des connaissances. Elle constitue une source d'information essentielle pour l'enseignement, la recherche et l'action féministes."

REFAD : EN ROUTE POUR BEIJING

REFAD
Réseau Sous Régional Femmes Africaines et Droits Humains
01 BP 633. OUAGADOUGOU 01. BURKINA FASO
Français
Bimestriel
*

Ce bulletin d'information est une tribune de réflexion et de débats sur les thèmes centraux concernant l'avancement du statut des femmes, traités à partir d'une perspective ouest-africaine. Il rend compte des travaux en cours au sein des ONG africaines dans le cadre de la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes (réunions d'information, projets de plateforme d'action africaine et documentation sur les stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, et des possibilités d'interventions pour les ONG et groupements féminins etc.) Il traite également de l'actualité politique et socio-économique en Afrique ainsi que des luttes des femmes pour leurs droits.

REGARDS : FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS

FIA/ISM
Femmes Inter Associations/Inter Service Migrants
12 rue Guy de la Brosse. 75005 PARIS. FRANCE
Français
Quadrimestriel
*

FIA/ISM, collectif français d'associations et de groupes de femmes de différentes cultures, mène des actions socio-éducatives avec les femmes immigrées et réfugiées, dans le but de favoriser leur promotion économique, sociale et culturelle. REGARDS diffuse des informations pratiques qui favorisent les initiatives d'auto-promotion des femmes. Ce bulletin relate des expériences d'associations féminines, il propose des réflexions et débats sur l'inter-culturel et

l'inter-associatif. On y trouve un suivi de l'actualité internationale concernant les femmes.

REGARDS DE FEMMES

Femmes et Changements

14 Passage Dubail. 75010 PARIS. FRANCE

Français

*

Publication de l'association "Femmes et Changements", "réseau international d'échanges d'information, de coopération et de solidarité entre les femmes engagées dans les changements de leur société. Ce réseau favorise la diffusion de leurs recherches, expériences, analyses et propositions et mène des études et actions de terrain". Le premier numéro de "REGARDS DE FEMMES" propose une rétrospective des débats et enjeux de "l'implication des femmes dans la question du développement durable" depuis le Sommet de la Terre (RIO, 1992) et en vue de la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes. Il rend compte des tables rondes animées par "Femmes et Changements" lors du 15ème Festival international "Films de Femmes" (Créteil, mars 1993) et des films vidéos présentés au festival. Sa parution est irrégulière (un seul numéro à ce jour).

RESEAU FEMMES "RUPTURES" : BULLETIN D'INFORMATIONS, DE LIAISONS ET D'ECHANGES

Collectif Féministe "Ruptures"

Maison des Femmes. 8 cité Prost. 75011 PARIS.

FRANCE

Français

*

Ce bulletin est conçu à partir d'informations et d'articles rassemblés par "Ruptures" et qui émanent de réseaux ou d'associations de femmes en France, en Europe et dans tous pays. Il traite des actualités féministes, de la solidarité internationale. Il présente également des débats et des informations sur des événements, tels que les colloques, les conférences, les séminaires qui ont pour thème les relations de genre ou l'actualité socio-politique en général.

RESEAU FEMMES ET DEVELOPPEMENT : LETTRE D'INFORMATION

C/O GRDR. 20 rue Voltaire. 93100 MONTREUIL.

FRANCE

Français

Bimensuel

*

"La Lettre du réseau" informe sur l'actualité concernant les femmes et le développement : séminaires, rencontres, formations, publications

récentes, les travaux de recherche en cours, les actions engagées par les associations locales et les organismes internationaux. On y trouve relatées les grandes lignes de la politique développée par le ministère français de la Coopération en faveur des femmes.

REVUE : UN BULLETIN DE L'INSTITUT NORD-SUD INS

Institut Nord-Sud

55 rue Murrey - Bureau 200. OTTAWA, ONT. CANADA K1N 5M3

Bilingue : Français - Anglais

Quadrimestriel

ISSN : 1188-4347

*

Ce bulletin de l'Institut Nord-Sud propose des dossiers de recherche et de politique concernant la coopération internationale. Il présente les analyses et les publications de l'Institut Nord-Sud qui contribue, depuis 1976, à la formulation de politiques sur les relations Nord-Sud entre pays industrialisés et pays en voie de développement. La restructuration économique mondiale et son impact sur les conditions de vie des femmes sont des thèmes étudiés à l'INS et dans "Revue".

SANTE DU MONDE

OMS

Organisation Mondiale de la Santé

Avenue Appia. CH 1211 GENEVE 27

Français

Mensuel

ISSN : 0043-8502

**

"Santé du Monde" est le magazine officiel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est une source d'informations à propos des grandes questions liées à la santé dans le monde. Chaque numéro est consacré à l'une d'elles. L'analyse des problèmes et des solutions en matière de développement sanitaire couvre bien sûr les aspects d'ordre médical. Elle insiste surtout sur le contexte économique et socio-culturel pour comprendre et améliorer la santé des populations, notamment dans les pays les plus pauvres. Ce magazine propose une information précise sur l'actualité médicale à travers le monde ainsi que sur l'action de l'OMS et des Nations unies dans le domaine de la santé (soins de santé primaires, santé pour tous en l'an 2000, médicaments essentiels, vaccinations, lutte contre les grandes endémies...).

SIGNS : JOURNAL OF WOMEN IN CULTURE AND SOCIETY

University of Chicago Press. Journal Division
5720 S. Woodlawn. PO Box 37005. CHICAGO, ILL.
60637. ETATS UNIS

Anglais

Trimestriel

ISSN : 0097-9740

Cette revue scientifique interdisciplinaire et internationale fait office de référence dans le domaine des études sur les femmes et des recherches féministes. Elle contribue à la fois à l'avancement de la recherche par la diffusion de résultats inédits d'études et d'analyses sur la condition des femmes à travers l'histoire et dans le monde contemporain. Les articles couvrent un large champ disciplinaire : sciences sociales, histoire, littérature, droit, politique, économie, philosophie... Elle exprime, dans une perspective pluriculturelle, la place et le rôle des femmes dans les sociétés.

SPECIAL PEKIN : 4EME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

Mission de Coordination Française pour la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes
8 avenue de Ségur. 75350 PARIS 7è SP. FRANCE

Français

Trimestriel

**

SPECIAL PEKIN est un bulletin trimestriel de la Mission de Coordination Française pour la 4e Conférence Mondiale sur les Femmes, publié en supplément de "Droits des Femmes". Il diffuse des informations spécifiques aux travaux et aux préparatifs de la Conférence sur le plan national (France), régional (Europe) et international. On y trouve donc le calendrier officiel des manifestations et des rencontres préparatoires.

THE INTERNATIONAL SOROPTIMIST

Soroptimist International. Headquarters Office
87 Glisson Road. CAMBRIDGE CB1 2HG. ENGLAND

Anglais

Trimestriel

*

Ce bulletin informe ses adhérentes sur les programmes en cours au niveau de l'organisation centrale, mais aussi des événements qui font l'actualité dans les 3000 clubs Soroptimist répartis dans 111 pays. Celui-ci rend compte des actualités internationales concernant les femmes, notamment

celles du Système des Nations unies où Soroptimist International jouit d'un statut consultatif.

THIRD WORLD ORGANIZATION FOR WOMEN IN SCIENCE NEWSLETTER

TWOWS

Third World Organization For Women in Science
Strada Costeriera 11. PO Box 586. 34100 TRIESTE. ITALIE

Anglais

Quadrimestriel

*

Ce bulletin est l'organe de communication de TWOWS, ONG composée de femmes scientifiques, dont l'objectif est de promouvoir le rôle des femmes dans le développement technologique et scientifique dans les pays du Tiers-Monde. Celui-ci informe les adhérentes sur les projets de recherche pour le développement et autres activités de TWOWS. Il signale les actualités internationales concernant les femmes et l'intégration des femmes au développement (IFD) et les activités des groupes et réseaux féminins. Il présente les publications qui peuvent intéresser les spécialistes des femmes dans le développement. Ce bulletin permet l'échange d'informations et une collaboration SUD-SUD en matière de recherche et technologie pour les pays en développement.

UNIVERS'ELLES : BULLETIN FEMINISTE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le Cinquième Monde

454 rue Caron. QUEBEC, QUE. CANADA G1K 8K8

Français

Quadrimestriel

ISSN : 0848-144X

*

Bulletin d'information et de sensibilisation sur la situation des femmes du Tiers-Monde (réalités, revendications et luttes). Il contient des dossiers par pays ou par thèmes, en offrant une analyse synthétique des sources et des actions recensées, dans une perspective féministe. On y trouve des rapports détaillés sur, par exemple, les "tournées de solidarité" (rencontres organisées par le collectif avec des féministes du Sud) et des actualités internationales concernant les femmes.

VENA JOURNAL

VENA

Centrum Vrouwen En Autonomie (Women and Autonomy Centre)

Wassenaarseweg 52. PO Box 9555. 2300 RB LEIDEN. PAYS BAS

Anglais

Semestriel

ISSN : 0925-9333

*

Destiné aux experts de la problématique "Femmes et Développement", aux agents de développement et à leurs partenaires ou aux organisations spécialisées. En plus d'une rubrique dédiée à un thème particulier, ce journal contient une section intitulée "VENA News" qui propose une analyse d'un certain nombre de documents acquis par le Centre de documentation. Les numéros récents de VENA JOURNAL ont traité des thèmes suivants : Femmes et santé; Femmes et éducation; Femmes et violence; Femmes et SIDA; Femmes, environnement et développement durable.

VERS UN DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

DECLARATION DE BERNE

Association Suisse pour un Développement Solidaire

Ch. de Boston 11. BP 81. CH-1000 LAUSANNE 9

Français

Bimestriel

*

"Vers un développement solidaire" est la publication de la "Déclaration de Berne", ONG suisse spécialisée sur le développement et la solidarité internationale. On y trouve des informations sur les activités de ce mouvement, des articles de fond et des dossiers consacrés aux problèmes des pays en développement (santé, environnement, population, politique internationale, économie internationale...), des actualités concernant le développement et la coopération internationale, des analyses d'ouvrages scientifiques ou de vulgarisation. Ce périodique est aussi publié en allemand et en anglais.

WEP INTERNATIONAL : NEWS BULLETIN

WEP INTERNATIONAL

Women's Exchange Programme International

PO Box 25096. 3001 HB ROTTERDAM. PAYS BAS

Anglais

Trimestriel

ISSN : 0925-0921

*

Bulletin d'information sur les femmes et la coopération internationale, destiné à soutenir les organisations de femmes dans leurs actions

internationales. Il présente les activités des Nations unies, de l'Union européenne ainsi que celles développées par des pays d'Europe occidentale et orientale ou par les pays en développement. On y trouve aussi des informations sur le financement des ONG, des nouvelles des réseaux; des comptes-rendus de livres et des annonces de conférences ou de rencontres.

WID BULLETIN : WOMEN AND INTERNATIONAL DEVELOPMENT

MSU

Michigan State University

202 Center for International Programs. EAST LANSING, MI. 48824-1035. ETATS UNIS

Anglais

Quadrimestriel

Ce bulletin est un guide de ressources documentaires (principalement anglophones) sur l'intégration des femmes au développement (IFD). Il recense des informations récentes sur les bourses, les conférences, les postes universitaires, les réseaux et signale les publications concernant cette problématique. Il s'adresse aux spécialistes de ce domaine, chercheurs, praticiens ou décideurs politiques.

WIDE NEWSLETTER

WIDE

Network Women in Development Europe

10 square Ambiorix. 1040 BRUXELLES. BELGIQUE

Anglais

Bimestriel

*

Principal revue d'information de ce réseau européen sur les femmes et le développement. Celle-ci présente les dernières actualités de WIDE, des ONG actives dans ce domaine de recherche et d'action, ainsi que les événements et les échéances des actions menées au niveau européen (politique de l'Union européenne) ou international (Nations unies) pour les femmes. On y trouve aussi présentées les "plateformes nationales" des ONG qui représentent WIDE dans leur pays, ainsi que des publications sur l'intégration des femmes au développement.

WIDLINE

WIDLINE

BANQUE MONDIALE. Population and Human Resources Department

1818 H Street, N W. WASHINGTON, D.C. 20433.

ETATS UNIS

Anglais

★★

Ce feuillet présente des résumés d'études menées par la Banque mondiale sur la situation des femmes dans différents pays en développement. Ces études évaluent le rôle potentiel des femmes dans le développement, le contexte politique affectant leur bien-être et toute contrainte pesant sur la promotion des femmes. Elles proposent ensuite des plans d'action par pays pour l'intégration des femmes au développement. Les stratégies proposées sont élaborées en collaboration avec les acteurs locaux. Les rapports complets sont diffusés par la Banque mondiale.

WIN NEWS

WIN

Women's International Network News

187 Grand Street. LEXINGTON. M.A. 02173-2140.

ETATS UNIS

Anglais

Trimestriel

ISSN : 0145-7985

*

WIN NEWS est un système mondial de communication ouvert et participatif, réalisé par, pour et sur les femmes de toute origine, de toute croyance, de toute nationalité. La revue offre au grand public, aux institutions et aux organisations, des informations et des faits sur la situation et les besoins des femmes et des groupes de femmes à travers le monde. Les articles de fond couvrent les rubriques suivantes : Femmes et Nations unies; Femmes et droits humains; Femmes et développement; Femmes et santé; Femmes et violence; Femmes et environnement; Femmes et média. On y trouve également des informations sur les rencontres internationales. Enfin, des reportages couvrent, par région (Moyen Orient, Afrique, Asie, Pacifique, Europe, Amérique), les événements significatifs concernant les femmes.

Manuels et outils documentaires (aide à la création d'un centre de documentation spécialisé)

OCDE. Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Centre de développement. Paris

Population and development : directory of non-governmental organisations in OECD countries

Population et développement : répertoire des organisations non-gouvernementales dans les pays de l'OCDE

Paris: OCDE, 1994.- 360 p.

ADBS. Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation. Paris (ed.); France. Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville. Service du Droit des Femmes (ed.)

YVON-DEYME, Brigitte; GALLAND, Colette; PUJOL, Françoise

Répertoire des centres de ressources documentaires femmes dans les pays francophones

Paris: La Documentation Française, 1994.- 212 p.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Centre de Développement. Paris (ed.); IDIN. Réseau International d'Information sur le Développement. Paris (ed.)

HUBERT, Muriel

Inventaire, la recherche sur le développement : panorama des banques de données

Directory, french development research databases : an overview

Paris: OCDE, 1994.- 126 p.

Université des femmes. Bruxelles

Etudes féministes et sur les femmes : thesaurus francophone

Bruxelles: Université des Femmes, 1994.- 84 p.

National Council for Research on Women. New York (Ed.)

CAPEJ, Mary Ellen S. (ED.)

A Women's Thesaurus : an index of language used to describe and locate information by and about women

New York: Harper and Row, 1989.- 827 p.

WATRIN, Jacques

Les publications en série, les périodiques : gestion et traitement

Liège: CEFAL, 1993.- 155 p.

ISIS. Isis International. Santiago (ed.)

HERNANDEZ, Sylvia; WEINSTEIN, Maria Soledad

Listado de descriptores el la tema de la mujer

List of descriptors on the theme of women

1994, 179 p.; 5.éd.

IBISCUS. Paris (ed.); INADES. Institut Africain pour le Développement Economique et Social. Abidjan (ed.); RITIMO. Réseau d'Information Tiers Monde des Centres de Documentation pour le Développement. Paris (ed.)

MONCHAU, Nadine; BARBIER-WIESSER, François-George (préf.)

Informatiser sa documentation : des choix adaptés à ses moyens

Paris: IBISCUS; Ministère de la Coopération, 1995.- 218 p.

INADES. Institut Africain pour le Développement Economique et Social. Abidjan

J'utilise TEXTO : pour être copain avec l'ordinateur

Abidjan: INADES, 1993.- 68 p. multigr.

OCDE. Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Centre de Développement. Paris (ed.)

DI LAURO, Anne

IDIN manual for the creation and management of a bibliographic data base using micro-isis

Paris: OCDE, 1988.- 188 p.

INADES. Institut Africain de Développement Economique et Social. Abidjan (ed.)

MEDA, Mesmin

J'utilise CDS-ISIS : manuel d'autoformation

Abidjan: INADES, 1994.- 85 p. multigr.

UNESCO. Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Paris (ed.)

GACHIE, Isabelle; LOLLE-TART, Louis

Prise en main de CDS-ISIS : pour une maîtrise des notions de base du logiciel documentaire CDC-ISIS version 3.0

Paris: UNESCO, 1992.- 77 p.

CRDI. Centre de Recherche pour le Développement International. Ottawa (éd.)

DI LAURA, Anne; BRANDON, Edward

Le manuel SIBIM pour le traitement des données à l'intérieur des systèmes d'information bibliographiques sur ordinateur

Ottawa: CRDI: 1994: 380 p.

UNESCO. Programme Général d'Information et UNISIST. Paris

CCF : Le format commun de communication

Paris: UNESCO, 1988.- 181 p. multigr.; 2e édition

COLLIER, Philippe ; LUCAS, Frédéric (collab.)

L'informatisation des bibliothèques et des centres de documentation

Paris: A Jour, 1990.- 80 p.

DUSSERT-CARBONE, Isabelle ; CAZABON, Marie-Renée

Le catalogage : méthode et pratiques : monographies et publications en série

Paris: Cercle de la librairie, 1991.- 479 p.

CAZABON, Marie-Renée; DUCHEMIN, Pierre-Yves; DUSSERT-CARBONE, Isabelle; MOREAU, Françoise

Le catalogage : méthodes et pratiques : multimédias

Paris: Cercle de la Librairie, 1992.- 607 p.

ACCT. Agence de Coopération Culturelle et Technique. Paris (éd.)

FORGET, Jacqueline

Le centre de documentation : installation, traitement des documents et de l'information bibliographique

Paris: Presses Universitaires de France; Agence de Coopération Culturelle et Technique; Conseil International de la Langue Française, 218 p.

AFCOSID. Association Française des Conseillers en Organisation des Systèmes. Paris (ed.); ACCT. Agence de Coopération Culturelle et Technique. Paris (ed.)

DULONG, Aubert; SUTTER, Eric; FASSI-FIHRI, Ahmed (collab.)

Les technologies de l'information

Paris: Presses Universitaires de France; Agence de Coopération Culturelle et Technique; Centre International de la Langue Française, 1991.- 240 p.

CIRAD; IBISCUS; ORSTOM

Babinat : Manuel de référence pour les bases de données bibliographiques nationales. Version 1.2

Paris: Ministère de la Coopération et du Développement, 1992. Coll. Réseaux documentaires sur le développement. Hors série.

Bibliographie Sélective

Généralités	p.172
Rôle économique des femmes	p.173
Relation de genre	p.176
Droits et Statuts, Education	p.179
Santé, Population	p.181
Milieu rural, Environnement	p.182
Manuels et guides	p.185
Bibliographies complémentaires	p.187

Accès aux documents primaires

(des références bibliographiques données dans les pages suivantes)

En France, veuillez vous adresser à l'association Ibiscus pour les diffusions de photocopies

(30 FRF l'article de moins de 30 pages et 1 FRF par page supplémentaire)

IBISCUS

Service Questions-Réponses

1 bis rue du Havre

75008 Paris

Pour un livre complet ou un article très long, la consultation sur place est possible là où la cote de l'ouvrage renvoie à un centre de documentation.

Pour tout autre renseignement sur l'accès aux documents, s'adresser à Ibiscus.

ORSTOM

- Recherches bibliographiques par courrier

Horizon (banque de données)

32 avenue Henri Varagnat

93140 Bondy Cedex

Tél. : (33 1) 48 02 55 46

Télécopie : (33 1) 48 47 30 88

Email : athenol@horizon.orstom.fr

Serveur WWW : <http://www.orstom.fr>

- Commande de publications

Orstom Editions Diffusion

32 avenue Henri Varagnat

93140 Bondy Cedex

Tél. : (33 1) 48 02 55 00

Télécopie : (33 1) 48 47 30 88

- Consultation sur place du fonds documentaire spécialisé sur les femmes du Tiers-Monde

Cedid-Orstom

211 rue La Fayette

75480 Paris cedex 10

Tél.: (33 1) 48 03 75 96

Télécopie : (33 1) 48 03 08 29

C'est maintenant un fait acquis, on écrit de plus en plus sur les femmes, surtout celles des pays du Nord, mais les textes sont souvent éparpillés et difficiles à localiser. Le but de cette bibliographie succincte est donc de proposer quelques titres d'ouvrages ou articles donnant une idée générale des tendances de la recherche ou des sujets d'intérêt concernant les femmes du Sud.

Les références citées dans cette bibliographies ne concernent donc que les pays du Sud, et presque exclusivement l'Afrique francophone. Nous les avons classées selon les principaux thèmes qui apparaissent. L'organisme producteur de la notice ou le centre où l'on peut se procurer les documents primaires sont mentionnés en fin de résumé.

Le secteur économique demeure dominant. On avait découvert, durant la décennie des femmes, leur contribution majeure dans ce domaine et leur quasi monopole dans le secteur informel, qui permet à de nombreux pays en développement de ne pas sombrer complètement. Toutefois, les conditions de travail des femmes restent difficiles et les droits restreints (accès difficile à la terre et au crédit). Elles demeurent les premières victimes des programmes d'ajustement structurel et stagnent toujours dans la pauvreté.

Le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche est encore au centre de leurs activités. De celui-ci découle l'alimentation toujours très présente dans les préoccupations. Mais on remarque l'émergence de l'environnement et la découverte du rôle des femmes dans la protection et la gestion des ressources naturelles.

Les droits des femmes et la situation des femmes sous lois musulmanes sont des thèmes également très souvent étudiés.

La démographie, la santé et l'éducation des enfants cèdent le pas à l'éducation des femmes, leur formation professionnelle et la promotion féminine. Enfin, il faut signaler le développement des recherches sur les rapports sociaux de sexe ou "relation de genre". Initié dans les pays anglo-saxons et centré sur les femmes occidentales, le sujet est maintenant abordé pour les pays du Sud.

D'une manière générale, on remarque une évolution encourageante, les femmes n'étant plus seulement considérées comme des êtres qui subissent mais qui agissent. Au mode passif succède le mode actif : les femmes deviennent "agents de développement", il ne s'agit plus de les intégrer mais de les prendre en compte. Plus que jamais il devient important de déceler ce qui fait obstacle à leur promotion et les défavorise.

Nous avons également mentionné des ouvrages plus pratiques présentant de façon concrète diverses méthodes pour entreprendre et se perfectionner (gestion d'entreprise, savoir agricole, éducation sanitaire etc.)

Enfin, quelques bibliographies complémentaires indiquées en fin de chapitre permettront une recherche plus fine sur certains sujets précis.

Généralités

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine

Les Africaines : histoire des femmes d'Afrique noire du 19e au 20e siècle

Paris : Desjonquères, 1994.- 395 p.

La condition féminine en Afrique noire a connu des mutations. On décrit ici les paysannes, les femmes esclaves, les femmes de pouvoir, les femmes face à la religion. Ce livre montre la vie des commerçantes, des femmes rurales, leur action après la colonisation pour accéder à la terre, les migrations urbaines et l'activité des citadines aujourd'hui. En un siècle tout a changé, à commencer par le déplacement, à un rythme accéléré, des femmes de la campagne vers les villes. Connaître leur histoire, c'est comprendre le rôle essentiel qu'elles ont joué dans l'histoire du continent, mais aussi par l'espoir dont elles sont porteuses, les possibilités d'évolution des sociétés africaines. (D'après un résumé d'éditeur)

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30-106 COQ;
COOP29452; REGA AF004308600:00

DAWN. Development Alternatives with Women for a New Era. St.Michael (ed.)

SEN, Gita; GROWN, Caren (collab.); MICHEL, Andrée (préf.)

Femme du sud : autres voix pour le 21e siècle

Paris : Côté-femmes, 1992.- 158 p.

On ne peut plus simplement admettre que le processus de développement tel qu'il évolue dans la plupart des pays en développement soit bénéfique pour les populations. Les conséquences des politiques économiques à long terme se révèlent souvent contraires aux intérêts des populations les plus démunies. La crise qui sévit dans tous les pays le prouve. Paradoxalement, cette crise pourrait se révéler salutaire, si elle conduisait à des politiques plus indépendantes et mieux adaptées à la survie. Encore faudrait-il que les femmes puissent avoir accès aux ressources et soient moins écrasées de travail pour avoir le temps de participer au pouvoir et aux prises de décision, car cette participation est indispensable pour favoriser l'émergence de solutions nouvelles, créatives et solidaires.

Consultation : CEDID-ORSTOM BD40-001 DAW

ONU. Organisation des Nations Unies. Département des Affaires Economiques et Sociales internationales. New York (ed.); UNIFEM. Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme. New York (ed.)

Les femmes dans le monde : des chiffres et des idées 1970-1990

New York : ONU, 1991.- 122 p.

De 1970 à 1990, la condition des femmes s'est légèrement améliorée, mais les indicateurs de santé et d'éducation restent à des niveaux inacceptables dans de nombreux pays, particulièrement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Plus généralement, les femmes sont en marge de la vie économique, cantonnées dans des professions dévalorisantes et, même dans les pays développés, presque exclues de toute représentation politique. D'autre part, les statistiques montrent les distorsions qui existent entre les politiques, les investissements et les rémunérations, empêchant les femmes de réaliser leur potentiel social, économique et politique. De plus, la quantification du travail des femmes est souvent faussée par les définitions établies, sa valeur n'est pas toujours reconnue et même quand c'est le cas, ce travail est toujours sous-évalué. Il ressort clairement des indicateurs présentés ici qu'il n'y a pas d'égalité des chances entre hommes et femmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail et de la prise de décisions à tous les niveaux.

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30 ONU

TEGDA, Jean Paul

Dossier : ces femmes qui font l'Afrique

AFRIQUE EDUCATION. NUM 5. 1994/05.- P. 11-20

Que serait le continent africain sans le travail des femmes? Elles assurent 70% de la production vivrière et fournissent près de 95% de l'énergie consommée par la population. Mais mal payées en retour, elles ne disposent que de 10% des revenus, pour elles-mêmes, et ne sont propriétaires que de 1% des biens. Cette injustice que les femmes africaines subissent depuis des siècles n'a que trop duré. (extrait du résumé de la revue)

(IBISCUS-Ministère de la Coopération)

MAUMAR, Paul

Femmes africaines et développement

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES. NUM 84. 1993/09.- P. 41-44

La quatrième Conférence des Nations unies sur les femmes a pour thème : lutte pour l'égalité, le développement et la paix. Afin que s'y exprime la présence africaine, la France a appuyé fin 1992 deux manifestations d'importance : les Rencontres inter-africaines "Femmes et Développement" de Bamako, les 29 et 30 septembre et la Conférence du même nom, tenue à Paris les 16 et 17 novembre. L'auteur présente les conclusions de ces rencontres ainsi que la politique française dans ce domaine, telle qu'elle ressort des priorités retenues par le Ministère de la Coopération. (Résumé de la revue)

(IBISCUS-Ministère de la Coopération)

Ministère de la Coopération et du développement. Paris
GENDREAU, Francis; SCHWARTZ, Jacques; LOCOH,
Thérèse; TORNAY, Serge; PEATRIK, Anne Marie;
RAMANGASON, Yvonne

LE BRIS, Emile (dir.); CHAUVEAU, Fanny (dir.)

Jeunes, Ville, Emploi : quel avenir pour la jeunesse africaine ?

Rapports entre générations et sexes dans les villes africaines

PARIS : MINISTERE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT, 1993.- P. 152-164

Cet atelier de travail au cours du Colloque "Jeunes, Ville, Emploi" s'est penché sur les relations entre générations et entre sexes dans les villes africaines : il en ressort une très grande interférence entre ce qui relève de l'économique (emploi, argent, pouvoir) et ce qui relève de l'affectif (mariage, procréation), les souhaits d'épanouissement individuel dans le travail, le couple, se heurtant en permanence aux contraintes matérielles : dot pour le garçon, sécurité matérielle du mariage de raison, mais frustration de ne pouvoir avoir un(e) partenaire de son âge (de plus, l'écart âge entre mari et femme perpétue l'infériorité de la femme). (IBISCUS-REGARDS-DF).

Consultation : REGA AF004175 - 00:00; CEDID-ORSTOM BL44-106 INT

LEE, Sonia

Les romancières du Continent noir : Anthologie

PARIS : HATIER, 1994.- 207 P.

Cette anthropologie réunit des textes d'une vingtaine de romancières africaines anglophones et francophones. Elle permet de mieux comprendre la condition difficile de la femme dans un continent en pleine mutation culturelle et sociale, et de découvrir l'originalité de cette écriture féminine qui est née au lendemain des indépendances. (IBISCUS-Ministère de la Coopération)

Consultation : COOP30700

Rôle économique des femmes

MAZRUI, Ali A.

Le rôle de la femme dans l'économie africaine

FINANCES ET DEVELOPPEMENT. VOL. 29. NUM 2. 1992/06.- P. 42-43

Traditionnellement, la femme africaine joue un triple rôle de gardienne de feu, de l'eau et de la terre. Depuis l'époque coloniale, ce triple rôle a évolué et tend vers une marginalisation de la femme rurale. Cette marginalisation tend à s'aggraver avec les progrès technologiques qui ajoutent aux menaces qui pèsent sur le rôle de la femme dans l'économie. Le rôle central de la femme africaine est

également menacé par l'éducation occidentale et l'internationalisation des économies africaines. Sur le plan de la politique générale, il faudrait que la mécanisation de la production agricole ne nuise pas aux femmes. Pour se faire, il faudrait leur ouvrir l'accès au crédit, à la technologie, à la formation. En ce qui concerne le bois et l'eau, il faudrait qu'elles puissent jouer un plus grand rôle, notamment dans le reboisement. L'avenir du continent repose sur l'établissement d'un nouveau rapport entre les sexes dans l'ensemble du processus économique impliquant un ajustement culturel plutôt qu'un ajustement structurel purement économique. (IBISCUS-CCCE)

HERZ, Barbara

Comment associer les femmes au développement économique

FINANCES ET DEVELOPPEMENT. VOL. 26. NUM 4. 1989/12/00.- P. 22-25

Après un bref rappel du rôle essentiel joué par les femmes dans les PVD (chef de famille, forte contribution à la croissance économique, activités diverses au sein de la cellule familiale, mais quantifiables, sous estimées, et peu reconnues) l'auteur mène sa réflexion autour de la question: comment associer plus efficacement les femmes aux activités de développement. Son analyse s'appuie sur les expériences menées par la Banque Mondiale à partir de 1987 après avoir pris le relais de l'ONU. La Banque Mondiale veut rendre ces initiatives plus énergiques. Ceci s'est traduit par des aides directes aux femmes dans ses opérations de prêts, et par des directives opérationnelles destinées non seulement à ses propres services, mais aussi aux gouvernements, aux ONG, et aux groupes des donateurs. Concrètement, la Banque Mondiale s'est attachée à financer les investissements destinés à valoriser le capital humain : éducation des femmes et des filles, santé et planning familial, soins prénataux. Elle s'est associée aux actions visant la vulgarisation des techniques agricoles, l'octroi de crédit et conseil, la formation des femmes sur les problèmes de gestion, de relations avec les autorités administratives etc. En finalité, la Banque veut aider les femmes à accroître leur productivité et leurs gains, ce qui à terme permet d'agir sur la pauvreté et l'environnement du fait du rôle capital des femmes dans les PVD. (IBISCUS-CCCE)

KI ZERBO, Jacqueline; BASTIDE, Rose

Acteurs de l'intégration économique ouest-africaine : le cas des femmes

Bamako : Centre DJOLIBA, 1994/05/07.- 29 p. multigr.

L'Afrique de l'Ouest a été de tout temps, et même pendant les périodes troubles de son histoire anti-coloniale, un lieu d'échanges à moyennes et longues distances. Ni la colonisation, ni les indépendances et la "balkanisation" qui s'en est suivie, n'ont mis fin à ces échanges, qui se

sont simplement adaptés aux conditions nouvelles. Pendant l'époque coloniale, les différences entre les politiques pratiquées par les puissances coloniales ont été des facteurs favorables au développement des échanges dans la région ouest-africaine. Les indépendances, en multipliant les frontières, ont aussi multiplié les occasions de faire du commerce. Des acteurs ont tissé des réseaux qui s'étendent sur toute la région et, aujourd'hui comme hier, ignorent les frontières et même en tirent partie, preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Ainsi l'Afrique de l'Ouest est une zone de libre-échange de fait. L'intégration sous-régionale reste, depuis les indépendances des années 1960, un thème permanent du discours politique et l'une des composantes des stratégies de développement des Etats. Les frontières, créées par la colonisation et maintenues après les indépendances, départagent artificiellement des groupes qui entretiennent entre eux des relations sociales intenses. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4971 KIZ

OCDE. Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Paris (ed.)

Les femmes et le changement structurel : nouvelles perspectives

Paris : OCDE, 1994.- 223 p.

Les pays de l'OCDE doivent faire face à de profonds changements technologiques, économiques et sociaux. Les femmes sont confrontées à des difficultés quotidiennes dans la mesure où les infrastructures sociales et le marché du travail ne répondent pas pleinement à cette nouvelle réalité sociale. Cette publication présente le rapport d'un groupe d'experts au Secrétaire Général de l'OCDE. Il étudie la relation entre l'ajustement structurel et l'intégration des femmes dans l'économie des pays de l'OCDE dans la perspective des années 90 et identifie des lignes d'action touchant la compatibilité entre la vie de travail et la vie de famille, la ségrégation professionnelle et la flexibilité de l'emploi. Un rapport technique analyse l'impact du changement structurel sur l'emploi des femmes, en particulier la croissance du travail à temps partiel et l'évolution dans le secteur des services et le secteur public. Il soulève la question de l'efficacité des politiques d'égalité des chances poursuivies actuellement dans un environnement en évolution constante. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM BL42-500 OCD

BIT. Bureau International du Travail. Genève (ed.)

Femmes et travail : documents politiques sélectionnés de l'OIT

Genève : BIT, 1994.- 239 p.

L'évolution de la condition des travailleuses, l'égalité de chances et de traitement entre travailleurs des deux sexes se fait toujours attendre. Les femmes sont de plus en plus

conscientes de leurs droits, mais des contraintes sociales, économiques et culturelles continuent de leur faire obstacle. L'OIT met en oeuvre le principe fondamental de l'égalité de chances et de traitement entre femmes et hommes en agissant dans plusieurs directions. La lutte contre la discrimination d'après le sexe est pour l'OIT un aspect fondamental de la protection des droits de l'homme. A cet égard, elle insiste sur les droits juridiques des femmes et sur l'élimination de tout genre de discrimination, de jure ou de facto, sur la base du sexe dans l'emploi et la profession. La formation est un objectif fondamental pour leur permettre d'obtenir de meilleures conditions de travail, une protection sociale, et leur accès à la prise de décision. Les femmes pauvres, en chômage ou en sous-emploi, celles du secteur informel urbain et des zones rurales, celles qui occupent une place précaire sur le marché du travail sont prioritaires. Il ne reste pas moins vrai que l'auto-affirmation des femmes et leur active participation à la vie publique sont essentielles pour faire évoluer la conception et la mise en oeuvre des politiques et stratégies de développement. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM BL42 BIT

OIT. Organisation International du Travail. Genève (ed.); IIES. Institut International d'Etudes Sociales. Genève (ed.)

Les travailleuses dans un environnement mondial en évolution : document de travail

Genève : OIT ; IIES, 1994.- 63 p. multigr.

Les travailleuses ne forment nullement un groupe homogène et leur présence sur le marché du travail est fonction, entre autres facteurs, du niveau et de l'orientation du développement économique national, des systèmes de valeurs socioculturelles et des classes sociales. Il est néanmoins possible de distinguer un certain nombre de grandes tendances qui caractérisent les travailleuses dans leur majorité. Aujourd'hui, il est largement admis que les femmes jouent un grand rôle économique dans tous les pays, quoique leur contribution soit encore sous-estimée presque partout et qu'une part importante de leur activité demeure "invisible". Certes, des progrès ont été réalisés sur la voie de l'égalité, mais la plupart des femmes continuent d'avoir moins de droits que les hommes, et les attitudes traditionnelles alliées à des stéréotypes tenaces font persister l'inégalité en reléguant les femmes et leur travail dans une condition inférieure. Cela se répercute sur leur accès à l'éducation, à la formation et aux ressources productives, sur le genre de tâches qui leur sont laissées, sur les gains qu'elles perçoivent, et, parfois, sur leur degré d'autonomie dans leur propre travail. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4996 OIT

BIT. Bureau International du Travail. Département de la Coopération Technique. Genève (ed.)

Travailler pour l'égalité des femmes :

8 expériences du BIT

Genève : BIT, 1993.- 19 p. multigr.

L'essentiel du travail que le BIT réalise avec les femmes des pays en développement passe par des projets tels ceux que présente cette brochure. Ces derniers illustrent en effet les différentes façons dont le BIT inclut les femmes dans la coopération technique. La juxtaposition de tous ces projets souligne leur diversité. L'un vise le personnel des instituts de formation des cadres en Afrique, un autre concerne des femmes très démunies qui travaillent chez elles en Asie du sud-est et un troisième a pour but la création d'associations de paysans en Amérique latine. Les participants sont issus de cultures, de religions, de groupes d'âge, ainsi que de niveaux sociaux, économiques et éducatifs entièrement différents. Certains projets invitent hommes et femmes à travailler ensemble, tandis que d'autres s'adressent seulement aux femmes pour leur permettre d'améliorer leur niveau de développement. Pour pouvoir gérer une telle variété de réponses, le BIT a créé un programme global "Femmes et Développement" qui s'inscrit parfaitement dans le mandat de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois que défend le BIT. Ce programme s'efforce en particulier de renforcer les capacités locales d'exécution des différents pays. L'intérêt de prendre en compte les spécificités des femmes apparaît de plus en plus clairement dans l'ensemble du travail du BIT, notamment lorsqu'il s'agit de fournir des conseils à un gouvernement ou à des organisations d'employeurs et de travailleurs. Les projets décrits dans cette brochure s'inscrivent dans une stratégie qui s'applique à l'ensemble des programmes de développement. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4992 BIT

Le travail des femmes, précieuse ressource de l'Afrique

L'AGRICULTEUR AFRICAIN. NUM 7. 1992/09/00.- P. 17-27

Le travail des femmes africaines joue un rôle primordial dans l'économie. Outre les travaux des champs, elles doivent en plus s'occuper des tâches ménagères. Malgré l'assistance des enfants, les journées sont longues et difficiles. Différentes études ont souligné la nécessité d'alléger la tâche des femmes par différentes aides. Cela veut dire remettre en question le rôle des hommes dans la communauté, les traditions comme la polygamie et le travail des enfants, mais surtout redéfinir clairement et officiellement la position de la femme africaine dans la société. (IBISCUS-BDPA)

DEVEY, Muriel

Rôle et caractéristiques économiques des femmes africaines : un exemple : les commerçantes de poisson fumé sur les marchés de Brazzaville

MARCHES TROPICAUX. NUM 2252. 1989/01/06.-

P. 72-73

Analysant la commercialisation du poisson fumé sur les marchés de Brazzaville, l'auteur de cet article décrit la place privilégiée qu'occupent les femmes en ville dans la distribution, qui s'explique selon elle par des raisons historiques et anthropologiques et par l'évolution économique et sociale récente. Elle s'interroge sur la place et le rôle à jouer par les femmes dans l'ensemble de la force de travail dans le cadre d'une modernisation de la production et de la distribution.

(IBISCUS-Ministère de la Coopération)

BANQUE MONDIALE

HERZ, Barbara; ADAMS, James; MILLS, Michael

Kenya : the role of women in economic development

WASHINGTON : BANQUE MONDIALE, 1989.- 172 P.

Depuis l'indépendance en 1963, le Kenya s'est efforcé de faire de la femme une partenaire active au service de son économie en intégrant les femmes au processus général de développement au lieu de les cantonner dans des programmes spéciaux. Cette expérience prouve que l'intégration des femmes au développement, en augmentant la productivité agricole, en encourageant un meilleur usage de la terre, de la forêt et de l'eau, en améliorant la santé et l'éducation de la famille, en ralentissant la croissance démographique, constitue un investissement rentable pour le pays. En présentant cette expérience comme un exemple valable pour d'autres pays, ce rapport insiste plus particulièrement sur les problèmes agricoles, d'éducation, de santé et d'eau pour les femmes rurales.

(IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTOM BD40-152 HER

ORSTOM. Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération. Paris (ed.); CEPED. Centre Français sur la Population et le Développement. Paris (ed.); CEA. Centre d'Etudes Africaines. Paris (ed.)

L'enfant exploité : mise au travail et prolétarianisation. Le travail des fillettes en Afrique subsaharienne : conditions de vie et de travail des jeunes migrantes sereer à Dakar

Paris : ORSTOM, 1994.- p. 3-10

Le travail domestique des fillettes en Afrique subsaharienne suscite aujourd'hui un intérêt croissant en raison de sa généralisation dans différentes régions. Autrefois, les jeunes filles partant vers la ville étaient

accueillies par leurs familles urbaines. En échange de travail domestique, elles recevaient soins, scolarisation, apprentissage, voire même un petit salaire. Cette pratique est devenue courante dans les grandes villes telle que Accra (Ghana), Lomé (Togo), Ouagadougou (Burkina-Faso) et dans les villes du Nigeria. Aujourd'hui, les fillettes ne sont plus nécessairement placées chez un parent. Elles travaillent pour un patron, d'ethnie différente, elles s'organisent en groupe pour se loger, sous la responsabilité d'une aînée et le phénomène prend l'allure d'un véritable "trafic organisé". Cette étude a été effectuée à Dakar, auprès d'un échantillon de migrantes sereer originaires d'un groupe de villages, faisant eux-mêmes l'objet d'une observation démographique longitudinale depuis 1962. Le but de cette enquête était de mieux comprendre les réalités vécues par les migrantes en milieu urbain, leurs conditions de vie et de travail, mais aussi d'évaluer le contrôle social exercé par les aînés. Cette étude décrit les dures conditions de travail et de logement de ces adolescentes et de ces fillettes.

Consultation : CEDID-ORSTOM BL43-001 ORS

BIT. Bureau International du Travail. Genève (ed.)
ANDERFUHREN, Marie; CISSE, Manounata

Les syndicats et les travailleuses dans le secteur non structuré : le cas de travailleuses domestiques à Recife, Brésil et des vendeuses sur les marchés à Ouagadougou, Burkina Faso

Genève : BIT, 1993/03.- 30 p. multigr.

Ce rapport en deux parties, décrit l'assistance que les syndicats apportent aux travailleuses domestiques et aux commerçantes dans leurs efforts pour s'organiser. Celle-ci comprend, par exemple, la formation, les conseils et les informations utiles pour renforcer leurs activités. Dans la première partie, Marie Anderfuhren décrit l'histoire du Syndicat des travailleuses domestiques à Recife, leur lutte pour obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs, ainsi que l'appui des syndicats, des organisations de femmes, des autres organisations non gouvernementales et des organisations internationales, et le rôle de la formation et de la nouvelle Constitution du Brésil de 1988. Dans la seconde partie, Mamounata Cissé met en relief la nécessité pour les syndicats de s'occuper des travailleurs et travailleuses du secteur non structuré qui représentent un grand pourcentage de la population du Burkina Faso. Le rapport indique le rôle joué par le syndicat pour défendre les intérêts des petits commerçants et commerçantes. Ces études s'inscrivent dans le cadre du projet interdépartemental et pluridisciplinaire du BIT concernant l'égalité pour les femmes en matière d'emploi (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4958 BIT

UREF. Université des Réseaux d'Expression Française. Paris (ed.); AUPELF. Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française. Réseau Thématique Entrepreneuriat. Paris (ed.)
THIAW, Babacar

Le rôle de la femme dans le secteur non structuré au Sénégal : problèmes et perspectives

Paris : AUPELF - UREF, 1993.- 29 p. multigr.

Au cours des dernières années, les bailleurs de fonds ainsi que les institutions internationales de recherche, particulièrement l'OIT ont accordé une attention grandissante au secteur non structuré qui prend de plus en plus d'importance, surtout depuis la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel et leurs inévitables conséquences sociales. Basées sur des données secondaires, entravées par l'absence de documentation sur les deux sexes, les tentatives visant à tirer des conclusions générales sur le secteur non structuré en Afrique, deviennent une aventure assez hasardeuse. Bien que l'apport des femmes dans le secteur non structuré soit important, il convient de mesurer à leur juste valeur les limites et les difficultés auxquelles se heurtent les femmes entrepreneurs dans un contexte macro-économique dépressif. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4972 THI

Relation de genre

ORSTOM. Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération. Paris (ed.)
BISILLIAT, Jeanne (dir.); PINTON, Florence (ed.); LECARME, Mireille (ed.)

Relations de genre et développement : femmes et sociétés

Paris : ORSTOM, 1992.- 326 p.

Il est de plus en plus difficile d'expliquer la subordination des femmes en utilisant des concepts mal définis. Aussi les chercheurs féministes s'attachent à souligner le caractère social des distinctions fondées sur le sexe et l'aspect relationnel des définitions normatives de la féminité. Mais il y a encore à faire pour associer les études concernant les femmes dans les pays du Sud à ce type de recherche théorique. On appauvrit ainsi le contenu des recherches et on reproduit le système d'exclusions théorique, politique et économique envers les femmes, que sous-tendent les politiques de développement, d'où la volonté de remplacer l'expression "femmes et développement" par "genre et développement". Les textes présentés dans cet ouvrage montrent la nécessité d'une telle démarche scientifique et l'effort théorique qui reste à produire pour construire un discours cohérent.

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30-001 BIS

ORSTOM. Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération. Paris (ed.)

BISILLIAT, Jeanne

"Mots échoués sans contexte". in Les dynamiques internes de la transformation sociale

Caliers des Sciences humaines. VOL 25. NUM 4. 1989.- p. 511-518

Cet article questionne les fondements de la recherche sur les sociétés en développement qui a presque toujours oublié les femmes dans ses analyses. Après avoir souligné l'importance de la notion de genre dans toute étude sur les femmes, l'auteur propose une nouvelle problématique qui est de prendre en compte l'émotion dans le processus analytique. Cette variable est nommée et prend place à côté des variables socio-économiques dans l'interprétation des phénomènes, permettant ainsi de repenser les modèles théoriques établis. (Résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM PL 1

Université Laval. Département d'Anthropologie. Faculté des Sciences Sociales. Québec (ed.)

LABRECQUE, Marie France

Développement international : l'étude des rapports sociaux de sexe

Québec : Université Laval, 1993.- 338 p.

Ce document présente 16 articles produits à l'occasion de l'Atelier international sur les femmes et le développement qui s'est tenu à l'Université Laval en 1990 et 1991. Cet atelier réunit chaque année des femmes francophones du Nord et du Sud, chercheuses et praticiennes du développement. Ces chercheuses féministes offrent ici une nouvelle perspective de l'intégration des femmes au développement (IFD) en affirmant qu'il ne s'agit pas simplement de "résoudre le problème" de la participation économique des femmes, elles s'interrogent sur les rapports entre hommes et femmes, et sur les aspects de domination qui les caractérisent. L'ensemble des textes tend à démontrer de nombreux parallèles quant à la situation des femmes au Nord et au Sud, et aux modèles de changement qui les exclut du progrès social. La première partie - Recherche, développement, Action - aborde les rapports entre recherche (universitaires) et développement (praticiens). La deuxième partie (Mouvement des femmes et identités) présente deux études de cas sur les organisations de femmes au Canada et au Brésil, et des analogies sur le processus de "conscientisation d'une identité sexuée" chez ces femmes. La troisième partie aborde le statut et le pouvoir des femmes à travers quelques institutions économiques, sanitaires et éducatives. La socialisation et la culture comme principes actifs de la construction du genre de l'individu en général, et du "féminin" en particulier font

l'objet de la quatrième partie. La cinquième partie (Concepts, méthodologie et méthodes) porte sur les spécificités de la recherche féministe appliquée au développement.

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30-001 LAB

Université Laval. Centre Sahel. Composante Femmes, Société et Développement au Sahel. Québec (ed.)

CLOUTIER, Luce; PELCHAT, Yolande

Femmes, rapports sociaux de sexe et stratégie de développement en Afrique de l'Ouest

Québec : Centre Sahel, 1993/10.- 59 p. multigr.

Les textes qui composent ce document ont été produits dans le cadre d'une réflexion concernant les modes de coopération internationale en Afrique de l'Ouest en matière de développement. Les thèmes abordés : la démographie, l'économie, l'environnement, la culture et les relations de genre doivent permettre d'appréhender la réalité vécue par les différents acteurs sociaux.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4952 CLO

Université Laval. Centre Sahel. Composante Femme, Société et Développement au Sahel. Québec (ed.)

ST-HILAIRE, Colette

Les femmes et le développement : sommes-nous devenues les gestionnaires du féminin ?

Québec : Centre Sahel, 1994/02.- 23 p. multigr.

Depuis une vingtaine d'années, les théories, les études, les projets et les institutions voués à l'intégration des femmes au développement (IFD) se sont multipliés. Les femmes ont été observées, interrogées. On a mesuré leurs comportements et on a dirigé vers elles de multiples interventions ayant pour nom le développement. Les femmes y ont-elles gagné ? N'avons-nous pas plutôt constitué un domaine de savoir/pouvoir à partir duquel se réalise une nouvelle gestion sociale des femmes qui suppose la mise en place de nouveaux rapports de pouvoir au sein desquels certaines femmes, expertes du développement, occupent une place privilégiée ? (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4950 HIL

BARME, Catherine

Stratégie pour une intégration équitable des femmes au développement économique local (DEL)

S. L : S. N, 1993.- 56 p. multigr.

Cette étude se propose d'élaborer un instrument pratique, conceptuel et méthodologique à l'usage des experts afin d'intégrer équitablement les femmes au Développement Économique Local (DEL). Les femmes ne pourront être des agents dynamiques de la relance des économies en crise - qu'il s'agisse de l'Europe occidentale (récession),

de l'ex-bloc soviétique (pays en transition) ou des Pays en Développement (PED) (ajustement structurel) - qu'à condition d'identifier et de surmonter les discriminations fondées sur le sexe qui les marginalisent, et de prendre en compte leurs priorités, leurs besoins et leur spécificité dans les stratégies de développement. Partant de l'approche "DEL", conçue pour des populations marginalisées, Catherine Barne propose une "stratégie DEL" reformulée en fonction des problèmes de genre. Sa démarche méthodologique consiste à établir les éléments de la condition spécifique des femmes : mécanismes de marginalisation, cumul des obligations (domestiques, productives, sociales) et des déficits (en éducation, ressources etc.). Ce constat implique de reformuler certaines composantes du DEL, aux niveaux du diagnostic/conception de stratégie, des ressources disponibles (humaines, financières, matérielles), et des activités opérationnelles. Pour l'auteur, il implique également deux nouveaux volets. Le premier, dit "Stratégie compensatoire" a pour objectif de "doter les femmes des moyens réels de s'incorporer à des projets mixtes sur un pied d'égalité avec les hommes", en agissant contre les mécanismes de discrimination, en allégeant le poids des obligations, et en comblant les déficits cumulés. Le second volet, "Gestion participative de l'écosystème" allie des objectifs écologiques (freiner le processus de dégradation des écosystèmes, améliorer la gestion des ressources naturelles), sociaux (développer une gestion rationnelle, équitable et responsable de ces ressources, satisfaire les besoins essentiels des populations), et économiques (accroître et diversifier les revenus des femmes par la création d'emploi au niveau local). L'auteur conclut en proposant deux instruments intégrés à la démarche globale : la capitalisation des informations et des expériences, et un outil pour inventorier les obstacles/contraintes socioculturels à l'intégration des femmes au DEL.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7974 BAR

COLOMBO, Daniela

Evaluation des politiques IFD/Genre de la Communauté et des Etats membres et de leur application par les différentes administrations : rapport intérimaire juin 1994

Paris : CEE, 1994.- 127 p. multigr.

Ce rapport a plusieurs objectifs. Tout d'abord, il s'agissait d'évaluer les politiques IFD (Intégration des Femmes dans le Développement) et Genre de la Communauté et de ses Etats Membres ainsi que les bons résultats et les difficultés rencontrées par les différentes administrations dans l'application de ces politiques. Par ailleurs, il s'agissait aussi de formuler sur la base de cette information des recommandations et propositions appropriées pour la définition d'une politique commune sur les femmes et le développement ainsi qu'un plan

d'action européen cohérent à l'intention de la Commission et des Etats Membres. D'autres conclusions portent sur les stratégies (intégration et projets spécifiques IFD) et approches (équité/efficience versus reconnaissance des droits) des Etats Membres et de la Communauté dans le traitement des questions IFD/Genre ainsi que sur les mesures administratives et outils qui ont été les plus efficaces. Il est souligné que si presque tous les Etats Membres et la Commission ont adopté des procédures opérationnelles pour intégrer les femmes au développement, celles-ci sont les plus efficaces quand elles sont obligatoires. Le rapport s'achève par une série de onze recommandations indiquant certaines mesures et activités spécifiques qui pourraient être conduites par la Communauté et ses Etats Membres à brève échéance au niveau des politiques et des opérations. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7977 COL

CEE. Communauté Economique Européenne. Direction Générale du Développement. Division des Statistiques Sectorielles "Femmes et Développement". Bruxelles (ed.)

Intégration des femmes au développement

Bruxelles : CEE, 1993.- 38 p. multigr.

Ce séminaire avait pour objectif d'aborder la question de l'intégration de l'aspect "femme" dans le cycle d'un projet de développement. En effet, le concept de genre peut être considéré comme un outil analytique qui permet de prendre en compte non seulement ce qui concerne les femmes, mais aussi les rôles et responsabilités des femmes par rapport à ceux des hommes. Sept variables ont été identifiées pour intégrer l'approche *genre* dans toutes les phases du cycle du projet. Dans ce document, une méthodologie prenant en compte ces sept variables est présentée de même qu'une méthode alternative pour obtenir "des données désagrégées par preuve", ainsi que pour intégrer l'aspect "femme" dans les études de pré-faisabilité et l'étude de faisabilité d'un projet.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4991 CEE

UNESCO. Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Paris (ed.)

Approche méthodologique pour la prise en compte des préoccupations des femmes dans la planification locale, régionale et nationale

PARIS : UNESCO, 1989.- 171 p.

Compte rendu d'une réunion de l'UNESCO sur "L'identification des problèmes concernant les femmes et leur prise en compte dans la planification du développement" qui a eu lieu à Saint-Marin en juillet 1985. Les experts ont examiné cinq études de cas (Togo, Equateur, Chine, Egypte et Italie) qui rendent compte des préoccupations des femmes dans un contexte socioculturel donné, et analysent l'intégration de ces problèmes aux politiques nationales de développement.

Kate Young (Professeur au Département d'études sur le développement, Université de Sussex, Royaume-Uni) examine, en introduction, les questions que posent la notion de besoins. Les chapitres suivants présentent les cinq études, qui résultent d'enquêtes et d'ateliers nationaux qui se sont déroulés dans chaque pays. Le dernier chapitre expose les recommandations formulées à l'issue de cette réunion.

Consultation : CEDID-ORSTOM BD40-001 UNE

OCDE. Centre de Développement. Paris
WEEKES VAGLIANI, Winifred

Participatory development and gender : articulating concepts and cases.

Développement participatif : rôle de l'homme et de la femme.

PARIS : OCDE, 1994/02.- 61 P.

En premier lieu, ce document souligne la nécessité d'appréhender différemment la contribution des hommes et des femmes au développement participatif. Ensuite il passe en revue certains des obstacles susceptibles de freiner ce processus, telles que les croyances et pratiques socioculturelles et l'organisation sociale du travail. Comment surmonter ces obstacles ? En mettant en relief les rôles respectifs des hommes et des femmes au plan des initiatives locales; en obtenant le soutien des responsables pour les projets de développement participatif; en prévoyant des modes de financement souple pour les projets de développement local et en démontrant l'efficacité de cette participation. L'accent est mis sur les limites de ce type d'approche au développement, le manque d'homogénéité d'intérêts dans les communautés locales et le rôle de groupements de femmes dans le développement participatif. Enfin, à partir de nombreux exemples issus d'ouvrages et d'entretiens, on s'est attaché à préciser les implications du rôle distinct homme/femme dans ce processus. (Résumé d'éditeur). (IBISCUS-CFD)

Consultation : CFD/US

GOETZ, Anne Marie

Gender and administration

Le genre et les administrations publiques

IDS BULLETIN. VOL. 23. NUM 4. 1992/10.- P. 6-17

Au cours du développement, les administrations publiques ont peu contribué à la mise en oeuvre de politiques relatives au sexisme. Les administrations de développement rural ont eu notamment tendance à comptabiliser indifféremment les femmes dans les économies agraires. Le plus souvent, cet insuccès des institutions est expliqué par la supposition que les administrations publiques reflètent les rapports entre sexes dans la société. De plus, le rôle de ces administrations dans l'organisation entre les sexes devrait soulever

certaines questions de genre dans l'organisation même. En effet, les structures, les cultures et les objectifs mêmes de ces institutions ne tendent souvent qu'à conforter la domination masculine. Cette perspective essaye de mettre en lumière des procédés et des rapports dont l'influence agit sur d'autres inégalités : celles entre les classes, les races, le partage nord-sud.

(IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTOM PL 183

Droits et Statuts, Education

ELMADMAD, Khadija

Les droits de la femme dans la charte africaine des droits de l'homme et des peuples

AFRIQUE 2000. NUM 14. 1993/07.- P. 21-37

Dans l'Afrique du 20^e siècle, à la suite du développement international de la philosophie des Droits de l'Homme, les Etats africains se sont trouvés devant un dilemme : adopter les dispositions modernes des Droits de l'Homme ou sauvegarder les coutumes et les pratiques africaines relatives au traitement des femmes, qui sont pour la plupart contraires à la conception universelle des Droits de l'Homme. (IBISCUS-RITIMO)

ANTOINE, Philippe; NANITELAMIO, Jeanne

Statuts féminins et urbanisation en Afrique

POLITIQUE AFRICAINE. NUM 36. 1989/12.- P. 129-133

L'urbanisation en Afrique occasionne de nombreux changements qui modifient en particulier le statut de la femme. L'analyse de ce changement passe par une étude de sa situation sur différents marchés : sur le marché du travail où elle reste faiblement salariée, la femme exerce les petits métiers du secteur informel, cependant que l'individualisation des gains lui donne une plus grande liberté par rapport à sa famille et à son mari; sur le marché matrimonial, la période de célibat tend à se prolonger et la femme mariée recherche davantage son autonomie par rapport aux hommes; enfin la sexualité hors mariage s'affiche plus facilement en ville d'où l'existence d'un marché "sexuel" avec mercantilisation des relations homme/femme, et l'occasion pour la femme de rester autonome tout en ayant une reconnaissance officielle (IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTOM PL 85

UNICEF. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. New York (ed.)

Les fillettes et les femmes : priorité de développement pour l'UNICEF

New York : UNICEF, 1992.- 32 p.

Aujourd'hui, dans les pays en développement, beaucoup plus de jeunes garçons que de petites filles apprennent à lire et à écrire. Dans certains pays, ils sont deux fois plus nombreux à être amenés dans les centres de santé pour y recevoir un traitement. Il est insupportable que le droit au travail, le droit à la protection sociale, la situation juridique, les droits de propriété, et même les libertés civiles et politiques des individus puissent dépendre d'un seul chromosome (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4987 UNI

UNICEF. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. New York (ed.)

Trop grandes pour jouer, trop jeunes pour être mères

New York : UNICEF, 1994.- 11 p.

Les adolescentes, qui sont trop grandes pour jouer mais trop jeunes pour se marier et avoir des enfants, pâtissent souvent de l'incompréhension de leur famille, du manque de soutien communautaire et des failles des programmes gouvernementaux. La jeune fille qui est contrainte de se marier ou d'avoir une activité sexuelle précoce voit son enfance dérobée et remplacée par une vie de travail pesante et de responsabilités prématurées. Le prix qu'elle paie en termes de santé, de bien-être et de capacité à gagner sa vie est souvent élevé, mais la société également en fait les frais. La pression démographique, les coûts des soins de santé et les occasions perdues de développement humain ne sont que quelques-uns des fardeaux toujours plus lourds imposés à la société à cause des grossesses précoces. Ces jeunes constituent les plus importantes ressources de la société. Mais en même temps, elles sont confrontées à des défis énormes. Leur vie se trouve bouleversée lorsqu'elles atteignent un niveau de développement physique, psychologique et émotif jamais expérimenté depuis leur petite enfance. Pour l'UNICEF, si l'on veut les aider à passer sans dommage la transition vers l'âge adulte, il faut détruire le mythe selon lequel les mariages précoces sont la meilleure option pour les filles et s'assurer qu'elles ont acquis les compétences et les connaissances nécessaires pour pouvoir faire des choix raisonnés en ce qui concerne leur vie sexuelle et génétique. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4994 UNI

BANQUE MONDIALE

KING, Elizabeth M. (ed.); HILL, M. Anne (ed.)

Women's education in developing countries.

Barriers, benefits and policies

WASHINGTON : BANQUE MONDIALE, 1993.- 337 P.

Dans le tiers monde, les filles ont moins de chance d'aller à l'école que les garçons. Les femmes éduquées élèvent moins d'enfants, ceux-ci vont à l'école et ont plus de chance de survivre. Ce livre examine comment sont prises les décisions d'envoyer les enfants à l'école, faisant une

analyse coût-bénéfice. Des indicateurs de bases sont donnés pour voir les effets de l'éducation des femmes sur le développement. (IBISCUS-Ministère de la Coopération)
Consultation : COOP27858

NIANG, Mody

L'alphabétisation des femmes: une nécessité.

FAMILLE ET DEVELOPPEMENT. NUM 23217.
1992/09.- P. 16-20

L'alphabétisation de la femme reste encore minime même si des progrès sont faits dans ce sens. Concernant la scolarisation, les jeunes filles sont défavorisées. Le taux de mortalité infantile et de malnutrition sont significativement plus faibles lorsque les mères ont fait des études primaires complètes. Mais la promotion est pratiquement impossible sans une amélioration notable des conditions d'existence des femmes. (IBISCUS-INADES).

PIRON, Florence

Les savoirs des femmes au Sahel: vers une revalorisation des compétences locales.

LAVAL : UNIVERSITE DE LAVAL. CENTRE DU SAHEL, 1991.- 120 P.

La littérature sur les femmes du Sahel donne souvent d'elles une image misérabiliste, tout en admettant qu'elles ont de multiples activités. Si elles étaient essentiellement ignorantes et exploitées, elles ne seraient pas en mesure de faire tout cela. En fait, même si cela n'est pas visible aux yeux des experts, ces femmes ont de multiples compétences adaptées à leur contexte de vie. Si ce savoir n'est pas reconnu, il y a pour elles un risque d'aliénation. De plus, les experts risquent de prendre des décisions concernant les femmes sans associer ces dernières au processus. Les deux premiers chapitres développent une notion de savoir distincte du savoir individuel de type scolaire; il s'agit de la compétence qui donne à la personne un rôle social. Les deux autres chapitres analysent la relation entre savoir et pouvoir. (IBISCUS-INADES)

Consultation : INAD.A 305.43 PIR; CEDID-ORSTOM S-6969PIR

UNICEF. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Section de l'Education. Division des Programmes. New York (ed.)

L'Education des filles et des femmes : un impératif moral

New York : UNICEF, 1993.- 40 P.

"Tout les stéréotypes sexuels sont à bannir de l'éducation", recommandait avec insistance la "Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous", en mars 1990. Cet appel à l'action ne pouvait être plus opportun, car les inégalités entre les sexes ont persisté pendant les trois dernières décennies, malgré des acquis impressionnants en matière d'éducation dans les pays en développement. Cependant, ces deux dernières années les

gouvernements nationaux et la communauté internationale ont commencé à porter davantage d'attention, au niveau politique, à l'éducation des filles et des femmes. Une vaste littérature est apparue sur ce sujet. L'UNICEF a estimé qu'il serait utile, dès maintenant, de faire le point, brièvement et clairement, sur l'état de l'éducation féminine à partir du nombre croissant de documents existants tout en mettant l'accent sur certains programmes d'action qui ont donné des résultats tangibles. (résumé d'auteur)
Consultation : CEDID-ORSTOM S-4995 UNI

TARRAB, Gilbert; COENE, Chris

Femmes et Pouvoirs au Burkina Faso

PARIS : G. VERMETTE; L'HARMATTAN, 1990/00/00.- 125 P.

Tentative de définition du rôle de la femme dans la société burkinabé depuis le début de la révolution, le 4 août 1984. (IBISCUS-CID Ouagadougou)
Consultation : CIDO2308

MEDIMEGH, Aziza Darghouth

Droits et vécu de la femme en Tunisie

Tunis : L'Hermès; Edilis, 1992.- 206 p.

Le développement d'une nation, son niveau démocratique, son civisme et le niveau de citoyenneté et de progrès, se mesurent aujourd'hui et plus que jamais par la place et le rôle occupés par la femme au sein de la société. C'est une règle applicable à toute nation et qui tire son essence de tous les diagnostics faits sur le développement. La problématique de cet ouvrage consiste à analyser l'implication de l'évolution du droit de la femme dans les transformations politiques et sociales, et identifier les composantes miroirs où se trouve l'explication des comportements de la société à l'égard de la femme devenue actrice publique et politique. Comment la Tunisie, comparativement aux autres pays arabes, est-elle parvenue, grâce aux réformes structurelles du Code du Statut Personnel, à socialiser les femmes, partie intégrante du projet social et gérer les contradictions apparentes entre les concepts de modernité et de progrès et les concepts-dogmes d'un islam traditionnel, principalement concernant le statut de la femme? (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM AG30-202 DAR

Santé, Population

PNUD. Programme des Nations Unies pour le Développement (ed.); Banque mondiale. Genève (ed.); OMS. Organisation Mondiale de la Santé. Genève (ed.)

Les maladies tropicales et les femmes : recherche pour alléger le fardeau des femmes

Genève : PNUD; OMS, 1993.- 14 p. multigr.

Un demi-milliard de personnes sont affectées par les "maladies tropicales" - paludisme, schistosomiase (bilharziose), onchocercose (cécité des rivières), filariose lymphatique (éléphantiasis), trypanosomiase africaine (maladie du sommeil), maladie de Chagas (maladie chronique et mortelle d'Amérique Latine), leishmaniose (kala azar et bouton d'Orient) et lèpre. Hommes et femmes sont touchés physiquement, socialement, économiquement et psychologiquement, mais de façon différente. Peu de recherches ont été faites sur ces différences, et les connaissances dont on dispose pour protéger les femmes des maladies tropicales et leur assurer les soins convenables lorsqu'elles sont malades se résument à quelques études, le bon sens et l'imagination faisant le reste. Selon les résultats de certaines études, les différences sexuelles (biologiques) et les rapports sociaux de sexe peuvent être déterminants. En connaissant mieux les effets du sexe et de ce qui les distingue socialement, on pourra plus aisément améliorer la qualité des services de santé et, finalement, leur utilisation par la population. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7972 PNU

UNIVERSITE LAVAL. CENTRE SAHEL

CHABOT, Clément J.H.

Derrière le discours : femme, santé et développement

QUEBEC : UNIVERSITE LAVAL, 1990/06.- 117 P.

Le texte de cette conférence tente de déplacer l'intérêt pour les programmes de développement intégré vers l'intérêt pour la pensée intégrée du développement. L'exemple choisi concerne les femmes et la santé au Sahel. Le premier point traite de la démographie. Le deuxième des problèmes de santé (pratiques médicales, pratiques de santé, soins de santé primaires, automédication). La troisième partie aborde les rapports sociaux de production parce qu'au Sahel le droit d'aînesse n'a pas de sexe et ces rapports, dans le mode de production lignagère, reposent sur la production et la reproduction de la vie immédiate. (IBISCUS-ORSTOM)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-6671 CHA

ERLICH, Michel

Les mutilations sexuelles des femmes

LA RECHERCHE. NUM 195. 1988/01/00.- P. 12-20

L'auteur de cet article analyse la pratique des mutilations sexuelles dont sont victimes les femmes en Afrique et en Asie par une lecture psychologique, sociologique, religieuse et médicale. (IBISCUS-CID Ouagadougou)

KOUBA, L.J.; MUASHER, J.

Female circumcision in Africa : an overview

THE AFRICAN STUDIES REVIEW. VOL. 28. NUM 1. 1985/00/00.- P. 95-110

Description des opérations de "circoncision féminine", aire géographique de ces opérations, opérateurs traditionnels, risques sanitaires, explications rationnelles de la persistance de ces pratiques et réactions nationales africaines et internationales. (IBISCUS-REGARDS-OC). Consultation : REGA PR-0377-00:02

Université Laval. Centre Sahel. Québec (ed.)

CLOUTIER, Luce

L'ambiguïté des rapports sociaux au coeur de la qualité des soins de santé : le cas des femmes de N'Djaména (Tchad)

Québec : Centre Sahel, 1994/03.- 95 p. multigr.

Cette étude d'anthropologie médicale concerne les femmes tchadiennes de la ville de N'Djaména et traite de l'impact de l'aide internationale et des politiques de l'Etat sur les stratégies de santé des femmes dans un contexte d'insécurité et de guerre. L'appareil étatique de santé a nationalisé le système biomédical laissé en place par la colonisation alors que l'Etat se trouve dans une position structurelle critique. En première partie, la présentation des différents discours théoriques et des critiques adressées au domaine de la santé démontrent le maintien des programmes de type "verticaliste" ainsi que l'absence d'une vision holiste du développement. Un bref retour historique de la période coloniale à nos jours prouve la survivance de l'esprit de projet au détriment d'une conception globale des systèmes de santé. En seconde partie, la question de la qualité des soins, abordée via l'ambiguïté des rapports sociaux qui s'instaurent entre les personnel de santé et les personnes qui consultent, montre que toute pratique du savoir scientifique ne peut se réaliser hors de tout rapport social. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4953 CLO

CRDI; ORSTOM. Département urbanisation et sociosystèmes urbains; Université du Bénin. URD. Lomé
FINDLEY, S.E.

ANTOINE, Philippe (ed.); COULIBALY, S. (ed.)

**L'insertion urbaine des migrants en Afrique
Les migrations féminines dans les villes africaines:
une revue de leurs motivations et expériences**

PARIS : ORSTOM, 1989.- P. 55-70

Longtemps ignorées dans les études portant sur la migration, les femmes passaient pour des actrices passives du phénomène, on commence seulement maintenant à reconnaître l'importance en nombre et les effets socio-économiques de la migration féminine. Les femmes jouent un rôle important pour la survie de la famille soit en partant, soit en facilitant la migration, prenant alors l'entière responsabilité de la famille restée au village. Mais le plus souvent mariées sans instruction ni qualification professionnelle, les femmes n'ont ni les mêmes contraintes ni les mêmes possibilités que les hommes. Cet article considère les caractéristiques des migrantes et analyse les répercussions économiques et sociales de la migration féminine sur la vie du couple et de la famille (IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTOM FD30-104 ANT

ONU; CEPED; FNUAP; URD

Condition de la femme et population. Le cas de l'Afrique francophone

PARIS : CEPED, 1992.- 116 P.

Ce séminaire sur les interactions entre la condition de la femme et la démographie en Afrique subsaharienne a été organisé à Lomé par la Division de la Promotion de la Femme et la FNUAP. Les programmes de développement ont négligé l'apport de la femme à leur politique, les participants du séminaire examinent ce rôle et son impact sur les politiques de développement et de population. Ils traitent de la fécondité, de l'effet des migrations sur la condition des femmes en Afrique de l'ouest, de la mortalité pendant l'enfance, de la mortalité maternelle, du SIDA... (IBISCUS-Ministère de la Coopération)

Consultation : COOP26037; CEDID-ORSTOM FD25-106
CEP; REGA. AF004325 -00:00

Milieu rural et Environnement

Fondation Roi Baudouin. Bruxelles (ed.); AGCD.
Administration Générale de la Coopération au Développement. Bruxelles (ed.)

ANDERSEN, Cécilia (ed.)

Un développement durable : les femmes et le progrès rural

Bruxelles : La Fondation Roi Baudouin, 1994.- 156 p.

Cette étude résulte des travaux du Comité Directeur International de Suivi du Sommet de Genève sur la Promotion Economique des Femmes Rurales de 1992. La coopération européenne au développement constitue le point central de ce document qui examine la manière dont les pays européens, les ONG et l'Union Européenne assistent les femmes rurales dans les pays en développement. La promotion économique des femmes rurales est posée comme un moyen nécessaire vers le progrès social, culturel et politique des femmes. Il est démontré que l'interaction entre cette promotion féminine et quatre autres facteurs (le développement rural, la réduction de la pauvreté, la participation des acteurs et les relations de genre) est indissociable. Les pays donateurs, tout en respectant les processus locaux de changement et les systèmes de valeurs de leurs partenaires, estiment qu'un développement rural durable ne peut se faire sans l'insertion des femmes à ces processus.

Consultation : CEDID-ORSTOM DE11-001 AND; COOP30800

CLEAVER, Kevin; SCHREIBER, Gotz

Populations, agriculture et environnement en Afrique.

FINANCES ET DEVELOPPEMENT. VOL. 29. NUM 2. 1992/06.- P. 34-35

On constate l'existence de liens fondamentaux entre les méthodes traditionnelles de culture et d'élevage, les systèmes fonciers, les responsabilités des femmes et les méthodes d'utilisation des ressources forestières. Les pratiques traditionnelles étaient bien adaptées pour assurer la survie des populations lorsque les densités étaient faibles. L'accélération de la croissance démographique a accru les interactions entre population, agriculture et environnement. Que faire ? L'étude suggère d'axer les futurs efforts sur les liens cruciaux existant entre les différents secteurs et les effets synergiques de leur interaction : taux de fécondité (accroître la demande de planning familial et élever les taux de scolarisation des filles); alléger le temps de travail des femmes et améliorer leur productivité; promouvoir une agriculture ménageant l'environnement, systématiser les droits de propriété sur les ressources; supprimer l'accès libre au bois de feu; promouvoir la consommation de ressources environnementales. (IBISCUS-CCCE)

BANQUE MONDIALE

SAITO, Katrine A; SPURLING, Daphne

Developing agricultural extension for women farmers

WASHINGTON : BANQUE MONDIALE, 1992.- 105 P.

Les principaux déterminants de la productivité agricole (conditions agro-écologiques, politiques, macro-

économiques et régionales) sont les mêmes pour tous, quelque soit le sexe. Et toute stratégie qui améliore l'environnement d'un paysan procure une aide valable. Alors pourquoi mettre les femmes à part ? De fait le travail, les ressources, les bénéfices ne sont pas les mêmes pour les hommes et les femmes. Les différences sont le reflet de la fonction reproductive des femmes et de facteurs socioculturels comme la religion, les classes ou castes, la législation. Les femmes jouent un rôle plus important dans les travaux agricoles, particulièrement pour les cultures vivrières, la préparation des semis, la récolte, l'élevage etc., leurs contraintes et leurs objectifs sont différents. Il faut donc réorienter la formation pour améliorer leur technique, adapter les stratégies à la réalité de l'agriculture à petite échelle. Ce document apporte quelques suggestions (IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTORM CDE11-001 SAI

AFRICAN RURAL SOCIAL SCIENCES RESEARCH NETWORKS

NWEZE, Noble J.

DOSS, Cheryl R. (ed.); OLSON, Carol (ed.)

Issues in African rural development 1991

The Role of women's traditional savings and credit cooperatives in small-farm development

S.L. : S.N., 1991.- P. 234-253

Une enquête auprès de 150 Nigériennes dans les Etats d'Anambra et de Benue montre que les coopératives peuvent aider à améliorer le travail des petites exploitations agricoles. Sur les 150 paysannes, 35 ont emprunté en 1987, essentiellement pour investir dans l'exploitation (65%) et en dehors (frais de formation par exemple). Même si les sommes allouées ne sont pas assez élevées, les femmes estiment que les coopératives sont particulièrement efficaces puisqu'elles permettent l'accès au crédit, offrent un temps de remboursement suffisamment long et un taux d'intérêt modéré, tout en bénéficiant d'un système de transaction simple. (IBISCUS-ORSTOM)

Consultation : CEDID-ORSTOM DE20-106 DOS

FIDA. Fonds International de Développement Agricole. Rome (ed.)

Rapport de la réunion de 1994 du Comité Directeur International sur la promotion économique des femmes rurales

Rome : FIDA, 1994.- 245 p.

Le rapport de la réunion du Comité directeur international sur la promotion économique des femmes rurales qui s'est déroulée à Bruxelles, reflète le progrès du travail de sensibilisation sur les problèmes de ces femmes et montre l'existence de résultats concrets.

Consultation : CEDID-ORSTOM DE11-001 FID

FIDA. Fonds International de Développement Agricole.
Rome (ed.)

Déclaration de Genève pour les femmes rurales

Rome : FIDA, 1992.- 11 p. multigr.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-8082 FID

FIDA. Fonds International de Développement Agricole.
Rome (ed.)

POWER, Jonathan

Rapport sur les femmes rurales vivant dans la pauvreté

Rome : FIDA, 1992.- 59 p. multigr.

Consultation : CEDID-ORSTOM DE11-001 FID

LOWE MORNA, C.; EPHSON, B.; OUATTARA, S.

Les femmes agriculteurs sortent de l'ombre

L'AGRICULTEUR AFRICAIN. NUM 3. 1990/04/00.- P. 23-28

Bien que les femmes participent au moins autant que les hommes aux activités agricoles, les programmes de développement les ont longtemps ignorées. Il est rare qu'elles bénéficient du droit au crédit, de vulgarisation ou de formation. Cependant, certains pays commencent à reconnaître leur importance économique, des programmes d'assistance et de formation spécifiques contribuent à alléger leur travail et à améliorer leurs connaissances. Outre les nombreux témoignages de femmes, l'article cite des initiatives menées au Zimbabwe et au Ghana.

(IBISCUS-BDPA)

IIED. International Institute for Environment and Development. Londres (ed.); CILSS. Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel. Bamako (ed.); OCDE. Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Club du Sahel. Paris (ed.)

MONIMART, Marie

Femmes et lutte contre la désertification

Londres : IIED, 1989/12.- 29 p. multigr.

Ce rapport analyse le rôle et l'action des femmes dans la lutte contre la désertification à travers 43 études de cas réalisées dans six pays du Sahel. L'objectif était d'identifier les facteurs qui concourent à la promotion économique, sociale et politique des femmes du Sahel dans l'optique du développement et de la lutte contre la désertification. La migration massive des hommes, amplifiée par le désastre écologique pose en terme d'urgence la spécificité de la promotion des femmes dans cette région. On peut se rendre compte, dans un contexte de surexploitation des ressources naturelles et de la dégradation écologique du milieu de vie, de la difficulté des conditions du travail quotidien des femmes pour l'accomplissement des tâches domestiques nécessaires à la survie du groupe.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4964 MON

SNOY, O.

Partenaires pour la promotion de la femme dans la province du Houet.

CONSTRUIRE ENSEMBLE. NUM 2. 1994/06.- P. 10-19
Depuis la fin 1991, le CESAO (Centre d'Etudes sociales de l'Afrique de l'Ouest) et le CRPA (Centre régional de promotion agro-pastorale des Hauts-Bassins) sont engagés dans une expérience de partenariat pour la promotion de la femme. Une expérience semblable a été menée dans la Bongouriba (Burkina Faso) et Construire ensemble n° 3-4 de 1991 en a rendu compte. L'article rappelle les principes de base du partenariat, le processus de partenariat vécu de 1992 à 1994, la dynamique créée au niveau villageois: il en est résulté une meilleure concertation avec les hommes pour organiser le travail des femmes; celles-ci ont donné des bons conseils pour que les hommes améliorent leurs rendements. Les femmes se préoccupent de la dégradation de leur environnement: problème d'eau, de bois, rarefaction des produits de cueillette. Autres points abordés: les activités rémunératrices des femmes, leur alphabétisation, le domaine associatif. Il reste encore beaucoup à faire pour qu'émerge un réel mouvement paysan.

(IBISCUS-INADES)

SAIDOU, Abdou; LAZARD, Charlotte

Niger : keita, femmes de pierres et de vent

SYFIA BULLETIN DE PRESSE. NUM 38. 1992/03/00.- P. 25-27

Le "Programme de développement rural de la vallée de Cita" au Niger a pu être réalisé grâce à la participation active des femmes de la région. L'exode rural ayant très fortement marqué cette zone, les hommes aptes aux travaux de construction faisaient cruellement défaut. Les femmes ont assuré la relève depuis 1984 et ont permis de rendre Cita plus hospitalier. (IBISCUS-BDPA)

BANQUE MONDIALE. POPULATION AND HUMAN
RESOURCES DEPARTMENT. WOMEN IN
DEVELOPMENT

WALKER, Tjip S.

Innovative agricultural extension for women : a case study in Cameroon

WASHINGTON : BANQUE MONDIALE, 1990/06.- 53 P.
Dans un projet destiné à améliorer l'agriculture dans le nord ouest du Cameroun, les femmes n'étaient pas mentionnées comme bénéficiaires pour des raisons idéologiques. Mais les cultures vivrières étaient au centre du projet et chacun sait que ce sont les femmes qui les cultivent. On comptait 16 à 18% de stagiaires femmes dans les cours préparant les agents de vulgarisation agricole et elles recevaient la même formation (auparavant, elles se trouvaient cantonnées dans la culture potagère et l'enseignement ménager). Après 3 mois de cours intensifs, ces femmes faisaient aussi bien que les hommes. Sur le

terrain le projet s'est développé par l'intermédiaire de groupes, ce qui permettait une dynamique de groupe, la mise en commun des équipements chers, la possibilité de repérer les leaders, une augmentation de la productivité et des ressources des femmes. (IBISCUS-ORSTOM)
Consultation : CEDID-ORSTOM S-6661 WAL

RONDEAU, Chantal

Les paysannes du Mali : espaces de liberté et changements

Paris : Karthala, 1994.- 362 p.

L'argumentation de cet ouvrage, qui traite des femmes maliennes en milieu rural appartenant aux ethnies dogon, minyanka et senufo, s'appuie sur trois études de cas réalisées à partir d'enquêtes de terrain auprès de 188 paysannes. Parler autrement des paysannes africaines, interroger la complexité sans nier les réalités, tel est le défi de ce livre. La littérature sur les femmes et le développement a beaucoup insisté sur les contraintes qu'elles subissent. Ce livre démontre que, malgré leur position sociale inférieure, les paysannes maliennes arrivent à se ménager des marges de manoeuvre. En effet, la domination n'empêche pas une certaine liberté. Etudier ces espaces de liberté, c'est analyser le contrôle que les femmes exercent sur leur vie et leur travail. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM DE11-162 RON

IEDES. Institut d'Etude du Développement Economique et Social. Paris (ed.)

KLEIN, Isabelle

Femmes rurales et projets de développement en Haïti

Paris : IEDES, 1990/09.- 26 p. multigr.

Cette enquête avait pour but d'évaluer trois projets de développement qui se déroulent dans la région des Gonaïves dans le département du Haut Artibonite (Haïti) et qui, selon leurs promoteurs, intégraient la "dimension féminine" dans leurs objectifs et leur mise en oeuvre. Dans la réalité "on découvre que les actions entreprises ne correspondent pas forcément aux attentes de la population féminine concernée". Cette étude a permis d'appréhender les réalités vécues par la société rurale dans son ensemble, où la place de la femme est primordiale. En ce qui concerne les projets, on a constaté que les femmes s'intégraient soit en participant aux activités proposés ou en suscitant des activités commerciales annexes, mais il faut leur donner les moyens de prendre la parole, de se former, de décider de leur avenir pour qu'elle deviennent les premières actrices d'un véritable auto-développement.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4970 KLE

ALBERT, Irène

Des femmes, une terre : une nouvelle dynamique sociale au Bénin

Paris : L'Harmattan, 1993.- 264 p.

Au sud de Bénin, les femmes rurales ont de multiples rôles. En devenant exploitantes agricoles au même titre que les hommes, elle ont acquis une certaine indépendance financière mais aussi de nouvelles responsabilités au sein du ménage. Le développement récent des groupements féminins correspond à une nouvelle dynamique sociale et se traduit par l'émergence de nouvelles formes d'organisation. Quel est le rôle des groupements féminins? Une organisation collective favorise-t-elle l'autonomie économique et sociale des femmes? L'auteur cherche notamment à expliquer que les groupements féminins peuvent et doivent contribuer à améliorer la situation socio-économique des femmes qui s'imposent comme des partenaires pour les organismes de développement. En apportant leur soutien aux groupements féminins, ceux-ci permettraient une meilleure intégration des femmes dans le développement des sociétés rurales. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM DE11-116 ALB

Manuels et Guides

CTA. Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale. Wageningen (ed.)

ASIEDU, J.J

La transformation des produits agricoles en zone tropicale : approche technologique

Wageningen, Paris : CTA; KARTHALA, 1991.- 335 p.

Ce manuel aborde tous les aspects de la transformation des onze produits agricoles suivants : manioc, cacao, noix de coco, café, arachide, maïs, huile de palme, sorgho et millet, soja et igname. Chaque produit est étudié à la lumière des méthodes de transformation traditionnelles. Les techniques, les équipements utilisés, aussi bien que les propriétés physiques et chimiques des différents produits, sont pris en considération. Les procédés de transformation modernes sont également passés en revue. De nombreux graphiques et tableaux fournissent des indications précises. Les spécialistes en sciences de l'agriculture, les ingénieurs agronomes, les chimistes, les nutritionnistes trouveront dans cet ouvrage une source précieuse de références. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM DB0-001 ASI

UNIFEM. Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme. New York (ed.); ITDG. Intermediate Technology Development Group. Rugby (collab.)

L'UNIFEM et l'ITDG ont entrepris d'élaborer une série d'ouvrages permettant d'encourager les capacités techniques locales pour répondre aux besoins des femmes en matière de technologie améliorée. Chaque document de cette série est construit de la même manière. On y trouve les sections suivantes : une description des opérations traditionnelles, des études de cas, les questions à envisager lors de la planification d'un projet ou de la création d'une petite unité de transformation du produit, une description illustrée d'outils disponibles pour le traitement des produits et leur transformation, des références bibliographiques pouvant apporter un complément de connaissances, une liste d'organismes spécialisés à contacter. Tous les manuels sont disponibles en anglais, français et en portugais.

Extraction des huiles

New York : UNIFEM, 1989.- 47 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7947 UNI

Transformation des fruits et légumes

New York : UNIFEM, 1989.- 73 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7948 UNI

Traitement des céréales

New York : UNIFEM, 1989.- 75 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7949 UNI

Transformation du poisson

New York : UNIFEM, - 97 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7950 UNI

Transformation des racines et tubercules

New York : UNIFEM, 1989.- 79 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7951 UNI

Séchage

New York : UNIFEM, 1993.- 65 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7952 UNI

Conditionnement

New York : UNIFEM, 1993.- 52 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7953 UNI

Stockage

New York : UNIFEM, 1994.- 48 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-7954 UNI

OSTERGAARD, Lise (ed.)

Gender and development : a practical guide

London (GBR) : Routledge, 1992.- 220 p.

Consultation : CEDID-ORSTOM BD40-001 OST

UNIFEM. United Nations Development Fund for Women. New York (ed.)

Technical guideline : an end to debt : operational guidelines for credit projects

New York : UNIFEM, 1993.- 104 p.

Ce guide a été conçu par le département de technologie de l'UNIFEM en collaboration avec des experts financiers et des experts en organisation. Il a pour but d'aider les femmes à préparer des projet de développement permettant l'accès au crédit.

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4983 UNI

ACCT. Agence de Coopération Culturelle et Technique. Paris (ed.); SDID. Société de Développement International Desjardins. Québec (ed.)

GIGUERE, Pierre

Démarrage d'une coopérative d'épargne et de crédit

Québec : SDID, 1994/01.- 185 p.

L'intermédiaire financier de proximité, tantôt incarné par les tontines, tantôt par les coopératives d'épargne et de crédit, est depuis quelques années considéré comme un axe important d'un développement véritablement endogène et durable. Ce guide, basé sur des expériences concrètes et diversifiées, est destiné aux promoteurs de coopératives financières. Il propose une méthodologie. On y trouve présentées les différentes étapes nécessaires à la mise en oeuvre d'un réseau de caisses d'épargne et de crédit. (extrait d'un résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM BG30-106 GIG

OCDE. Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Paris (ed.)

Initiatives locales de création d'emplois : entreprendre au féminin

Paris : OCDE, 1990.- 110 p.

Dans tous les pays de l'OCDE, le métier de chef d'entreprise se conjugue de plus en plus au féminin, créant ainsi une source nouvelle de dynamisme dans les économies locales. Permettre au plus grand nombre de femmes de choisir la carrière d'entrepreneur ou de devenir travailleur indépendant, tout en valorisant et en développant leur capacité à entreprendre, ajouterait encore à cet essor. Pour ce faire, il faut créer au niveau local l'environnement favorable. Cette publication, qui s'adresse à toute la gamme des décideurs chargés de concevoir ou d'appuyer les initiatives entrepreneuriales, propose un certain nombre de lignes de force à mettre en oeuvre. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM BL42-500 OCD

UNIFEM. Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme. Dakar (ed.)

Démarrage et gestion d'une petite entreprise

Dakar : UNIFEM, 1994.- 62 p. multigr.

Pour réussir une entreprise il faut avoir une attitude positive, créative, objective et un désir ardent de réussir. Ces traits indispensables sont souvent les acquis des femmes entrepreneurs africaines et parfois même leur

seul capital. Cette contribution de l'UNIFEM peut servir de complément utile. (extrait du résumé d'auteur)
Consultation : CEDID-ORSTOM S-8076 UNI

ID. Institut du Développement. Paris (ed.)

Créer son entreprise en Afrique

Paris : L'Harmattan, 1992.- 96 p.

Cet ouvrage présente, sous la forme d'un récit vivant et facilement accessible, les différentes étapes de la création d'une petite entreprise dans un pays africain imaginaire. L'accent est mis sur le créateur d'entreprise qui raconte son expérience : ses ambitions, les difficultés rencontrées, les moyens de les surmonter, ses erreurs, ses succès. L'auteur ne cherche pas à donner une "recette", mais plutôt à montrer quels doivent être l'esprit et l'attitude du promoteur : il s'en dégage quelques règles présentées sous forme de conseils à tout créateur d'entreprise. Le récit est complété par un glossaire, des annexes techniques et chiffrées : étude de marché, données techniques de production, financement, dossier de présentation du projet. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM BI0-106 INS

CESAO. Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest. Bobo-Dioulasso (ed.)

SNOY, Odette

Comment élaborer avec les villageois un programme de promotion féminine ?

Bobo Dioulasso : CESAO, 1991.- 123 p.

Ce guide est le fruit de bien des expériences antérieures du CESAO en ce qui concerne la promotion de la femme. Il est plus directement inspiré par l'expérience vécue avec les agents de développement et les paysans de la zone Pô-Ouest de la Bougouriba (Burkina Faso). Le guide explicite la démarche, les méthodes, les outils qui peuvent contribuer à élaborer avec les villageois eux-mêmes un programme de promotion féminine au niveau d'une zone rurale. L'illustration par le cas vécu de chaque étape du processus permet de comprendre mieux qu'un exposé théorique comment les adapter à la complexité et à la diversité des réalités du terrain. Le guide s'adresse à toutes les personnes impliquées dans la conception d'un programme de promotion féminine, cadres d'organismes de développement rural, agents de terrain, responsable d'organisations paysannes, de structures villageoises ou intervillageoises. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4982 CES

Bibliographies complémentaires

ENDA. Environnement Développement Action Tiers Monde. Dakar

Femmes et Développement

Dakar : ENDA, 1994.- 11 p. multigr.

Cette bibliographie rassemble quelques publications des équipes, antennes et coordinations d'ENDA Tiers Monde sur les femmes. Elle comprend cinq parties: Femme et santé, Femmes, environnement et développement, Femmes et société, Femmes et formation, Femmes dans les activités économiques et l'accès au crédit-épargne. (résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-4999 END

Université Laval. Département d'Anthropologie. Faculté des Sciences Sociales. Chaire d'Etude sur la Condition des Femmes. Québec (ed.)

DAGENAIS, Huguette; HUOT, Marie Claude (collab.); BERGERON, Marie Eve (collab.); BEAUREGARD, Micheline (collab.)

Femmes, urbanisation et développement

Québec : Université Laval, 1994.- 120 p.

Cette bibliographie s'inscrit dans la première étape d'un projet de recherche portant sur les rapports entre les femmes, le phénomène d'urbanisation et le développement et, en particulier, sur l'insertion des jeunes migrantes à Ouagadougou. Jusqu'à présent, les recherches et les interventions en matière de développement ont principalement porté sur le monde rural. Une telle priorité était normale puisque non seulement la grande majorité de la population du Tiers-Monde vit encore en milieu rural mais la production agricole et les questions foncières recouvrent des enjeux vitaux pour l'ensemble des pays concernés. Cependant, l'augmentation considérable des migrations rurales-urbaines et de l'urbanisation au cours des dernières décennies, notamment en Afrique - dont on prévoit que, d'ici vingt ans, la majorité de la population sera urbaine - placent dorénavant les questions urbaines à l'avant-plan. Les femmes sont particulièrement touchées par les changements de tous ordres produits par les migrations et la vie urbaine. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM S-8086 DAG

CODESRIA. Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique. Dakar (ed.)
Institut d'été 1994 sur le genre : bibliographie
Summer Institute on Gender : bibliography
Dakar : CODESRIA, 1994.- 305 p.

Cette bibliographie a été produite pour connaître la documentation sur le *genre* disponible au Centre de Documentation et d'Information du CODESRIA (CODICE), mais également celle identifiée à partir d'autres sources. Elle est composée de trois parties: les références des documents disponibles au CODICE, les références obtenues à partir des bases de données bibliographiques sur les disques optiques compacts et enfin la liste bibliographique obtenue auprès de Madame Fatou Sow, chercheur à l'IFAN Cheikh Anta Diop (Institut Fondamental d'Afrique Noire). (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30-184 COD

CREDIF. Centre de Recherche de Documentation et d'Information sur la Femme. Tunis (ed.)

Répertoire national de la documentation femme : volume 1

Tunis : CREDIF, 1992.- 267 p.

Catalogue collectif de la documentation femme : volume 2

Tunis : CREDIF, 1994.- 236 p.

Le "Répertoire national de la documentation femme" est en quelque sorte un catalogue collectif qui regroupe les références bibliographiques des documents portant sur la femme que possèdent les institutions, membres du "Réseau national d'information sur la femme" (RNIF). Ce catalogue est le résultat de la coopération et de la collaboration entre les structures de documentation et d'information. Celles-ci ont conjugué leurs efforts pour rassembler les données éparpillées, les traiter, les rendre accessibles aux chercheurs et ainsi optimiser la qualité des services d'information documentaire. (extrait du résumé d'auteur)

Consultation : CEDID-ORSTOM FA30-220 CRE

RITIMO

Femmes et développement - Bibliographie.

LYON : RITIMO, 1992.- 50 P.

Une bibliographie établie à partir de la base de données du RITIMO et qui souligne la contribution des femmes au développement en même temps que la faiblesse de leurs moyens et la nécessité de favoriser leur accès à la santé et à l'éducation. (IBISCUS-CFD)

Consultation : CFD/H3.66

IREMAM

PARIS, Mireille

Femmes et sociétés dans le monde arabo-musulman : état bibliographique

AIX EN PROVENCE : IREMAM, 1989.- 254 P.

Bibliographie sur les femmes arabo-musulmanes, leurs conditions de vie, leur statut juridique, leur entrée dans le monde du travail salarié, leurs comportements et représentations mentales. Celle-ci est extraite de la base documentaire de l'IREMAM (Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman), elle concerne la période 1956-1988 (IBISCUS-CEDID)

Consultation : CEDID-ORSTOM FJ30-003 PAR

SACCAR

MISENGO, M. (comp.); CHANDA, K.L. (comp.)

Women in development in Southern Africa (Botswana, Lesotho, Malawi and Zambia) an annotated bibliography

Volume IV : Zambia

WAGENINGEN; GABORONE : CTA; SACCAR, 1991/00/00.- 78 P.

392 références bibliographiques sur le rôle des femmes dans le développement en Zambie sont réparties en 10 chapitres et classées par ordre alphabétique d'auteurs. Pour chacune des références, des mots clés sont indiqués. Développement rural, éducation, santé, droits civiques constituent une partie des thèmes couverts par cette bibliographie. (IBISCUS-BDPA)

Consultation : BDPAB8168/3

Ministère de la Coopération

Le ministère de la Coopération anime une politique de coopération documentaire, qui relève de la direction du Développement. Elle permet de répondre à des demandes croissantes d'information sur le développement en organisant leur collecte, leur traitement et leur mise à disposition pour une utilisation dynamique sur le terrain, en particulier dans le monde francophone.

Créée en 1988, la collection "Réseaux documentaires pour le développement" comprend des études documentaires géographiques ou sectorielles, des bulletins bibliographiques, des dossiers pédagogiques d'aide au métier de documentaliste, des ouvrages d'information générale.

Produites ou coordonnées par IBISCUS, ces publications reposent sur une politique de partenariat actif avec des associés du Sud et favorisent la promotion de leurs ressources ou de leur savoir-faire.

RÉSEAUX DOCUMENTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'ORSTOM

L'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) est un établissement public à caractère scientifique et technologique. Depuis cinquante ans, il conduit – en coopération avec ses partenaires du Sud – des recherches sur les milieux intertropicaux dans les domaines suivants : environnement et grands écosystèmes océaniques, aquatiques et terrestres; agriculture en milieux tropicaux fragiles; environnement et santé; hommes et sociétés en mutation.

L'ORSTOM possède un réseau de centres de documentation en France et à l'étranger. La banque de données bibliographiques multidisciplinaire HORIZON recense la littérature scientifique publiée par l'institut et les acquisitions des centres de documentation.

C'est le centre de documentation et d'information scientifique pour le développement (CEDID) de Paris qui anime depuis 1987, grâce à l'appui du ministère de la Coopération, le projet documentaire « Femmes du Tiers-Monde ».

Femmes du Sud Sources d'information pour le développement

Le but de cet ouvrage est de fournir aux chercheurs, aux documentalistes, aux ONG et à tout acteur du développement un outil de travail permettant de trouver une information pertinente concernant l'intégration des femmes du Sud dans les processus du développement.

Il présente les principaux organismes nationaux et internationaux impliqués dans ce domaine, ainsi que les centres de documentation spécialisés, l'action de la Coopération française, les sources documentaires et une bibliographie sélective.



9 782909 994123

150 FRF TTC
ISBN : 2 - 909994 - 12 - 0

ORSTOM

211, rue La Fayette
75480 Paris cedex 10

Téléphone :
(33-1) 48 03 77 77
Télécopie :
(33-1) 48 03 08 29

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION

20, rue Monsieur
75700 Paris
Téléphone :
(33-1) 47 83 10 10
Télécopie :
(33-1) 43 06 97 40



IBISCUS

MINITEL

ACCES GRAND PUBLIC
3615 IBISCUS
ACCES PROFESSIONNELS
36 28 00 12

SERVEUR ASCII
sous contrat
d'abonnement
(nous contacter)

IBISCUS

1 bis, rue du Havre
75008 Paris
Téléphone :
(33-1) 42 94 24 34
Télécopie :
(33-1) 42 94 25 91